

La situation au Proche-Orient après le massacre de la famille Chamoun et les assassinats d'Israéliens

Liban : la France demande une réunion des cinq Grands

Un cauchemar sans fin

Le Liban sortira-t-il un jour de son sanglant cauchemar ? Le sauvage assassinat, dimanche 21 octobre, de Dany Chamoun et de sa famille, transpercé de mitraille quelques jours après l'exécution sommaire de plusieurs dizaines de compagnons d'armes de Michel Aoun, suggère fort mal de cette réconciliation à laquelle aspire un peuple exténué par plus de quinze ans d'une guerre qui a fait environ cent mille morts. La « nouvelle aube » promise par le président Elias Hraoui, au lendemain de la chute du général rebelle, s'annonce bien sombre.

Ce quadruple crime restera sans doute, après tant d'autres, impuni. La liste est longue de ceux que l'on peut suspecter d'avoir voulu liquider le dernier héritier encore en vie des grandes familles maronites. A-t-il été tué parce que, surmontant les haines et les rancœurs du passé, il souhaitait, en dirigeant responsable, donner enfin sa chance à l'entente nationale ? Ou bien lui a-t-on fait payer à retardement le prix suprême de son soutien à Michel Aoun ? Lui reprochait-on ses fidélités ou son courage politique ?

QUELS qu'aient été ses commanditaires, la tuerie de Baabda appelle deux constats. D'abord, le gouvernement « légal » libanais - du président Elias Hraoui et de M. Selim Hoss - a commis une terrible faute en ne protégeant pas plus tôt, et de sa propre initiative, l'un des hommes les plus menacés du pays. Déjà mince, le crédit de l'équipe mise en place par les accords de Taëf s'en trouve encore amoindri. Ensuite, le crime profite surtout à la Syrie.

Car il rassemble fort à un ultime avertissement lancé à tous ceux qui seraient tentés de contester la « Pax syriana » - la mal nommée - que la récente reddition du général Aoun permet à Damas d'imposer aujourd'hui au « pays du Cèdre ». Le président Assad, qui n'a jamais reconnu la souveraineté du Liban, ni renoncé à son rêve d'une « Grande Syrie » surgie des ruines de son voisin asservi, n'aura de cesse de faire piller les chefs des milices, véritables « patrons » du pays en face d'un pouvoir civil que sa faiblesse et sa corruption ont largement discrédité.

ON comprend, dans ces conditions, l'inquiétude de Samir Geagea - le chef des Forces libanaises - et celle de Walid Joumblatt, le chef druze, qui n'a pas oublié que son père tombe sous des balles syriennes. S'ils résistent, leur « tour » viendra tôt ou tard.

Mais le massacre de la famille Chamoun est avant tout une mise en garde adressée aux maronites. Sa férocité spectaculaire, destinée à frapper les imaginations, vise délibérément à « casser » le moral d'une communauté dont beaucoup de membres avaient trouvé en Michel Aoun le dernier symbole de leur volonté de résistance à l'ordre syrien et musulman.

La libération, par l'armée d'occupation syrienne, de l'assassin de Bachir Gemayel ne contribue pas à les rassurer. Désespérés parce qu'ils se voient à tort, ou à raison, privés d'avenir dans leur pays, une partie des chrétiens libanais préféreront à n'en pas doubler l'exil à la soumission.

M 0147 - 1023 0 - 5.00 F



L'assassinat, le 21 octobre, près de Beyrouth, de Dany Chamoun, président du Parti national libéral et du Nouveau Front libanais, et le plus puissant soutien du général Aoun, ainsi que de sa femme et deux de ses enfants, a été condamné par les dirigeants libanais. La France a demandé lundi une réunion des cinq membres permanents du Conseil de sécurité sur le Liban, a déclaré M. Dumas, ministre des affaires étrangères.

M. Roland Dumas a toutefois précisé qu'il « appartient » au gouvernement du Liban de saisir le Conseil de sécurité « s'il veut faire prononcer une sanction contre les troupes étrangères qui l'occupent ».

En visite à Damas, le président Elias Hraoui a dénoncé avec « virulence » le meurtre de Dany Chamoun commis, selon lui, par des mains « qui ne veulent pas la stabilité et la paix au Liban ».

M. Selim Hoss, le premier ministre, a pour sa part estimé que le chef du Parti national libéral a pu payer le prix de son intention de se rapprocher du pouvoir. M. Selim Hoss a indiqué que, au cours « des derniers jours, la victime était toujours en

contact avec nous et avait fait preuve de beaucoup d'ouverture et de responsabilité ».

Lire nos informations et l'article de LUCIEN GEORGE page 3

Spéculation et marchés pétroliers

L'envoie des cours du pétrole depuis le 2 août est-elle purement « spéculative » ? Appelant les compagnies pétrolières à répercuter la chute récente des cours internationaux, M. Pierre Bérégovoy a dénoncé le « libéralisme sauvage » qui régit le marché pétrolier. Ce marché, jadis largement cartellisé, s'est depuis dix ans relativement normalisé. Grâce au développement des marchés à terme, il est devenu un marché de matières premières presque comme les autres.

Lire nos informations page 21 - section C et l'article de VÉRONIQUE MAURUS page 25 - section C

Israël : Jérusalem dans l'engrenage des violences

La tension ne cesse de croître à Jérusalem : dans le secteur occidental de la ville, trois Israéliens ont été tués et un quatrième blessé, dimanche 21 octobre, par un jeune Arabe, armé d'un poignard. L'agresseur a déclaré aux policiers avoir voulu « venger les morts de l'esplanade des Mosquées ». Lundi matin, dans un quartier situé au nord de la ville, un autre Israélien a été blessé de plusieurs coups de couteau.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Il y a quelque temps déjà, deux intellectuels, le sociologue israélien Meron Benvenisti et le philosophe palestinien Sari Nusseibeh,

avaient, dans des termes à peu près identiques, formulé une sombre prédiction : « Plus s'éloignent les perspectives de règlement politique du conflit, disaient-ils, et plus celui-ci se transformera en une lutte tribale ou religieuse : ce sera les Arabes contre les Juifs et non plus les Palestiniens contre les Israéliens ».

Tous deux résidents de la Ville Sainte, ils ajoutaient que Jérusalem, un temps épargnée par l'intifada, serait le théâtre principal de cette évolution du fait de ce qu'elle représente pour les uns et les autres.

ALAIN FRACHON

Lire la suite page 6

Le président Hussein envisagerait de libérer tous les otages français

Le président irakien a proposé au Parlement de Bagdad de « discuter » la libération de tous les otages français retenus en Irak. Il a d'autre part promis la libération d'un nombre indéterminé d'otages américains.

Lire page 44

Grève dans les transports parisiens

Arrêt de travail, mardi 23 octobre, à la RATP et dans les taxis

page 21 - section C

Mort de Colette Audry

Militante socialiste et écrivain

page 19 - section B

CHAMPS ÉCONOMIQUES

Vices et vertus des marchés à terme

Actualité de la théorie néoclassique

pages 25 à 28 - section C

Sur le vif et le sommaire complet se trouvent page 44 - section C

Esclaves oubliés

Si le nombre d'affranchis a augmenté,

l'esclavage, en dépit des proclamations, est loin d'avoir disparu en Mauritanie

NOUAKCHOTT

de notre envoyé spécial

« Même quand il est libre, dans sa tête et dans la tête des autres, un esclave reste un esclave. » Témoin peu commun, Bilal sait de quoi il parle. Pendant treize ans, de sa naissance à sa fuite, il a été l'esclave de nomades mauritaniens. Prisonnier du désert et d'une tradition séculaire, il a été astreint dès l'enfance à une servitude d'un autre âge, absolue et brutale.

Aujourd'hui, à dix-sept ans, Bilal vit à la ville et va à l'école. Le jean délavé et les baskets fluo ont remplacé ses haillons de vau-pieds. Par la force des choses, il est passé de la catégorie des

abd (esclave, en arabe) à celle des haratines (affranchis), ces milliers de Noirs plus ou moins libérés. Contrairement à beaucoup, lui n'a plus à subir l'influence de son ancien maître. Mais, dans une société dominée par l'ordre maure, il reste, peu ou prou, un paria.

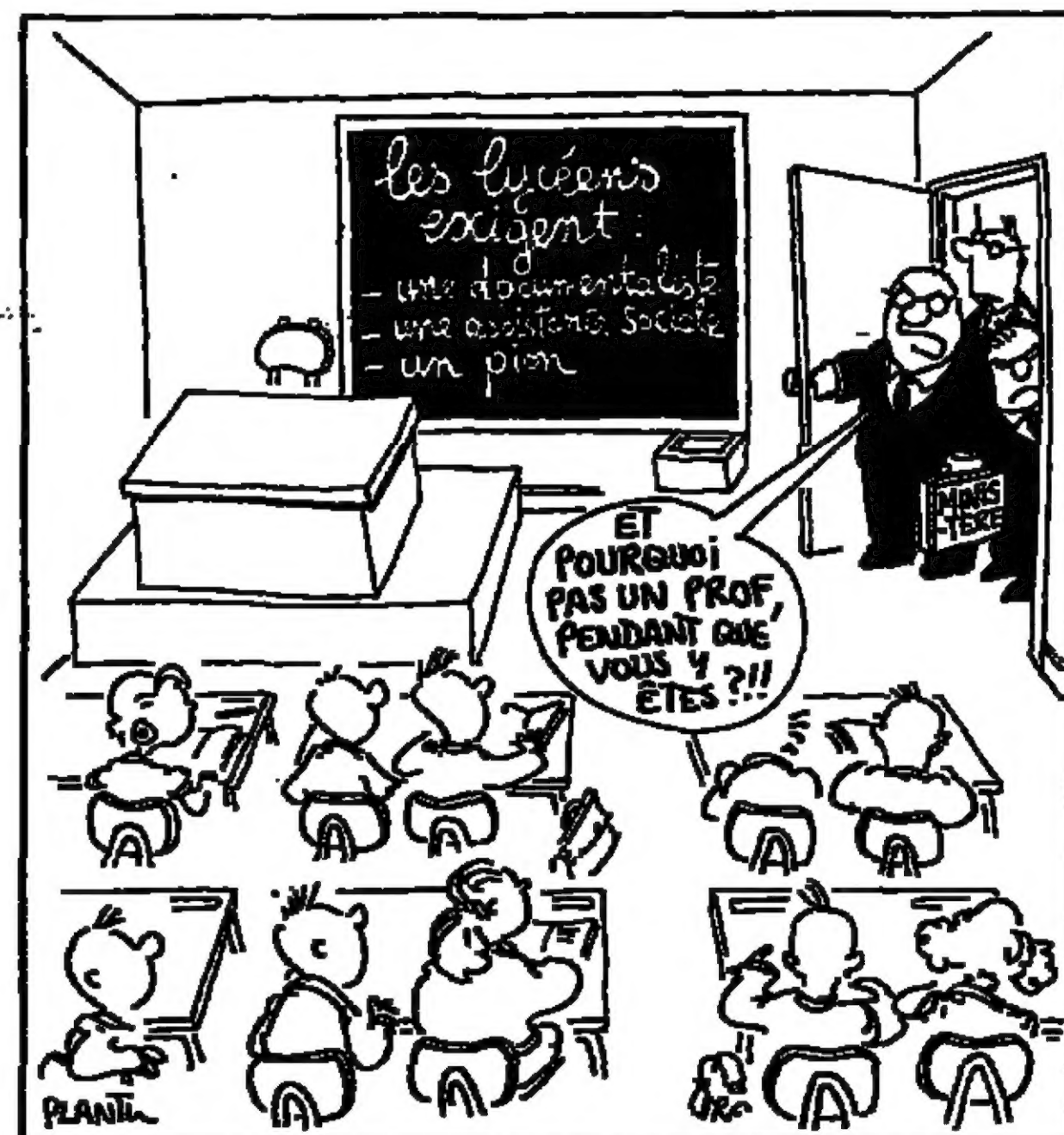
Fils d'esclaves, Bilal a reçu, comme beaucoup de captifs, le nom de l'esclave favori de Mahomet. Il est né dans un de ces campements de nomades éphémères qui sillonnent le désert au gré des saisons, à la recherche d'eau et de pâturages pour les troupeaux. Autour d'un puits, quelques tentes : celles des maîtres, les Maures blancs, ou bidanes, et plus loin, près des enclos où sont parqués moutons

et chameaux, les abris des esclaves, faits de branchages et d'oripeaux.

Mahmoud, le père de Bilal, s'est enfui avant sa naissance, « parce que les maîtres l'avaient battu jusqu'à ce que son corps soit tout déchiré ». Le jeune homme tient ce détail de sa mère, mais n'en sait guère plus : pas plus qu'il ne sait si Mahmoud est bien le père de ses « frères » et « sœurs ». C'est que la promesse est grande dans les campements ; et s'il arrive au maître d'interdire le mariage à ses esclaves, il n'interdit pas aux femmes d'avoir des enfants. En effet, ceux-ci reviennent « de droit » au maître de la mère.

ROLAND-PIERRE PARINGAUX

Lire la suite page 8



Des lycéens manifestent à Paris pour protester contre l'insécurité dans certains établissements.

Lire l'article de CHRISTINE GARIN et GÉRARD COURTOIS page 11 - section B

William Forsythe et les sortilèges

Avec « Slingerland » et les Ballets de Francfort le chorégraphe américain s'impose au Châtelet

C'est peu dire que William Forsythe nous surprend, avec « Slingerland » qui ouvre sa brève saison au Châtelet. Il nous coupe souffle, bras, jambes, nous étourdit, nous laisse au bord du vertige. Il faut un certain temps, en sortant du théâtre, pour nous réhabituer à la réalité, ou ce que nous croyons être la réalité. Car Forsythe lézarde nos certitudes. Ne disait-il pas dans « Artfact », présenté à Paris il y a deux ans : « Bienvenue à ce que vous croyez voir ».

« Slingerland » - un mot inventé qui ne signifie rien - se compose de quatre parties. Sur scène, ce que l'on prend d'abord pour de gros cailloux sont des têtes au ras du plancher, des têtes vivantes au crâne rasé, qui tantôt dodelinent, tantôt ouvrent la bouche en un cri silencieux à la Edvard Munch. Parfois, tout contre la tête, sort un avant-bras, une main qui écrit rageusement sur le sol, avec une pierre. Ces créa-

tures sont dangereuses : si on leur tend la main, c'est le bras tout entier qu'elles attirent dans leur trou - ou bien, image plus bouleversante encore, si vous vous penchez pour baiser leurs lèvres, c'est votre tête qu'elles engloutissent.

Des aérolithes sont suspendus dans les airs. De savants jeux de rideaux vont constamment modi-

fy l'espace, tantôt drapés classiquement à l'italienne, tantôt en toiles tendues montant et descendant à des niveaux divers, faisant apparaître ou s'évanouir des dessins variés, études de mains, visages enfantins, objets non identifiables. Un film (des gens marchant dans la rue) n'apporte rien de très original.

SYLVIE DE NUSSAC

Lire la suite page 14 - section B

Grand Louvre : la truelle et les ciseaux

M. Jack Lang annonce la création d'un centre de la mode dans le sous-sol du Musée du Louvre. Pendant ce temps-là, les travaux de rénovation continuent et vont s'étendre au jardin des Tuileries.

Lire page 15 - section B

l'article d'EMMANUEL DE ROUX



ENCYCLOPÉDIE PHILOSOPHIQUE UNIVERSELLE
Volume II - Les Notions Philosophiques. Dictionnaire en 2 tomes dirigé par Sylvain Auroux. Une somme culturelle et scientifique, un nouveau départ pour la philosophie.
700 collaborateurs, 5300 notions, 3344 pages, 2200 F.
Encyclopédie Philosophique Universelle publiée sous la direction d'André Jacob.

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 7 DH ; Tunisie, 850 m ; Allemagne, 2,20 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 33 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 12 KR ; Espagne, 175 PTA ; G.B., 70 p ; Grèce, 180 DR ; Irlande, 90 p ; Italie, 2 000 L ; Luxembourg, 33 FL ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,50 FL ; Portugal, 160 ESC ; Sénégal, 375 F CFA ; Suède, 14 KRS ; Suisse, 1,70 FS ; USA (NY), 1,75 \$; USA (autres), 2 \$.

DÉBATS

Patrimoine

L'archéologie en chantier

par Michel Colardelle

La presse rend compte, depuis plus d'un an, de mouvements de contestation de la politique de l'Etat en matière de recherche archéologique. Cette contestation est partie des archéologues « hors statut », recrutés sur des contrats temporaires pour faire face aux nécessités du sauvetage de sites menacés par les travaux d'aménagement du territoire. Ces archéologues réclament à juste titre de meilleures conditions professionnelles. Le mouvement s'étend actuellement à l'ensemble de la profession.

M. Christian Goudineau, professeur au Collège de France et ancien président du Conseil supérieur de la recherche archéologique, a été chargé par le premier ministre d'un rapport d'ensemble sur les solutions à apporter à la crise de l'archéologie. Ce rapport, remis en mai 1990, fait une analyse lucide de la situation. Parmi les mesures qu'il propose, on retient la réalisation d'une carte archéologique du territoire, permettant aux autorités compétentes de mieux gérer le potentiel archéologique national, et la « globalisation des crédits », c'est-à-dire la création d'un fonds commun auquel cotiseraient l'ensemble des aménageurs et qui assurerait le financement de l'archéologie de sauvetage comme de la recherche. Or le gouvernement n'a pu réformer cette dernière mesure, la plus ardemment souhaitée, et le ministre de la culture a fait connaître un trajectoire de mesures décalées d'un arbitrage interministériel, qui soulève actuellement une nouvelle poussée de contestation.

Si crise de l'archéologie il y a, c'est d'abord une crise de croissance : voici vingt ans, et malgré un appareil législatif et réglementaire peu différent de l'actuel, la destruction des sites archéologiques lors des grands travaux était courante, et leur sauvetage l'exception. D'ailleurs, sur un territoire où les archéologues professionnels spécialisés dans la recherche

métropolitaine étaient fort rares, la prévention — c'est-à-dire la prospection préalable aux travaux, permettant de fouiller à l'avance les sites touchés — n'existait pas. Depuis 1981, le budget de l'archéologie gérée par le ministère de la culture a été multiplié par dix. Et les résultats, quoi qu'on puisse en dire, sont extraordinaires : la majorité des acquis de l'archéologie depuis dix ans résulte du sauvetage. On n'a jamais tant publié, et jamais on n'a tant fait connaître l'archéologie au grand public. L'Année de l'archéologie en est la preuve.

Mais les problèmes existent, nul ne le nie. Quels sont les points les plus contestés ? Tout d'abord, la décision de ne pas globaliser les crédits de l'archéologie, c'est-à-dire de séparer le financement de l'archéologie de sauvetage, issu des contributions des aménageurs, de celui de la recherche sur programme, non soumise à l'urgence.

Un grand projet national

Il faudrait une taxe parafiscale ou fiscale. Quelle en serait l'assiette : tous les aménageurs potentiels, c'est-à-dire tous les Français ? Quelle structure interprofessionnelle pour la gérer ? Et, quand même ces difficultés seraient résolues, peut-on ériger en priorité la levée d'une taxe nouvelle, même de très faible taux ? Et, sur un plan moral, comment pourrait-on admettre de faire payer aux aménageurs des recherches qui ne découleraient pas rigoureusement des travaux dont ils sont commanditaires ?

Mais personne aujourd'hui ne pose le vrai problème du financement de la recherche sur programme, celui du rôle des ministères de la recherche et de la technologie, ainsi que de l'éducation nationale, grands absents de l'effort qui est supporté presque uniquement par la culture. N'ont-

ils pas des responsabilités plus grandes ?

Ensuite, la décision de supprimer l'Association pour les fouilles archéologiques nationales (AFAN), pour la remplacer par une agence de moyens dénommée Association nationale pour les fouilles archéologiques de sauvetage (ANFAS), clairement distincte des autorités administratives. On dit : il s'agit d'une privatisation de l'archéologie. Une association selon la loi de 1901 relève effectivement du droit privé. Mais est-ce possible autrement ? Une association convient parfaitement, si elle est bien gérée, et si ses statuts ont été bien conçus. Les contrats temporaires des archéologues seront transformés en contrats permanents, la masse financière des sauvetages et le fonds de roulement de l'ANFAS le permettront. Un plan de formation rendra possible une progression professionnelle. Une politique adaptée de recrutement pourvoira l'ANFAS de spécialistes divers, dont la rotation sur les chantiers autorisera la libération du temps nécessaire pour l'archivage des données et la publication.

On dit encore que les directeurs des antiquités, et leurs personnels, seront réduits à une fonction strictement administrative. Et pour quoi donc ? Libérés d'une grande partie des charges de gestion courante, ils auront, à côté des charges régaliennes qui leur incombent, à faire les choix scientifiques qui dirigeront la fouille ou le chantier eux-mêmes certains chantiers relevant de leurs compétences, à conserver le contrôle de la qualité scientifique, à imaginer les programmes de recherche et d'animation... Est-ce vraiment une réduction de leurs compétences ? Est-ce un appauvrissement des prérogatives de l'Etat ? De toute manière, si l'on crée un EPA, a fortiori un EPIC, comme on le réclame, qui aurait le pouvoir ? Les directeurs des antiquités ou le directeur du nouvel établissement ?

Il faut que les protagonistes du

débat se parlent, autrement que lors de mouvements de grève ou par le biais de tracts et de communiqués. Le malaise est profond, chacun est amer à juste titre et, à tort, en rend responsable l'autre. L'explication réciproque ne peut nuire, et clarifier le débat : d'elle pourra procéder le grand projet national pour l'archéologie que l'on réclame.

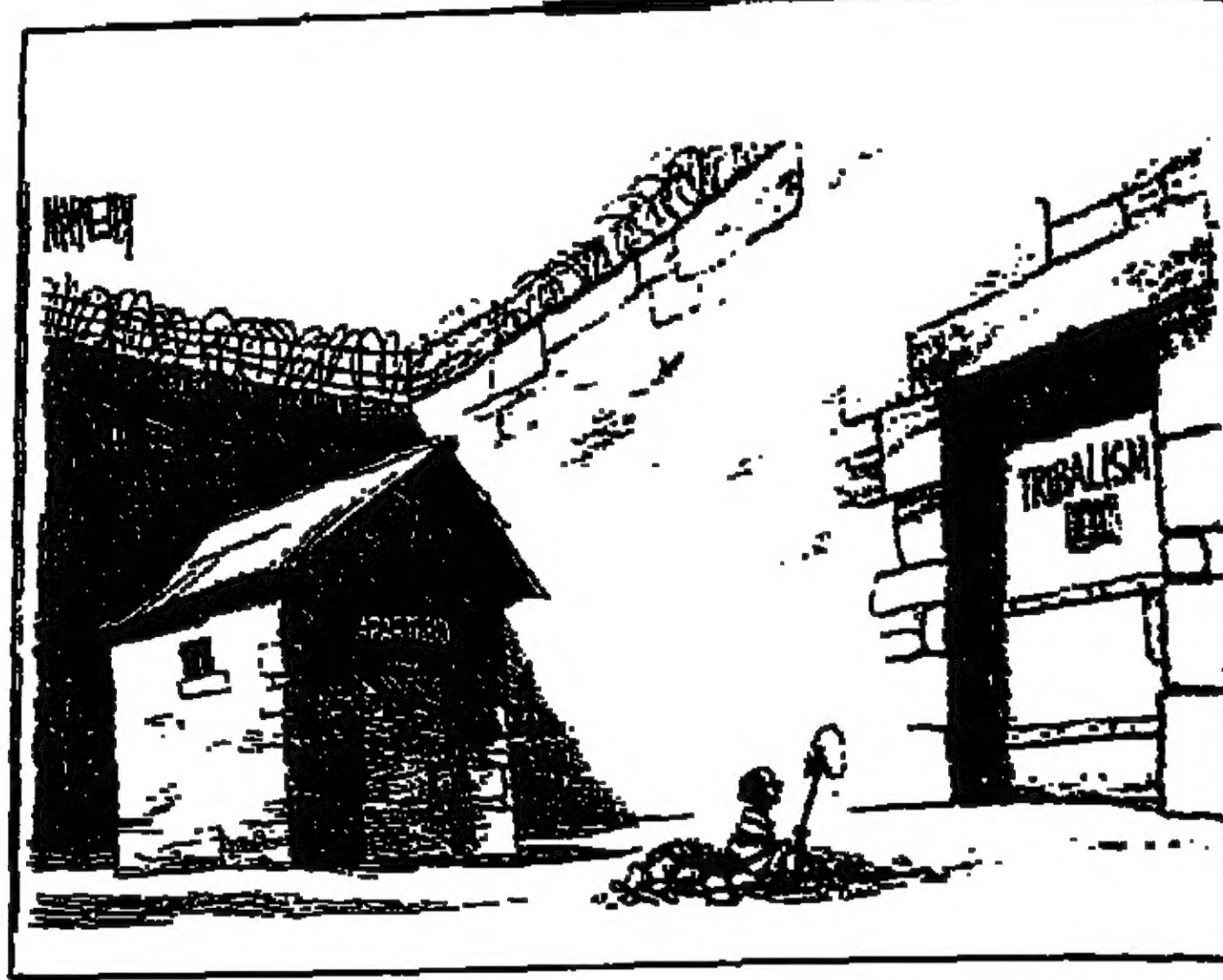
Un cadre est fixé par l'arbitrage interministériel intervenu récemment. Il ne donne que les grandes lignes, et le canevas est assez large pour que le contenu réponde à la plupart des exigences les plus légitimes. A chacun, au cours de la concertation qu'il faut amorcer, de lui donner un contenu.

Dans l'arbitrage interministériel intervenu, il manque trois volets, qui le rendraient davantage crédible : l'annonce d'un plan de réévaluation de l'archéologie nationale au ministère de la recherche et de la technologie et à celui de l'éducation nationale ; celle d'une négociation avec les ministères de l'agriculture et de l'équipement pour trouver les moyens de parer aux destructions extrêmement graves que constituent les nouvelles techniques d'exploitation agricole, forestière, et les carrières ; l'annonce d'un projet clair quant à l'archéologie des collectivités territoriales. Pourquoi ne pas faire de ces trois sujets une priorité de l'année à venir ?

Enfin, ne serait-il pas temps de réfléchir à une philosophie de la recherche archéologique ? Autrement dit, faut-il tout étudier et conserver ou bien faire des choix, et selon quels critères ? L'archéologie « bénévole », d'« amateur », qui sur le territoire national, ne pourrait-elle pas, à la faveur de cette réflexion, trouver l'occasion d'un renouveau ?

► Michel Colardelle est conservateur en chef du patrimoine et membre du Conseil supérieur de la recherche archéologique.

TRAIT LIBRE



Une brochure du « Monde diplomatique »

Les masques du racisme

MANIÈRE DE VOIR
n° 9. Les masques du racisme
« Le Monde diplomatique »,
oct. 1990, 98 p., 38 F.

DEPUIS dix ans en France, l'horizon du débat intellectuel et politique a changé de couleur, et nous pourrions avoir le sentiment, lorsque nous y portons le regard, que le soir descend. Il n'est pas totalement paradoxal que cet assombrissement coïncide avec le succès électoral de la gauche.

Ce succès a, d'une certaine manière, libéré ou stimulé la pensée de droite et d'extrême droite, comme en témoigne le succès du Club de l'Horloge. Devient les compromis qu'entraîne la gestion du pouvoir, beaucoup d'intellectuels se sont donné la facilité de l'apothéose, sans toujours mesurer ce que ce retrait apportait d'eau au moulin de l'antiparlementarisme et de ses dérivés en tous genres. L'effondrement progressif, puis accéléré, des pays de l'Est a marqué la décennie et atteint toutes les références de la gauche : de ce point de vue, l'histoire n'est pas finie, c'est le moins qu'on puisse dire, et elle va si vite que ceux-là mêmes qui, à gauche, ont toujours (ou depuis longtemps) dénoncé l'idéologie et la pratique communistes ont quelque mal, il faut l'avouer, à faire comme si cette histoire-là ne les affectait pas tout de même un peu.

La brochure que le Monde diplomatique consacre aux Masques du racisme et qui rassemble, à côté de quelques articles un peu plus anciens, bon nombre de contributions inédites ou de moins de deux ans, a pour premier mérite de restituer le climat général dans lequel on a dû prendre soudain conscience, en France, que la question du racisme était bel et bien posée et qu'elle était, d'entrée, par les termes mêmes avec lesquels on prétendait la congédier en évoquant, par exemple, le problème de l'immigration.

La dérive des mots

La dérive des mots témoigne de celle des idées et certaines expressions trop facilement admises sont encore plus redoutablement ambiguës que le « détail » de M. Le Pen. Ainsi la logique du ghetto peut-elle se satisfaire des appels à respecter le « droit à la différence », de la distinction entre immigrés et « Français de souche » et de l'utilisation abusive du terme « communauté ».

Les mots ne sont pas seuls en cause. Ils se développent sur le terrain de la xénophobie et de l'exclusion : banlieues ghettos, cités à l'abandon, chômage, échec scolaires.

Le problème du racisme, chez nous, est indissociable d'une coupure entre riches et pauvres, qui s'approfondit et que l'économisme ambiant n'est pas loin de revendiquer. On ne peut s'empêcher de penser à ce que serait demain notre société si l'emportement des forces qui l'essaiment est d'avoir toujours moins d'Etat. Aux Etats-Unis, l'évolution qui avait favorisé la constitution d'une bourgeoisie noire s'est ralentie depuis 1978 et un enfant sur trois de moins de six ans, à Washington, vit au-dessous du seuil officiel de pauvreté.

La priorité nationale

C'est la grande force de ce numéro 9 de la série Manière de voir que de diversifier les exemples en nous confrontant d'une part à l'histoire du III^e Reich (si présent, encore, dans notre univers intellectuel), d'autre part à la configuration démultipliée des racismes du monde : les vieux spectres de l'Europe du Nord, les nationalismes déchaînés des pays de l'Est au sortir du déficit démocratique, les Etats-Unis, l'Afrique du Sud, les territoires occupés. La liste n'est pas exhaustive, loin de là. Comme le dit Christian de Brie, « le racisme n'est l'appareil d'aucune société et... aucune n'est définitivement prémunie ».

Le lecteur de ce remarquable dossier pourra, pour ce qui concerne la France, en tirer des conclusions contrastées, tour à tour sensible à l'incontestable montée des périls (M. Le Pen, qui, parti de zéro il y a moins de dix ans, réunit quatre millions trois cent soixante-quinze mille voix en avril 1988) ou aux initiatives qui, ici et là, témoignent de l'irréversible intégration de Français de droit qui entendent bien le devenir de fait — dans le chignon, l'édition, le cinéma ou les affaires. Mais il en retiendra avant tout la conviction que ne cesse de s'exprimer au fil de ces cent pages denses et riches : que la question de la pauvreté et de l'intégration est la première des priorités nationales, qu'en cette matière on ne gouverne pas en suivant ce que l'on croit être l'opinion, et que toute concession, même formelle, aux dérives racistes, mêmes indirectes, est un péché contre l'aspiration et une insulte à l'avenir.

MARC AUGÉ
Président de l'Ecole des hautes études en sciences sociales

Proche-Orient

Avant qu'il ne soit trop tard

par Lance Blackstone, Janicki Cingoli, Marie-Claire Mendès France et Maurice Stroun

A l'allure où les événements se dessinent au Proche-Orient depuis bientôt deux mois, on peut craindre à tout moment la guerre, et nul ne peut en prédire les conséquences et les effets.

Même si pendant quarante ans les Palestiniens ont refusé de parler avec Israël, ce n'est pas une raison pour que le gouvernement israélien refuse de parler à l'OLP, représentant désigné du peuple palestinien : il faut appliquer les résolutions 242 et 338 des Nations unies.

Aux pas en avant faits par Yasser Arafat, le gouvernement Shamir n'a pas su faire en réponse le moindre geste, même symbolique, qui aurait pu témoigner de sa bonne volonté. A nos appels, les responsables israéliens sont restés sourds : Itzhak Shamir, obstiné dans son rêve du « Grand Israël ».

Dans un monde arabe de plus en plus soumis aux fanatismes religieux et à la régression politique, les Palestiniens ballottés entre leurs frères de circonstance, déçus, enragés, n'ont plus que la haine et le désespoir pour perspective. Le soutien de Yasser Arafat à l'entreprise de Saddam Hussein risque de mettre un terme à toute possibilité de dialogue.

En 1967, dès la fin de la guerre de six jours, Pierre Mendès France envoyait un émissaire au général Dayan, lui, le vainqueur, pour lui

suggérer de se rendre au Caire, afin de rendre à l'Egypte le Sinaï contre la paix. On sait ce qu'il advint et ce geste fut fait par Anouar El Sadate dix ans plus tard. Nous étions à Jérusalem lorsque le grand oiseau de paix se posa. Après l'incrédulité, ce fut la joie en Israël : la paix devait se faire avec l'ancien ennemi.

En 1976, Pierre Mendès France, à leur demande, a permis que se rencontrent des colombes israéliennes telles Lova Eliav et le général Peled avec Islam Sartawi, représentant de l'OLP.

Violence accumulée

En 1982, lors de l'invasion du Liban, Pierre Mendès France, Nahum Goldmann et Philippe Klutznick ont lancé un appel déclarant notamment : « La paix ne se conclut pas entre amis, mais entre ennemis qui ont lutté et ont souffert. Notre sens de l'histoire juive et les impératifs de l'heure nous conduisent à affirmer que le temps est venu pour la reconnaissance réciproque d'Israël et du peuple palestinien. Il faut mettre fin aux débats stériles dans lesquels le monde arabe conteste l'existence d'Israël et les juifs contestent le droit des Palestiniens à l'indépendance. La véritable question n'est pas de savoir si les Palestiniens ont

ce droit, mais comment le réaliser tout en garantissant la sécurité d'Israël ainsi que la stabilité dans la région... »

Depuis, la violence et la haine n'ont fait que s'accumuler. Des provocations d'extrémistes des deux bords, d'une part au mur des Lamentations, d'autre part au mont du Temple, entraînant une horrible tuerie, risquent de se répéter. Aujourd'hui, il n'est pas pensable de faire un amalgame entre la situation au Koweït et le problème israélo-palestinien.

Si les Israéliens et les Palestiniens s'obstinent dans leur choix suicidaire, ils se verront dans l'obligation d'accepter une paix qui leur sera imposée. Un tel règlement ne pourra être que dangereux et fragile.

C'est à eux seuls, au moment du plus grand danger, de faire preuve de courage et d'imagination pour enfin oser dialoguer. C'est à eux seuls qu'il appartient de négocier, quitte à faire entériner leurs accords par une conférence internationale. Oui, il y a urgence à tout recommencer.

► Marie-Claire Mendès France est présidente du comité français du Centre international pour la paix au Proche-Orient ; Maurice Stroun préside le comité suisse ; Janicki Cingoli dirige le centre italien et Lance Blackstone représente le centre britannique.

COURRIER

Les mots nouveaux

La France vient de célébrer sur le site même d'Armainvilliers le centenaire anniversaire du premier vol motorisé d'un plus lourd que l'air. La victoire de Clément Ader concerne l'histoire de l'aviation. Elle intéresse aussi — curieusement — le génie même de notre langue.

En effet, Ader (...) se trouva confronté à un problème d'appellation, comme tout inventeur. Il aurait pu rechercher une des ces combinaisons plus ou moins heureuses, plus ou moins correctes, de racines ou de mots grecs et latins pour fabriquer toutes pièces un néologisme savant. De fait, après lui, ne manquèrent pas les distingués philologues, grands fabricants d'aérolanes, d'aéroscaphes et divers aéroscopés, que la langue parlée a rejetés en raison de leur longueur, de leur complication et de la difficulté qu'il y a à prononcer la fausse diphtongue initiale « ae » dans un mot un peu long.

Clément Ader n'avait pas cette ambition. Il se borna à prendre le mot oiseau, avis en latin, et à y ajouter une désinence aisément prononçable, pour former le mot avion, dont la simplicité, les références étymologiques discrètes, la bonne sonorité et la brièveté ont assuré le succès.

Peut-on tirer une leçon de cet exemple ? Ne serait-il pas sage de confier désormais aux novateurs, aux inventeurs, le soin de former des mots nouveaux, dont le succès garantirait mieux que les oukases académiques ou les arbitrages pseudo-scientifiques la promotion et la vitalité de notre langue, menacée par cette forme récente de barbarisme que sont les anglicismes techniques et médiatiques.

ALAIN VIVIEN
Député de Seine-et-Marne

PLUS VITE, MOINS CHER !

Ne commandez pas votre PEUGEOT sans nous avoir rendu visite !

MINITEL 3615 NEUBAUER

Les offres exclusives NEUBAUER :
• 206 GTI/VIP int. cuir, finitions bois gratuites
• ou intérieur cuir gratuit sur la PEUGEOT de votre choix
• ou Finitions bois gratuites
• ou Conditions Argus + 7000 F

* sur présentation de cette annonce, jusqu'au 31 oct. 1990.
Ces offres ne sont pas cumulables et ne concernent pas les modèles de base et les séries limitées.

NEUBAUER
PEUGEOT

8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎ 42.61.15.68

4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎ 48.21.60.21

مركز عمارات

ÉTRANGER

LIBAN : le meurtre du dirigeant maronite Dany Chamoun et de sa famille

Une nouvelle ère de terreur et de règlements de comptes ?

Un coup très dur porté aux efforts en cours pour une réconciliation nationale au Liban : l'assassinat, dimanche 21 octobre à l'aube, de Dany Chamoun, cinquante-six ans, de sa femme - d'origine allemande - Ingrid, trente-neuf ans, et de ses deux fils Tarek, sept ans, et Julian, cinq ans, a plongé une nouvelle fois les Libanais dans la stupeur et les chrétiens du Metn, ancien fief du général Michel Aoun, dans la panique.

BEYROUTH

de notre envoyée spéciale

Fils de l'ancien président Camille Chamoun, grande figure maronite du Liban, Dany Chamoun était le chef de file politique du mouvement de soutien au général Aoun. Sa disparition et celle de sa famille font craindre à beaucoup une nouvelle ère de terreur et de règlements de comptes sanglants.

C'est à 6 h 25 que quatre hommes portant des treillis de l'armée libanaise - ce qui au Liban ne veut rien dire, tant il est aisé de s'en procurer - arrivés à bord de deux voitures civiles, se sont présentés au bas de l'immeuble, non gardé, où vivait Dany Chamoun à Baabda, depuis qu'il avait dû quitter Achrafieh sous contrôle de la milice chrétienne des Forces libanaises. Sous la menace, deux d'entre eux, selon des témoins, se sont fait ouvrir la porte de l'immeuble par le concierge, obligeant celui-ci à les conduire à l'appartement, situé au cinquième étage, de Dany Chamoun. Rassurée par la voix du concierge, une des employées de la maison a ouvert la porte.

Un enfant fauché dans son lit

Les deux hommes, qui ont opéré à visage découvert, ont alors appelé Dany Chamoun qui, sorti de sa chambre en peignoir, a été immédiatement abattu dans le salon de sept balles au visage et à la poitrine. Quelques secondes plus tard, sa femme a été tuée à son tour à quelques mètres. L'aîné de ses fils, l'accourant en hurlant le nom de son père, a été assassiné de plusieurs balles en pleine tête dans le couloir de sa chambre, alors que le plus petit, qui pleurait, a été froidement fauché dans son lit. Seule a été épargnée la petite fille du couple, Tamara, neuf mois, que les deux employés enfermés dans la salle de bains avaient réussi à cacher.

Leur crime accompli, les deux hommes sont redescendus tranquillement avant de disparaître dans la nuit. Selon les témoins, qui affirment n'avoir rien entendu, les deux tueurs auraient employé des silencieux. Une quarantaine de douilles de 7 millimètres ont été retrouvées sur la moquette ensanglantée de l'appartement, ainsi qu'un chargeur et un appareil de liaison radio semblable à ceux utilisés par l'armée et la gendarmerie libanaise. Confirmant ce fait, le commandement de l'armée a d'ailleurs accusé les assassins de « tenter de discréditer l'armée au moment où elle est engagée dans la grande œuvre de réunifier le Liban ».

Selon ses proches, Dany Chamoun se sentait menacé, et des visites nocturnes de gens tournant autour de l'immeuble et s'enquérant de l'endroit exact où il habitait l'avaient suffisamment inquiété pour qu'il prenne contact avec le premier ministre, M. Salim Hoss, et le président de l'Assemblée, M. Hussein Husseini, pour leur demander une protection. Celle-ci lui avait été promise, et sa femme assurait même samedi à des voisins : « Maintenant, ça va, nous avons des garanties. » Jeudi dernier, Dany Chamoun avait aussi reçu M. Elie Hobeika, qui dirige une milice chrétienne pro-syrienne rentrée dans le Metn dans la foulée de l'armée syrienne, pour discuter avec lui des mesures susceptibles de rassurer la population du Metn.

Depuis la reddition du général Aoun, samedi 13 octobre, à propos de laquelle Dany Chamoun s'était déclaré « très surpris », précisant qu'il n'avait pas été consulté, le Nouveau Front libanais (NFL), qu'il présidait depuis sa création en mars 1990 en soutien au général Aoun, avait fait des ouvertures en direction du gouvernement de M. Salim Hoss, affirmant notamment que « l'armée sous le commandement du général Emilie Lahoud est la seule légitime, après que le général Aoun eut donné ses ordres à ce sujet ».

On indique de bonne source que le NFL s'apprêtait à publier un communiqué d'appui à l'armée libanaise et que Dany Chamoun avait écrit en fin de semaine à M. Hoss pour le remercier de ses bons offices dans le rétablissement de l'ordre dans le

Metn, où l'armée libanaise s'est déployée, se promettant en outre de le voir dès que possible. La participation de Dany Chamoun comme représentant du courant qui avait soutenu le général Aoun à un gouvenement d'union nationale était d'ailleurs envisagée par certains dans les milieux officiels.

Son assassinat a suscité une vague de condamnations dans la classe politique libanaise, où le président Hraoui, en visite à Damas, a affirmé qu'il « relevait de la sécurité de l'Etat ». Dénonçant avec « virulence » ce crime, M. Hraoui a toutefois appelé les Libanais à la « retenue » et à « renoncer à la politique de revanche et de vengeance ». M. Hoss,

qui s'était rendu très tôt dimanche au domicile de la victime, a pour sa part « vivement dénoncé cette action barbare qui n'a pu être commise que par les ennemis de l'entente et de la légalité ». Indiquant que, « au cours des derniers jours, Dany était en contact avec nous et qu'il a fait preuve de beaucoup d'ouverture et de responsabilité », M. Hoss a estimé : « Il a pu être la victime de cette position responsable ».

La réaction la plus violente est toutefois venue du ministre et chef druze, Walid Joumblatt, ami de Dany Chamoun, qui était originaire du village de Deir-al-Qamar dans le Chouf. Mettant en cause « les services » de l'ambassadeur du Liban à

Paris, M. Johnny Abdo, « allié au docteur » (M. Samir Geagea, chef des Forces libanaises), M. Joumblatt a déclaré, en référence à l'accord de Taëf : « Drôle d'accord, un accord qui débute par le terrorisme et l'élimination des opposants politiques ».

« Et demain, a ajouté M. Joumblatt, la presse sera mise au pas. Et demain viendra le tour de plusieurs autres. Et demain le deuxième République et l'accord de Taëf fleuriront avec le sang de Dany Chamoun et de sa famille, ainsi qu'avec le sang d'autres personnes ». Le secrétaire général du NFL, M. Gebrane Tueni, a pour sa part estimé que « ce crime visait à décourager le leadership libanais, et chrétien en particulier ».

M. Tueni nous avait précisé samedi, en se réjouissant que tous aient tenu parole, que, tout en se sachant menacés, les dirigeants du NFL avaient fait le serment de ne pas quitter le Liban.

Tous les hommes politiques libanais soulignent en tout cas que cet assassinat vise avant tout le processus de réconciliation nationale et les perspectives de paix qui pourraient s'offrir au Liban.

Des gardes du corps désarmés

Ce crime pose toutefois nombre de questions, la première d'entre elles étant de savoir pourquoi le gouvernement, qui assure avec l'armée syrienne depuis l'éviction du général Aoun la sécurité dans cette région, n'avait pas de lui-même protégé un homme qui avait pris fait et cause pour le général déchu, au risque même de diviser le Parti national libéral, créé en 1958 par son père, et dont il avait hérité en 1985. Cela est d'autant plus incompréhensible que, au dire de ses proches, et bien que cela semble au Liban quelque peu étrange, ses gardes du corps s'étaient vu interdire de porter des armes.

L'autorisation, toujours selon ses proches, leur avait de nouveau été donnée samedi, mais reste qu'aucun d'entre eux n'était présent à son domicile ou au bas de l'immeuble dimanche matin.

Comme trop souvent au Liban, les commanditaires de ce crime resteront sans doute dans l'ombre et on ne saura peut-être jamais avec certitude qui a assassiné Dany Chamoun et sa famille. Sa disparition porte en tout cas un coup sévère au courant populaire qui avait soutenu le général Aoun et va accroître l'amertume et le désarroi des « orphelins du général » à un moment où la « légalité » cherchait, notamment en coopération avec Dany Chamoun, à les intégrer dans le nouveau jeu politique.

Une véritable panique, encore aggravée par le fait que l'armée syrienne a poursuivi ses incursions dans bon nombre d'immeubles de cette région de Baabda, s'est emparée dimanche de tous ceux qui, de près ou de loin, s'étaient manifestés auprès du général. Certaines familles faisaient carrément leurs valises, considérant cet acte comme un « message » à tous les opposants potentiels, alors que d'autres envisageaient de vivre dans une clandestinité plus ou moins sévère.

Dany Chamoun et sa famille ont-ils donc payé leur soutien au général Aoun ou, au contraire, le réalisme politique qui faisait se rapprocher le leader chrétien de la Kigali ? Dany Chamoun était-il devenu pour le camp chrétien rallié aux accords de Taëf, et en particulier, comme le suggère M. Walid Joumblatt, pour la milice chrétienne de M. Samir Geagea, un concurrent gênant pour le leadership des chrétiens, maronites en particulier ?

Nombreuses hypothèses

Si la similitude de ce crime avec celui d'Ehden, perpétré en 1978 par un commando du parti Kataeb conduit par M. Geagea contre Tony Frangié, fils de l'ancien président Soleiman Frangié, chef des chrétiens maronites du nord du Liban et sa famille, est frappante, tout le monde a aussi relevé la volonté manifeste d'impliquer les FL à un moment où celles-ci tentent de se refaire une meilleure image politique.

Cet assassinat a-t-il un rapport avec les contacts qu'entretenait plus ou moins ouvertement Dany Chamoun avec Israël ? Du règlement de comptes politique au sein de la communauté chrétienne à un message d'avertissement à cette même communauté, du règlement de comptes syro-libanais à une attaque contre la nouvelle « pax syriana » dans le pays chrétien, toutes les hypothèses sont envisageables et nul ne s'aventure trop à trancher.

Quoi qu'il en soit, Dany Chamoun est la quatrième personnalité maronite assassinée au Liban après Tony Frangié en 1978, Bechir Gemayel, président élu, en 1982, et René Moawad, neuvième président du Liban, en 1989. Les obèques de Dany Chamoun et de sa famille, qui avaient aussi la nationalité française, auront lieu mercredi à Deir-al-Kamar, son village du Chouf.

FRANÇOISE CHIPAUX

Les précédents assassinats de personnalités

Le meurtre du dirigeant chrétien Dany Chamoun et de sa famille dimanche 21 octobre à Beyrouth est le dernier en date d'une longue liste d'assassinats politiques commis depuis le début de la guerre civile au Liban en 1975.

Voici la liste des principaux hommes politiques assassinés ces dernières années au Liban :

- 16 mars 1977 : le chef druze Kamal Joumblatt, soixante ans, est tué dans une embuscade près de chez lui dans les montagnes du Chouf, au sud-est de Beyrouth. Socialiste rêvant d'un Liban laïc et démocratique, Kamal Joumblatt avait créé la milice du Parti socialiste progressiste (PSP) druze et le Mouvement nationaliste libanais, coalition de partis de gauche. Des villageois druzes vengèrent sa mort en massacrant plus de 140 chrétiens. Kamal Joumblatt était considéré comme l'un des principaux opposants à l'intervention syrienne au Liban, qui a commencé en 1976.

- 13 juin 1978 : Tony Frangié, député et ancien ministre des télécommunications, est tué à trente-six ans avec son épouse, leur fille et plus de 30 de leurs partisans par des miliciens chrétiens, menés par Samir Geagea, l'actuel chef des Forces libanaises, qui attaquent sa résidence d'été à Ehden, dans le nord du Liban.

Chrétien maronite, Tony Frangié était le fils de l'ancien président Soleiman Frangié. Ce dernier a accusé Bechir Gemayel, chef de la milice des Forces libanaises, d'avoir commandité le massacre.

- 14 septembre 1982 : le président élu, Bechir Gemayel, trente-quatre ans, et 20 de ses partisans sont tués par une bombe lors d'une réunion du Parti phalangiste à Beyrouth-Est, leur jour plus tard, les miliciens chrétiens massacrent des centaines de Palestiniens aux camps de réfugiés de Sabra et de Chatila.

- 1^{er} juin 1987 : le premier ministre Rachid Karamé, soixante-cinq ans, meurt dans l'explosion d'un hélicoptère de l'armée libanaise en route pour Beyrouth, dans lequel une bombe avait été placée. Musulman sunnite modéré et chef depuis 1984 du gouvernement dit « de la dernière chance », Rachid Karamé avait présenté sa démission en mai 1987, mais elle avait été refusée par le président Amine Gemayel.

Selim Hoss le remplace comme premier ministre. Des chrétiens extrémistes accusent la Syrie, mais Damas et ses alliés musulmans libanais rejettent la responsabilité de l'attentat sur les Forces libanaises et accusent l'armée d'avoir protégé le meurtrier.

- 16 mai 1989 : le grand mufti, Cheikh Hassan Khaled, chef de la communauté sunnite du Liban, est tué à l'âge de soixante-huit ans par une voiture piégée qui explose au passage de son véhicule à Beyrouth-Ouest (musulman). L'explosion fait 22 morts et 80 blessés.

- 22 novembre 1989 : le nouveau président René Moawad, soixante-huit ans, est tué avec 16 autres personnes le jour de la fête nationale libanaise par une bombe explosant au passage de son véhicule à Beyrouth-Ouest. Soutenu par la Syrie, René Moawad avait été élu le 5 novembre 1989 à la présidence, qui était vacante depuis plus d'un an. Son élection était le résultat d'un accord arabe visant à mettre fin à la guerre civile au Liban.

La Syrie montre du doigt le général chrétien Michel Aoun, qui avait qualifié le nouveau président de marionnette de Damas. Michel Aoun dénonce lui aussi ce crime.

Par ailleurs, une dizaine d'autres personnalités politiques ont été tuées depuis le début de la guerre, notamment deux autres membres éminents de la communauté sunnite : le cheikh Sobhi Saleh, président du Conseil islamique, par balles le 7 octobre 1986, et le cheikh Ahmed Assaf, directeur du Centre islamique, proche des dirigeants traditionnels sunnites, tué de la même manière le 26 avril 1987.

En outre, le chef spirituel de la communauté chiite au Liban, l'imam Moussa Sadr, est porté disparu depuis le 30 août 1978, à l'issue d'un voyage en Libye. (Reuters, AFP).

Un homme ouvert à tous les dialogues

On a trop dit de Dany Chamoun qu'il n'était que l'ombre falot de son père. Ce n'était effectivement pas simple d'être le fils de Camille Chamoun.

L'homme avait de la prestance, avec, malgré ses cinquante-six ans, son allure de sportif élégant et nonchalant. Il avait aussi du caractère et de l'ambition. Pas de cette ambition débridée commune à tant de gens qu'il côtoyait au Liban : non, celle, enrobée de retenue, qui sied à un « *good fellow* » de ces universités britanniques où il avait fait ses études d'ingénieur. Du courage, politique et physique, également. Et de la chaleur humaine, toutes qualités qui lui avaient valu d'être l'ami aussi bien du roi Hussein de Jordanie que de Walid Joumblatt, pourtant vieil ennemi politique de sa famille.

C'est devant lui que se sont ouvertes les portes du Chouf plus que devant la dépouille mortelle de son père, Camille Chamoun, pour que celui-ci soit enterré dans son Deir-al-Kamar natal. C'est grâce à lui, surtout, et à ses relations avec Walid Joumblatt - dont il avait sauvé la vie -, qu'a pu être sauvegardé un reste de coexistence druzo-chrétienne dans cette portion de la Montagne libanaise.

Maronite en diable comme son père, il était ouvert à tous les dialogues avec l'islam. Ce n'est pas une mince coïncidence que

ces révélations faites au lendemain de sa mort, comme celles apportées après l'assassinat, en 1988, de Rachid Karamé, président du Conseil musulman sunnite. On avait appris à l'époque que Rachid Karamé portait sur lui le texte d'un accord qui allait signer avec Camille Chamoun, pour mettre un terme, sur le fond, aux conflits islamo-chrétiens au Liban. « Dany était en contact avec nous et avait fait preuve d'ouverture et de sens des responsabilités », vient de souligner le premier ministre Selim Hoss, qui avait reçu de lui une lettre laissant augurer que Dany Chamoun s'apprêtait à rallier l'entente nationale.

L'alliance israélienne

De sa politique, on gardera une page de sa dernière prise de position : celle du seul leader ayant un passé, donc quelque chose à perdre, qui ait soutenu le général Aoun jusqu'au bout. Ce n'était peut-être pas clairvoyant, c'était généreux et d'un nationalisme sincère, car Dany Chamoun n'avait rien à y gagner, le bénéfice (hypothétique) étant entièrement pour l'intéressé. C'est allié aux Syriens qu'il força la main de ses partenaires phalangistes pour donner l'assaut au camp palestinien de Taït-Zaatar en 1978, mais il préféra toujours l'alliance israélienne à la

syrienne, et fut l'un des rares leaders libanais à avoir laissé publier sa photo en 1983 avec le premier ministre israélien Itzhak Shamir. Même dans le contexte de l'époque, il y fallait quelque audace...

Avec les Forces libanaises (milice chrétienne), dont il fut longtemps le partenaire, ses relations furent tumultueuses. Il chercha en effet constamment à ne pas se laisser phagocytter, lui et sa milice des « *Nomours* ». Devant sa résistance opiniâtre, Bechir Gemayel, en juillet 1980, finit par lui donner l'assaut, au prix d'un massacre (cant à deux cents morts, le bilan ne fut jamais vraiment clair), dans les piscines du complexe balnéaire de Saffrinerie. A la suite de quoi, Dany Chamoun s'exila à Paris durant trois années. A l'époque, sa famille avait été épargnée. Cette fois-ci, elle ne l'a pas été.

« Allez, petit, viens jouer au tennis. » C'était il y a deux semaines à peine, sur le court du Yaze Country Club. Interrompant un douloureux plaidoyer en faveur du général Aoun, avant qu'il ne reproche à ce dernier d'avoir laissé ses alliés en plan, Dany Chamoun donnait, avec son fils Tarek, sept ans, assassiné en même temps que lui, l'image d'une paire de complices heureux de vivre.

LUCIEN GEORGE

« C'est une chance de réconciliation qu'on a voulu assassiner » déclare M. Roland Dumas

« Le massacre perpétré de sang-froid de Dany Chamoun et de sa famille suscite l'indignation et l'horreur », a déclaré, dimanche 21 octobre à Paris, le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas. Il a précisé que « toute la lumière » devait être faite « sur les responsabilités de cet acte abominable commis dans une zone qui, depuis le 13 octobre, était placée sous le contrôle des autorités civiles et militaires libanaises et de l'armée syrienne ».

M. Dumas a par ailleurs affirmé que « Dany Chamoun avait ouvert une perspective de réconciliation au Liban », et que « c'est cette chance que l'on a voulu assassiner ». La France, a encore déclaré le ministre, « condamne les actes meurtriers d'où qu'ils viennent, dénonce les assassins quels qu'ils soient ». « La restauration de l'Etat libanais ne saurait se faire dans un climat de répression, de haine et de peur : tous les Libanais aspirent à retrouver la paix dans l'unité et la pleine souveraineté de leur pays, l'action de la France n'a pas d'autre but », a-t-il ajouté.

M. Dumas a indiqué que le gouvernement français sera représenté aux obsèques de Dany Chamoun, « qui avait la nationalité française », et de sa famille. Le ministre a enfin appelé que la France, « qui a saisi dès la semaine dernière le secrétaire général des Nations unies, reste en contact avec les autorités libanaises, les Etats de la région et les membres du Conseil de sécurité » sur la question libanaise.

D'autre part, M. Raymond Eddé, ancien candidat à la présidence de la République libanaise, a déploré dimanche l'assassinat « abominable » à Beyrouth de Dany Chamoun, qui, selon lui, a pour objectif « de décimer l'une après l'autre toutes les figures chrétiennes maronites afin que la population se sente soudain sans symbole, sans leader. Ceci pour que la déprime dans le camp chrétien s'en suive et que la Syrie puisse ainsi traiter le Liban comme toutes les régions syriennes ». « Ce que je déplore dans cet assassinat abominable, a-t-il ajouté, c'est ce qu'il y a derrière, car il n'y avait pas de justifi-

fication particulière, puisque [Dany Chamoun] n'avait pas eu les mains mouillées dans les récentes confrontations sanglantes », M. Eddé a enfin rappelé que « Dany Chamoun avait fait des efforts importants, récemment avec Walid Joumblatt, le leader druze, pour réconcilier et réunifier ce qui est la colonne vertébrale du pays : la montagne du Liban ».

A Tunis, l'OLP a « condamné » l'assassinat de Dany Chamoun et a exprimé ses vifs regrets devant les massacres commis dans le secteur de Beyrouth-Est après la reddition des forces du général Michel Aoun. L'OLP a relevé, dans ce contexte, le « silence étrange » des Etats-Unis devant ces massacres, « ce qui est de nature à susciter des doutes quant à leur rôle dans les arrangements actuellement en cours au Liban ».

A Jérusalem, les autorités israéliennes ont fait part de leur « profonde émotion » devant les « actes barbares commis au Liban en secteur contrôlé par les troupes syriennes ».

A Paris, une manifestation réunissant quelques milliers de personnes a eu lieu samedi soir, entre la place Victor-Hugo et l'Ecole militaire, pour protester contre « l'occupation syrienne du Liban » et « les massacres perpétrés par l'armée syrienne », la semaine dernière, lors de la chute du réduit chrétien de Beyrouth. (AFP)

□ M. Le Pen : « La France a failli. » - Devant des militants du Front national, réunis dimanche 21 octobre à Mende (Lozère), M. Jean-Marie Le Pen a déclaré : « La France a failli, dans le temps présent, à la protection des minorités chrétiennes, mission qu'elle exerçait depuis des siècles. »

La discrétion de « l'Humanité »

Dans son numéro du lundi 22 octobre, l'Humanité ne consacre que douze lignes, dans un « *entrefilet* », en bas de sa page 7, à l'assassinat de Dany Chamoun et de sa famille. Sous le titre « Un proche d'Aoun assassiné », le quotidien du PCF écrit notamment : « Dimanche matin, dans la capitale libanaise, un fidèle du général Aoun, Dany Chamoun, a été assassiné ainsi que sa femme et ses deux fils (...). Fils de Camille Chamoun

- longtemps chef de la communauté maronite - la victime présidait depuis 1985 le Parti national libanais et, depuis 1990, le nouveau Front libanais créé de toutes pièces pour soutenir Aoun », général que l'Humanité qualifie de « *putschiste* ».

[Dans le peu de place consacré par le quotidien du PCF au drame meurtrier de Beyrouth il n'est même pas fait mention de l'âge des « deux fils » de Dany Chamoun : cinq ans et sept ans.]

Les masques du racisme

NEUBAU PEUGEOT

LA CRISE DU GOLFE

Au terme de sa visite à Bagdad

M. Edward Heath pourrait ramener au moins une cinquantaine d'otages britanniques

M. Edward Heath, l'ancien premier ministre conservateur, qui a été reçu dimanche 21 octobre à Bagdad par M. Saddam Hussein, devrait ramener mardi 23 octobre à Londres un « certain nombre » d'otages britanniques, une cinquantaine ou plus. M. Thatcher a réaffirmé pour sa part samedi, lors d'un entretien avec l'émissaire spécial du président soviétique, M. Primakov, que l'Irak devait quitter le Koweït et qu'il n'était pas question de lui faire la moindre concession.

LONDRES

de notre correspondant

« Ted » a donc apparemment gagné son pari. Déclenchant la fureur silencieuse de M. Thatcher, il s'est lancé tout seul dans cette opération, et semble sur le point de réussir à faire rapatrier entre cinquante et cent de ses compatriotes. L'ambassade britannique à Bagdad a dressé une liste de 53 otages âgés ou malades que M. Heath a transmise à M. Saddam Hussein. Il a également plaidé en faveur des passagers d'un vol de British Airways, pris dans la nasse parce qu'ils faisaient escale au Koweït au moment de l'invasion.

L'ancien premier ministre a en fait demandé la libération de tous les otages britanniques. Il reste actuellement 1 350 sujets de Sa Majesté en Irak et au Koweït. 300 d'entre eux sont répartis entre trente sites industriels ou stratégiques pour servir de « boucliers humains ». 600 se cachent encore au Koweït et 450 demeurent habituellement en Irak sont privés de visa de sortie. M. Heath a particu-

lièrement insisté sur le sort des plus jeunes, des plus vieux et des malades. Il a reçu une réponse positive mais non chiffrée du dirigeant irakien, lequel n'a assorti sa promesse d'aucune condition.

« Mission humanitaire »

M. Heath estime n'avoir osé en rien sur les principes et s'en être tenu au cadre, qu'il avait lui-même fixé, d'une « mission humanitaire ». Il n'avait pas mandat pour négocier mais continue de penser qu'il faut laisser à M. Saddam Hussein un moyen de se retirer du Koweït sans perdre totalement la face. L'ancien premier ministre connaît bien le dossier et considère que des rectifications mineures de frontière entre l'Irak et le Koweït ne sont pas à rejeter d'un revers de main. Il n'approuve donc pas la position de M. Thatcher selon laquelle « il n'y a rien à négocier » avec Bagdad.

L'ancien premier ministre a été très bien traité par M. Saddam Hussein. Il a été reçu dimanche au palais présidentiel pendant environ trois heures, après avoir été transféré de son hôtel dans une villa réservée aux hôtes officiels. Sa visite a été abondamment couverte par les médias locaux, totalement aux ordres.

M. Heath a appelé dimanche par téléphone M. Richard Branson, président de la compagnie privée Virgin Atlantic. Ce dernier a mis à sa disposition un Boeing 747, qui est prêt à décoller pour venir chercher à Amman les otages libérés par Bagdad. Downing Street et le Foreign Office maintiennent un profil bas, attendant les résultats et évitant les déclarations susceptibles de faire tout capoter.

DOMINIQUE DHOMBRES



Principaux opposants au régime iranien

Les Moudjahidines du peuple démentent avoir reçu l'ordre de quitter l'Irak

Dans un communiqué rendu public à Washington, les Moudjahidines du peuple, principale organisation armée opposée au régime de Téhéran, ont démenti « catégoriquement », lundi 22 octobre, les « allégations » selon lesquelles certains de leurs membres ont été expulsés d'Irak à la demande de l'Iran. Le communiqué ajoute que les informations rapportées par un responsable américain dimanche reposaient sur des « mensonges » diffusés par l'agence officielle iranienne, Irna, sur les instructions du président Khamenei.

Quelques heures plus tôt, un officiel américain, qui avait requis l'anonymat, avait affirmé que des membres des Moudjahidines du peuple avaient commencé de quitter l'Irak pour plusieurs pays européens, dont la France, sur ordre des autorités de Bagdad, agissant à la demande de Téhéran. Selon ce responsable américain, les nouvelles relations entre Bagdad et Téhéran font qu'« une organisation telle que celle des Moudjahidines n'est plus la bienvenue » en Irak. — (AP).

Le développement du dispositif français

Quatre nouveaux cargos sont affrétés par le ministère de la défense

Le ministère de la défense a décidé, dans le cadre de l'opération Daguet, d'affréter quatre navires civils de commerce. Il s'agit du *Montlhéry* du groupe CNN, du *CGM-Tchekhov* de la Compagnie générale maritime, du *Cap-Afrique* de Delon SA et de l'*Atlas* (groupe UIM, CNN).

Ces cargos capables d'embarquer du matériel roulant chargeront des engins militaires et devront appareiller de Toulon pour Yanbu, port saoudien de la mer Rouge, dans les

prochains jours. Deux de ces navires, le *Montlhéry* et le *CGM-Tchekhov*, avaient déjà été affrétés fin septembre-début octobre au moment du lancement de l'opération « Daguet ».

A l'époque, le chef d'état-major des armées, le général Schmitt, avait adressé au ministère de la mer, aux armateurs et aux personnels « ses plus vifs vœux pour leur dévouement exemplaire et l'espérance de coopération sans faille ».

Un bateau irakien a ignoré les tirs de semence d'un navire américain

Un cargo irakien a ignoré les tirs de semence d'un escorteur américain dans le Golfe, dimanche 21 octobre, et poursuivi sa route vers le Yémen, ont annoncé des responsables militaires américains à Dahran.

Selon ces sources, le cargo *Al-Bahr Al-Arabi*, jaugeant 7 000 tonnes, avait été abordé samedi par la marine américaine et son commandant avait accepté de faire demi-tour vers l'Irak ou d'être escorté jusqu'à un port. Mais après le départ de l'équipe d'inspection, le cargo a poursuivi sa route vers le sud, en direction du port yéménite d'Aden, suivi par l'escorteur américain *O'Brien* et la frégate italienne *Libeccio*. Malgré des coups de semence

américains, « le commandant irakien a fait savoir qu'il n'avait pas l'intention d'obéir et de retourner vers l'Irak », a dit un porte-parole américain à Dahran, ajoutant que deux bateaux irakiens avaient déjà auparavant ignoré des tirs de semence.

En revanche le gouvernement chypriote a ordonné la saisie d'un pétrolier battant pavillon du Honduras, chargé de 1 800 tonnes de pétrole irakien, qui avait mouillé dans le port de Larnaka, au sud-est de Chypre, le 23 septembre dernier, a-t-on appris à Nicosie dimanche. Le *Fiona* transporterait 1 900 tonnes de pétrole irakien du port turc de Doryol vers Jounieh, le port libanais sous contrôle de la milice chrétienne. — (AFP).

Les troupes de Bagdad ont saisi des missiles Hawk au Koweït

Le *Washington Post*, repris par l'*International Herald Tribune* du lundi 22 octobre, croit savoir que les Irakiens ont commencé à apprendre à se servir des missiles anti-aériens Hawk de conception américaine, que les troupes de Bagdad ont saisis lors de leur invasion du Koweït. Il s'agirait de quatre ou cinq sites de Hawk, chacun comprenant six lanceurs, soit au total cent cinquante missiles Hawk capables de détruire, à 40 kilomètres de portée, des avions à basse et moyenne altitude.

Il y a une semaine, des reconnaissances américaines de guerre électronique au Moyen-Orient ont détecté les premiers signes d'une activité de ces Hawk en défense autour de Bagdad.

De l'avis des experts cités par le quotidien américain, cet arsenal pourrait constituer une gêne considérable pour les raids d'avions américains et alliés depuis l'Arabie saoudite.

Dans la région, un autre pays possède des missiles Hawk. La Jordanie, en effet, en a acquis. Mais, selon M. Reginald Bartholomew, sous-secrétaire d'Etat américain, le gouvernement jordanien aurait donné l'assurance qu'il n'a jamais instruit de militaires irakiens sur ce type de matériels. Aux Etats-Unis cependant, on n'exclut pas que d'anciens officiers jordaniens, spécialistes de Hawk et aujourd'hui à la retraite, ou des prisonniers koweïtis aient participé à leur formation.

Manifestation pacifiste à Paris

« Le cri qui monte : non à la guerre ! », titre l'*Humanité* du lundi 22 octobre, pour évoquer, à la « une » et sur quatre pages, les manifestations pacifistes qui se sont déroulées, samedi 20 octobre, à Paris et en province. Dans la capitale, les opposants à l'intervention occidentale et à la présence française dans le Golfe (huit mille personnes selon la police ; trente mille, selon les organisateurs) s'étaient donné rendez-vous, de la place de la République aux Invalides, à l'appel d'un collectif de soixante-quinze personnes et de nombreuses organisations de la mouvance communiste (PCF, CGT, Mouvement de la Paix, Appel des cent, Union des femmes française, etc.), ainsi que les Verts, le MRAP et les formations trots-

kistes (LCR, LO, PCI). L'Alternative rouge et verte, les anarchistes, les maoïstes et les objecteurs de conscience.

Au terme de la manifestation, M. Maxime Gremetz, responsable du secteur international au PCF, s'est félicité de « cette puissante manifestation unitaire qui doit servir de tremplin à d'autres initiatives ». « On fait la guerre, mais c'est pour le pétrole, pas pour la justice ni pour le droit », a déclaré M. Yves Dechezelle, militant anticolonialiste, signataire de l'appel à manifester. Pour M. Denis Langlois, autre signataire, « une partie importante de la population a pu s'affirmer et montrer qu'il n'y a pas consensus pour une logique de guerre, mais une majorité pour la paix ».

Défilés de protestation aux Etats-Unis et au Japon

Des milliers de personnes sont descendues samedi 20 octobre dans les rues de plusieurs villes des Etats-Unis pour protester contre la présence militaire américaine dans le Golfe. Des manifestations ont notamment eu lieu à New York, Washington, Atlanta, Boston, San Francisco, Chicago et Los Angeles, à l'appel de syndicats, d'associations d'anciens combattants et d'organisations religieuses.

Environ quinze mille personnes, selon les organisateurs, ont défilé à Broadway, à New York, en scandant « non, nous n'avons pas, nous ne nous battons pas pour Texaco », l'une des principales compagnies pétrolières américaines.

A Tokyo, plus de vingt-trois mille personnes ont protesté dimanche contre l'éventuel envoi

de troupes japonaises dans le Golfe, en formant une chaîne humaine qui a presque totalement entouré une base américaine située dans la banlieue. Les manifestants criaient « déchirez la loi », allusion au texte qui prévoit la possibilité d'envoyer les troupes japonaises à l'étranger. — (AFP, AP).

« Troupes japonaises à l'étranger : mise en garde chinoise. — Pékin a appelé Tokyo, samedi 20 octobre, à « agir prudemment » quant à un éventuel envoi de troupes à l'étranger, selon l'agence Chine nouvelle, qui cite un représentant du ministère chinois des affaires étrangères. Ce dernier a ajouté que cette éventualité suscite « l'anxiété dans les pays asiatiques ». — (AFP).

Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle

ASSISES NATIONALES DE LA MODERNISATION NEGOCIÉE

MARDI 30 OCTOBRE 1990 - 14 H AU CNIT / LA DÉFENSE

En conclusion des journées régionales

ROGER FAUROUX
Ministre de l'Industrie
et de l'Aménagement du Territoire

JEAN-PIERRE SOISSON
Ministre du Travail, de l'Emploi
et de la Formation Professionnelle

animeront les Assises nationales sur le thème :

CONDUIRE ET RÉUSSIR UNE MODERNISATION NEGOCIÉE

Présentation exclusive du sondage réalisé auprès de 1 000 chefs d'entreprises françaises.

Témoignages d'expériences de PMI et de grandes entreprises françaises et étrangères :

JEAN GANDOIS
pour Pechiney

DANIEL GœUDEVERT
pour Volkswagen AG

BRUNO LACROIX
pour Alcatel Aérospatiale

avec les interventions de :

GILBERT FISCHER
PDG de FID Manufrin

FRANÇOIS HEILBRONNER
PDG du GAN

FRANCIS MER
PDG d'Usinor Sacilor

RAYMOND SOUBIE
PDG de Liasons Sociales

JEAN BORNARD
Président de la CFTC

PAULETTE HORMAN
Secrétaire Confédérale FO

JEAN-PAUL JACQUIER
Secrétaire National CFDT

PAUL MARCHELLI
Président de la CGC

MICHEL ROCARD
Premier Ministre
clôture les Assises

Pour vous inscrire : (1) 47 12 91 64

LA CRISE DU GOLFE

Les Français ne veulent pas rejouer « le Désert des Tartares »

Le dispositif « Daguet » est plus mobile. La 6^e DLB, notamment, devrait se rapprocher de la Cité-du-Roi-Khaled, s'éloignant ainsi un peu plus de la frontière koweïtienne

Le secrétaire américain à la défense, M. Richard Cheney, a rencontré samedi 20 octobre à Paris M. Jean-Pierre Chevènement. Lors d'une conférence de presse commune, M. Cheney a noté que les effets économiques de l'embargo commencent à se faire sentir en Irak. L'embargo pourrait dans l'avenir avoir un impact significatif sur la capacité de M. Saddam Hussein à maintenir sa machine de guerre déployée au Koweït, a-t-il dit. D'autre part, le chef d'état-major des armées américaines, le général Colin Powell, devrait être reçu cette semaine par son homologue français, le général Maurice Schmitt.

RYAD

de notre envoyé spécial

« Au sein de l'ensemble des forces qui participent à la défense du nord de l'Arabie saoudite (sur le grand axe Koweït-Ville-Cité-du-Roi-Khaled-Ryad), le dispositif français « Daguet » (1) est et doit rester d'une grande mobilité. Sa situation précise à un moment donné dans l'espace que les Saoudiens nous ont confiée ne peut être interprétée comme une avancée ou un recul. Si on le déplace, c'est qu'il faut nous familiariser avec tous les terrains », nous a déclaré, dimanche 21 octobre, à l'ambassade de France à Ryad, le général Maurice Schmitt.

Arrivé la veille dans la capitale saoudienne, le chef d'état-major des armées a pris connaissance sur place des « interprétations » faites en France dans les médias du glissement vers le sud de la 6^e division légère blindée (région d'El-Far-al-Batin, 300 kilomètres au nord de Dahrân).

Dans le courant de cette semaine, vraisemblablement, la 6^e DLB devrait, en effet, se rapprocher de la Cité-du-Roi-Khaled, prenant ainsi un peu plus de recul par rapport à la frontière koweïtienne au-delà de laquelle se trouvent massées dans ce secteur, en première ligne, plusieurs divisions d'infanterie irakiennes, et, en deuxième ligne, des divisions blindées. Une nouvelle division d'infanterie forte de 13 000 hommes avait, il y a peu, pris position face au dispositif « Daguet » (le Monde du 20 octobre).

Le PC et les troupes du « patron » de la 6^e DLB, le général Mouscardès, étaient-ils trop proches de la frontière koweïtienne alors que certaines forces arabes n'occupaient pas encore leur créneau en première ligne ? « Il n'y a pas de retrait du dispositif français », insiste le général Schmitt en trouvant curieux le fait que l'on puisse s'étonner qu'une division appartenant à la Force d'action rapide (FAR), dont la caractéristique est la légèreté et la mobilité, soit au diapason de sa vocation en ne se fiant pas dans le sol.

Un réflexe de survie

Le général Schmitt écarte également l'interprétation selon laquelle les Français préféreraient s'éloigner, dans le même temps, des positions syriennes qui se trouvent sur leur flanc droit. « Nous avons de bonnes liaisons avec les Syriens comme avec les Égyptiens et avec les Saoudiens bien sûr, affirme-t-il. La même menace pèse sur nous et cela fédère. »

De son côté, le général de corps d'armée Michel Roquejeoffre,

commandant interarmées de l'opération « Daguet », rappelle que les Français, qui ont reçu des Saoudiens un espace à gérer au nord du pays, ont bien l'intention de le faire en jouant de leurs atouts face à la menace irakienne. « Contrairement à certains de nos partenaires, nous ne sommes pas conçus pour nous enterrer et attendre. Ici, ce n'est pas pour nous le Désert des Tartares. Nous ne sommes pas comme Drago (2) dans des casemates, immobiles, l'œil fixé sur la ligne d'horizon. Nos hélicoptères décollent, nos chars sortent, nos hommes patrouillent. Bouger dans ce cadre du désert est un réflexe de survie. »

A quand la relève ?

Réflexe de survie mais également hygiène physique et mentale pour des hommes soumis à rude épreuve. Même si la température est tombée à 37 degrés le jour (avec un différentiel de plus de 20 degrés avec la nuit), les conditions climatiques restent particulièrement dures, notamment dans le désert où la poussière de sable ocre est reine.

La loi islamique en vigueur ne simplifie pas, d'autre part, la vie pour ceux qui appartiennent au PC de Ryad ou qui se trouvent sur la base aérienne d'Al Yufuf (200 kilomètres d'Amman). Quant à ceux qui sont positionnés dans le désert, l'entraînement intensif est un palliatif à la difficulté de trouver des distractions. « On durera ! », affirme le général Schmitt, quand on évoque devant lui les risques d'usure des hommes et du matériel si la crise perdure.

Au PC d'Arenas (6^e DLB dans le désert) ou sur la base d'Al Yufuf, le professionnalisme des troupes françaises présentes donne du crédit aux propos du chef d'état-ma-

jor. Mais la question de la relève se posera si une issue n'est pas trouvée à la crise actuelle. Une question que les risques de tension en d'autres points du globe (Afrique ou ailleurs) rend complexe pour une armée française dont les composantes professionnelles ne sont pas légion.

« La France pourra relever ses troupes. Dans combien de temps ? Quatre mois ? Six mois ? Je ne sais pas : ce n'est pas à mon niveau que cela se décide », précise le général Roquejeoffre. Il confirme, comme tous les cadres et hommes du rang français rencontrés à Ryad, dans le désert ou sur la base d'Al Yufuf, où se trouvent Jaguar et Mirage, que ce qui se passe ici est d'un type nouveau.

Les difficultés classiques d'une projection longue distance outre-mer sont augmentées de toutes les menaces du combat sur un théâtre d'opérations du type Centre Europe (accumulation d'armement, guerre électronique, chimique, etc.). A cela s'ajoute la découverte d'un pays immense et mystérieux pour lequel une connaissance livresque et des références anciennes ne suffisent pas.

Compte tenu de la mosaïque des forces en présence côté saoudien, de la dispersion des troupes françaises - « cela pose un problème plus financier qu'opérationnel », note le général Schmitt, - des impératifs de coordination entre alliés, de l'indispensable bonne liaison avec les autorités saoudiennes très soucieuses du respect

(1) Avant le renforcement qui devrait intervenir dans les semaines prochaines et qui consistera en l'envoi, dans un premier temps, de nouveaux hélicoptères anti-chars et de chars légers à roues supplémentaires, le dispositif « Daguet » compte aujourd'hui plus de 5 200 hommes.


(2) Il s'agit du héros du livre Le Désert des Tartares, écrit en 1940 par Dino Buzzati.

de leur souveraineté, sans compter les contraintes d'entraînement face à un adversaire potentiel, le soldat français version Golfe 1990 se doit d'être à la fois un solide guerrier, un habile diplomate et un fin psychologue.

« C'est vrai qu'en venant ici nous avions en tête nos références de l'Afrique ou du Liban. En fait, rapidement, j'ai laissé tomber le

réfrentiel que je m'étais forgé après plus de trente ans de service, explique le général Roquejeoffre. Il faut aborder ce pays avec un esprit neuf, savoir faire preuve de modestie. C'est la seule façon d'appréhender et de forger un nouveau réfrentiel qui soit efficace. »

PIERRE SERVANT



EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA
Member of the California Association of State Approved Colleges and Universities
A.C.B.S.P.

1629 Pine Street at Van Ness • San Francisco, CA 94109

MBA Master of Business Administration
UNIVERSITÉ A SAN FRANCISCO spécialisée en management international, associant une pédagogie active à l'expérience d'un projet personnel/professionnel : programme américain unique dans son concept.

Fully approved to grant the
Master of Business Administration
with an emphasis in international management.

Filière d'admission : 3^e CYCLE
Diplômés de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA - DESS - IEP - Grandes Écoles - Titulaires de magistère, maîtrise.

Programme de 12 mois à San Francisco, modulé en fonction de votre formation initiale et de votre niveau d'anglais, conduisant au : **M.B.A.**

Informations et sélections : European University of America
17/25, rue de Chaillot (métro Iéna) - 75116 Paris, (1) 40.70.11.71

Communiqué par European University of America • 1629 Pine Street at Van Ness • San Francisco, CA 94109
Programmes associés en Europe et en Asie : The Middle, Hong Kong et app. UPA : PhD

Quand un élu

local rencontre

un homme

du Crédit local

de France,

ils ont chaque

fois envie

de parler de

leur passion

commune : le

développement

local.

« La ville se développe. Pour que nos enfants puissent profiter longtemps de la rivière, il devient urgent de rénover et d'agrandir la station d'épuration. »

« Monsieur le Maire, pour étaler la dette de cet investissement lourd, nos formules de prêt à long terme, sur 25 ans par exemple, sont les mieux adaptées. »



Les ambitions
locales ont
leur banquier.

PROCHE-ORIENT

Jérusalem dans l'engrenage des violences

Suite de la première page

MM. Benvenisti et Nusseibé voyaient juste : la situation ne cesse de se dégrader à Jérusalem. La haine et l'intolérance entre communautés y croissent au rythme, accéléré, des attentats et des affrontements. Depuis plusieurs mois - peut-être un an - le cycle de la violence et de la contre-violence s'y installe chaque jour un peu plus solidement, fonctionnant avec une automatisation terrible, sans qu'aucune perspective politique ne paraisse susceptible d'enrayer cette mécanique qui rappelle celle de Belfast.

Militant islamiste

La police avait prévu : les événements du lundi 8 octobre - vingt et un Palestiniens tués sur l'Esplanade des mosquées, troisième lieu saint de l'islam - suscitaient des actes de vengeance. Ces jours derniers, des tracts du mouvement islamiste Hamas appelaient les Palestiniens des territoires occupés à « tuer des juifs ». Pas « des colons ou des soldats israéliens », comme souvent le disaient les communiqués nationalistes, mais « des juifs » - évolution sémantique, témoignant du dérapage évoqué par MM. Benvenisti et Nusseibé.

Un peu avant 7 heures, dimanche 21 octobre, un Palestinien de dix-neuf ans, originaire de la région de Bethléem, en Cisjordanie, s'est vu dans les rues aux noms bibliques de Baka-ancien quartier arabe - à Jérusalem-Ouest, et, en dix minutes, a tué trois passants à coups de poignard. A la bouche, un seul cri : « Allah U Akbar » (Dieu est grand). La première victime a été une jeune fille de dix-huit ans qui sortait tout juste de chez elle. Après l'avoir frappée mortellement, le Palestinien a blessé un enfant de treize ans, Avikam - petit-fils du grand poète Abba Kovner, qui fut un des chefs de la révolte du ghetto de Vilnius contre les nazis. Un coup fatal a ensuite été porté à un troisième israélien, un fleuriste.

Un policier, résident d'un immeuble voisin, est alors descendu dans la rue. Il a tiré un coup de semonce en l'air, puis touché le Palestinien aux jambes avant d'être à son tour mortellement blessé dans un corps à corps avec son agresseur. Celui-ci était arrêté quelques secondes plus tard par la foule, porteur d'une dague à la lame de 40 centimètres de long. Se présentant comme un militant islamiste, il a indiqué aux policiers avoir agi de sa propre initiative « pour venger les morts de l'Esplanade des mosquées ». Cela n'a pas empêché deux revendications, venant de l'étranger, au nom de Force-17, une milice dépendant du Fatah de Yasser Arafat, et du Jihad islamique.

Immédiatement, la police a dépêché quelques centaines d'hommes dans les quartiers mixtes de la ville. Il s'agissait d'interdire la répétition des violences qui éclatèrent en août : un passant palesti-

nien, un père de famille de Bethléem, avait été battu à mort par la foule descendue dans la rue à l'annonce de l'assassinat de deux jeunes Israéliens. Le déploiement policier n'a pas empêché certaines scènes, isolées, devenues familières à Jérusalem : des travailleurs palestiniens occupés sur les chantiers de la zone industrielle proche de Baka - là même où l'agresseur était employé - ont été malmenés. Des voitures de Cisjordanie ont été bombardées à coups de pierres, au cri de « Mort aux Arabes ». Des journalistes ont été pris à partie, cependant qu'une femme hurlait : « Ce n'est pas une vingtaine mais des centaines d'Arabes qu'il aurait fallu tuer au Mont du temple ». A la nuit tombée, trois Israéliens, militants du parti d'extrême droite Kach, ont blessé un Palestinien à coups de couteau.

La peur d'autres « bains de sang »

Mesure exceptionnelle et qui témoigne du climat de peur installé dans la ville : pour éviter tout affrontement inter-communautaire, la police a décidé d'interdire l'accès à Jérusalem, au moins lundi, à tous les Palestiniens des territoires occupés.

Plusieurs membres du gouvernement ont appelé à l'instauration de la peine de mort. Certains ont réclamé une modification des consignes de tir dans la police qui obligent à des coups de semonce avant d'ouvrir le feu sur un agresseur. Le ministre de la police, M. Ronnie Milo (Likoud), a assuré que le Conseil de sécurité de l'ONU, en condamnant Israël, et uniquement Israël, dans l'affaire du Mont du Temple, avait encouragé des meurtres comme celui de dimanche. Porte-parole d'une partie de la gauche, le député Deddy Zucker (Ratz) a observé : « Jérusalem est en pleine tourmente (...), le niveau de désespoir et de frustration accumulé de part et d'autre est tel que cela ne peut conduire qu'à de nouveaux bains de sang ».

ALAIN FRACHON

EN BREF

■ **AFGHANISTAN** : une offre de M. Najibullah rejetée. - Le gouvernement des moudjahidin basé à Peshawar (Pakistan) a annoncé, dimanche 21 octobre, avoir refusé une offre de partager le pouvoir avec le président Najibullah. Cette proposition lui a été faite lors d'une rencontre en Inde fin août, en marge d'une visite officielle du président afghan à New-Delhi. C'est la première fois que le gouvernement basé à Peshawar reconnaît avoir eu un contact avec les autorités de Kaboul. - (AFP)

■ **ALGÉRIE** : meurtre d'un parent de M. Mecili. - Le meurtre, dans des circonstances mystérieuses, d'un parent de M. Ali Mecili, tué le 13 octobre, par balles dans un bar de la périphérie d'Alger, pourrait avoir un lien avec l'assassinat de l'avocat franco-algérien dans le hall de son immeuble à Paris, en avril 1987. - (AFP)

■ **BÉNIN** : référendum constitutionnel à la mi-décembre. - Le référendum sur le projet de constitution, qui prévoit un régime présidentiel, aura lieu à la mi-décembre, vient-on d'apprendre à Cotonou. Initialement prévu en août, ce référendum a déjà été reporté à deux reprises. - (AFP)

■ **BIRMANIE** : des bonzes ignorent un ultimatum de la justice. - Des bonzes ont refusé l'ultimatum des autorités qui leur donnaient jusqu'à dimanche 21 octobre, à minuit, pour dissoudre des sectes « illégales » et cesser leur « boycottage religieux » des militaires. Le mouvement de protestation, déclenché par la mort de deux bonzes et de deux étudiants, touche les principales villes du pays. - (AFP, Reuters)

■ **BRESIL** : Amnesty International reconnaît s'être trompé. - Le secrétaire général d'Amnesty International, M. Ian Martin, a adressé le 18 octobre une lettre au président brésilien, M. Fernando Collor, dans laquelle il lui présente ses excuses et reconnaît que l'organisation s'est trompée en affirmant, sans preuves suffisantes, que des milliers d'enfants brésiliens étaient tués chaque année par la police et les escadrons de la mort. - (AP, Reuters)

■ **CAMBODGE** : contacts directs entre Phnom-Penh et Pékin. - Le régime de Phnom-Penh et la Chine, principal soutien des Khmers rouges, ont eu des premiers contacts en septembre, sans preuves suffisantes, que des milliers d'enfants brésiliens étaient tués chaque année par la police et les escadrons de la mort. - (AP, Reuters)

■ **CENTRAFRIQUE** : Amnesty International dénonce des emprisonnements sans jugement. - Amnesty International vient de

dénoncer, dans un communiqué, l'emprisonnement sans jugement, depuis plus d'un an, de douze opposants dont un ancien ministre de l'Information, le général François Bozize. Selon l'organisation humanitaire, ces douze personnes - dont certaines auraient été battues en prison - sont détenues dans des prisons militaires.

■ **CHINE** : le président de l'Assemblée à Londres en novembre. - M. Wan Li, président de l'Assemblée populaire nationale, se rendra en Grande-Bretagne en novembre et y rencontrera M. Thatcher, a-t-on appris, lundi 22 octobre, de source officielle à Pékin. M. Wan Li sera la plus importante personnalité chinoise reçue en Occident depuis le massacre de Pékin en juin 1989. - (AFP)

■ **CORÉE DU SUD** : libération du pasteur Moon Ik-hwan. - Condamné en octobre 1989 à dix ans de détention pour s'être rendu en Corée du Nord, le pasteur protestant Moon Ik-hwan, âgé de soixante-deux ans, a été libéré, samedi 20 octobre. Il souffre de problèmes cardiaques et d'une affection thyroïdienne. - (AFP)

■ **GABON** : contestations électorales. - Le MORENA des Bitcheros, le parti d'opposition du Père Paul Mba Abessolo, a annoncé, dimanche 21 octobre, dans un communiqué, qu'il « refusait » les élections législatives qui avaient lieu ce même jour, « quels qu'en soient les résultats ». Il affirme avoir constaté de nombreux vices de forme dans le déroulement du scrutin. - (AFP)

■ **GUATEMALA** : la candidature à la présidence du général Rios Montt rejetée. - La Cour constitutionnelle du Guatemala a rejeté la candidature à l'élection présidentielle du 11 novembre du général Rios Montt, ancien dictateur du pays. Membre de la secte chrétienne fondamentaliste l'Eglise du Verbe, basée aux Etats-Unis, le général, qui paraît favori avec 30 % des intentions de vote, a appelé à la « résistance pacifique » contre cette décision. - (AFP)

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS

Le Sénat décide de bloquer la moitié de l'aide militaire au Salvador

Le Sénat américain a décidé de geler la moitié des 85 millions de dollars de l'aide militaire accordée au Salvador, dans le but d'obliger le gouvernement salvadorien et la guérilla du Front Farabundo-Marti de libération nationale à discuter d'un cessez-le-feu. Cette décision a été bien accueillie au Salvador, y compris par le gouvernement de M. Alfredo Cristiani. Ce dernier a déclaré, samedi 20 octobre, qu'il voyait là un « soutien » au processus de paix. L'événement auxiliaire de San Salvador, Mgr Gregorio Rosa, a eu une réaction également favorable. L'amendement du Sénat prévoit de débiter la somme gelée au cas où la guérilla refusait de négocier, et si c'était le gouvernement qui adoptait cette position, de supprimer l'ensemble de l'aide.

D'autre part, des négociateurs de la Chambre des représentants et du Sénat, à Washington, sont tombés d'accord vendredi 19 octobre sur la poursuite de l'aide secrète américaine aux rebelles angolais, cambodgiens et afghans.

S'agissant de l'Angola, les négociateurs ont accepté la fourniture d'environ 60 millions de dollars d'aide militaire à l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), opposition armée au régime communiste de Luanda. La moitié de cette aide pourra cependant être suspendue si des élections libres sont organisées dans ce pays, avec la participation de l'UNITA comme parti politique.

Pour le Cambodge, l'aide d'environ 13 millions de dollars par an à la résistance non communiste en lutte contre le régime pro-vietnamien de Phnom-Penh prendra fin au début de l'année prochaine et sera transformée en aide humanitaire.

Enfin, l'aide aux moudjahidins afghans sera diminuée et sera versée en deux fois, à six mois d'intervalle. Elle pourra être interrompue au milieu de l'année si Moscou et Washington décident de suspendre leur aide aux parties qu'ils soutiennent. - (AFP)

ASIE

MALAISIE : troisième mandat pour M. Mahathir

Le premier ministre a obtenu une majorité des deux tiers aux élections législatives

Au pouvoir depuis 1981, le premier ministre, M. Mahathir, a remporté une troisième victoire électorale le week-end dernier. Le Front national, la coalition qu'il dirige, comptera au moins 127 députés sur les 180 du Parlement.

M. Mahathir voulait conserver la majorité des trois quarts dont disposait la coalition gouvernementale à la chambre basse de Kuala Lumpur. Il devra se contenter de celle des deux tiers, ce qui est l'essentiel et repré-

sente un net succès compte tenu de l'après de la campagne électorale et de la poussée du fondamentalisme musulman au Kelantan. Dans cet Etat septentrional, le prince Razaleigh Hamzah, chef du Samang 46 et dirigeant de la coalition d'opposition, cette dernière a remporté les 13 sièges parlementaires fédéraux et les 39 sièges de l'assemblée de l'Etat, auparavant contrôlée par le Front national. Le Parti Islam (PAS, fondamentaliste) a remporté à lui seul 24 de ces sièges régionaux. Il a obtenu en outre 6 des 13 sièges de députés fédéraux du Kelantan.

Un autre Etat est désormais contrôlé par l'opposition, le Sabah (Est). La majorité revient au parti chrétien Bersatu Sabah (PBS), passé à l'opposition la semaine dernière. Deux ministres ont été battus, le ministre de la défense, M. Ahmad Rithaudeen, dans le Kelantan, et le ministre des sciences, de la technologie et de l'environnement, M. Stephen Yong, dans l'Etat de Sarawak (Est). M. Mahathir a été réélu triomphalement dans son fief de Kubang-Pasu (Etat de Kedah), et le chef de l'opposition, M. Razaleigh, a été élu député du Kelantan.

L'élection avait été précédée d'une campagne très vive sur les questions raciales et religieuses. Il s'agissait du huitième scrutin trente-trois ans après l'indépendance. Les huit millions d'électeurs étaient appelés aux urnes pour élire les 180 membres du Parlement fédéral, ainsi que les 351 députés régionaux de 11 des 13 Etats de la Fédération de Malaisie. Un siège au Parlement fédéral n'avait pas encore été attribué, lundi 22 octobre, en milieu de journée. - (AFP, Reuters)

CORÉE : malgré le développement de relations commerciales

La Chine ne semble pas prête à reconnaître le régime de Séoul

Pékin a annoncé, la semaine dernière, l'envoi de deux délégations de haut niveau à Pyongyang pour participer aux cérémonies du quarantième anniversaire de l'entrée des troupes chinoises dans la guerre de Corée, qui débutent mercredi 24 octobre.

PÉKIN

de notre correspondant

Survenant le 24 octobre, jour même où la deuxième série d'entretiens inter-coriens s'achevait dans la capitale Nord-coréenne, l'annonce des visites de délégations chinoises en Corée du nord est destinée à manifester le soutien mesuré mais obligé de la Chine à Pyongyang. Les délégations, dirigées par MM. Li Tieying, membre du bureau politique du PC, et Peng Chong, vice-président du Parlement, suivent celle menée par M. Song Ping, important responsable conservateur, qui a pris part au début du mois aux cérémonies d'anniversaire de la fondation du

Parti des travailleurs, le PC de Pyongyang.

La Chine souhaite s'insérer dans le processus de détente en Asie du Nord-Est. Pour des raisons surtout économiques, elle se rapproche de la Corée du Sud. Pékin et Séoul devraient prochainement échanger des représentations commerciales et consulaires, rendues nécessaires par le volume croissant de leurs échanges et la présence de bureaux de liaisons commerciales au niveau provincial dans chacun des deux pays. La Corée du Sud constitue pour Pékin une solution de rechange intéressante sur le plan des ressources financières, les deux pays étant, de plus, liés par une même méfiance à l'égard du Japon.

D'un autre côté, Pékin reste extrêmement prudent dans la manière de présenter la chose à son allié nord-coréen. Les Chinois ont certes infligé une rebuffade calculée au maréchal Kim Il-sung lorsque celui-ci a formulé, durant sa visite secrète à Shenyang (l'ex-Moukden) à la mi-septembre, des exigences jugées excessives à Pékin. Le « Grand Leader » souhaitait demander à M. Deng Xiaoping en personne de réduire la publicité

donnée au régime du Sud pouvait bénéficier aux Jeux asiatiques de Pékin. Il n'a été reçu que par le chef en titre du PC, M. Jiang Zemin, qui ne semble lui avoir fait aucune concession.

Le problème de Taiwan

Mais Pékin semble condamné pour le moment à présenter son influence modératrice comme un soutien indéfectible aux « efforts inlassables » de son allié, ainsi que l'a redit le ministre chinois des affaires étrangères, M. Qian Qichen, aux Nations unies le 28 septembre. M. Qian est toutefois réjoui des conversations inter-coriennes au niveau des premiers ministres en plaçant les deux Etats sur un plan d'égalité : « Nous souhaitons que le Nord et le Sud de la Corée y voient un point de départ pour réduire davantage, par le dialogue, l'antagonisme et l'incompréhension dans le but de parvenir à une réunification pacifique du pays ».

Contrairement à Moscou, il serait surprenant que Pékin aille très vite dans la reconnaissance de

Séoul. En premier lieu, l'hypothèse de la « reconnaissance croisée » du Nord et du Sud par leurs partenaires réciproques, pose un problème particulier à la Chine : celui de Taiwan, qui entrainerait des relations plénières et entières avec Séoul, et pourrait être tentée de jouer du précédent pour sortir de son propre isolement diplomatique.

De plus, la guerre de Corée, qui a fait près d'un million de morts chinois, reste un souvenir cuisant pour la génération de la Longue marche, sur laquelle repose l'alliance avec le Nord. En outre, le « Grand Leader » a été le premier dirigeant dans le monde à féliciter bruyamment M. Deng d'avoir écrasé la « rébellion contre-révolutionnaire » de 1989 à Pékin. Quel encombrement que soit cette amitié avec un régime déconsidéré et économiquement ruiné, trop de choses devraient être remises en cause pour que Pékin y renonce à court terme. En revanche, il ne fait aucun doute que la Chine verrait d'un très mauvais œil M. Kim junior, fils de son père, monter sur le trône communiste coréen.

FRANCIS DERON

VOYAGEURS AU BRÉSIL

Brésil, chemins du pays

Caminhos Brasileiros : 17 jours

Pour connaître le Brésil, il faut en parcourir les chemins. Ce circuit de 17 jours au long des « chemins brésiliens » à travers tous les États, sous la conduite d'un accompagnateur expérimenté, vous permettra de découvrir le Brésil fascinant, à travers tous les États, sous la conduite d'un accompagnateur expérimenté. Vous découvrirez le Brésil fascinant, à travers tous les États, sous la conduite d'un accompagnateur expérimenté.

VOYAGEURS AU BRÉSIL, 5, place André Malraux, 75001 Paris. Tél. 42.60.14.68, le programme complet de ses circuits et séjours.

VOYAGEURS AU BRÉSIL

Un seul pays, tous les voyages.

هكذا من الأصل

EUROPE

URSS : les opposants se regroupent

Naissance du mouvement Russie démocratique

Une nouvelle force politique est née en URSS. A l'issue de quarante-huit heures de débats, le plus souvent confus et contradictoire, quelque deux mille délégués, représentant une cinquantaine de partis et groupes de l'opposition libérale russe, ont en effet décidé, dimanche 21 octobre, de « coaliser » leurs organisations au sein d'un mouvement baptisé Russie démocratique.

MOSCOU

de notre correspondant

L'avenir de ce mouvement est encore loin d'être assuré, car s'il s'agit là de la plus ample tentative jamais lancée de regroupement de l'opposition démocratique, ses bases semblent encore très fragiles. Ce congrès constitutif n'est ainsi pas même parvenu à élire une direction, qui ne devrait être mise en place que dans un mois. Quant au programme de cette coalition, il est à peu près aussi inexistant que celui du PCUS - le parti auquel elle entend offrir une alternative.

Convoqué en large part sur proposition de l'historien et député Iouri Afanassiev, qui a bénéficié d'un

actif soutien de l'hebdomadaire *les Nouvelles de Moscou*, ce congrès constitutif n'en est pas moins, pour trois raisons, un événement politique d'importance.

La première est qu'il vient confirmer l'extraordinaire rapidité avec laquelle se meuble le nouvel échiquier soviétique. Toutes les semaines, de nouvelles organisations apparaissent, se regroupent et s'affirment, d'abord localement, puis de proche en proche, régionalement et, éventuellement, nationalement. Toutes sans exception redécouvrent la politique, c'est-à-dire tant l'évolution des grands courants européens que l'art de la liberté et le jeu des partis. C'est l'enfance de la démocratie, et si l'adolescence qui s'amorce déjà a, très logiquement, bien des aspects immatures, il reste qu'après soixante-dix ans « de décevalage », les choses vont beaucoup plus vite qu'on aurait pu le croire.

Soutien à Eltsine

A l'heure de l'effondrement du Parti communiste, c'est en soi une donnée capitale, et ce congrès vient, en deuxième lieu, confirmer une autre tendance lourde - l'échec des tentatives de regroupements politiques

pan-soviétiques. Puisant dans l'histoire et leur universalisme naturel, certains courants - la social-démocratie essentiellement - ont voulu se reconstituer dans l'ensemble de l'Union, mais ces tentatives ont tourné court.

A l'heure où le PCUS lui-même éclate en partis républicains tantôt plus conservateurs, tantôt plus réformateurs que le centre, mais toujours de plus en plus autonomes, l'opposition ne peut plus calquer ses structures sur celles de l'actuelle Union. Dans les Républiques, les différents partis sont donc en train d'apparaître au sein des fronts indépendantistes et, après avoir longtemps vécu sur l'idée qu'elle exprimait, dans l'opposition, la Fédération, la Russie en vient maintenant à affirmer politiquement son identité en regroupant des organisations qui ne se pensaient pas au départ comme spécifiquement russes.

En admettant que cette coalition de la Russie démocratique tienne assez pour s'imposer, elle devrait à son tour élargir son champ d'action aux contours plus nets. Pour les mois à venir, troisième raison de l'importance de l'événement, c'est cependant un mouvement de soutien à M. Eltsine, le président de la Fédération de Russie, qui vient de voir le jour.

Les résolutions adoptées dimanche soir se prononcent ainsi en faveur d'une élection « aussi tôt que possible » de M. Eltsine au suffrage universel ; de la défense du Parlement, de la présidence et du plan de réforme économique russes contre toute tentative de la présidence et du

Parlement soviétiques de les affaiblir ; d'une « sécession de la Russie » en cas d'atteinte à sa « souveraineté » par les autorités de l'URSS et de la démission, enfin, du gouvernement de M. Rykov.

Les délégués ont également soutenu que le 7 novembre, jour anniversaire de la révolution d'Octobre, soit transformé en « Journée de réconciliation nationale et de souvenir des victimes de la terreur communiste ». Plusieurs villes et régions ont déjà, à travers toute l'URSS, adopté des résolutions de ce type.

BERNARD GUETTA

En Ukraine

Retour d'exil du patriarche Mstislav

Le patriarche Mstislav de l'Eglise orthodoxe autocéphale d'Ukraine, a fait samedi 20 octobre, un retour triomphal à Kiev, après quarante-trois ans d'exil, où il a été accueilli par des milliers de fidèles et des élus de l'opposition. Agé de quatre-vingt-deux ans, le patriarche, qui vivait dans le New-Jersey, a été élu en juin dernier lors d'un synode de cette Eglise, récemment sortie de clandestinité. Fondée au XVII^e siècle, assujettie au patriarcat de Moscou dès 1686, elle avait retrouvé son indé-

pendance en 1921 avant d'être réprimée sous Staline. Député à la Diète polonaise avant la guerre, emprisonné par les nazis puis réfugié au Canada, le patriarche n'avait pas obtenu jusqu'à ce jour de visa pour l'URSS. « Nous sommes revenus à l'Ukraine indépendante », a-t-il dit à sa descente d'avion. Il s'est aussitôt rendu à la cathédrale Sainte-Sophie de Kiev - transformée en musée - pour y célébrer une messe. - (AFP, Reuters)

IRLANDE DU NORD : L'IRA revendique l'assassinat d'un protestant. - L'IRA a revendiqué, dimanche 21 octobre, l'assassinat d'un protestant tué par balles, samedi 20 octobre, à Strabane, au nord-ouest de la province. La victime était un ancien membre du Régiment de défense de l'Ulster (UDR). - (AFP, AP)

TCHÉCOSLOVAQUIE : Prague veut liquider le commandement militaire du pacte de Varsovie. - Le président Vaclav Havel a annoncé, dimanche 21 octobre, qu'il proposerait la « liquidation du commandement militaire » du pacte de Varsovie d'ici six mois, lors du sommet de l'organisation les 3 et 4 novembre prochains à Budapest. - (AFP)

VOYAGEURS EN INDONESIE A CHOISI GARUDA

Indonésie, archipel de légendes

Les Iles de la Sonde : 22 jours - à partir de 18950 F

Sumatra, et l'architecture batik, Java, où le temple de Borobudur est mondialement célèbre, tout comme à Solo le palais du Sultan, les Javanais vivant au rythme des rites funéraires, et bien sûr Bali, tout dans une légende.

Dans cette région du monde encore peu fréquentée, VOYAGEURS EN INDONESIE a conçu ce circuit de 22 jours à travers les Iles de la Sonde, et bien d'autres que vous découvrirez en demandant sa brochure à VOYAGEURS EN INDONESIE, 30, rue Sainte-Anne, 75001 Paris, tél. 42.60.63.31

VOYAGEURS EN INDONESIE

Un seul pays, tous les voyages.

Quand vous

achetez des obligations du Crédit local de France, vous faites travailler votre argent en tant qu'investisseur et en tant que citoyen.



- Mais les SICAV, les PEP, et tous ces nouveaux trucs, je n'y connais pas grand chose mais j'aimerais bien que mon argent ne dorme pas...

- Tu ne connais pas le Crédit local de France ? Ils émettent des obligations très sûres. Et tu sais à quoi sert ton argent, puisqu'ils financent les projets de la ville.

Vous pouvez souscrire aux obligations du Crédit local de France aux guichets des banques, des caisses d'épargne, Écureuil, de la Poste et du Trésor Public.



Les ambitions locales ont leur banquier.

AFRIQUE

Esclaves oubliés

Suite de la première page

Les maîtres jouissent de surcroît, avec la bénédiction du Coran, d'un droit de cuissage sur leurs esclaves. Qu'ils reconnaissent l'enfant né de tels rapports, et celui-ci passe du côté des maîtres. Dans le cas contraire, il devient l'esclave de son père.

Bilal n'a pas non plus de vrai passé. Sa mère ignorait tout des origines de sa famille. Ses aïeux venaient-ils des bords du fleuve Sénégal, de Guinée ou d'ailleurs? Était-il Mandingue, Soninké, Toucouleur? Furent-ils achetés ou volés? Qui se souviendrait de ces poussières de vies balayées par les sables après des années d'obscurité captivité?

Au cœur du désert, écrasé de soleil et foudroyé par les vents, le campement est un monde clos qui n'a guère changé depuis des siècles. Un monde où le mode de vie repose encore sur cette «*pièce*» essentielle du dispositif ethnique, social et économique : l'esclave. Ici, l'existence est fruste pour tous, mais c'est au captif qu'incombent les travaux domestiques et pastoraux. «*Le Maure et sa femme ne travaillent pas*», constatait Bilal. Un voyage à travers les campements paraît confirmer ce jugement : à l'ombre des tentes, les *bidanes* passent la journée à somnoler, palabrer et boire le thé. Tous ceux, jeunes et vieux, qui s'affairaient aux menues tâches et aux corvées sont des Noirs.

Enfant, Bilal a joué avec les gosses du campement, y compris ceux des maîtres. Mais une enfance d'esclave est éphémère. Il n'a pas tardé à recevoir son bâton de berger et à partir chaque matin, dès l'aube, avec les moutons et les chameaux à la recherche d'un peu de verdure. A demi-nu et sans chaussures.

La mort des troupeaux

Daher, le propriétaire de Bilal, était un «*maître méchant*» : qui battait ses captifs pour un oui pour un non, qui les nourrissait mal, qui leur donnait rarement du repos. «*Il y a des Maures qui aiment bien leurs esclaves, certains même qui les traitent comme leurs enfants. Mais il y en a qui les traitent comme des chiens*», raconte l'adolescent, qui ajoute : «*Certains ne sont pas d'accord avec cette violence. Ils disent : cela fait fuir les esclaves et sans eux nous serons pauvres. Mais les maîtres comme Daher ne les écoutent pas*».

La hantise de Bilal et des autres bergers était de perdre un animal : «*Si tu perds une chèvre ou un mouton, tu passes la nuit dans le désert à les chercher. Il y a des hyènes, des serpents, et on se blesse les pieds jusqu'au sang. Si un animal meurt de maladie, le maître peut comprendre, mais s'il est perdu on est battu. Pour plusieurs perdus, on peut même faire jurer*».

«*Faire jurer*», une expression mêlée de terreur qui revient souvent dans la conversation, cela consiste à

suspendre le faufilet à une branche, la tête en bas, après lui avoir passé un bâton sous les genoux, puis à le frapper en s'acharnant sur la plante des pieds. Bilal, qui affirme avoir subi cette torture, parle longuement des châtimens nombreux et variés infligés aux esclaves.

Ces brutalités engendrent chez les jeunes esclaves une obsession de la fuite, d'autant plus forte que la rumeur d'un monde où les anciens esclaves sont libres parvient malgré tout au fin fond du désert. Bilal n'a jamais entendu dire que l'esclavage était interdit, mais il savait qu'un esclave peut se libérer. Très tôt, sa mère lui a soufflé : quand tu seras grand, il faudra fuir comme ton père. D'ailleurs, alors qu'il n'a pas dix ans, elle donnera l'exemple. «*Elle s'est enfuie sans prévenir*», se souvient Bilal. Elle a dû faire une bêtise et prendre peur. Après son départ, l'enfant vivra avec d'autres esclaves.

Nouvelle abolition

Dans les années 70 et 80, la sécheresse prolongée qui touche tout le Sahel va bouleverser la vie du campement. En quelques années les troupeaux sont décimés ; des dizaines d'esclaves s'échappent ou sont libérés ; les maîtres appauvris se partagent ceux qui restent. Daher lui-même doit travailler !

Des années plus tard, la perte d'un mouton va précipiter Bilal dans la fuite. Tout à coup, l'accumulation des brutalités, l'attrait de la liberté et le souvenir de sa mère l'emportent sur les pièges du désert, la peur d'un monde inconnu et la hantise d'être rattrapé («*si tu pars, je t'égorgerai comme un mouton*», a menacé Daher). L'enfant court, et dans sa course éperdue il va rencontrer «*le goudrat*», cette route qui coupe le désert comme une ligne de chance, et qui le sauve. Peu importe alors qu'il prenne à gauche ou à droite : sur l'asphalte, les Maures lancés à sa poursuite perdront sa trace.

Quelques heures plus tard, Bilal parvient dans un «*campement*» comme il n'en a jamais vu : un village, avec maisons, magasins et voitures. Un boutiquier maure l'héberge. Un préfet compréhensif facilite son départ pour la capitale.

Dans un premier temps, Bilal vivra chez un policier de Nouakchott, «*gentil comme un père*». Mais celui-ci est muet et confie l'enfant à un confrère. «*Chez celui-là je travaillais jusqu'à mourir ! Il refusait que j'aille à l'école avec ses enfants. Il disait : ce n'est pas bon pour toi ! Sa femme me battait*». Bilal est reconstruit en esclavage, mais on est en ville. Il claqué la porte et rejoint une troupe d'enfants des rues. Recueilli par une organisation charitable, il sera placé dans un foyer et scolarisé.

Aujourd'hui, Bilal paraît épanoui et libéré. Reste qu'à la fin de l'entretien,

il aura cette remarque qui en dit long sur l'enracinement psychologique de l'esclavage : «*On a le droit d'avoir des esclaves si les esclaves le veulent bien, mais on n'a pas le droit de les traiter comme des chiens*».

Dans l'immensité du désert des Maures, ces nomades farouchement libres, des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants restent privés de liberté. Sans doute les *abd* soumis comme Bilal à une sujétion totale (sans droits, sans égards, sans salaire) sont-ils désormais une minorité. Mais ils n'ont pas disparu. Dix ans après la «*dernière*» proclamation d'abolition, l'esclavage est loin d'être «*une pratique du passé*» en République islamique de Mauritanie. Et s'il subsiste, sous une forme atténuée, chez les ethnies négro-africaines peuls et saonais, il est d'abord le fait des Maures.

Depuis longtemps proscrit par la communauté des nations (notamment par l'article 4 de la Déclaration universelle des droits de l'homme) et officiellement aboli à trois reprises par Nouakchott, l'esclavage a «*consisté à bénéficier en fait d'une large tolérance de la part des autorités coloniales puis mauritaniennes jusqu'à présent*», remarque le sociologue Abdel Wedoud Ould Cheikh. Pendant près d'un siècle, les velléités abolitionnistes n'ont pas manqué, mais la paupérisation a peu servi.

Certes, les ventes d'esclaves sont terminées depuis des années, du moins sur la place publique, et les enlèvements d'enfants ne sont plus si fréquents. Quant aux vieux esclaves dont parle Saint-Exupéry dans *Terre des hommes*, ceux qui ne valent même plus leur nourriture, il est rare de nos jours qu'ils soient purement et simplement condamnés par leurs maîtres à cette «*liberté dénuée*» : aller mourir de faim, sagement allongés à l'écart des tentes.

Depuis une vingtaine d'années, la sécheresse a entraîné la mutation sans précédent d'une société dont les bases reposaient sur l'esclavage. A mesure que les troupeaux étaient décimés, le mouvement de sédentarisation s'est amplifié. En deux décennies la proportion nomades/sédentaires, qui était de deux tiers-un tiers pour l'ensemble du pays, s'est inversée. La population de Nouakchott a décuplé. Elle dépasse aujourd'hui 500 000 habitants, plus du quart de la population mauritanienne.

A la tête du client

Le malheur des Maures a profité à leurs esclaves. Parce qu'il est moins facile de pratiquer l'esclavage en ville et parce que les maîtres ruinés n'ont plus les moyens d'entretenir leurs captifs (certains se font même entretenir par eux), beaucoup, bon gré mal gré, vont les «*libérer*». Les uns se retrouveront sur le marché du travail ; d'autres iront chercher fortune au Sénégal ; d'autres encore, à l'occasion de la guerre contre le Front Polisario, d'auront dans l'armée. Tous, par un biais ou un autre, entraineront un processus d'émancipation d'autant plus irréversible qu'il coïncide avec l'émergence d'une économie moderne.

Reste que ces bouleversements, outre qu'ils ne devaient pas grand-chose à la volonté politique, étaient

insuffisants en eux-mêmes pour résoudre le problème. La persistance esclavagiste était même à ce point évidente qu'en juillet 1980 le gouvernement du colonel Haidallah sentit la nécessité de proclamer une nouvelle «*abolition définitive*» de l'esclavage dans tout le pays.

Pourquoi cet aveu, aussi inattendu qu'embarrassant, et qu'en est-il dix ans après ? Le décret d'abolition apparaît surtout comme une parade ponctuelle à la pression des événements. A l'époque, deux dangers menaçaient. A l'extérieur, la communauté internationale s'exaspérait de la pérennité d'une pratique universellement condamnée ; or la Mauritanie, pauvre parmi les pauvres, a toujours dépendu de l'aide étrangère. A l'intérieur, le mouvement «*El Hor*» (Liberté), fondé par des affranchis pour promouvoir une véritable émancipation, gagnait du terrain. En 1980, la vente publique d'un esclave sur le marché d'Atar avait suscité des manifestations.

Le décret d'abolition a permis aux autorités de faire baisser la pression

ment rural et de promotion administrative ; on invite à rencontrer les rares *haratines* promus à des postes de responsabilité, à commencer par un ou deux ministres, symboles du changement pour les uns, simples alibis pour les autres. Mais de mesures anti-esclavagistes, concrètes et spécifiques, point !

«*C'est encore souvent à la tête du client, remarquant en privé un fonctionnaire maure. «*Tel brigadier nommé l'esclave échappé chez son maître, tel autre dira à ce dernier : l'esclavage, c'est fini. L'administration n'a jamais été claire ni courageuse en la matière*».*

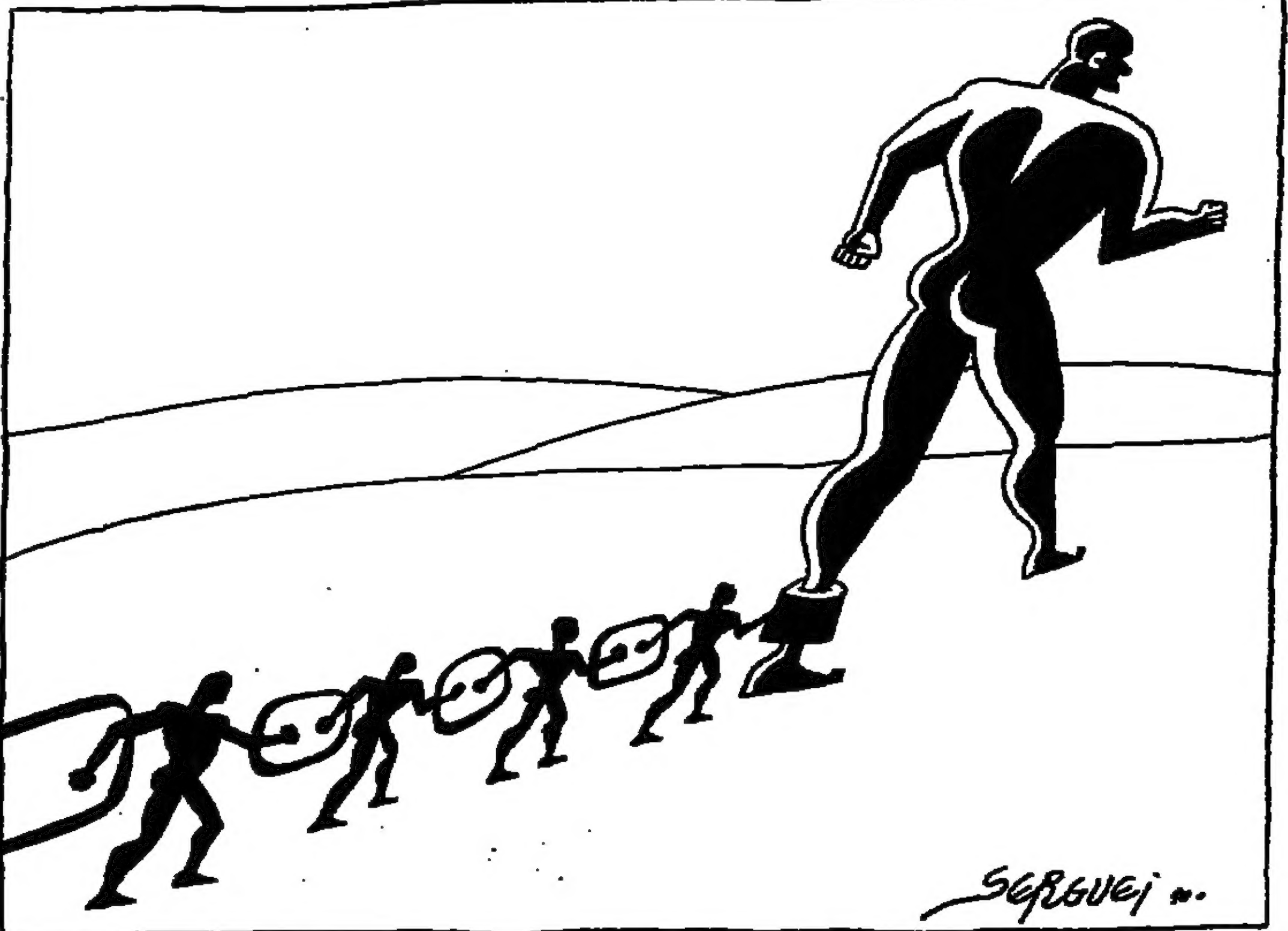
Il nous faut des martyrs

Comment en serait-il autrement, au-delà de la rhétorique, alors que la caste esclavagiste garde le monopole du pouvoir, alors que des imams et

les maîtres récupèrent si facilement les réformes à leur profit, quand ils ne font pas de même avec leurs affranchis par le biais d'un servage à peine différent de l'esclavage ; ou encore pourquoi les *haratines* se retrouvent aux côtés de leurs maîtres, face à leurs «*frères de race*», dans les conflits opposant Maures blancs et Négro-Africains. Et en cas d'élection beaucoup voteront «*naturellement*» pour leurs anciens maîtres.

«*Aujourd'hui, beaucoup d'affranchis sont économiquement indépendants. Mais, socialement et psychologiquement, ils restent dans la catégorie des esclaves*», constatait Fatouma, une jeune *haratine* dont les parents, malgré toutes ses exhortations, répugnent à rompre avec leur maître. Elle faisait ainsi écho à Bilal, pour qui, «*même quand il est libre, un esclave reste un esclave*».

Cet état d'esprit, plus répandu qu'on ne l'imagine chez les esclaves, traduit chez leurs maîtres une certi-



sur les deux fronts. Mais ses résultats restent très en-deçà des espoirs suscités. En 1984, une mission de l'ONU constatait l'absence de mesures spécifiques en faveur des esclaves. Quant aux organisations spécialisées, comme la Société anti-esclavagiste de Londres, elles considèrent que les estimations faites au début de la décennie, «*100 000 esclaves complets plus 300 000 semi-esclaves et ex-esclaves*», restent d'actualité.

Il n'est pas facile d'aborder la question avec les autorités ; a fortiori dans un contexte rendu explosif par les affrontements ethniques d'avril 89, qui ont mis la Mauritanie et le Sénégal au bord de la guerre. On parle d'«*histoire d'un autre monde*», de «*phénomènes blanc-noir et arabe-africain*», de propagande extrémiste. Au mieux, on admet de simples «*révoltes*» d'une pratique révolue. On souligne, en revanche, les progrès faits par les affranchis en matière de développe-

des cadis (les juges musulmans) invoquent le Coran pour perpétuer l'esclavage et, du même coup, pour récuser les grands textes condamnant sa pratique, alors qu'il y a des exceptions près les organisations internationales, paralysées par la mauvaise volonté des États, en sont réduites à débattre en vase clos ?

L'inaction politique freine les prises de conscience et conforte des pesanteurs sociales considérables. Au-delà des mots et des apparences, les traditions, comportements, habitudes et tabous liés à l'esclavage (notamment en matière de mariage et d'enterrement) ont la vie dure. D'autant plus que, par la force des choses, la culture des maîtres est depuis longtemps celle des esclaves.

On comprend alors pourquoi des milliers de jeunes *haratines* instruits n'arrivent pas à dériver leurs parents de l'obscur consentement de la servitude ; pourquoi dans les campagnes

tude absolue. Cela, Elie l'illustre parfaitement. Maure blanc de la plus basse caste, hospitalier et chaleureux, mais pauvre comme Job, Elie est depuis longtemps incapable de subvenir aux besoins de «*ses*» esclaves, qui vivent à leur guise loin de lui. Il n'en est pas moins convaincu, lui aussi, que «*l'esclave reste un esclave*». «*Ce n'est pas une question de temps*», c'est dans l'ordre des choses. «*Même s'il devient président, mon esclave reste mon esclave. Lui sait bien qu'il m'appartient, et moi aussi*».

D'un côté, malgré toutes les difficultés, les mentalités et les situations continuent à évoluer. Animées par une volonté d'émancipation, les nouvelles générations de *haratines* rejettent les formes de sujétion traditionnelles. Certains militent pour un éveil politique, affirment leur négritude et forment des liens avec le monde noir. D'autres rêvent même d'en découdre : «*Il nous faut des martyrs, et un jour nous en aurons*», nous disait une militante dont le mari est en prison.

De l'autre côté, tout paraît bloqué. Arc-boutés sur le passé et murés dans d'orgueilleuses certitudes, les *bidanes* entendent préserver l'ordre maure contre vents et marées. Pourtant, sans même parler ici de morale, ni le temps ni le nombre ne sont de leur côté. Les autorités ont beau cacher les résultats des derniers recensements, le verdict de la croissance démographique est clair : face aux esclaves et aux affranchis, les maîtres sont, chaque jour un peu plus, une minorité.

ROLAND-PIERRE PARINGAUX

Quelles issues pour l'Afrique?

Les meilleurs experts vous répondent.



480 pages - relié - 149F

HACHETTE Supérieure

Un pavé dans la mare

«*François ! François !* » La troupe de petits pouilleux a quitté le carrefour et se précipite vers la 4 x 4 bleu marine. Tous parlent en même temps. Derrière son volant, François écoute en souriant.

Ahmed est de nouveau en prison pour vol à la tire ; Boxeur et Abdul, après avoir piqué un sac à main au marché, se sont défondés à la «*guinze*» (dilluent) ; Momo s'est fait draguer par un coéquipier étranger ; Boubacar roule vers le sud pour tenter, une fois de plus, de retrouver sa mère ; Dakar, qui s'est fait tabasser par une bande rivale, tremble de fièvre près de la voiture.

Tous les jours, François Lefort, un Français de quarante-quatre ans, prêtre et médecin, prend le pouls du microcosme des enfants des rues de Nouakchott. Et demande, au besoin, un coup de main. Hier, il a repéré trois enfants endormis dans un dépotoir. Il faut les retrouver, leur remettre des vêtements chauds, leur dire où il habite pour qu'ils puissent passer la nuit à l'abri et parler de leurs besoins.

Les gamins retournent au carrefour ; un bon coin pour les combines et larcins dont ils vivent. Deux restent : l'un veut se confier sans témoins ; l'autre a besoin de soins. François Lefort les ramène dans la grande maison qu'il occupe dans un

quartier populaire. Là où la porte de fer est ébranlée nuit et jour par les enfants qui veulent «*voir François*», pour tout et n'importe quoi. Parce qu'il s'intéresse à eux sans les exploiter ; parce qu'il leur offre le respect et l'amitié dans un monde hostile. Sans rien imposer ; et surtout pas sa foi catholique en cette terre islamique.

Détresse et injustices

Mieux encore : depuis peu, avec le soutien des autorités mauritaniennes, François Lefort a ouvert des foyers de type familial où les enfants, avec l'aide d'un animateur et d'une cuisinière, se prennent en main, étudient et préparent leur réinsertion sociale. L'expérience, qui a pour principe le refus de l'entfermement (ici, l'enfant vient et peut partir librement), a déjà permis de sauver des dizaines de gamins livrés à la rue depuis plusieurs années.

Cet univers, cette expérience, François Lefort et Carmen Bader, journaliste à RFI et spécialiste de l'Afrique, invitent à les découvrir dans un témoignage riche et émouvant qui paraît ces jours-ci : *Mauritanie : la vie réconciliée*.

Dans ce roman-vérité que rien, hormis la modification de quel-

ques noms, ne distingue de la réalité, les «*héros*», El Hor, Bâtise, Sana-Pitié, Goliath et autres, sont des adolescents de toutes les couleurs et de tous les malheurs. Rejetés par leurs familles et par la société, ils constituent la cour des miracles adolescente et délinquante des trottoirs de Nouakchott.

Des marchés de la capitale jusqu'aux rives du fleuve Sénégal, c'est la vie de ces enfants, faite de détresse et d'injustices accumulées, mais aussi d'espoir et de solidarité, qui nous est présentée. Avec, en toile de fond, les meurs et les problèmes de la société mauritanienne.

Le récit est dur. Parce que les auteurs témoignent à travers les yeux et les sentiments des enfants ; parce que, disent-ils, «*le silence peut être criminel*», parce qu'un tel ouvrage a valeur universelle. Dans un monde qui compte des millions d'enfants des rues, mais où les prises de conscience et les moyens mis en œuvre pour traiter le problème restent dérisoires, jeter ce genre de pavé dans la mare, c'est déjà un grand bienfait.

R.-P. P.

► *Mauritanie : la vie réconciliée*, de François Lefort et Carmen Bader, Ed. Fayard (Collection «*Les enfants du fleuve*»), 230 pages, 95F.

DIPLOMES DE LANGUES

votre atout pour 93 : Une compétence LANGUES

POUR LES AFFAIRES, LA GESTION, LA COMMUNICATION.

Certificats Européens de langues, Chambres de Commerce étrangères, Université de Cambridge, TOEFL... BTS à vocation langues.

PREPARATIONS A VOTRE RYTHME, SANS CONTRAINTES, à distance, avec suivi permanent et individualisé, supports cassettes... Cours à niveaux - Inscriptions toute l'année - Formation continue.

Documentation gratuite

LANGUES & AFFAIRES, Service 5098, 35 rue Collange 92303 Paris-La Vallée. Tél.: (1) 42.70.81.88

150 000 000

POLITIQUE

M. Michel Rocard au-delà du Golfe

Comme le dit un proche de M. Michel Rocard, « la crise du Golfe ébranle tout » sur la scène politique française. La crise pèse sur les comportements des acteurs politiques et sociaux. Elle modifie les relations entre les deux pôles de l'exécutif. Le président définit les grandes orientations de la France, tandis que le premier ministre assume les retombées « domestiques » de la tension internationale. La répartition des tâches s'exerce, donc, très exactement de la façon prévue par la Constitution de la V^e République, ce qui entraîne une affirmation encore plus nette de la prééminence du chef de l'Etat.

C'est pourquoi, vue de Matignon, l'une des conséquences de la crise aura été, au moins avant la publication du dernier sondage BVA-Paris-Match (le Monde du 19 octobre), une amélioration des rapports avec l'Elysée. Cette nouvelle donne, consacrée par l'écart de popularité entre le président de la République et le premier ministre dans les sondages d'opinion, avantageait le président et assurait, par contre-coup, une certaine tranquillité au premier ministre, au moins de ce point de vue-là.

Les conseillers de M. Rocard n'ont donc aucune raison de se réjouir de la baisse brutale enregistrée par le président dans le sondage BVA, surtout si cette indication devait annoncer un affaiblissement durable de M. Mitterrand. Pour eux, M. Rocard a tout intérêt à conserver dans les sondages un écart avec son supérieur hiérarchique... à condition de rester dans des limites raisonnables : si une trop belle santé du premier ministre dans l'opinion complique les relations avec l'Elysée, il ne faut pas, à l'inverse, que la cote du premier ministre s'effondre, car sa popularité est sa meilleure « protection ». A Matignon, on n'oublie jamais que M. Rocard reste un oiseau sur la branche.

Une « plaine sèche »

Il ne s'agit donc pas, pour lui, de baisser la garde, bien au contraire. Le premier ministre, selon l'expression de l'un de ses proches, a désormais « un devoir d'efficacité plus grande » sur le terrain de la politique économique et sociale. De ce point de vue, l'adoption de la première partie du projet de budget sans recours à la procédure contraignante du 49-3 tombe particulièrement bien. Toujours selon cette analyse, M. Rocard doit maintenant se montrer imaginatif pour redonner du souffle à sa politique, assurer la réussite de ses « grands chantiers » : il s'y emploie en mouillant sa chemise, par exemple pour défendre sa politique de la ville, après les incidents de Vaulx-en-Velin, ou pour expliquer à quoi sert la contribution sociale généralisée

(CSG) et vaincre les réticences déclenchées par sa réforme, notamment chez certains partenaires sociaux.

Encore que, pour la première fois depuis 1988, la rentrée, à l'Hôtel Matignon, ne soit pas dominée par les craintes sociales, mais par les inquiétudes économiques.

Même si, selon l'expression d'un conseiller, le paysage social reste celui d'« une plaine sèche à la merci d'une dracène », ce front-là est étonnamment calme, à l'exception des agriculteurs - cas explosif mais tout à fait particulier - et, dans une certaine mesure, de l'éducation nationale, où les lycées commencent à s'agiter.

Les premières conséquences des augmentations de pouvoir d'achat enregistrées, notamment grâce au début d'application de la réforme de la grille dans le secteur public, fournissent, selon Matignon, l'une des explications de ce phénomène. Surtout, la crise du Golfe, par la gravité de l'enjeu, contribue à modérer des revendications qui semblent momentanément secondaires, y compris pour les principaux intéressés. Mais, si l'incertitude se prolongeait, l'« effet Golfe » pourrait s'atténuer, ce qui relancerait la pression sociale.

Sur le terrain économique, en revanche, les longues semaines de « ni guerre ni paix » ont déjà fait des dégâts. Les chefs d'entreprises ne parlent plus sur l'avenir. Ils sont redevenus attentistes. A Matignon, on craint très fort une « cassure de la reprise de la croissance ». Une poussée du chômage serait alors, d'ici quelques mois, à redouter. Or les conseillers de M. Rocard ont bien conscience que l'action d'un gouvernement est toujours, pour une large part, mesurée à l'aune des résultats qu'il aura obtenus pour améliorer la situation de l'emploi. Et les élections législatives sont prévues, sauf accident, pour 1993, sans que l'on puisse affirmer avec certitude que la politique menée parviendra d'ici là à mobiliser l'électorat de gauche, notamment populaire.

Avant que n'éclate la crise du Golfe, M. Rocard était déjà lancé dans une sorte de steeple-chase. Le parcours est le même, mais tous les obstacles sont maintenant surélevés. Les risques de trébucher ou de mordre la poussière sont plus grands, mais si M. Rocard en vient à bout, la performance n'en sera que plus méritoire. S'il surmonte les conséquences domestiques de la crise du Golfe, au côté de M. Mitterrand - ou si l'on préfère, dans sa foulée, - sa légitimité pour la candidature présidentielle serait, cette fois, mieux assurée.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI

Devant ses amis du club Priorités aujourd'hui M. Mermaz qualifie l'action du premier ministre de « politique des petits pas »

C'est pure coïncidence si, après s'être démarqué de ses amis maurroyistes et jospinistes lors de l'élection du président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, le 10 octobre, M. Louis Mermaz s'est distingué de nouveau, samedi 20 octobre, en organisant le premier colloque de son club Priorités aujourd'hui. Le ministre de l'agriculture prétend que, « pour rassembler, il faut aussi des divisions ». Il a souligné que son association, créée en juin dernier, est destinée à accueillir « tous les militants du PS » (certains amis de M. Jean-Pierre Chevènement participent au colloque) et à mettre « de l'huile dans les rouages du parti ».

« Si nous ne voulons pas ossifier le parti par nos pratiques de clan, a déclaré M. Mermaz, nous devons mettre fin à notre guerre civile froide et renoncer à nos schismes ». Le maire de Vienne ne s'en cache pas : Priorités aujourd'hui est, aussi, une chance de ne pas se retrouver lui-même « broyé par la machine ». De là à voir dans ce nouveau « laboratoire d'idées » le signe annonciateur d'un futur courant, « c'est comme si vous m'aviez demandé, il y a trois mois, ma politique agricole », a-t-il affirmé.

Sur ce chapitre, M. Mermaz a été amené à réagir face aux militants venus des régions agricoles. « Toutes les grandes décisions en faveur des agriculteurs ont été prises par la

gauche », a-t-il soutenu, en citant « l'Office des céréales en 1936, l'Office de la viande de la Libération, le statut du fermage, les lois sociales en faveur des femmes d'agriculteurs ». « Même si les agriculteurs ne votent pas à gauche, a-t-il observé, tous bénéficient de ces mesures ».

Le nouveau ministre a surtout voulu s'en tenir au thème de son colloque, prévu de longue date : « Automne 90 : enjeux économiques, priorités sociales ». Il a situé l'action des socialistes dans le nouveau contexte international. « Aujourd'hui nos repères ont disparu, a-t-il déclaré. Le temps des certitudes est révolu en matière de politique étrangère. » Sur le plan intérieur, a-t-il expliqué, « après huit ans d'exercice du pouvoir, nous sommes aujourd'hui à la recherche d'un second souffle ». D'où la nécessité de « définir un nouveau programme pour le parti ». « Mais, cette fois, a souligné M. Mermaz, nous serons jugés sur nos actes ».

Reprenant certaines observations formulées par les participants au colloque, dont celles de MM. Henri Guillaume, président de l'ANVAR (Agence de valorisation de la recherche) et de René Teulade, président de la Mutualité française, M. Mermaz a fixé les priorités en matière de politique sociale : la lutte contre le chômage et le financement de la Sécurité sociale. « La contribution sociale de solidarité sera une

bonne réforme si nous tenons nos promesses, a-t-il dit, s'il y a réellement substitution de charges pour les assurés. » Quant au revenu minimum d'insertion, à ses yeux, « ce n'est pas du socialisme, c'est pour parer au plus pressé ».

Fidèle à son engagement de ne pas diviser, M. Mermaz n'a pas voulu forcer le trait, mais, en qualifiant l'action du gouvernement de M. Michel Rocard de « politique des petits pas », il a laissé clairement entendre à quel point l'héritage de M. François Mitterrand est, à ses yeux, la seule chance du PS.

BÉATRICE JEROME

□ M. Bérégovoy félicite le PCF et M. Barre. - M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, a exprimé, dimanche 21 octobre, au cours de l'émission « 7 sur 7 », sur TF1, sa satisfaction d'avoir vu les députés communistes, d'un côté, M. Raymond Barre, de l'autre, permettre l'adoption de la première partie du projet de loi de finances le 20 octobre à l'Assemblée nationale. « Je n'ai jamais tiré un trait sur le Parti communiste », a-t-il déclaré, en ajoutant qu'il se « félicite » de la décision du PCF. Quant à M. Barre, c'est « un homme de bon sens », a-t-il dit, et « un esprit ouvert ».

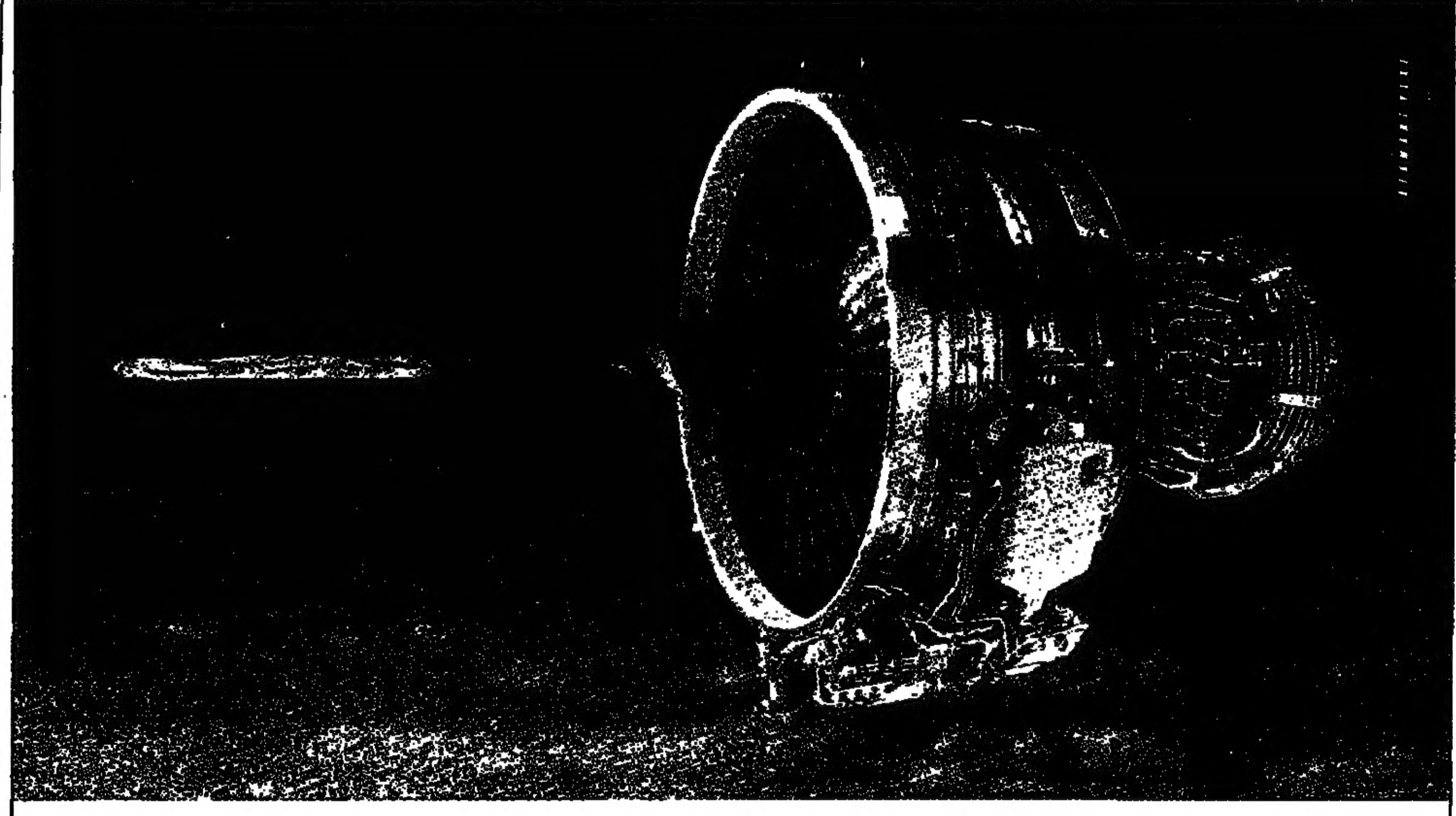
Une élection municipale partielle

MAYENNE : Saint-Berthevin (1^{er} tour).
Inscr., 4 554 ; vot., 3 204 ; abst., 29,64 % ; suffr. expr., 3 106 ; liste majorité présidentielle, 1 212 voix (39,02 %) ; liste des dissidents conduite par M. Trocherie, 937 (30,17 %) ; liste conduite par M. Porrin (RPR), 819 (26,37 %) ; liste du parti communiste, 138 (4,44 %).

[Cette élection partielle avait été rendue nécessaire par la démission en cascade de membres du conseil. C'est la désignation par le maire centriste, M. Bernard Le Godais, en poste depuis 1965, de son dauphin, M. Jean-Jacques Perria, un jeune conseiller, qui avait provoqué la crise. D'abord dans le camp du maire (vingt-trois centristes et divers droits) avec le retrait, notamment, du premier adjoint et, ensuite, dans les rangs de l'opposition : les six élus de la « majorité présidentielle » ne laissant pas passer la possibilité de retourner aux urnes dans ce climat de discorde.

Les « dissidents » qui s'étaient rassemblés derrière M. Clément Trocherie, conseiller général RPR, qui fut adjoint au maire, ont pris l'avantage au premier tour sur la liste officielle au sein de laquelle le maire sortant figurait en septième position.

Le 12 mars 1989, les résultats avaient été les suivants : inscr., 4 467 ; vot., 3 328 ; abst., 25,49 % ; suffr. expr., 3 129. Liste de M. Le Godais (centriste), 1 702 voix (54,39 %), 23 élus ; liste majorité présidentielle, 1 427 (45,60 %), 6 élus. (Corresp.)]



Certains succès français pèsent plus lourd que d'autres.

Symbole de tout un art de vivre, la baguette contribue énormément à la renommée de la France à l'étranger. Mais elle est plus légère que l'air dans les comptes du commerce extérieur. Le fait est que le premier exportateur français aux USA est un constructeur de moteurs d'avions, la SNECMA. Le CFM56, que nous réalisons à parts égales avec General Electric, motorise plusieurs types de Boeing et d'Airbus et il a été choisi par plus de 100 compa-

gnies aériennes. C'est aujourd'hui le moteur de sa classe le plus vendu dans le monde. Ce remarquable succès commercial témoigne de notre excellence technologique. Nous mettons actuellement en œuvre la même passion et la même rigueur pour développer le moteur de l'avion Rafale, le M88, dont les progrès relèvent, dès à présent, des technologies du 3^e millénaire. Toutes ces réussites sont celles d'une

entreprise, celles des hommes et des femmes de la SNECMA, de la qualité de leurs intelligences et de leurs savoir-faire. Cela dit, si la baguette supportait les grands voyages, nous l'emmènerions avec plaisir aux quatre coins du monde.

Groupe
SNECMA
LES MOTEURS DU CIEL

ISTH INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES DEPUIS 1964 ET TECHNIQUES HUMAINES
EXPERTISE COMPTABLE
• D.P.E.C.F.
• D.E.C.F.
• D.E.S.C.F.
TOUTES ÉPREUVES SUCCÈS CONFIRMÉS
Enseignements annuels et stages intensifs d'été
Centre Italic 45 85 59 35
Centre Auteuil 45 27 10 15
PLUS QU'UN INSTITUTEUR, UNE INSTITUTION

le journal mensuel de documentation politique
après-demain
Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)
offre un dossier complet sur :
INFORMATIQUE ET LIBERTÉS
Envoyer 40 F (timbres à 2 F ou chèque) à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (80 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

QUI ÉTAIT LE PÈRE DE LOUIS XIV ?
MARABOUT

Ann Mathieu-Rouge
ILS ONT GOUVERNÉ LA FRANCE
Chronologie des gouvernements et des chefs d'Etat
MARABOUT

POLITIQUE

Réunis en convention nationale à Saint-Malo

Les centristes tentent d'oublier leurs rivalités pour privilégier le débat d'idées

Le CDS a réuni sa convention nationale, du 19 au 21 octobre à Saint-Malo. Les centristes ont montré qu'ils pouvaient mener un débat d'idées - institutions, Europe, décentralisation - en oubliant les rivalités personnelles. Mais cette rencontre a permis à de vieux clivages de réapparaître.

SAINT-MALO

de notre envoyé spécial

Au terme de trois journées de convention nationale, dimanche 21 octobre à Saint-Malo, MM. Pierre Méhaignerie et Jacques Barrot avaient le sourire aux lèvres et exprimaient ainsi la satisfaction de ceux qui reviennent de loin. Pour eux, le « pari » de Saint-Malo était gagné. « Ainsi, conclut dimanche le président du CDS, nous avons accompli une réflexion difficile et complexe en refusant le confort du

fait de voir ce que vous êtes capables de faire. Pas la moindre question politique. Aucun parti politique en France ne serait capable de faire cela. » Se contentant, lui, de faire acte de présence, M. Jean Lecanuet affichait en revanche, en privé, un réel désabusement : « Tout cela tient à la fois de l'Académie, de l'Institut et du patronage. »

L'avenir sans doute se chargera de dire qui a raison : les centristes enthousiastes, persuadés, comme M. Barrot, de « l'unité centriste », les candidats, prêts à toutes les conversions ; ceux qui sont fatigués d'entendre perpétuellement les mêmes antennes ; et ceux enfin qui, tel M. Lecanuet, estiment qu'un centriste qui se respecte ne péchera jamais ni en pensée ni en parole, mais toujours par omission... d'action.

En tout cas, cette convention centriste a surpris. Par sa méthode, qui a livré les avantages mais aussi les

plutôt que naviguer au gré des petits vents de la politique politicienne. Cela fut respecté, y compris dans les couloirs. La presse, friande de petites phrases, n'y trouva peut-être pas sa pitance ordinaire, mais les militants n'ont pas regretté le déplacement.

Enfin, cette convention s'est distinguée par la diversité et la qualité des intervenants. Chacun eut droit à la parole et beaucoup dirent des choses intelligentes. Preuve que les partis de conviction peuvent encore surprendre. Voilà pour la forme.

Le retour des vieux clivages

S'il faut espérer que la méthode fasse des émules, reste évidemment à s'interroger sur le fond, à se demander ce que ce genre de convention peut régler. Nul n'a été dupe : singulièrement ébranlés ces dernières semaines, MM. Méhaignerie-

mais les libéraux et les socialistes qui changent. Cette résolution réclamera sans doute beaucoup de persévérance car, au lendemain de Saint-Malo, on retiendra surtout que, trente-deux ans après l'établissement de la V^e République, quatorze ans après la réunion du Centre démocrate et du Centre démocratique et progressiste (CDP), les vieux clivages, de vraies lignes de partage demeurent, expliquant tout naturellement le malaise actuel.

Les convictions européennes fortes et partagées peuvent servir de paravent mais, sur les problèmes de société et l'économie, une majorité de ce parti se nourrit de conservatisme. Autre exemple encore plus évident : les institutions. Le fossé est net entre ceux qui ont parfaitement intégré celles de la V^e République et ceux qui rêvent d'une VI^e République plus présidentielle, masquant en fait la nostalgie de la IV^e et de cette « troisième force » qui, jadis, fit la prospérité du MRP.

Le débat, samedi, sur la nécessité finalement admise de privilégier les régions au sein d'un État à vocation fédéraliste au détriment des départements, celui du lendemain sur l'urgence de recoller au-dessus de l'étiquette du centre celle, plus engagée et confessionnelle, de « chrétien démocrate » ont parfaitement matérialisé ces deux lignes.

La percée de M. Bosson

Cette convention aura été finalement un paradoxe. Les dirigeants du CDS voulaient faire la démonstration qu'ils avaient un parti soudé sur l'essentiel. Ils n'ont fait que mettre en lumière les dangers qui, aujourd'hui, les guettent.

Le risque majeur est que ce parti se brise sur les grands écueils électoraux à venir, ramenant les centristes à une situation comparable à celle de la période 1969-1973, où vivaient en mauvais voisinage le Centre démocrate de M. Lecanuet, le CDP de MM. Jacques Duhamel et Joseph Fontanet, puis le Mouvement réformateur de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber.

A moins, ce qui serait pire, que, par une espèce d'atavisme d'indécision et d'inefficacité, le centre ne se transforme en un douillet club de pensée. A quel sert, comme les centristes le prétendent, dégoûter sur le marché politique des meilleures idées si le CDS se révèle toujours incapable de vendre sa marchandise et d'interpeller le chaland ? Ce parti a un problème de direction et de communication. A Saint-Malo, la perception de ce double déficit était dans toutes les têtes.

Pour sauver son parti, empêcher son inexorable vieillissement et son affaiblissement, préserver, malgré les différences, sa cohésion, M. Méhaignerie n'a plus beaucoup le choix. Il lui faut, à tous les niveaux, s'imposer, dit-il, forcer sa nature. Sa présidence sera remise en l'an prochain. Chacun a compris dimanche que, « décidé à écrire une nouvelle page du centre », il sera candidat à sa propre succession. Matignon reste également pour lui un objectif.

Mais un candidat plus jeune, plus entreprenant, plus « communicant » est déjà en train de fourbir ses armes : M. Bernard Bosson, qui bénéficie du soutien logistique, discret mais efficace, de l'important groupe centriste du Sénat. Fils de sénateur, ne déplaçant pas à M. Giscard d'Estaing, ancien ministre des affaires européennes, il dispose de l'une des meilleures cartes de visite qui soient dans cette famille centriste. Lorsqu'en 1982 M. Méhaignerie avait pris en mains ce parti, le Sénat lui avait été fort utile. L'histoire centriste pourrait bien se répéter.

DANIEL CARTON

CORRESPONDANCE

La manifestation de Clichy-sous-Bois

Après la publication, dans le Monde du 10 octobre, d'un reportage sur une manifestation organisée à Clichy-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), M. Gérard Deschamps, fils de l'ancien maire de la ville, nous écrit :

Notre article me signale comme coupable de menaces à main armée (avec un fusil à pompe) et laisse entendre que toutes les plaintes pour violences enregistrées dans la dernière période pourraient m'être attribuées. Le seul fait d'avoir été entendu ferait-il de moi un coupable ?

Le procureur a prononcé la fin de la garde à vue, qui n'a duré que le temps des auditions, quand il lui est apparu que les déclarations des plaignants ne cadraient en rien : pas plus dans la description physi-

Les assises du Grand Orient de France

« Il y a la laïcité, c'est tout ! »

Un an après la querelle du foulard islamique, le Grand Orient de France, principale obédience maçonnique française, a organisé, pour la première fois depuis dix ans, samedi 20 et dimanche 21 octobre, à la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette, à Paris, des Assises internationales de la laïcité qui étaient l'occasion pour les participants de réaffirmer la modernité de la démarche laïque, de mettre en évidence la menace qui pèserait sur elle en France comme dans le monde, et de repousser enfin toute remise en cause trop conséquente de cette laïcité. « Il y a la laïcité, c'est tout ! », a ainsi résumé un des orateurs.

Cette fin de siècle s'accompagne de tant de mutations qu'elle interdit l'immobilisme. Il n'y a plus de systèmes de valeurs, tous ont éclaté, mais la laïcité, elle, est créatrice de sens. En conclusion, ainsi les Assises internationales de la laïcité, M. Jean-Robert Ragache, grand maître du Grand Orient de France, s'est efforcé de répondre par l'affirmative à une question lancinante : la laïcité, après un siècle de bons et loyaux services, n'est-elle encore un avenir ? De nombreux intervenants se sont succédés, au cours de ces deux journées, pour tenter de démontrer la pertinence de la conception laïque de la société. « La laïcité est la matrice du combat pour les droits de l'homme, a résumé M. Patrick Kessel, conseiller de l'obédience maçonnique. Elle ne se limite pas à la question scolaire, elle est porteuse de principes de valeurs qui concernent également le monde du travail, la liberté de recherche scientifique ou de création artistique, ainsi que le fonctionnement des institutions. Simplement, la laïcité n'est pas pourvue de sens, car ce n'est pas une idéologie ; elle permet à chacun, par l'émancipation, de se forger son propre jugement. »

« Dans l'œil du cyclone »

Les laïques ont cependant admis qu'au cours de ces dernières années ils s'étaient sans doute cantonnés dans le confort moral que procure l'instauration du principe laïque dans la Constitution. Après une décennie de paresse intellectuelle et de discrétion, l'heure serait pourtant à nouveau à l'offensive. Le cléricisme, voilà l'ennemi ! Des signes nombreux : affaire Scorsese, affaire Rushdie, affaire du foulard islamique, le témoigneraient de la nouvelle vigueur des intégrismes. Les prises de position du clergé catholique à propos de la prophylaxie, mais aussi les revendications à propos

du congé scolaire consacré à la catéchèse, traduisaient également la volonté du religieux de réinvestir la sphère publique. « Nous sommes dans l'œil du cyclone », averti M. Kessel. C'est la remise en cause de la loi de 1905 qui est en jeu. On nous menace d'un nouveau concordat.

Selon M. Kessel, de nombreux indicateurs témoignent en outre que la laïcité n'est pas seulement un problème franco-français. M^{me} Anne-Marie Lizin, député européen, secrétaire d'Etat chargé des questions européennes dans le gouvernement belge, a attiré l'attention de l'assistance sur les évolutions récentes de l'Europe de l'Est. Ce faisant, elle a invité le camp laïque à battre sa coulpe. « Ceux qui ont senti l'effritement du communisme, ce n'est pas nous, c'est le Vatican. Il est logique que ce soit lui à présent qui en tire maintenant un certain nombre de bénéfices, a ajouté un autre orateur, M^{me} Catherine Kintzler. M^{me} Lizin a également redouté « un effet boomerang » dans ce retour du religieux et de son aspect néo-cléricisme en Europe de l'Est. Elle a ainsi souligné le risque de « régression de la laïcité vers le plus petit dénominateur commun » que comporte la construction européenne. Le secrétaire d'Etat belge a rappelé, à ce propos, que la question de l'avortement avait été l'un des dossiers les plus délicats de l'unification allemande. Ce renouveau cléricisme a donc été présenté comme un obstacle majeur à une évolution trop marquée de la démarche laïque.

Le grand maître du Grand Orient a tracé lui-même les limites de l'autocritique : « Laïcité nouvelle, laïcité ouverte, voir concordataire. Il faut définir ce que cela recouvre et se garder de toute dérive dans un consensus informel. » M^{me} Kintzler a comparé la laïcité ouverte aux « défilés de groupes de pression ». Au nom d'un sacrosaint « pluralisme », M. Clément Durand, ancien président du Comité national d'action laïque (CNAL), a été plus catégorique : « La laïcité n'est pas à renouer, il n'y a pas de laïcité moderne, il y a la laïcité, c'est tout ! » Ainsi - allusion à l'attitude de la Ligue de l'enseignement - il se serait agité de s'ouvrir aux émissaires à l'heure où celles-ci reculent et se referment sur elles-mêmes. « La laïcité de conscience ne se divise pas, elle ne se négocie pas », a ajouté M. Kessel.

Tirant les leçons de ces assises, M. Ragache s'est adressé aux responsables politiques, associatifs et syndicaux, en leur demandant de prendre leurs responsabilités. Il a annoncé également l'ouverture d'un débat en prélude au bicentenaire de la République de 1792 au sein des loges. Il a annoncé que les francs-maçons privilégieraient deux axes de recherche : les institutions et les libertés publiques d'une part, l'éducation et la formation d'autre part.

GILLES PARIS

La préparation du 27^e congrès du PCF

M. Marchais ne veut pas « faire l'impasse » sur les cadres et les techniciens

M. Marchais a participé, samedi 20 octobre, aux Rencontres de Fontenay organisées sur le thème des nouvelles technologies dans la santé et des mutations dans l'entreprise. Il a souligné « la nécessité de ne pas faire l'impasse sur des catégories grandissantes de travailleurs qui pourraient et devraient être parmi les plus conscientes des changements à opérer ». Il a invité son parti à franchir une étape décisive dans la progression

de (son) activité chez les techniciens, les cadres et les chercheurs. L'humanité du lundi 22 octobre public, d'autre part, dans la tribune de discussion préparatoire au 27^e congrès, un point de vue très critique sur le projet de résolution du comité central, sous la plume de M. Jean-Pierre Brard, maire de Montreuil, qui écrit notamment : « Le projet de résolution confirme l'accélération de notre déficit théorique qui s'est aggravé depuis le formidable mouvement social de mai 1968 dont nous avons ignoré la signification. (...) Il confirme notre difficulté à produire des idées neuves qui permettent de revitaliser l'idée communiste. (...) Mais le plus éclairant est peut-être notre inertie dans le domaine international. (...) La direction du parti a ignoré les peuples des pays de l'Est et a lu la réalité de ces Etats au travers de ses relations exclusives avec leurs dirigeants et leurs porte-voix. Trompés, dit Georges Marchais, peut-être. Consentants, sûrement. (...) On ne peut pas être aujourd'hui plus sévère avec Mikhaïl Gorbatchev et Pierre Roman que nous ne l'avons pas été avec Brejnev et Choussenc. (...) La direction du parti et sa section de politique extérieure n'ont pas été à la hauteur. (...) Il faut reprendre l'initiative. Cela passe par une analyse sans faiblesse de nos insuffisances. C'est à ce prix que peut se reconstruire l'unité du parti, non pas une unité de façade consensuelle qui dissimule mal le nombre de camarades qui quittent le parti sur la pointe des pieds. »

Engagements et souhaits

Voici les principaux engagements adoptés par les centristes au cours de la convention de Saint-Malo :

● **Europe** : « L'objectif est une fédération des Etats d'Europe régie par le principe de subsidiarité qui permette le respect de l'identité française, des identités culturelles nationales et régionales. » Le CDS propose la mise en circulation, dès 1993, de la monnaie unique de l'euro et la création, l'année suivante, d'une Banque centrale européenne. Concernant les institutions, le CDS préconise que le futur exécutif européen soit partagé « entre la Commission investie et responsable devant le Parlement et un Conseil européen qui détermine les grandes orientations ». Les centristes sont favorables à des pouvoirs accrus pour l'Assemblée européenne et proposent que les divers conseils des ministres « deviennent progressivement la deuxième Chambre des Etats ».

En matière de défense, ils souhaitent « une défense européenne indépendante dans le cadre d'une alliance atlantique

renouvelée ». Pour cela, ils demandent la création d'un conseil des ministres de la défense et d'un conseil des ministres de la sécurité composés des ministres des affaires étrangères et de la défense ainsi que la fusion du traité de l'UEO dans le traité de Rome. Ils sont favorables également à la création d'un haut comité d'études stratégiques chargé de proposer une stratégie pour la future fédération européenne. Dans l'immédiat, ils demandent la disparition du programme Hadès et proposent « le stationnement de troupes françaises en Allemagne et de troupes allemandes en France ».

● **Démocratie et institutions** : se refusant à reposer le principe du régime présidentiel, les centristes ont opté « pour une voie plus pragmatique ». Ils préconisent des améliorations au fonctionnement des institutions : limite de l'usage du 49-3, imposition du vote personnel des parlementaires, réglementation accrue du cumul de certaines fonctions et indépendance du pouvoir judiciaire. En matière de moralisation politique, ils propo-

sent la fiscalisation de toutes les indemnités des élus, la déclaration obligatoire du patrimoine et le contrôle obligatoire des marchés publics. Concernant la décentralisation, ils ont posé le principe de la prépondérance des régions sur les départements. Dans l'immédiat, ils préconisent que les régions deviennent « seuls partenaires des entreprises pour la formation professionnelle » et « un apprentissage industriel allant de l'ouvrier à l'ingénieur ».

● **Développement social** : le CDS a émis le souhait « d'une gestion de la Sécurité sociale régionalisée avec des administrateurs responsables, l'établissement d'une retraite proportionnelle par points permettant de choisir le moment de son départ à la retraite, de l'instauration d'un élément de retraite par capitalisation pour la famille et de la définition des conditions de formation pour permettre à la personne restée près de ses enfants de retrouver un emploi après les avoir élevés ».

mension simplificatrice et médiatrice. » Le second se flattait de « cette méthode de Saint-Malo, qui n'a pas eu grand chose à voir avec la méthode socialiste de Rennes ». « On n'a pas eu le temps de critiquer les socialistes, ironisait-il, mais encore moins de temps pour dire du mal de nos amis, et pas du tout pour dire du mal de nous-mêmes. »

La veille, l'un des derniers révérends du MRP glorieux, grand témoin de cette convention, M. Pierre-Henri Teitgen, quatre-vingt-six ans, fort de soixante ans « de batailles pour la démocratie humaniste », leur avait apporté l'unction paternelle : « Je suis stupe-

limites de l'exercice démocratique au sein d'une formation politique. Réclamer des débats d'idées est une chose, les organiser en est une autre. Mettre sept cents personnes dans une salle, donner le même temps de parole aux militants comme à l'ancien ministre, solliciter la discipline parlementaire de l'amendement sur les textes d'orientation, ce n'était pas commode. Les centristes y sont parvenus, confortant le célèbre mot de Churchill selon lequel la démocratie est le pire des systèmes, à l'exclusion de tous les autres.

Cette convention a également surpris par les consignes passées dès le départ : aborder le débat d'idées

ric et ses proches avaient un besoin urgent de procéder ainsi à un lâcher de vapeur de la cocotte centriste. Sur l'Europe, les institutions, la démocratie locale, le développement social, les grandes orientations retenues devaient normalement constituer à l'avenir la trame de l'étoffe centriste, dans l'espoir qu'elle serve à la confection du pardessus de tout l'opposition. M. Méhaignerie entend de la sorte démontrer que ce sont les centristes qui ont les meilleures idées puisées aux sources du « personnel social », et que les autres plagient. Bref, selon le vieux précepte d'Edgar Faure, que ce ne sont pas les centristes qui bougent,

Un front contre le Front

Hormis deux voix contre et vingt-quatre abstentions, les délégués CDS de la convention de Saint-Malo ont adopté, dimanche 21 octobre, une résolution condamnant toute alliance avec le Front national.

Constatant « qu'aucune des réponses apportées par les leaders du Front national ne constitue de solution cohérente et réaliste aux difficultés de la société française qu'il exploite avec démagogie et irresponsabilité », que l'extrême-droite prône, sur le plan international, un nationalisme frileux porteur d'instabilité », le CDS « condamne toutes les alliances européennes nationales ou locales, tous les accords électoraux de gestion, de désistement ou de retrait avec l'extrême-droite. Il demande que tout membre du CDS qui se mettrait en contradiction avec ce principe s'exclurait lui-même du mouvement. Il rappelle à ses partenaires de l'opposition que l'article 7 des statuts de l'Union pour la France s'impose à tous ses membres, quels que soient les situations ou les scrutins ».

paru:



Une société sans papier ?

Nouvelles technologies de l'information et droit de la preuve. Sous la direction de F. Gélouédec-Gemays. Comment garder la trace des transactions immatérielles ? Des réponses concrètes aux problèmes qui concernent la vie quotidienne de chacun. Un ouvrage qui va au-delà du droit. Collection Notes et études documentaires, 256 p., 80 F.

29, quai Voltaire 75007 Paris
Tél. (1) 40 15 70 00
36, 15 ou 36 16 00 00 Doctel

documentation Française

SOCIÉTÉ/CULTURE

SECTION 8

12 Justice : les « privilèges » des « personnes protégées ».
14 Danse : Forsythe et les sortilèges.

15 Grand Louvre : truelles et ciseaux.
16 Sports : le couronnement contesté d'Ayrton Senna.

19 La mort de Colette Audry, écrivain et militante socialiste.

Colère lycéenne et inquiétudes politiques

Tandis que le ministre de l'intérieur prend des mesures pour la sécurité dans les établissements de la région parisienne, des manifestations de lycéens ont lieu cette semaine à Paris

Débuts de coordinations lycéennes, manifestations prévues à Paris les 22 et 24 octobre, mobilisation des pouvoirs publics et notamment du ministre de l'intérieur : les problèmes, liés, des banlieues et du système scolaire constituent les ingrédients d'une crise d'identité des lycées.

Le mouvement étudiant de l'automne 1986 avait démarré à l'université de Villeneuve (Seine-Saint-Denis). Loin des ors fatigués de la Sorbonne. Dans un paysage à l'image des banlieues environnantes : béton gris, terrains vagues, maigres transports et cités H.L.M. Et dans un contexte politique et social déprimé : galère des adolescents en rupture d'école, parents au chômage, ghettos immigrés, effondrement des vieux réseaux de solidarité de la banlieue rouge communiste et poussée du sentiment d'insécurité attisé par le Front national.

Le mécontentement qui se développe depuis une quinzaine de jours dans les lycées de la banlieue parisienne, de façon sporadique et encore hésitante, s'inscrit dans le même paysage et le même climat. Il aura suffi, début octobre, d'une agression sexuelle contre une élève de Saint-Ouen pour que l'insatisfaction et la violence latentes s'expriment au grand jour, et pour que les difficultés quotidiennes et banales mobilisent les lycéens.

Paris est à la remorque des banlieues. Le mouvement des lycéens est né, en effet, à Montrouil et à Bondy, au Raincy et à Argenteuil : là où les conditions de vie sont les plus pénibles dans les cités comme au lycée, où les difficultés s'accroissent dans ces immenses cités scolaires construites à la hâte dans

les années 60, qui accueillent souvent jusqu'à deux mille élèves. Les lycéens les plus actifs aujourd'hui ne se recrutent pas dans les filières les plus prestigieuses du lycée, aux débouchés multiples et assurés.

60% des jeunes entrent au lycée

Les lycéens parisiens sont nombreux à la FIDL (Fédération indépendante démocratique lycéenne), proche de SOS-Racisme, mais ils sont pratiquement absents des cortèges désordonnés qui surgissent et se dissipent depuis quinze jours. On y trouve, en revanche, beaucoup de jeunes boursiers et d'élèves de lycées professionnels qui, jusque-là, ne faisaient guère entendre leur voix, et davantage d'élèves des sections techniques G ou F que d'élèves de première S ou de terminale C.

Ces lycéens d'un type nouveau, qui parlent verlan et qui aiment le rap, qui n'ont pas pu avoir accès aux filières d'excellence et qui savent, dès l'entrée en seconde, que leur horizon scolaire et professionnel est strictement limité, sont représentatifs de la mutation profonde qui affecte aujourd'hui les lycées. La démocratisation des études secondaires, le pari lancé par le gouvernement d'amener 80% d'une classe d'âge au niveau du bac en l'an 2000 sont à ce prix : comme dans les collèges depuis la fin des années 70, entre aujourd'hui en classes de seconde des lycéens une masse de jeunes qui jusque-là n'y avaient pas accès. Les lycéens ont accueilli, à la dernière

rentrée, quelque soixante mille élèves supplémentaires, et pour la première fois le pourcentage d'une génération entrant au lycée a dépassé cette année la barre des 60%.

Au-delà des éruptions de violence physique qui ont servi de détonateur, sont apparus d'autres motifs d'insatisfaction : le délabrement des locaux, les conditions d'étude et de vie dans un lycée où les élèves passent souvent huit heures par jour, où ils n'ont pas le moindre espace, hormis la cour, par tous les temps, pour se réunir, travailler, attendre, où un seul surveillant, enfin, s'épuise à argenter deux bâtiments de quatre étages séparés par une cour. Des pionniers, des classes moins chargées : leurs revendications ne vont guère au-delà. La réforme prochaine des études au lycée et du baccalauréat, sur laquelle, il est vrai, le ministre de l'éducation nationale observe une grande prudence, n'est jamais évoquée.

M. Joxe en première ligne

Les relations avec les profs, souvent réduites en dehors des heures de cours, ne font pas non plus partie des débats. Le mouvement des lycéens, un tantinet corporatiste, est purement quantitatif. Les enseignants, du coup, sont mal à l'aise. Enseignants et lycéens s'étaient retrouvés, en 1986, dans la critique du projet Monory sur les lycées. Aujourd'hui, ils ne sont plus sur la même longueur d'onde.

Personne ne s'aventure encore à

souligner l'analogie entre les prémices de 1986 et l'atmosphère délétère qui prévaut aujourd'hui. Mais, à l'évidence, tout le monde y pense. Surtout après l'éruption de violence, il y a deux semaines, dans les cités de Vaulx-en-Velin (Rhône). Comme pour conjurer le sort, la mobilisation des pouvoirs publics est presque plus impressionnante que celle des lycéens.

Ainsi, dimanche 21 octobre, le ministre de l'intérieur, M. Pierre Joxe, présidait une réunion de travail consacrée à « la violence chez les jeunes en milieu scolaire et extra-scolaire », à laquelle participaient le directeur général de la police nationale, le préfet de la région Ile-de-France, le préfet de police de Paris, les préfets des sept départements de la région parisienne, ainsi que les principaux responsables des polices urbaines et un membre du cabinet du ministre de l'éducation nationale. A l'issue de cette réunion, M. Joxe a décidé de faire nommer immédiatement, auprès de chaque directeur des polices urbaines des sept départements de la région, un officier de paix « chargé de réfléchir aux problèmes des rapports entre la police et la jeunesse ».

Le premier ministre, de son côté, devait présider, lundi 22 octobre à Marly-le-Roi, un comité interministériel destiné à réfléchir à toutes les mesures susceptibles d'améliorer les conditions de vie des jeunes, qui devraient mobiliser une vingtaine de ministres concernés. Et l'on notera que les voix du premier ministre comme du ministre de l'intérieur couvrent largement celle du ministre de l'éducation nationale. M. Jospin semble d'ailleurs plus prudent depuis deux semaines : l'échec politique qu'il a subi lors de l'élection du président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale a redonné des ailes à ses concurrents au sein du Parti socialiste.

Du côté des lycéens également, on tente de s'organiser, comme on le faisait depuis quelques jours. D'un côté, la FIDL appelle à une manifestation lundi 22 octobre de la place Saint-Michel au ministère de l'éducation nationale. Les principaux responsables de la FIDL sont également proches de la mouvance socialiste animée par M. Julien Drey. Ce qui glisse quelques cactus supplémentaires sous les pas du ministre de l'éducation.

La seconde coordination, qui appelle à une autre manifestation mercredi 24 octobre de Denfert-Rochereau à l'Assemblée nationale, est, elle, principalement animée par des jeunes militants communistes. Pour les lycéens et les pouvoirs publics, la semaine qui vient permettra de prendre la mesure réelle du mécontentement.

GÉRARD COURTOIS et CHRISTINE GARIN

Réunies en états généraux à Paris

Les infirmières créent une union professionnelle

Les états généraux des infirmières et infirmiers, qui se sont tenus samedi 20 octobre à Paris, ont abouti à la création d'une union professionnelle de type syndical. Deux ans après leur mouvement, les infirmières ne semblent cependant pas prêtes à se remobiliser.

Démotivation, contraintes de service, défection, manque d'information, c'est probablement l'ensemble de ces raisons qui explique la faible participation des infirmières aux états généraux organisés par près de vingt associations et de syndicats professionnels (le Monde du 20 octobre). Elles n'étaient guère plus de 350 à occuper les rangs clairsemés de la grande salle de la maison de la Mutualité. La décision de créer l'Union professionnelle infirmière, qui se veut représentative de l'ensemble de la profession, a toutefois été prise à la quasi-unanimité des présents.

« La profession est en perte de sens. Maintenant, tout le monde baisse les bras et les infirmières n'ont plus envie de se battre, elles préfèrent quitter le navire », se désole Jacqueline, cinquantehuit ans, infirmière surveillante-chef au centre hospitalier de Versailles. On jure avec les effectifs, on bouillonne les week-ends et les horaires, ce qui finit de décourager les soignantes.

« Je gagne, en fin de carrière, moins de 10 000 francs par mois, auxquels il convient d'ajouter une prime sem-

estrielle de 3 500 à 4 000 francs, déclare Jean, infirmier-anesthésiste à l'hôpital Beaujon (Clichy). Dans mon service, il manque actuellement cinq infirmières spécialistes et les acquis d'après 1988 n'ont pas changé grand-chose. Il faudrait qu'on trouve un moyen d'action plus puissant que de descendre dans la rue ».

Parmi les propositions étudiées lors des états généraux figurent l'augmentation des effectifs en fonction d'une véritable étude des charges de travail, une revalorisation des salaires, une réaffectation de la formation infirmière et de l'appareil de formation et une véritable représentation des infirmières au sein des organes décisionnels. L'ensemble de ces propositions devrait être présenté prochainement par l'Union à M. Bruno Durieux, ministre délégué à la santé.

L'avant-projet de réforme hospitalière est une des premières citées de l'Union. Il fait, selon les organisateurs des états généraux, la part belle aux médecins en renforçant notamment le rôle de la commission médicale d'établissement, et cantonne les infirmières dans un rôle consultatif au sein du collège infirmier et du comité technique d'établissement. L'Union appelle d'ores et déjà à un rassemblement de la profession devant l'Assemblée nationale à l'occasion du futur débat du projet de loi.

MARTINE LARONCHE

Selon un arrêt du Conseil d'Etat

Les conditions d'utilisation de la pilule abortive sont satisfaisantes

Un arrêt du Conseil d'Etat, rendu le 17 octobre, devrait - du moins pour un temps - mettre un terme à la polémique sur la pilule abortive, le RU 486. Il s'agit pour le Conseil d'Etat de se prononcer sur une requête, présentée par l'Association pour l'objection de conscience à toute participation à l'avortement (AOCPA) et l'Association des médecins pour le respect de la vie, visant à annuler l'arrêté du 22 novembre 1983 par lequel le ministre de la santé avait inscrit le RU 486 à la section II des tableaux des substances vénéneuses. Cet arrêt, qui conclut au rejet de la requête, constate que rien dans la procédure qui a été suivie par les services du ministère de la santé ne permet de remettre en cause l'utilisation de ce produit.

Les conclusions formulées par le commissaire du gouvernement, M. Bernard Stirn, sont sans équivoque. Tout d'abord, M. Stirn indique que l'autorisation de mise sur le marché du RU 486 (Mifégyne) délivrée par le ministre de la santé est tout ce qu'il y a de plus valable. Il précise par ailleurs que « le dossier montre que le risque que, malgré l'administration de la Mifégyne, une naissance arrive à terme et que l'enfant soit handicapé est limité, d'autant qu'une visite de contrôle à l'issue de laquelle une IVG peut être pratiquée par une autre méthode est prévue huit à dix jours après l'administration du produit ».

M. Stirn ajoute que le ministre de la santé n'a pas méconnu les dispositions du Code de la santé publique qui interdisent toute propagande en faveur de l'IVG « en prévoyant que les médecins doivent ouvrir les formes utilisant la Mifégyne qu'en cas d'échec de ce traitement il existe des risques de malformation du fœtus si elles décident néanmoins de mener leur grossesse à terme ».

La décision du Conseil d'Etat, conforme aux conclusions de M. Stirn, intervient alors que de nombreuses associations hostiles à l'avortement tentent par tous les moyens de faire interdire le RU 486. En particulier, le 6 juin dernier, un groupe de députés parmi lesquels le nouveau ministre délégué à la santé, M. Bruno Durieux, avaient cosigné une proposition de résolution « tendant à la création d'une commission d'enquête sur les procédés nouveaux permettant l'avortement et les moyens mis en œuvre par les pouvoirs publics pour en autoriser et en contrôler l'utilisation ».

F. N.

Crise de recrutement et prochaine réforme des lycées

Les enseignants manifestent à froid

A l'appel de six syndicats, plusieurs milliers d'enseignants ont participé samedi 20 octobre à Paris à une manifestation d'avertissement avant la discussion parlementaire sur le budget de l'éducation nationale.

Commencer une manifestation d'enseignants place de la Sorbonne : rien là de très logique, même si ce parcours change agréablement de l'habituel trajet République-Bastille-Nation. La terminer rue du Bac, c'était tout un symbole pour des professeurs dont les banderoles proclamaient : « 80 % au bac, oui. Mais pas au rabais » ou encore : « Non au bac-assigé ». Le symbole toutefois n'a pas suffi à créer une ambiance, ni à mobiliser les grandes foules.

« Les manifestations, cela ne sert à rien quand c'est en dehors des moments choisis ». Ce commentaire désabusé d'une enseignante parisienne résumait bien l'ambiance qui régnait samedi après-midi tout au long du défilé qui conduisit quelque six à sept mille enseignants de la Sorbonne aux abords du ministère de l'éducation nationale.

« Aussi longtemps que nécessaire »

Prévue de longue date par six syndicats de la Fédération de l'éducation nationale, le SNES (enseignants du second degré), le SNEP (éducation physique), le SNE-Sup (supérieur), le SNETAP (enseignement agricole), le SNECS (chercheurs) et le SNEPDE (écoles normales), il est vrai que cette manifestation intervenait à froid, privée d'engagements immédiats puisque la discussion du projet de budget de l'éducation ne s'ouvrira à l'Assemblée nationale que dans trois semaines et que les projets de réforme du lycée - qui inquiètent tant le SNES - ne devraient pas être rendus publics avant la fin novembre.

Faute de cheval de bataille immédiat, les troupes enseignantes venues des principales régions de France se sont donc offertes une longue balade aux allures familiales, avec échanges de nouvelles et souvenirs de vacances. On agissait mollement des pancartes dénonçant la suppression de la physique-chimie en sixième et cinquième. Ou l'on brandissait avec humour cette citation d'Abraham Lincoln : « Si l'enseignement vous coûte trop cher,

essayez l'ignorance ». Bref, faute de slogans musclés, les enseignants ont passé l'après-midi à papoter dans les rangs.

Il fallut, en bout de course, toute l'énergie de M^{me} Monique Vuailat, secrétaire générale du SNES, pour redonner quelque tonus à ce cortège languissant : « Cette manifestation est le bon départ d'une action qui durera aussi longtemps que nécessaire », pour obtenir des postes, des crédits et la revalorisation de la profession, devait-elle lancer en guise d'avertissement. « Il faut prendre des mesures sans précédent pour recruter des enseignants plus nombreux et de plus en

plus qualifiés ». Aux craintes anciennes sur la crise de recrutement, s'ajoute désormais l'inquiétude liée au projet de réforme des lycées que prépare, à la demande de M. Jospin, le Conseil national des programmes (CNP). M^{me} Vuailat se tailla donc un franc succès en dénonçant la volonté, prônée au CNP de « déstructurer les enseignements », de remettre en cause « la valeur sociale des diplômes » et d'organiser les cursus du lycée comme « un libre-service, ce qui a produit des catastrophes culturelles dans d'autres pays ».

G. C.

On y prend goût

NOUVELLES FRONTIERES

à dieu foudrards, adieu bijoux, un bikini, et c'est tout ! lagon salé coco sucré de quoi rêver toute la journée... surtout, ne pas déranger !

ANTILLES 2 250 F

VOL ALLER RETOUR. DÉPART DE PARIS. PRIX MINIMUM TAPEZ 36 15 NF. TÉLÉPHONEZ AU 42 73 10 64

« L'Europe des Douze a vocation pour traiter des questions de sécurité européenne »

affirme M. Rocard à l'Institut des hautes études de défense nationale

Devant les stagiaires civils et militaires de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN) à Paris, le premier ministre, M. Michel Rocard, a prononcé, lundi matin 22 octobre, un vigoureux plaidoyer en faveur d'une Communauté économique européenne (CEE) qui, au travers de son union politique, prendrait en charge sa propre sécurité.

« Communauté économique et politique », a notamment expliqué M. Rocard, l'Europe des Douze a vocation pour traiter des questions de sécurité européenne, cela d'autant plus que les neuf pays membres de l'Union de l'Europe occidentale en sont membres (...). L'Europe de la sécurité s'affirmera en établissant des contacts, voire des passerelles, avec ses principaux partenaires : pour ce qui est des Etats-Unis, le lieu de cette concertation existe déjà. Il s'agit de l'OTAN. Pour ce qui est des pays d'Europe orientale et centrale, il reste à inventer (...). Comment cela peut-il se faire ? En tout cas, la Conférence sur la sécurité et la

coopération en Europe est une première réponse (...). Le président de la République a nommé le point d'aboutissement du processus général de restructuration de l'Europe : une confédération européenne ».

Une coopération nucléaire avec la Grande-Bretagne

Le premier ministre s'est ensuite attaché à définir la place de la France dans le nouvel ordre international. S'agissant du nucléaire, il a souligné qu'« une coopération puisse naître dans le domaine nucléaire entre la France et la Grande-Bretagne. L'évidence d'un tel lien entre nos deux pays aurait une portée considérable. Il serait risqué de laisser s'installer en Europe le sentiment que les armes nucléaires sont à ranger au magasin des accessoires ». Puis, à propos des crises régionales qui prolifèrent, il a indiqué : « La perspective de crises multiples appelant notre intervention simultanée en plusieurs endroits nous amène à réfléchir à la manière dont se complè-

tent les appels et les forces professionnelles. Peut-être faudra-t-il augmenter le nombre de celles-ci ? La question mérite d'être posée ».

Enfin, le premier ministre a évoqué « le rôle déterminant du renseignement » dans les crises. « Une politique du renseignement permet tout à la fois, a-t-il expliqué, de s'assurer du respect des accords de désarmement, de favoriser la fluidité de l'information et d'éviter la surprise d'une crise ou d'un conflit. La France, contrairement à ses amis anglo-saxons, a une tradition de réticence vis-à-vis du renseignement qu'elle ne qualifie pas à leur exemple « d'intelligence ». Certes, des efforts ont été entrepris (...). La crise du Golfe nous permet de mesurer le travail qui reste à accomplir. Or nous devons être capables de proposer des initiatives européennes dans ce domaine : une politique européenne du renseignement sera nécessaire avant même que naisse une défense européenne structurée », a-t-il conclu.

SOCIÉTÉ

Un avant-projet de réforme du code de procédure pénale

Polémique autour des « privilèges » des « personnes protégées »

L'impunité dont ont bénéficié récemment certains élus, hauts fonctionnaires et policiers soupçonnés de divers délits, a conduit le ministère de la justice à se pencher sur les textes qui confèrent « un privilège » aux « personnes protégées ». Alors que le nouveau garde des sceaux était à peine entré à la chancellerie, les collaborateurs de son prédécesseur ont fait savoir qu'un « avant-projet de loi, relatif aux règles de poursuites applicables à certaines personnes en raison de leur qualité » avait été rédigé. Selon les auteurs du projet, il s'agit de « garantir la sérénité de la justice lorsque l'intérêt public est en cause et non pas de protéger les intérêts particuliers de telle ou telle personne investie de fonctions publiques ou électives ». Mais, pour beaucoup de magistrats, les nouveaux textes, s'ils étaient votés, ne feraient que renforcer les pouvoirs du parquet et, donc, de l'exécutif, en diminuant les facultés d'appréciation des juges.

Un maire, un préfet, un magistrat ou un officier de police judiciaire ne sont pas tout à fait des justiciables comme les autres. En cas de poursuites, leur qualité les place dans une situation délicate, car ils risquent de ne pas être jugés avec toute l'impartialité nécessaire, dans la région où ils exercent leurs fonctions. Ainsi, par exemple, un



préfet ou un magistrat peut-il être interrogé sans aucun a priori par des policiers sur lesquels il a exercé une autorité? Le législateur a donc prévu que la Cour de cassation soit saisie « sans délai » par le procureur de la République du lieu, dès qu'une personne entrant dans cette catégorie de justiciable « est susceptible d'être inculquée », afin qu'elle désigne une autre juridiction.

Un ton brutal

Cette procédure, apparemment claire, a pourtant donné lieu à des difficultés d'interprétation. Dans de nombreux cas, des procureurs ont saisi la Cour suprême plusieurs jours, plusieurs mois, voire plusieurs années après que le nom d'une « personne protégée » est apparu dans le dossier. Ces retards ont généralement entraîné l'annulation de tous les actes d'instruction réalisés pendant la période litigieuse, puis, aux yeux de la loi, le magistrat qui les avait ordonnés était incompétent. Dès lors, la notion de « personne protégée » prenait une connotation qui n'avait pas été voulue par le légis-

lateur, car, dans la plupart des cas d'annulation, toute nouvelle poursuite devenait impossible.

Juges et procureurs se rejettent la faute. Si ces derniers invoquent des difficultés d'interprétation des textes, à la Cour de cassation on s'étonne que des membres du parquet puissent encore se faire surprendre par une jurisprudence qui n'a pas varié depuis les années 60 et que le moindre étudiant en droit récite par cœur. Mais la polémique a pris un ton brutal lorsqu'un magistrat de la chancellerie a présenté le projet de réforme à l'AFP en déclarant qu'il s'agissait « d'empêcher désormais la Cour de cassation d'étouffer les affaires sensibles ». Ulcérés, des magistrats de la Cour de cassation rétorquent, en se demandant si les requêtes trop tardives, effectuées par certains procureurs, sont vraiment accidentelles...

« L'avant-projet de réforme conserve à la Cour de cassation son rôle éminent dans la maîtrise de l'orientation des procédures », déclarait M. Henri Nallet, en s'indignant du propos maladroît mettant en cause les juges suprêmes. Cette affirmation du ministre de la

justice suffira-t-elle à ramener la sérénité? Ce n'est pas certain, car, à la Cour de cassation, plusieurs magistrats considèrent que le projet de réforme favorise, une fois de plus, les initiatives du parquet. Ainsi, la requête en désignation de juridiction ne deviendrait nécessaire qu'à partir du moment où le procureur de la République « envisage de poursuivre » ou si le juge d'instruction « envisage d'inculquer ». Dans l'attente de cette perspective d'inculpation, le parquet pourrait ordonner toute enquête ou toute mesure nécessaire, sans craindre la sanction de la Cour de cassation, qui n'aurait plus le pouvoir d'apprécier si la personne est « susceptible d'être inculquée ».

Pour une bonne administration

En outre, la requête ne serait exigée que si les infractions reprochées aux « personnes protégées » ont été commises « dans l'exercice de leurs fonctions ». Dans les autres cas, les règles du droit commun s'appliqueraient et c'est le parquet, encore une fois, qui apprécierait les risques de partialité qui se présenteraient dans sa juridiction. Il userait alors, s'il le souhaite, de la faculté de demander à la Cour de cassation la désignation d'une autre juridiction « pour une bonne administration de la justice ».

Cependant, d'autres propositions contenues dans le projet de réforme ne nourrissent pas la polémique. Ainsi, la procédure serait étendue à d'autres catégories de justiciables, comme les présidents de conseils régionaux ou généraux, ainsi qu'aux magistrats des cours administratives d'appel et des chambres régionales des comptes. Une initiative est même accueillie avec satisfaction : celle qui consisterait à ne plus demander la désignation d'une autre juridiction quand il s'agit de délits de presse, comme la diffamation. Les juges suprêmes ne sont donc pas opposés à toute réforme et notamment M. Christian Le Gunehec, président de la chambre criminelle de la Cour de cassation, qui constate toutefois que les textes et la jurisprudence actuels auraient pu être conservés, en ajoutant aussitôt : « Il suffisait que les magistrats appliquent la loi ».

MAURICE PEYROT

Le financement du comité de soutien de M. Carignon

La sœur du maire et ses « fréquentations »

GRENOBLE

de notre correspondant

M. Alain Carignon se fâche. Dans un communiqué publié vendredi 19 octobre, le maire de Grenoble, en congé du RPR, s'indigne des agissements de « trois ou quatre personnes à Grenoble, de milieux différents, mais mues par une haine calculée [qui] tentent de m'atteindre depuis plusieurs années, mêlant rumeurs, allégations et multipliant les envois de photocopies de tous ordres, émanant parfois de services publics dont ce n'est pas le rôle ». Ce communiqué fait suite à la publication par l'Express d'un article sur la découverte par les services fiscaux d'un circuit dit de « cavalerie » entre plusieurs sociétés, qui utilise, pendant deux ans, le compte du comité de soutien de M. Carignon.

Ce compte, alimenté par des fonds privés, régulièrement créditeur de 200 000 à 300 000 F, était utilisé à des « fins politiques », selon M. Carignon. Il fut géré de 1974 à 1987 par sa sœur, M^{lle} Marie-Jos Carignon, à l'époque secrétaire particulière du maire. M^{lle} Carignon devait, entre 1985 et octobre 1987, utiliser ces fonds à des fins personnelles pour aider la société Scherman - une SARL dont elle était la gérante, - propriétaire de plusieurs magasins de vêtements à Grenoble et dans le Sud-Est. Le compte du comité de soutien servait aussi à faire transiter des chèques et de l'argent liquide à la demande de l'ami de M^{lle} Marie-Jos Carignon, M. Roger Charpenne.

L'enquête de police menée à la suite du dépôt de bilan de la société en 1989 devait révéler des manipulations frauduleuses effectuées à partir du compte du comité de soutien et que M. Carignon qualifie de « vols ». Aussitôt après avoir pris connaissance de ces faits,

en octobre 1987, grâce à un rapport des PTT, le maire mit fin aux fonctions qu'exerçait sa sœur auprès de lui.

250 000 F auraient ainsi été sortis du compte du comité. Les enquêteurs estiment que les sommes dérobées seraient beaucoup plus importantes. Aucune information n'a été ouverte par le parquet de Grenoble sur cette affaire. Toutefois, l'examen de deux comptes CCP que possédait à Lyon et à Marseille M^{lle} Brigitte Hilaire, une employée de M. Charpenne, gérante de plusieurs de ses sociétés, fait apparaître des entrées et des sorties de fonds de plusieurs centaines de milliers de francs.

Une sanction « suffisante »

En 1987, M. Carignon refusa que l'auteur du vol et, selon le maire de Grenoble, le principal inspirateur de ces faits délictueux, M. Charpenne, réalisât la somme de 250 000 F de soutien : « Je ne voulais pas que des sociétés taxis nous remboursent avec de l'argent escroqué à d'autres et dont la provenance aurait été incertaine ».

Pourquoi M. Carignon, qui déclare avoir « en de près » de loin, ni directement ni indirectement, été mêlé ou informé de ces faits, n'a-t-il pas, à la suite de l'escroquerie dont il fut la victime, porté plainte? « J'ai pensé que la sanction qui consistait à bloquer ma sœur de mon cabinet et à mettre fin à ses fonctions, alors que les faits reprochés n'avaient pas de rapport avec sa vie professionnelle, suffisait », répond le maire. Dans son communiqué, il déclare : « Je ne peux pas être tenu pour responsable des actes de tous les membres de ma famille, et à fortiori de ceux de leurs fréquentations ».

CLAUDE FRANÇILLON

SCIENCES

Salades de tomates... spatiales

Les tomates mutantes seraient-elles parmi nous? Leurs tiges et leurs graines, modifiées par des radiations cosmiques, vont-elles mettre en péril l'espèce humaine comme dans les plus mauvais dessins animés japonais? Ce scénario, digne d'un H. G. Wells en manque d'une Guerre des mondes, pourrait avoir un semblant de réalité si l'on en croit les avertissements de la NASA.

L'ennemi serait déjà dans la place et le danger concentré dans des graines de tomates récupérées en orbite. L'histoire remonte à 1984 lorsque l'agence spatiale américaine, soucieuse d'étudier les effets des rayonnements cosmiques sur la Terre, envoya autour de la Terre un satellite, Long Duration Exposure Facility, porteur de millions de graines de solanacées.

Ces semences de tomates, qui devaient être exposées aux radiations cosmiques pendant une dizaine de mois, ne purent être « récoltées » que dans le courant de l'année dernière en raison des déboires de la navette spatiale. Bien que trop longtemps « mûries dans l'espace », elles ont quand même été distribuées dans tous les États-Unis à des millions d'étudiants en application d'un vaste programme associant cinquante-huit mille professeurs. Le pépin, pour ainsi dire, c'est que des chercheurs de l'université de l'Oklahoma estiment aujourd'hui que les tomates descendant de ces graines pourraient être toxiques à la deuxième ou à la troisième génération. L'alerte a été donnée, et les étudiants bénéficiaires de cette étonnante moisson invités à rendre leurs dangereuses semences spatiales.

Une leçon que les astronautes, champions des vols de longue durée, devront méditer. Si l'affaire se confirme!

J.-F. A.

Le Monde

PUBLICITÉ LITTÉRAIRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4356

LES IDEOLOGIES SONT MORTES. VIVE LES IDEES !

APRES LE GRAND CHAMBARDEMENT DES SYSTEMES DE PENSÉE, LE NOUVEL OBSERVATEUR FAIT LE POINT SUR L'ÉTAT DE LA PENSÉE AUJOURD'HUI.

Les plus grands intellectuels répondent aux questions de la fin du siècle.

Les meilleurs journalistes dressent l'état des lieux, discipline par discipline, école par école, courant par courant.

Nos enquêteurs racontent les batailles, les polémiques, les personnages et les lieux de la vie des idées dans le monde.

Les meilleurs spécialistes ont sélectionné dans chaque domaine les 10 livres sans lesquels on ne peut pas comprendre le tournant du siècle.



LE BAGAGE INDISPENSABLE DE L'HONNÊTE HOMME DU 21ème SIECLE. UN HORS-SÉRIE DU NOUVEL OBSERVATEUR EN VENTE DES LE 18 OCTOBRE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX.

M^{re} Serge Klarsfeld met en cause M. Georges Kiejman à propos du dossier Bousquet

M^{re} Serge Klarsfeld, président de l'Association des fils et filles des déportés juifs de France (FFDJF), a réagi très vigoureusement, dimanche 21 octobre, contre l'analyse du parquet général de Paris selon laquelle les faits de crimes contre l'humanité dont est accusé M. René Bousquet, qui fut secrétaire général à la police d'avril 1942 à décembre 1943, relèveraient de la seule Haute Cour de justice créée à la Libération (le Monde daté 21 et 22 octobre). « Ce revirement, estime M. Klarsfeld, ne s'explique sur le fond que par une volonté politique au sommet de ne pas voir jugée l'action antijuive du gouvernement de Vichy, de sa police et de son administration ».

Selon M. Klarsfeld, cette « brusque volte-face » du parquet général, « qui prend ses instructions à la chancellerie dans une pareille affaire, s'explique dans la chronologie par le changement intervenu le 2 octobre à la tête du ministère de la justice ». « Un fils de déporté juif, poursuit M. Klarsfeld, était ministre de la justice quand le chef de la Gestapo de Lyon a été ramené en France pour y être jugé (NDLR : M. Robert Badinter). Un fils de déporté juif a été nommé ministre délégué à la justice pour assurer l'impunité du chef de la police de Vichy (NDLR : M. Georges Kiejman). Si l'Association des fils et

filles des déportés juifs de France se trompe, elle qui, dans son argumentation à l'égard du personnel politique de Vichy, explique toujours qu'il était possible par la démission de ne pas participer à des actions déshonorantes, elle souhaiterait que M. Kiejman démissionne pour que son nom ne soit pas mêlé à l'enterrement du dossier Bousquet ».

« Mon engagement au sein du gouvernement est un engagement général qui va bien au-delà de ma condition de fils de déporté, lui répond M. Kiejman dans une déclaration au quotidien Libération. L'estime donc (...) que malgré toute mon estime pour Serge Klarsfeld, je n'ai pas de leçon à recevoir de lui. » « Sur un plan technique, observe encore le ministre délégué à la justice, il peut sembler souhaitable que ce soit cette Haute Cour ou son équivalent qui juge aujourd'hui Bousquet. Si l'on dépasse le problème technique, il faut également prendre conscience que, au-delà de la nécessaire lutte contre l'oubli, il peut paraître important de préserver la paix civile. Il y a d'autres moyens qu'un procès pour dénoncer la lâcheté du régime de Vichy ».

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris devait examiner lundi 22 octobre la suite à donner à la procédure judiciaire engagée contre M. René Bousquet.

(Publicité)

DAUPHINE

- Avec un Cycle annuel pour ingénieurs, cadres, architectes, designers, créateurs :

INGÉNIERIE TRANSDISCIPLINAIRE
ARTS - SCIENCES - ENTREPRISE
(CETECH/U.F.R. Économie appliquée)

- Pour former des professionnels de la synthèse, aptes à jeter des passerelles entre des métiers différents, à organiser la synergie des compétences et à conduire des projets au carrefour des arts, des sciences et de l'entreprise.

Renseignements jusqu'au 26 octobre. CETECH : 47-55-87-85.

سورة الفاتحة

COMMUNICATION

Le débat sur le sort de la chaîne privée

Une association de téléspectateurs demande le retrait de l'autorisation de la Cinq

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel devait entendre, lundi 22 octobre, MM. Jean-Luc Lagardère, Daniel Filipacchi, Robert Hersant, Silvio Berlusconi ainsi que les représentants des autres actionnaires de la Cinq. A la suite de cette audition publique, le CSA décidera s'il autorise la reconstitution du capital de la chaîne de M. Hersant sous la houlette d'Hachette, une décision attendue avant la fin de la semaine.

Le sort de la Cinq continue de susciter un débat parmi les professionnels de l'audiovisuel et la classe politique. Au micro du Club de la presse d'Europe 1, M. Jack Lang, se défendant de vouloir peser sur le choix du CSA, a réaffirmé dimanche que le système audiovisuel était « assez malade de déséquilibre entre chaînes commerciales et chaînes publiques, malade d'insuffisance de ressources et de non-respect des engagements pris par les uns et par les autres ».

Par ailleurs, l'association de téléspectateurs « Les pieds dans le PAF » a choisi le jour de l'audition publique des actionnaires de la Cinq pour demander officiellement le

retrait de l'autorisation de la chaîne. Les quatre associations de téléspectateurs avaient été reçues, à leur demande, par le CSA la semaine dernière. Seule « Média, télévision et téléspectateurs » (MTT), fondée par l'Union nationale des associations familiales et la Ligue de l'enseignement, avait alors soutenu la candidature d'Hachette au contrôle de la Cinq. « Les pieds dans le PAF », pour sa part, n'avait pas caché son souhait de voir la SEPT ou Euromusiques occuper le cinquième réseau.

« Une référence pour des jeunes de banlieue »

L'association fait aujourd'hui directement pression sur le CSA en lui adressant, par l'intermédiaire de M. Dominique Tricaud, une requête en bonne et due forme, démarche juridique prévue par la loi sur la communication. Estimant que les téléspectateurs sont les premiers intéressés par le sort de la Cinq, cette requête affirme que cette dernière a failli à tous ses engagements et que le Conseil se doit de lui supprimer son autorisation.

La démonstration n'est guère difficile : il suffit de comparer les engagements de M. Hersant en février 1987 et la longue série de manquements stigmatisés depuis trois ans

par la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL) puis par le CSA. Americanisation des programmes, invasion de la grille par des fictions médiocres, dépassements publicitaires, diffusion aux heures de grande écoute de films interdits aux mineurs, absence totale d'émissions consacrées à la science, à l'éducation et à la formation : le bilan est lourd pour une télévision qui, comme le soulignent les animateurs des « Pieds dans le PAF », est « une chaîne de référence des jeunes de banlieue ».

Selon l'association des téléspectateurs, l'indulgence manifestée par les instances de régulation dans leurs bilans successifs n'est plus de mise dès lors que le réseau de la Cinq couvre 80 % du territoire.

« Les pieds dans le PAF » veut donc contraindre le CSA à remettre en jeu les fréquences attribuées à la chaîne au lieu d'opérer une simple reconstitution de capital. Aux « sages » qui prétendent ne pas en avoir les moyens juridiques, l'association oppose le texte de la loi : « L'autorisation peut être retirée sans mise en demeure préalable en cas de modifications substantielles des données au vu desquelles l'autorisation avait été délivrée, notamment des changements intervenus dans la composition du capital ».

J.-F. L.

La SEPT toujours en quête de fréquences

La disparition de la Cinq ne saurait faire le bonheur de la SEPT : le président de cette dernière, M. Jérôme Clément, estime peu réaliste l'hypothèse, évoquée par M. Jack Lang, de voir la chaîne culturelle occuper les fréquences hertziennes de la Cinq, au cas où le CSA retirerait son autorisation d'émettre à la chaîne de M. Hersant. Dans le quotidien les Echos du 22 octobre, M. Clément explique qu'avec « 120 personnes et un budget de 500 millions de francs », sa chaîne ne peut « pas évidemment reprendre un réseau hertzien aussi important que celui de la Cinq ».

Pourtant, la SEPT est plus que jamais en quête de moyens de diffusion qui lui permettraient de toucher le public français au-delà des abonnés au câble (un demi-million en fin d'année) et de la réception directe par satellite (tout juste balbutiante). Bref, la SEPT veut une « façade » hertzienne plus large que son « squatt » du samedi sur

FR 3. Or, Canal J, la chaîne payante pour enfants qui doit débuter sa diffusion hertzienne le 8 décembre, s'est vu attribuer par le CSA un réseau hertzien multivilles, dont elle n'occupera pas les soirées. En prenant, chaque soir, la suite de Canal J, la SEPT pourrait toucher rapidement huit millions de foyers.

Jouer à armes égales

Huit millions de foyers, c'est-à-dire plus que les sept millions de foyers allemands abonnés au câble. Or la SEPT doit se transformer d'ici un an en chaîne franco-allemande. Le traité qui prévoit cette transformation, signé la veille de l'unification allemande, est explicite : « Le programme sera diffusé par le satellite de radiodiffusion TDF. Les Etats contractants s'efforcent en outre, en fournissant des moyens complémentaires de diffu-

sion, de parvenir à une capacité de réception aussi équilibrée que possible ».

Et le procès-verbal qui l'accompagne précise que « le gouvernement français veillera, dans la mesure de ses possibilités, à mettre à disposition des moyens de diffusion complémentaires pour la chaîne aussi longtemps que nécessaire pour que la capacité effective de réception par les foyers en France ne reste pas nettement inférieure à la capacité de réception de cette chaîne par les foyers allemands ».

Engagé par ce traité, le gouvernement dépend du CSA pour s'y conformer. Le réseau de Canal J, même limité aux soirées, permettrait à la SEPT de jouer à armes égales avec son partenaire allemand mis en place par les chaînes publiques ARD et ZDF.

M. C. I.

En regroupant les centres de Toulouse et Bordeaux

FR 3 réforme son outil de production

L'appareil de production de FR 3 à Toulouse et à Bordeaux sera prochainement fondus en un pôle unique Grand Sud-Ouest. Annoncee vendredi 19 octobre en présence de M^{me} Catherine Tasca, ministre déléguée à la communication, cette décision donne le coup d'envoi d'une restructuration de l'outil industriel de FR 3, sans cesse différée jusqu'ici.

A Toulouse comme à Bordeaux, M^{me} Catherine Tasca s'est voulue, vendredi 19 octobre, rassurante. « Un programme de télévision fait à besoin d'un appareil de production fort. » Pas question donc, pour FR 3, de renoncer à cette activité.

Mais le ministre délégué à la communication s'est également montrée déterminée : l'outil industriel régional doit être restructuré. Ses coûts réels doivent être impérativement identifiés, au moyen d'une comptabilité analytique et d'une gestion séparées dont la mise en place n'a que trop tardé. Les unités de production, nombreuses et dispersées, doivent être regroupées pour tendre à un équilibre économique auquel les pouvoirs publics n'entendent pas renoncer.

La création d'une unité inter-régionale de production (UIP) Grand Sud-Ouest, regroupant les moyens techniques actuels de FR 3 à Toulouse et à Bordeaux, constitue donc la première étape d'un regroupement de l'outil industriel de la troisième chaîne en cinq ou six grands pôles. Les trois grands centres de production lourde de Lille, Lyon et Marseille demeureront, mais ceux de Strasbourg et de Nancy fusionneront en un pôle Grand Est. Les cars « vidéo mobile » de Dijon et Limoges seront désarmés, Rennes - isolée et bien équipée - échappant pour l'instant à cette refonte.

« Cette politique », a expliqué M^{me} Dominique Alduy, directrice générale de FR 3, aux cadres de FR 3-Aquitaine, correspond à un projet à long terme. Le regroupement des petites unités doit assurer leur viabilité économique et leur permettre d'affronter victorieusement la concurrence nationale et européenne. On est plus fort à deux qu'à un ! Une vraie révolution pour un secteur employant environ six cents des trois mille quatre cents salariés de la société et produisant cent quatre-vingt et deux cents heures de fiction par an ainsi que des magazines comme Thalassa, Montagne, Faut pas rêver ou Hors sujet de Philippe Alfonsi.

Bien accueilli à Toulouse, le message conjoint du ministre et de la directrice générale de FR 3, a cependant eu plus de mal à passer à Bordeaux où M^{me} Alduy a pris soin de souligner que « rien ne se fera sans l'adhésion des personnels et des états-

majors ». Si les directions régionales s'inquiètent des conséquences pratiques de ces regroupements, nombre de salariés et certains représentants syndicaux redoutent les conséquences pour l'emploi de la séparation des activités de production lourde (la fiction) avec celles de reportage et d'actualité.

« Le redéploiement des moyens de production de FR 3 ne s'accompagnera pas forcément d'une diminution de leurs effectifs », confiait en privé M^{me} Tasca. Une analyse partagée par la direction de la chaîne où l'on se voulait optimiste. « FR 3 n'est pas la SEPT », soulignait ainsi M^{me} Michèle Vallon, directrice déléguée à la production de la chaîne, en rappelant que les besoins en région sont réels et que les stations régionales, FR 3-Aquitaine en tête, ont su développer une véritable politique de coproduction européenne.

PIERRE-ANGEL GAY

Le retour des revendications salariales

Débrayage à Toulouse, arrêt de travail à Bordeaux. Les journalistes ont accueilli M^{me} Catherine Tasca, vendredi 19 octobre, par deux mouvements de grève d'une journée, mais suivis à 100 %. Deux mouvements qui ont mis en lumière le mécontentement existant dans les bureaux d'information régionale (BRI) de FR 3, les syndicats exigeant l'ouverture de négociations sur les conditions de travail, la politique d'embauche et la formation.

Mais ce sont une nouvelle fois les disparités salariales qui ont servi de catalyseur, la direction ayant intégré pendant l'été à Paris

une cinquantaine de pigistes et de « contrats à durée déterminée » (CDD) avec des émoluments souvent supérieurs à ceux de journalistes ou de cadres ayant plusieurs années d'ancienneté en région.

La directrice générale de FR 3 s'est engagée à étudier cas par cas la situation des rédactions régionales. Sera-ce suffisant pour éviter une nouvelle crise ? Une crise que l'on croyait apaisée depuis la signature, au début de l'année, d'un plan de trois ans pour la résorption des disparités salariales au sein de l'audiovisuel public.



DOCTEUR, RECONNAITRE L'ARBRE, C'EST FAIRE LE BON DIAGNOSTIC.

BULL. UNE OFFRE DE SOLUTIONS MODULABLES POUR LE SECTEUR DE LA SANTÉ.

- Plus de 100 applications et des solutions phares dans les différents secteurs : administration, laboratoire, radiologie, unités de soins...
- Une gamme complète de services : conduite de schémas directeurs, mise en place des applications informatiques, formation des utilisateurs...

BULL. DES EQUIPES SPECIALISEES DANS LE SECTEUR MEDICAL.

- Plus de 80 spécialistes du secteur de la santé au service des directions régionales.
- Des partenaires experts : Centre Régional d'Informatique Hospitalière, Syndicats Interhospitaliers, Sociétés de Services et d'Ingénierie Informatique...

BULL. DE NOMBREUSES REFERENCES EN FRANCE ET A L'ETRANGER.

- 700 hôpitaux et 120 cliniques en France.
- 300 établissements hospitaliers en Europe.

BULL. L'APPUI D'UN GRAND DE L'INFORMATIQUE MONDIALE.

- 1^{er} fournisseur européen de systèmes d'information.
- leader des systèmes d'information distribués et ouverts.

Réseaux
et systèmes
d'information

Bull

Direction Commerciale France
Tour Bull - 92039 PARIS LA DÉFENSE CEDEX 74
Pour tout renseignement, appelez le : **NUMERO VERT 05.05.30.30**

MUSIQUES

Gilberto Gil l'éveilleur

De retour d'Angola, le chanteur et musicien brésilien est en concert au Zénith

On le dirait muni de petites antennes paraboliques, prêtes à capter ce qui passe à portée d'oreille, d'œil ou de peau. Gilberto Gil trie à chaque instant le bon du mauvais, le fin du grossier. Avec une élégance naturelle indéniable, le musicien brésilien s'intéresse au monde.

Si la France est sa seconde patrie, l'Afrique est sa reine. Avant de donner son premier concert au Zénith, le lundi 22 octobre, Gilberto Gil partait, heureux, renouer ses liens avec l'Angola, pays nègre et lusophone pas encore sorti de la guerre. Deux concerts à Luanda, axés sur l'environnement. « J'y étais allé en 1967, invité par l'Armada (le ministère des affaires étrangères brésilien). À l'époque, les militaires portugais patrouillaient dans les rues, car la rébellion y pointait tout juste le nez. Aujourd'hui, l'Angola doit se reconstruire en préservant ses ressources naturelles. »

De passage à Paris avant son périple africain, Gilberto Gil rencontra pour la première fois les Cap-Verdiens du groupe Finaçon

(en première partie au Zénith). Ils étaient émus : « Tous les enfants de notre pays connaissent vos chansons par cœur ». Mais Gilberto n'a jamais mis les pieds sur l'archipel. Il promet d'y aller. Et eux de venir au Brésil.

La vraie rencontre du musicien bahianais avec l'Afrique se produisit en 1977, au Nigeria, « au FESPAC (Festival panafricain d'art et de culture) qui avait rassemblé quarante mille Noirs de toutes les nations ». Il y a là Stevie Wonder, Fela (qui boycotta, mais resta). Des lumières, des modèles. Gilberto Gil ouvre les yeux et sur la conscience nègre et sur la musique africaine. De là naîtra l'album *Refavela* (Pathe Marconi). « C'est un moment-clé. » Comme ce jour de 1950 où, venu de l'intérieur de l'Etat de Bahia, il entra à l'école de musique à Salvador pour y apprendre l'accordéon. Comme ce soir de 1979, où le public de Montreux le consacra star internationale.

Aujourd'hui, l'esprit de la world-music a aussi frappé au pays de tous les saints. Avec ses « missionnaires aux pieds nus » (David

Byrne) et ses « chasseurs de safari » (Paul Simon). Des musiques descendues des Caraïbes à la fin des années 70, les Brésiliens firent un joyeux melting-pot. « Le cas du Brésil est un peu compliqué. Les Noirs y ont adopté les valeurs des Blancs, et les Blancs celles des Noirs. » Peu à peu les stars africaines traversent l'Atlantique.

Un disque en préparation

Les Nigériens Fela et King Sunny Adé - qui fait un tabac au Festival de jazz de Rio en 1986, - les Antillais de Kassav', le Camerounais Manu Dibango, le Malien Salif Keita, dont la musique nourrit la chorégraphie moderne des danseurs paulistes de Chorus Line, le Sénégalais Youssou N'Dour, viennent rappeler à ce peuple méisé d'où il vient. Le rap des Noirs américains frappe à son tour. Autant d'influences que Gilberto le faiseur de rock-funk-samba capte avec une jeunesse gourmande.

Gilberto Gil aime Paris aussi

pour ce qu'il recèle de ferment de lutte, « SOS-Racisme, les Africains qui y sont venus pour faire vivre leur musique ». Il a dans l'idée depuis longtemps de célébrer chez lui à Bahia le 2 décembre, jour national de la samba, par une grande rencontre multi-musical, avec Salif Keita, Jimmy Cliff, Djavan, Ray Lema, Cheb Khaled et quelques autres. « La négritude est une discussion nécessaire. » Il l'avait entamée dans *Refavela*. Elle s'est poursuivie au fil des albums, jusqu'à *O eterno mu dança* (WEA) l'année passée.

Gil, qui a beaucoup tourné en France cet été, prépare un disque. Avec de nouvelles compositions « où comptent beaucoup les jeux de mots, trilingues » et un inédit du grand compositeur-accordeoniste Luiz Gonzaga, mort l'année dernière à Recife.

VÉRONIQUE MORTAIGNE

► Gilberto Gil et Finaçon au Zénith le 22 octobre à 20 heures. Location 3 FNAC.

Un final de légende

John Cale, au Festival des Inrockuptibles

Le troisième Festival des Inrockuptibles a atterri en douceur samedi soir 20 octobre à la Cigale. Les enjeux de carrière étaient réservés aux deux premiers soirs, pour la clôture on donnait dans les chemins de traverses.

Les Sneetches sont un quatuor californien qui se souvient avec émotion d'une époque qu'ils ne connaissent que comme mythe : le temps d'un refrain, ils se prennent pour les Beatles ou les Turtles, ils n'ont pas d'autre ambition que ce petit dégoûtement, et du coup pas de prétentions, ce qui est assez reposant.

The Monochrome Set s'est reformé à la demande de ses fans japonais. Pour les autres, ceux à qui l'existence du groupe avait échappé du temps de sa très fugace gloire (le début des années 80), c'est l'occasion d'un cours de rattrapage donné par des dilotants (les membres du groupe retourneront à leurs activités dès la fin de la tournée) qui pratiquent un pop pourri d'influences et de citations sauvées par le brio du groupe et (chose rarissime pendant le festival) son humour.

Quant à John Cale, légende vivante en vertu de son curriculum vitae (Velvet Underground, album solos vénéneux au moment où le venin n'était pas l'excipient QSP du rock qui pense...), il a chanté son folk aristocratique et sombre, quelque part entre ses origines galloises, sa jeunesse new-yorkaise et sa vie d'intellectuel transcontinental. La salle lui a fait un triomphe.

T. S.

► Acquiescement des musiciens du groupe 2 Live Crew. Les trois membres du groupe de rap américain 2 Live Crew poursuivis pour obscénité ont été acquittés samedi 20 octobre par un jury de Fort-Lauderdale (Floride). Les rappers avaient été inculpés après avoir joué sur scène des titres de leur album *As Nasty As They Wanna Be* qu'un magistrat fédéral de Fort-Lauderdale avait jugé obscènes. Lors d'un autre procès, le propriétaire d'un magasin de disques de Fort-Lauderdale a été condamné pour avoir vendu *As Nasty...* et le shérif de Broward-County a annoncé son intention de poursuivre 2 Live Crew si le groupe interprétait à nouveau le disque incriminé.

PIERRE WEMAËRE
GALERIE PHILIPPE VICHOTDU 17 OCTOBRE AU 1^{er} NOVEMBRE 1990
TOUS LES JOURS DE 11 HEURES À 19 HEURES

37, RUE DE LILLE - 75007 PARIS - TEL (1) 40 15 00 81

CINÉMA

Une tendresse poignante

« Moi, la comtesse », de Peter Popziatev

Dans les bandes, la tradition veut que chacun soit doté d'un surnom. Celui de Sybilla est « la comtesse ». Sa bande est sa famille. Il semble que sa vraie famille se réduise à un père du genre lamentable. Elle est jeune, jolie, pas bégueule, a envie de « grandes choses » et, comme son existence s'enlise dans une médiocrité sans issue, elle touche à la drogue et à la petite délinquance. De camp de redressement en cure de désintoxication, elle s'enroule dans la spirale de l'échec.

L'histoire se passe en Bulgarie parce que le réalisateur de *Moi, la comtesse*, Peter Popziatev, est bulgare. Rien ne serait différent si elle se passait ailleurs. Les sociétés capitalistes et socialistes sont aussi cruelles l'une que l'autre aux pauvres.

Ici, il y a en plus ce désespoir poétique, presque métaphysique, propre à l'Europe centrale. Une sorte de douceur funèbre, de tendresse poi-

gnante. Peter Popziatev filme en noir et blanc avec de rares échappées aux couleurs d'automne.

Pourtant, Sybilla ne cultive pas la détresse. Elle cherche sincèrement à s'en sortir, en dépit de la négligence, de l'indifférence générales. Elle est forte de sa jeunesse, d'un farouche désir de vivre. Mais elle tourne en rond dans un monde elle-même. En quête d'évasion, elle finit par fuir un mariage calamiteux. Elle court, téléphone, il n'y a personne au bout du fil. Elle repart. Dans la campagne une porte se ferme. On peut comprendre que c'est celle d'un cimetière ou, au contraire, qu'elle s'ouvre sur la liberté.

On peut comprendre ce que l'on veut : Sybilla n'est pas la « comtesse » est si vivante, si émue, le film - primé dans nombre de festivals - si beau, si fort qu'il échappe à la complaisance du malheur.

COLETTE GORDARD

La belle étoile

« Étoile cachée », de Ritwik Ghatak

Ecoutez la triste histoire de Nita, la brave jeune femme obligée de prendre en charge sa famille, dans le besoin et la décadence morale. Père faible perdu dans ses souvenirs de poète anglais, mère acariâtre, frère feignant, sœur futile et traîtresse : la pauvre fille a fort à faire. Pour eux, elle abandonne ses études, renonce à son fiancé, laisse sa jeunesse à un travail abrutissant et ses poumons à la tuberculose qui l'empêchera. *Étoile cachée* est donc, chansons comprises, un mélo, genre auquel le cinéma indien s'adonne avec délectation et prolixité.

Mais c'est beaucoup plus : un vibrant pamphlet et une merveille de beauté visuelle. Quatrième des huit films tournés entre 1952 et 1974 par Ritwik Ghatak, réalisateur à peine connu en France, *Étoile cachée*, réalisé en 1960 mais jamais distribué en France - où, seul parmi les Indiens, Satyajit Ray a obtenu une relative célébrité - est une enchanteuse découverte. Dans un noir et blanc

aux mille nuances, d'une luminosité dont on avait perdu le souvenir, avec une liberté de filmer éblouissante, Ghatak entrelace la trajectoire de ses multiples personnages.

Des parcours divergents d'un fleuve, d'un train tonitruant, il sait faire, sans affectation, le symbole de l'écartèlement de son pays entre tradition et époque moderne. D'une boucle de sangle qui se casse, il fait rendre universelle la tragédie de son héroïne. Et rases sont les mémoires en scène capables, comme lui, de se mettre avec simplicité au service de l'Histoire et des personnages, d'inventer les cadrages et éclairages les plus originaux quand la situation l'exige. Virtuose, Ritwik Ghatak harmonise symbolisme hindou et critique sociale contemporaine, orchestre sa mélodie indienne (plus précisément, bengalaise) dans la tonalité du meilleur cinéma néo-réaliste européen. Et compose, tout bonnement, un grand film.

JEAN-MICHEL FRODON

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGUÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Télécopieur : 206.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Télécopieur : 261.311 F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. André Fontaine, gérant.

Le Monde
PUBLICITE
André Fontaine, président
François Hugues, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
Micheline Orléans,
directeur du développement
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télécopieur : MONDIPUB 206 136 F
Tél. : 45-55-91-71. Société filiale
du journal Le Monde et Régie Press SA.

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 347
ISSN : 0395-2037

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composées 35-15 - Tapez LEMONDE
ou 35-15 - Tapez LM

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-65-25-33

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

ABONNEMENTS

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG	AUTRES PAYS Voie normale-CEE
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 400 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINTEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO
SERVICE A DOMICILE :
Pour tous renseignements : (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Localité : _____ Code postal : _____
Pays : _____
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitale, d'imprimer.

ENSEMBLE INTER CONTEMPORAIN

HOMMAGE A GYRGY KURTAG

24 octobre - 20h30
Théâtre des Champs-Élysées
Peter Eötvös
Chœur Opéra
György Ligeti
Nonsense Madrigals
György Kurtág
Huit pièces pour piano, opus 3
Trois inscriptions anciennes, opus 25
Quatre capricios, opus 9
« quasi una fantasia », opus 27
Trois pièces pour piano in memoriam
King's Singers
Phyllis Bryn-Julson soprano
Zoltán Kocsis piano

ENSEMBLE INTERCONTEMPORAIN
Direction
PETER EÖTVÖS

FESTIVAL D'AUTOMNE A PARIS 42 96 96 94

26 et 27 octobre - 20h30
Salle du Conservatoire
d'Art Dramatique
György Kurtág
Kafka Fragment, opus 24
Phyllis Bryn-Julson soprano
Jacques Ghestem violon

11 décembre - 20h30
Théâtre des Champs-Élysées
György Kurtág
Création
Luciano Berio
Coro
Zoltán Kocsis piano
Miklós Perényi violoncelle

ENSEMBLE INTERCONTEMPORAIN
BBC SINGERS
Direction
PETER EÖTVÖS
Concert parrainé par
la Fondation FRANCE TÉLÉCOM

1500

CULTURE

PATRIMOINE

Grand Louvre : la truelle et les ciseaux

Le ministre de la culture annonce la création d'un Centre de la mode au pied du musée du Louvre. Pendant ce temps-là, les travaux de rénovation continuent

Les mannequins ne défilent plus dans la cour Carrée du Louvre. Jack Lang devait annoncer lundi 22 octobre, au cours d'une conférence de presse, la création, dans un lieu à la mesure d'une profession qui porte si haut et si loin, à travers le monde, la renommée de notre pays, d'une scène incomparable pour la haute couture et le prêt-à-porter.

Cet espace qui aura pour cadre « le plus beau musée du monde » sera enfoncé au pied de l'arc de triomphe du Carrousel. Il s'étendra sur 7 500 m², au détriment du centre commercial initialement prévu, et comportera quatre grandes salles pour les défilés et les manifestations liées à la mode. Son financement est privé. C'est ainsi qu'achève de se mettre en place le puzzle des équipements qui accompagneront le musée remis à neuf.

La deuxième tranche des travaux, en effet, bon train. Au Louvre, les façades de la cour Napoléon sont voilées, des échafaudages grimpent le long des murs, les toitures sont coiffées d'un chapeau de zinc. Il s'agit de restaurer la statuaire Second Empire qui orne cette partie du palais. La tâche est difficile. L'architecte de Napoléon III, n'a pas légué sur la décoration. Tout le vocabulaire de la sculpture y est passé : frises, macarons, cartouches, médaillons, gargouilles, acrotères, hauts et bas-reliefs. Les symboles et les allégories exubérantes y côtoient les effigies des grands hommes. Voltaire voisine avec saint Bernard et une locomotive partage un fronton avec un aigle héraldique. Hélas, ce méli-mélo artistique est dans un état effroyable.

Comme il fallait faire vite et à peu de frais, on a utilisé, à l'époque, une pierre venant de l'île-de-France, de qualité moyenne, tendre, facile à travailler mais friable. En un peu plus d'un siècle, les vents d'ouest, l'humidité et la pollution sont venus à bout de bien des groupes. Les plus exposés sont, bien sûr, les plus atteints. Voltaire, malencontreusement placé sous une gouttière, a perdu tout son côté gauche, l'Industrie et l'Agriculture de Barye sont aujourd'hui des blocs informes où l'on distingue mal les humains des animaux. Il faudra entièrement resculpter quatorze des quelque quatre-vingts grands hommes. Heureusement, l'iconographie originale de ces pièces a été conservée.

Doubler les espaces d'exposition

A ceux qui sont moins atteints, on se contentera de refaçonner la tête ou le bras manquant. En dehors de ces remises en état, il faut ausculter les pierres, les laver - à la vapeur - consolider, purger et colmater les blocs - à l'aide de mortier ou de résines - retravailler, ici un feuillage, là, remodeler un chapiteau. Près de 400 professionnels s'activent sur ce chantier à l'ancienne où l'on utilise largement des instruments plus que centennaires. Les matériaux sont amenés grâce à un pont transbordeur et à un chemin de roulement, équipé d'une voie ferrée, à 7 mètres au-dessus du sol. Ils sont incorporés bruts dans la façade avant d'être sculptés.

Mais ces façades ne sont qu'un trompe-l'œil, un décor. Derrière, il n'y a plus rien. Les toits, comme

les planchers, ont disparu. Le long des murs, les différentes nuances de papiers peints permettent de repérer les étages détruits et les bureaux naguère occupés par les fonctionnaires des finances. Seuls quelques éléments - les salons d'apparat, rouge et or, les deux escaliers monumentaux - ont été sauvegardés. Le bureau du ministre survivra sous la forme d'un café. Les hommes de Bouygues commencent à couler le béton des nouvelles charpentes. Au fond des trois cours, des excavatrices creusent le sol. A terme, elles seront couvertes.

En 1993, pour le deuxième centenaire de la naissance du musée, la transformation de toute l'aile Napoléon devra être achevée. Les conservateurs pourront y étendre leurs collections. Car on oublie, en effet, que la construction de la pyramide et de ses sous-sols n'est que la partie la plus spectaculaire de l'opération Grand Louvre.

« Découvrir la ville »

L'aménagement de cette entrée monumentale et de l'espace d'accueil n'a, pour le moment, pas changé grand-chose au musée proprement dit. Tout au plus quelques salles nouvelles ont-elles été ouvertes pour y présenter la peinture française, jusqu'au dix-septième siècle. Or le projet présidentiel doit doubler les espaces d'exposition, qui passeront de 30 000 à 60 000 m².

Trois architectes travaillent à transformer l'ancien ministère des finances en espace muséal : leoh Ming Pei, Michel Macary et Jean-Michel Wilmotte. Le premier s'est réservé l'aménagement des salles de peinture qui seront, au dernier étage, dotées d'un éclairage zénithal sophistiqué. C'est dans cette zone que la galerie des gigantesques Rubens trouvera sa nouvelle place, non sans mal, vu la taille des 24 tableaux.

L'architecte sino-américain s'occupera également de l'aménagement de la cour, dite Khorsabad, où seront logées les antiquités orientales, et ses monuments taureau ailes assyriens, avec, en sous-sol, les collections d'art islamique, jamais exposées, et dont la fragilité requiert un traitement particulier. Michel Macary s'occupe des deux autres cours, rebaptisées Puger et Marly, puisqu'elles abriteront les sculptures françaises des dix-septième et dix-huitième siècles, dont le *Milon de Crotone* et les fameux chevaux naguère exposés au débouché des Champs-Élysées, sont les plus belles œuvres. A Jean-Michel Wilmotte, la tâche délicate d'aménager le niveau dévolu aux objets d'art, où les menus bibelots doivent coexister avec les meubles, la vaisselle, l'orfèvrerie et les suites de tapisseries. La visite de cette section s'achèvera dans la cour Carrée, dont l'italo Rota aménage les galeries, ouvertes dès 1992 et dédiées à la peinture française. Les conservateurs sont, bien sûr, étroitement associés à tous ces travaux.

Le redéploiement complet des collections sera achevé au début de 1996. Mais l'ambition de Jean Lebrat, président de l'établissement public, est triple : « Permettre une meilleure visite et un meilleur accès aux œuvres, ce sont les objectifs que se sont fixés les conserva-

teurs, explique-t-il. Le nombre des pièces exposées au Louvre n'augmentera que de 20 % alors que la surface d'exposition va doubler. Nous nous attachons à soigner la mise en scène de ces collections, à regrouper des pièces selon des critères sémantiques ou esthétiques. Ensuite, nous voulons que les visiteurs puissent découvrir la ville qui les environne grâce à des vues ménagées le long du circuit. Du Louvre, on peut contempler les plus beaux monuments de Paris. Enfin, nous devons souligner l'histoire de ce palais, dont la construction s'est échelonnée au cours de sept siècles. A ses deux extrémités, l'archéologie nous a facilité la tâche. »

On connaît en effet, à l'est, sous la cour Carrée, les vestiges du château médiéval, aujourd'hui mis en scène et intégré à la visite. A l'ouest, du côté du Carrousel, les chercheurs viennent de mettre à jour une double rangée de maçonnerie, longue de 180 mètres et haute de 7 mètres : l'ancien fossé des fortifications, creusé sous le règne de Charles V et que l'on croyait disparu. Après avoir été embarrassés, les architectes ont trouvé une solution pour intégrer aux constructions souterraines de cette zone. Cet espace, orné d'impressionnantes murailles, servira

de vestibule aux visiteurs sortant du parking, comme à ceux qui fréquenteront le futur centre de la mode.

Entre les deux bras du palais, sous l'arc de triomphe du Carrousel, on ne peut plus cacher une allée. Les architectes ont réussi à loger, outre le centre de la mode, un parking de six cents places et une gare pour quatre-vingts autocars, les réserves du Musée des arts décoratifs, un amphithéâtre pour l'Ecole du Louvre, le laboratoire du musée et des espaces commerciaux. Avec un chausse-pied, Jean Lebrat aimerait encore y glisser un parking de trois cents places pour les membres du Conseil d'Etat, histoire de dégager la place du Palais-Royal. Car il s'agit aussi d'aménager les abords du Palais. Le Grand Louvre se trouve au centre d'un projet urbain qui s'étend jusqu'à la place de la Concorde. Et l'établissement public a été chargé d'une mission pour étudier la remise en état du jardin des Tuileries.

Ce malheureux parc, abandonné depuis des lustres, aux arbres malades, au sol quasi stérile, dépoté d'une statuaire refusée par tout le monde, a été achevé l'an passé par la construction, sur son périmètre, d'une série de pavillons pour célébrer le bicentenaire de la

Révolution. Il est enfin envahi, plusieurs fois l'an, par des forains qui profitent du laxisme des pouvoirs publics pour y déployer train fantôme, grande roue et manège, en face du pavillon de Marsan.

Les Tuileries jusqu'à la Seine ?

Le ministre de la culture a décidé de remettre en état cet espace qui est de moins en moins vert. Un budget (100 millions de francs étalés sur deux ans) lui est affecté. Pei a été chargé de réfléchir à la partie qui va du Carrousel au calaniteux souterrain de l'avenue du Général-Lemoinier (qu'il est chargé, s'il le peut, de relayer). En outre, depuis l'été, huit projets sont sous les yeux du président de la République. Visiblement, pas un seul ne lui convient. Deux ou trois choses sont à peu près certaines : le jardin sera d'un seul tenant, du Louvre à la Concorde. Les structures de Le Nôtre (bassins, rampes, terrasses) seront conservées.

Il paraît également difficile de sacrifier la zone boisée. Mais le parc des Tuileries doit-il s'étendre jusqu'à la Seine comme le rêvent les plus ambitieux ? Il faudrait, dans ce cas, enterrer la voie de circulation qui longe les quais entre la

Concorde et le pont Royal. L'atelier d'urbanisme de la ville de Paris (APUR) a accepté d'étudier cette possibilité, dont le coût ne serait pas inférieur à 500 millions de francs. Reste enfin à reconstruire la passerelle de Solferino, « provisoire » depuis près de trente ans.

Cette deuxième tranche de travaux est chiffrée à plus de 3 milliards de francs (l'addition de la première tranche s'était élevée à 2 milliards de francs). A cela, il faut ajouter les différents financements privés (parking et zones commerciales), qui dépassent à eux deux le milliard de francs. Ainsi, après avoir été le plus grand chantier de restauration de monuments historiques du monde, le plus grand terrain de fouille d'archéologie urbaine de la planète, le Louvre sera le plus grand musée de l'univers et le plus beau. Espérons que, en dépit de ce déluge de superlatifs inquiétants, il restera accessible aux modestes amateurs d'art et ne sera pas réservé aux cohortes toujours plus nombreuses qui le visitent au pas de charge (quatre millions de touristes l'an passé).

EMMANUEL DE ROUX

CONSTRUIRE, C'EST UN DON...



Et ce don, nous le revendiquons.

Allié à notre savoir-faire et notre puissance financière,

il nous place parmi les tout premiers promoteurs immobiliers en France.

Il nous permet désormais d'agir au-delà des frontières, en Europe.

Plus que jamais à l'écoute de nos partenaires,

nous sommes prêts à accompagner leurs projets des plus modestes aux plus ambitieux.

Pour construire, le génie des lieux s'impose.

SINVIM
COMPAGNIE BANCAIRE

le génie des lieux

5, Avenue Kléber 75116 Paris
Tél : (1) 40 67 31 86

L'espace du luxe et de la mode

Au-delà de la Pyramide, vers le Carrousel, les visiteurs peuvent s'engager aujourd'hui dans une amorce de passage bordé de boutiques. Celui-ci, d'une élégante sobriété - il a été dessiné par Pei - doit se développer en direction du parking, enterré lui aussi. Sa surface devait couvrir (sur deux niveaux) 16 000 m². Le caractère des commerces avait été défini avec précision : pas de galeries d'art ancien ou moderne, pas d'antiquaires. Le label « Louvre » ne peut servir, même de loin, à couvrir une marchandise « artistique ».

C'est le SARI, puissant groupe financier, qui pilote l'opération aujourd'hui modifiée par la volonté ministérielle. En effet, 7 500 m² seront attribués au Centre de la mode, dont quatre salles (1 500, 1 200, 700 et 500 places) modulables. Gérard Grenval est chargé de sa décoration. Il restera donc 9 000 m² pour la partie commerciale proprement dite, vitrine des industries de luxe

françaises, dont 4 000 m² de services (caféterias, restaurants...). L'investissement approche le milliard de francs. « La création du Centre de la mode a accru nos coûts d'investissements », reconnaît Jean Barbier, directeur général de la SARI-construction. Mais il existe une synergie entre cet espace et les espaces voisins : les salons vont définir le thème de la mode et du luxe que l'on retrouvera, sous une autre forme, un peu plus loin. »

La découverte du fossé de Charles V a compliqué la tâche des architectes et du promoteur. Mais les fouilles archéologiques ont permis la découverte, dans les caves d'une maison détruite dès le quatorzième siècle, d'un décor de plafond, peint sur plâtre et qui devait couvrir près de 400 m². Les archéologues tentent de reconstituer le puzzle de ce travail, pratiquement inconnu en France.

E. de R.

SPORTS

FOOTBALL : le championnat de deuxième division

A Bastia, la Corse donne l'exemple

Après son match nul à Ajaccio (1-1), samedi 20 octobre, à l'occasion d'un derby corse très disputé, le Sporting club de Bastia occupe toujours la tête du groupe A du championnat de France de football de deuxième division. L'équipe bastiaise est en bonne voie pour accéder à la première division en fin de saison, un an après avoir failli disparaître.

AJACCIO

de notre envoyé spécial

Il est des embouteillages nocturnes qui réjouissent même les bergers corses. Samedi 20 octobre, vers minuit, ceux qui opèrent au cœur de l'île, sur les flancs du col de Vizzavona, ont été réveillés par un interminable défilé. Sur la route qui mène d'Ajaccio à Bastia, les crissements de pneus résonnaient dans la montagne et les phares jaunes éclairaient les forêts de châtaigniers. Les supporters de l'équipe de Bastia s'en revenaient d'une de ces rencontres de football qui font chanter les jeunes et causer les vieux : un derby entre Bastia l'industrielle et Ajaccio la bourgeoise, une réunion familiale où l'on échange souvent les poignées de mains, parfois les coups, mais toujours le fromage et le vin.

Près de deux mille supporters étaient « montés », en voiture, en car ou en train. Ils sont repartis heureux. Le match nul qui a sanctionné ce derby (1-1) a sauvé l'honneur des uns et contenté les autres. Surtout, il a permis au club bastiais de rester en tête du groupe A de deuxième division et de continuer à rêver de la première division, quatre ans après l'avoir quittée en 1986. Plus d'un simple retour au premier plan, c'est d'un véritable miracle qu'il s'agit. Car, l'an dernier à la même époque, le « Sporting », comme on l'appelle de Bonifacio au cap Corse, semblait condamné à sombrer (le

Monde du 16 septembre 1989), emporté par un déficit de 5 millions de francs et une mauvaise réputation souvent justifiée.

Après une période faste, marquée par une finale de Coupe d'Europe de l'UEFA en 1978 contre le PSV Eindhoven (Pays-Bas) et une victoire en Coupe de France contre Saint-Etienne en 1981, le club avait progressivement décliné. De 1981 à 1989, il a tout connu : l'anonymat en première division, la descente en deuxième, des promesses jamais tenues, des dirigeants véreux, de nombreuses affaires, un déficit jamais résorbé.

A l'origine du renouveau actuel, une équipe de dirigeants en charge du club depuis octobre 1989. A sa tête, un industriel âgé de quarante-huit ans, M. Jean-François Filippi, également maire (UDF) de la petite commune de Luciana, dans la banlieue bastiaise. Il dirige un groupe prospère réunissant vingt-cinq entreprises de différents secteurs, dont l'hôtellerie et les transports.

Un « comité des sages »

En s'installant aux commandes du club, il a mis en place un système qui repose sur quatre piliers. Les trois premiers : le maire, le département et la région - versent chacun une subvention de 1,5 million de francs. Le quatrième, un groupe d'entreprises rassemblées autour de M. Filippi, donne 2 millions de francs. Ajoutées aux recettes habituelles (entrées au stade, publicité...), ces aides diverses ont permis au club de tabler cette saison sur un budget de 19,5 millions de francs.

Mais la principale nouveauté réside surtout dans l'instauration d'un contrôle très strict par une sorte de « comité des sages », composé de personnalités extérieures au club et réputées pour leur intégrité : le directeur d'une agence bancaire locale, le président de la

cour d'appel, un ancien inspecteur des impôts. A l'heure où le football français s'enlise dans diverses affaires, le « Sporting » se serait-il acheté une conduite ? « Vous êtes ici sur l'île des paradoxes », sourit M. Jean-François Filippi. Quant à M. Emile Zuccarelli, maire de la ville, il se veut optimiste et prudent : « Rien ne permet de certifier que tout filera toujours droit mais ce montage semble solide ».

Un capitaine nationaliste

Bastia a trop longtemps été affublé d'une image de marque désastreuse - sur le terrain et en dehors - pour ne pas apprécier le changement actuel. Cette évolution vaut également pour les mentalités. C'est ainsi qu'au plus fort de la crise des années 1988 et 1989 le groupe de joueurs était scindé en deux camps. « Il y avait les Corses d'un côté, les continentaux de l'autre, et enfin les joueurs de couleur, parfois victimes d'insultes racistes », se souvient un journaliste local, qui ajoute : « Les Corses faisaient bien comprendre qu'ils étaient les rois dans ce club ».

Cette tentative de mettre sur pied une équipe à dominante corse, orchestrée par des joueurs qui ne cachaient pas leurs opinions nationalistes, a abouti à un échec. De l'avis général, les mentalités ont aujourd'hui évolué. Le bouillonnant arrière latéral Pierre Bianconi, ardent militant indépendantiste, est devenu capitaine et se doit de montrer l'exemple. « Si demain j'aligne une équipe sans aucun Corse, il n'y aura pas de réaction. Bastia a changé », certifie M. Filippi.

Il n'est de même pour le public du stade Furiani (près de quatre mille spectateurs en moyenne, trois fois plus qu'en 1989), jadis très violent et impulsif, expert dans l'art de lancer de gros pétards utilisés par les agriculteurs pour faire sauter des arbres ou des rochers. « Tout le monde est désormais

fouillé par les CRS avant d'arriver sur les gradins. On ne pensait pas que cela se passerait si bien ».

Mais le symbole le plus spectaculaire de ce renouveau reste le stade Furiani. Certes, ce monument historique du sport insulaire ne s'est pas mué en enceinte ultramoderne. Ses quatre tribunes, plantées entre mer et montagne au cœur de la zone industrielle du sud de la ville, sont toujours aussi minuscules, ornées de fils de fer barbelés et maquillées de graffitis nationalistes. Quant aux huit pylônes rouillés qui supportent les projecteurs, ils se dressent encore comme de gigantesques potences autour d'un terrain exigu.

Mais en d'autres endroits, Furiani a connu des transformations inimaginables il y a encore quelques mois. La tribune officielle est désormais équipée de cent soixante sièges attribués par lots de six à des sociétés soucieuses d'inviter leurs clients. Ces « loges », cédées pour 50 000 francs par an, ont rapporté 700 000 francs au club cette saison. Quelques marches plus haut, en surplomb de ces sièges orange dignes des salles de cinéma les plus confortables, un bar propose du champagne et des petits fours à volonté. Et les dirigeants rappellent que les trois hôtes ont été « Miss Corse ».

« Il faut gérer ce club comme une entreprise ». Le credo de Jean-François Filippi semble donc réussir au SCB, qui pourrait ainsi retrouver l'élite. Reste à savoir si cette bonne volonté suffira en cas de montée en première division : pour espérer figurer plus d'un an à l'échelon supérieur, il faudrait au bas mot tripler le budget actuel. « Les collectivités locales n'augmentent pas leur aide indéfiniment », annonce d'ores et déjà M. Zuccarelli, qui assure préférer un « club bien géré en deuxième division » à un « mauvais club en crise en première division ». Et le maire bastiais de conclure : « Bastia est une ville pauvre. Le foot coûte actuellement 37,50 F par an et par habitant. On ne pourra pas aller beaucoup plus loin. Je ne suis pas prêt à jouer l'argent des petites vieilles sur le tapis vert du ballon rond ».

Cette prudence des collectivités locales, échaudées par les expériences passées, n'inquiète pas les dirigeants. Jean-François Filippi se dit persuadé de trouver l'argent nécessaire à un budget de 50 millions de francs. Des contacts sont déjà noués avec un sponsor susceptible d'apporter 6 ou 7 millions de francs. De plus, en cas de montée en première division, les industriels de la région seraient sollicités. « Je connais du monde », assure M. Filippi.

Le seul véritable obstacle à un retour en première division serait en fait la vétusté du stade Furiani. Alors que le projet de construction d'une enceinte neuve paraît battre de l'aile, la rénovation du stade fétiche est envisagée. Une tribune de cinq mille à huit mille places abritant diverses installations (vestiaires, locaux administratifs...) pourrait être construite. Bastia perdrait quelques bouts de béton imprégnés d'histoire mais entrerait définitivement dans une ère nouvelle.

PHILIPPE BROUSSARD

AUTOMOBILISME : Grand Prix du Japon

Le couronnement contesté d'Ayrton Senna

Le grand prix de formule 1 de Suzuka (Japon), gagné par le Brésilien Nelson Piquet (Benetton-Ford), a permis à Ayrton Senna (McLaren-Honda) de remporter, dimanche 21 octobre, son second titre de champion du monde. Cette victoire est intervenue quelques centaines de mètres après le départ, à la suite d'un accrochage entre la McLaren du Brésilien et la Ferrari du Français Alain Prost. La sortie de piste des deux véhicules a brisé les espoirs du coureur français, alors que la saison compte encore un Grand Prix.

L'affaire a été vite réglée. Trop vite même aux yeux des courageux qui avaient choisi d'écouter leur nuit pour assister, devant le petit écran, au nouveau duel des frères ennemis de la formule 1. Le regard encore vague, ils surveillaient ce départ, tellement semblable dans sa préparation aux courses antérieures. La voiture rouge et blanche devant le « cheval cabré », ultime répétition d'une scène maintes fois jouée.

Auteur du meilleur temps lors de la deuxième séance d'essais officiels, le Brésilien Ayrton Senna bénéficia, pour la cinquante et unième fois de sa carrière, de la première place sur la grille de départ. Derrière lui, Alain Prost occupe la deuxième position, prêt pour la grande exploitation de 310 kilomètres. Mais pour une fois, cette place de leader du départ ne satisfait pas Senna. Selon lui, elle se situe du mauvais côté de la piste. A droite, là où elle est « la plus sale », et non pas à gauche, où se trouve la trajectoire habituelle des monoplaces pour attaquer le premier virage.

Huit secondes en piste

Et justement, à cet emplacement dont rêve Senna se trouve la voiture de Prost. Le pilote brésilien a bien essayé de convaincre les organisateurs de la course de changer la disposition de la grille de départ. En vain. La colère a rendu le pilote, brésilien très nerveux sous son casque. « Il est quand même incroyable que ce soit celui qui se montre le plus rapide qui soit pénalisé », explique-t-il avant le départ.

Tout de chauffe, alignement des voitures, drapeaux verts des officiels, et enfin ce feu qui en devenant vert libère les pilotes et chevaux. Le spectacle ne dure que quelques secondes. Parti en tête, le pilote français s'apprête à négocier la première courbe. Senna tente de glisser sa monoplace entre la Ferrari et le bord de la piste, dans cet entonnoir qui se referme rapidement. Mais cette manœuvre risquée fait que la roue avant gauche de sa McLaren touche la

roue arrière droite du bolide qui le précède. Le choc propulse les deux monoplaces sur le terre-plein de sable.

Les pilotes peuvent abandonner leurs engins définitivement immobilisés. La course est pour eux terminée, et comme les commissaires laissent la compétition se poursuivre, ils figureront parmi les premiers abandonnés de ce Grand Prix. Au terme de huit secondes de conduite, Alain Prost sait qu'il n'a plus aucune chance de conserver son titre de champion du monde. Qu'importe les résultats du prochain Grand Prix d'Adelaide (Australie) dans quinze jours, Ayrton Senna possède plus de points que lui au classement des pilotes.

« J'étais en tête, il est arrivé derrière moi, assure le pilote français, je ne peux pas dire comment cela s'est passé. Il a montré son vrai visage. C'est cela le plus dur. Senna est prêt à prendre des risques énormes pour gagner le championnat. Je ne veux pas rivaliser sur ce terrain avec lui. La F1 est devenue une véritable jungle ». La polémique est lancée. Le nouveau champion du monde explique qu'il n'est pas responsable : « Prost m'a fermé la porte, c'est un accident de course comme un autre et je ne me sens vraiment pas responsable ».

Les Grands Prix du Japon se suivent et se ressemblent. Sur cette même piste de Suzuka, le titre 1989, remporté par Alain Prost, s'est joué dans des conditions presque semblables. Ayrton Senna, qui avait haïté Alain Prost, alors son coéquipier chez McLaren, dans une chicane à quelques tours de la fin, avait été disqualifié, perdant ainsi toute chance de contester le titre. Cet accrochage avait marqué le sommet d'une inimitié entre les deux pilotes qui dominent la compétition. La poignée de main échangée, le mois dernier, après le Grand Prix d'Italie à Monza, n'a été qu'un court intermède dans les relations mouvementées entre les deux vedettes.

Pour M. Jean-Marie Balestre, président de la Fédération internationale du sport automobile (FISA), « la fin du championnat du monde, une fois de plus, a été entachée, détruite par la faute d'un pilote ». Le président a ajouté qu'il « est malheureux que pour un titre on gâche un spectacle devant un milliard de téléspectateurs ». Et oui, après ce duel interrompu faute de combattants, comment avoir le courage de lutter contre le sommeil pour savoir laquelle des deux Benetton-Ford va gagner une course amputée ?

SERGE BOLLOCH

Les résultats

*Auzerba b. Lyon.....	1-0
*Rennes et Caen.....	1-1
*Paris SG b. Lille.....	2-0
*Toulon b. Nantes.....	3-1
*Nancy b. Nice.....	2-1
*Saint-Etienne b. Cannes.....	1-0
*Monaco b. Toulouse.....	2-1
*Brest b. Bordeaux.....	4-0

Classement. - 1. Marseille, 20 pts ; 2. Auzerba, 19 ; 3. Monaco, 17 ; 4. Brest, 15 ; 5. Metz, Paris SG et Caen, 14 ; 6. Montpellier, Lille, Nantes, Bordeaux et Lyon, 13 ; 7. Toulouse et Nancy, 11 ; 8. Toulon, Nice, Cannes et Sochaux, 10 ; 9. Saint-Etienne et Rennes, 9.

GROUPE B

*Angers b. Reims.....	4-1
*Le Mans et Orléans.....	2-1
*Saint-Saurin b. Laval.....	1-1
*Beauvais et Le Havre.....	1-1
*Nîmes et Red Star.....	0-0
*Rouen b. Bourges.....	6-1
*Créteil et Tours.....	2-2
*Lens b. Guingamp.....	2-2
*La Roche-sur-Yon et Saint-Quentin.....	2-2

Classement. - 1. Red Star et Le Havre, 19 pts ; 2. Angers, 17 ; 4. Beauvais et Guingamp, 15.

TENNIS

Tournoi de la Communauté européenne

Le Yougoslave Goran Ivanisevic a remporté, dimanche 21 octobre à Anvers (Belgique), le tournoi de tennis sur invitation de la Communauté européenne, doté de 1,1 million de dollars. Il a battu Henri Laconte (6-2, 7-6, 4-6, 6-1), qui avait triomphé en demi-finale du Suédois Stefan Edberg.

Tournoi de Lyon

Le Suisse Marc Rosset a battu le Suédois Mats Wilander (6-3, 6-2) dimanche 21 octobre, lors de la finale du Tournoi de Lyon, comptant pour l'ATP Tour et doté de 500 000 dollars.

Les joueurs abandonnés de Toulon

En dépit de l'absence de leur manager Roland Courbis, inculpé de « recel, faux et usage de faux en écritures commerciales et abus de confiance » et incarcéré depuis le 12 octobre (le Monde du 16 octobre), les joueurs de football du Sporting Club de Toulon-Var (SCTV) tentent de garder un semblant de moral - ils ont remporté, samedi 21 octobre, le match qui les opposait à Nantes (3-1) - dans un club menacé de dépôt de bilan. Assidus à l'entraînement, ils commentent néanmoins à regarder vers d'autres équipes.

de notre envoyé spécial

Les rires ne résonnent plus dans les tribunes du stade de Bon Rencontre. Une dizaine d'enfants, venus assister à l'entraînement du mercredi, tapent bien dans un ballon derrière les gradins, mais leurs cris choquent dans ces murs où, depuis quelques jours, on a perdu l'habitude d'entendre la voix. Sous la pluie, comme la veille, comme le lendemain, les joueurs préparent le match de samedi soir contre Nantes.

Alors pendant deux heures, ils oublient presque tout : la suspicion généralisée, les policiers de la brigade financière, la prison de Luyne où se trouvent aujourd'hui Roland Courbis et Eric Gorian, manager et directeur admi-

nistratif du club, le déficit de 71 millions de francs que la mairie refuse de combler, les rumeurs de dépôt de bilan et les salaires qui ne sont plus payés. Delio Onnis, l'entraîneur, essaie donc d'y croire : « Les premiers jours, c'était impossible de travailler avec eux. Quand on connaît l'arnaque qu'il leur a faite à Roland, on s'étonne presque qu'ils aient tenu le coup. Et puis on ne savait même pas si on allait jouer contre Nantes. Là, ça va un petit peu mieux ».

Un capital joueur

Un tout petit peu mieux, car passée la douche, les soucis reprennent. Gérard Bernardet, le capitaine du Sporting Club de Toulon-Var, a cessé de sourire. Sa voix s'est faite monocorde : « Ce qui est terrible, c'est qu'on se sent complètement abandonnés. Personne de la mairie n'est venu nous voir. Du jour au lendemain, on s'est retrouvé, seuls, livrés à nous-mêmes. Il n'y avait plus qu'Onnis ». Depuis, ils ont reçu la visite des représentants de leur syndicat, l'Union nationale des footballeurs professionnels, qui leur ont rappelé leurs droits. « Ils doivent écrire au club et si dans les trente jours ils n'ont pas été payés, les joueurs peuvent demander à la ligue la liberté d'aller signer ailleurs », explique René Charrier, vice-président de l'UNFP.

Pas très encourageant, naturellement. Pas plus que les propos de Franck Passi : « Tous, on

fait le maximum sur le terrain parce que c'est notre métier, mais on n'espère qu'une chose, pouvoir se diriger à temps ». Venu de Toulouse au début de la saison « par attrait sportif », parce qu'il, il y avait vraiment un truc à faire », il ne sait plus aujourd'hui ce qu'il fera dans deux mois.

D'autant que M. Bernard Canté, le « mandataire de gestion » qui propose aujourd'hui de « reprendre le club mais pas son déficit » et attend du maire de Toulon, M. François Trucy, qu'il infléchisse sa position actuelle, ne cache pas son intention de se séparer de certains joueurs. « Il ne faut pas se raconter d'histoires. Personne ne va mettre de l'argent dans le club car il est sûr de le perdre. Dès qu'il y a pile ou face en temps normal, c'est difficile, mais là c'est faire face à tous les coups. Ce qu'il nous reste, c'est un capital joueur. Il faudra l'entamer ». Et le jeune homme d'affaires parisien d'avancer les noms d'Antoine Kombouaré et Milos Bursac, dont plusieurs clubs se seraient portés acquéreurs.

Les autres évoquent le chômage, qui depuis quelques années, a gagné la profession. Puis tentent de l'oublier en rêvant de victoires, comme celle obtenue samedi 21 octobre face à Nantes (3-1). Convaincus, dans les mots sinon dans les actes, comme le dit Delio Onnis, qu'« avec les résultats, tout finira bien par s'arranger ».

NATHANIEL HERZBERG

LOTTO										SAMEDI 20 OCTOBRE 1990									
19H55																			
1 3 6 12 30 36										26									
FORNIRE 28 NUMÉROS 42										Mettre les numéros									
CHIFFRE DES CHIFFRES CHOISIS										NUMÉROS DES CHIFFRES CHOISIS (voir page 1)									
6 NUMÉROS										5 3 112 590 F									
5 NUMÉROS										37 41 525 F									
4 NUMÉROS										1 442 3 540 F									
3 NUMÉROS										70 404 91 F									
2 NUMÉROS										1 041 207 12 F									
20835																			
4 15 22 35 37 39										3									
FORNIRE 28 NUMÉROS 42										Mettre les numéros									
CHIFFRE DES CHIFFRES CHOISIS										NUMÉROS DES CHIFFRES CHOISIS (voir page 1)									
6 NUMÉROS										1 55 440 520 F									
5 NUMÉROS										0 232 010 F									
4 NUMÉROS										723 6 395 F									
3 NUMÉROS										30 127 153 F									
2 NUMÉROS										991 098 16 F									
20835																			

LOTTO SPORTIF									
RÉSULTATS OFFICIELS 1990									
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
21	22	23	24	25	26	27	28	29	30
31	32	33	34	35	36	37	38	39	40
41	42	43	44	45	46	47	48	49	50
51	52	53	54	55	56	57	58	59	60
61	62	63	64	65	66	67	68	69	70
71	72	73	74	75	76	77	78	79	80
81	82	83	84	85	86	87	88	89	90
91	92	93	94	95	96	97	98	99	100

PICARD
LIBRAIRIE INTERNATIONALE
82, rue Bonaparte, PARIS VI^e
Métro : Saint-Sulpice

HISTOIRE - ARCHÉOLOGIE
ARCHITECTURE - BEAUX ARTS
RÉGIONALISME

Livres neufs - Livres anciens
Catalogue bimestriel
Envoi sur simple demande

1500



هكذا من الاصل

22 Un rapport de la Commission européenne sur l'UEM.
La Suisse connaît une inflation de 6,1 %.

23 Le trafic marchandises de la SNCF en baisse.
25 à 28 Champs économiques.

42 Marchés financiers.
43 Bourse de Paris.

BILLET

La tentation du contrôle

M. Bérézgovoy a de la suite dans les idées. Le contrôle des prix de l'essence n'est pas levé depuis un mois que déjà il réattaque : « La libéralisation sauvage dans un secteur comme le pétrole, ça ne marche pas », a-t-il déclaré le 21 octobre à « Sept sur sept » sur TF 1, « il faut mettre de l'ordre dans ce marché-là ».

Et d'admonester les compagnies pétrolières soupçonnées de ne pas répercuter les baisses des cours du baril aussi vite que les hausses. « Le prix de l'essence se met de nouveau à baisser à la pompe, peut-être pas aussi vite que je le souhaiterais. C'est pourquoi je demande aux compagnies pétrolières de baisser leurs prix dans les jours qui viennent », a dit le ministre des finances, précisant que le prix du super devrait redescendre à 5,88 francs dans la semaine, contre plus de 6 francs actuellement.

Pourquoi 5,88 francs ? Parce que, si le blocage des prix a été officiellement aboli, le ministre, lui, n'a pas abandonné la « formule » qui, du 8 août au 15 septembre, a permis de calculer administrativement le prix de l'essence en répercutant avec une semaine de décalage l'évolution des cours sur le marché international. Or, sur ces marchés, les cours ont la semaine dernière perdu 7 dollars, soit 17 %, passant de 40 à 33 dollars par baril.

Et les compagnies, qui revendiquaient le droit de répercuter immédiatement les hausses, ne se sont pas comme d'habitude précipitées pour suivre la baisse. A leur décharge le fait que les marges en France restent en moyenne inférieures de près de moitié à ce qu'elles sont partout ailleurs en Europe : 27 centimes par litre le 1^{er} octobre, contre 45 centimes en moyenne dans la CEE. Grâce aux grandes surfaces qui tiennent dans l'Hexagone plus du tiers du marché, cas unique au monde, la France garde en effet le privilège d'avoir les prix hors taxe de loin les plus bas de l'Europe des Douze, même si la hausse depuis le mois de juillet a été plus vive qu'ailleurs.

M. Bérézgovoy le sait bien, qui a libéré le prix de l'essence en 1985, afin de permettre justement à la concurrence des grandes surfaces de s'exercer pleinement. Il ne peut pas ignorer non plus que le contrôle dans une telle situation n'est pas une panacée au contraire : les prix n'ont jamais augmenté aussi vite qu'entre la mi-août et la mi-septembre et se sont au contraire calmés depuis la levée du blocage.

V. M.

Lire également dans notre supplément « Champs économiques » page 25, « Pétrole : une certaine normalisation ».

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Le conseil d'administration, réuni le 16 octobre 1990 sous la présidence d'Alain Dupont, a examiné la situation semestrielle au 30 juin 1990.

Le chiffre d'affaires économique (hors taxes) du groupe Colas réalisé dans le 1^{er} semestre 1990 s'est élevé à 5 milliards de francs, contre 4,9 milliards de francs en 1989.

Le résultat net consolidé du 1^{er} semestre 1990, qui est négatif de 23,6 millions de francs, après 229 millions de francs d'amortissements, n'est pas représentatif de l'ensemble de l'exercice du fait du caractère saisonnier de l'activité. Le résultat du 1^{er} semestre 1989 s'était élevé à 0,9 million de francs, après 182 millions de francs d'amortissements.

Le bénéfice net du 1^{er} semestre 1990 de Colas SA, société mère, a atteint 122 millions de francs, contre 71 millions de francs au 1^{er} semestre de l'année dernière. Ce bénéfice reflète le montant des dividendes reçus des filiales au titre de l'exercice 1989.

Pour l'ensemble de l'année 1990, le chiffre d'affaires économique (hors taxes) du groupe sera supérieur à 11,5 milliards de francs. Le résultat consolidé, après une dotation aux amortissements en augmentation de 10 % et consolidation de Cofiroute par mise en équivalence, devrait se rapprocher des 326 millions de francs enregistrés l'année dernière. L'investissement de l'activité en France, une concurrence encore plus vive et l'impact lié au renchérissement des produits pétroliers ont interrompu la progression des résultats, situés toutefois à un niveau élevé pour la profession.

Selon des projections pour 1991

Une augmentation du chômage pourrait compromettre de nouveau l'équilibre de l'UNEDIC

Revenu à un quasi-équilibre, le régime d'assurance-chômage reste financièrement vulnérable. Des projections pour 1991 et 1992 montrent que l'UNEDIC pourrait renouer avec le déficit si la situation de l'emploi se détériorait, même faiblement, à la suite de la crise du Golfe. Selon les scénarios établis, la menace d'une aggravation du chômage, que l'on croyait définitivement écartée, peut réapparaître.

Après avoir connu jusqu'à 12 milliards de déficit, ce qui l'avait obligé à emprunter et à réviser plusieurs fois à la baisse ses règles d'indemnisation, l'UNEDIC semblait se sortir d'affaire. Malgré ses dettes, sa situation financière s'améliorait. Grâce à la conjonction d'une baisse du chômage et d'un mouvement encore plus important de création d'emplois et d'augmentations salariales, les cotisations lui rapportaient des moyens supplémentaires. Pour 1990, l'excédent des recettes par rapport aux dépenses devrait être de 4,4 milliards de francs et la situation financière, à la fin du mois de décembre, devrait être positive de (+1,2 milliard, contre encore - 3,2 milliards à la fin 1989).

Mais la crise du Golfe, le ralentissement de l'activité économique et donc la baisse du rythme des créations d'emplois pourraient interrompre ce retour dans un cycle vertueux. Des projections, réalisées par le service statistique de l'institution paritaire chargée de gérer le régime d'as-

surance-chômage, montrent que la situation n'est pas aisé. Dans l'une des hypothèses, malheureusement plausible, le retour du déficit menace toujours. Le système est en effet très sensible aux variations, d'autant que 50 000 chômeurs de plus coûtent 590 millions de francs alors qu'un volume équivalent de salariés supplémentaires ne produit que 130 millions en cotisations. Quant au chômage lui-même, qui diminue trop lentement, il pourrait à nouveau s'aggraver.

Différents scénarios

Selon un premier scénario, considéré comme le plus favorable, la croissance du produit intérieur brut revient de 3,7 % en 1989 et de 2,8 % en 1988, à 2,6 % en 1991. Dans ce cas, les effectifs salariés s'accroîtraient de 1,3 % au cours de l'année prochaine, soit de 180 000 emplois supplémentaires, contre 257 000 espérés pour 1990 et 414 700 obtenus en 1989. Le nombre des chômeurs, lui, ne reculerait plus que de 10 000, à comparer aux 55 000 de moins - déjà trop peu - que la croissance aura permis chacune de ces deux dernières années. Les conséquences seraient immédiates sur les finances de l'UNEDIC. Celles-ci revendraient à un excédent de 2,8 milliards en 1991 et à une situation financière de 4 milliards en fin d'année.

Dans la seconde version, pas trop alarmiste, il a été imaginé que le produit intérieur brut s'effondrerait, avec un petit + 1,8 %, dont les effets sont à la fois immédiats et persistants. Les effectifs n'augmenteraient plus que de 0,4 %, représentant

55 000 emplois supplémentaires. Cela provoquerait aussitôt une reprise du chômage avec 70 000 demandeurs de plus, qui viendraient donc s'ajouter aux 2,3 millions que la relance de l'économie n'a pas permis de résorber. Financièrement, l'excédent annuel serait ramené à 1,7 milliard, pour 86,9 milliards de recettes, et la situation en fin d'année s'établirait à 2,9 milliards. Si la même tendance se poursuivait en 1992, les ennuis revendraient puisque l'UNEDIC afficherait alors un déficit des recettes par rapport aux dépenses de 0,2 milliard.

Bien sûr, on peut espérer que ces simulations ne se réaliseront pas mécaniquement. Elles prouvent cependant deux choses. La première est que l'équilibre financier retrouvé par l'UNEDIC est structurellement décaire puisque deux années d'augmentation du chômage peuvent le mettre à mal, comme si les maux passés pouvaient resurgir à tout moment. La remontée réussie pendant la dernière phase de croissance peut vite être compromise.

La seconde est que la menace du chômage est plus que jamais présente et proche, ce que certains croyaient pouvoir oublier un peu trop rapidement. La France est toujours vulnérable, de ce point de vue. Non seulement la reprise n'était pas parvenue à faire baisser le chiffre significativement mais un ralentissement de l'activité peut réactiver ce « cancer » et nous ramener à la case départ. De la crise.

ALAIN LEBLAUD

RATP, taxis, EDF-GDF, convoyeurs de fonds

Plusieurs grèves vont affecter les transports

Les transports restent assurément le secteur où l'impact des appels syndicaux à la mobilisation - la « capacité de nuisance » des syndicats, diront certains - est la plus forte. Les usagers, en région parisienne plus particulièrement, en feront une nouvelle fois l'expérience cette semaine.

Mardi 23 octobre, la CGT lance à la RATP un appel à une grève de protestation contre un projet destiné à remplacer l'actuel comité d'entreprise unique par un « comité de régulation central » et dix « comités départementaux économiques de direction » (Le Monde du 16 octobre).

Majoritaire, la CGT dénonce une opération montée contre elle. Par ailleurs, plusieurs syndicats - CGT, SAT (Autonomes), CFDT, cadres FO - manifesteront le même jour en fin de matinée devant le siège de la RATP, les conducteurs autonomes invitant le personnel à des débrayages entre 10 heures et 14 heures. Selon la direction, deux trains sur trois sont prévus tant pour le réseau RER que pour celui du métro, mais le trafic des autobus, fortement perturbé la semaine dernière, devrait cette fois être épargné.

Mardi également, les chauffeurs de taxis parisiens CGT et CFDT cessent le travail pour obtenir une réévaluation de 1 franc par course afin de compenser la hausse des prix du carburant.

Quant aux convoyeurs de fonds, dont la grève, entamée il y a deux semaines, entrave la circulation de la monnaie et l'approvisionnement des distributeurs de billets (lire page 42), ils poursuivent leur mouvement après avoir séquestré vingt-quatre heures, vendredi et samedi, plusieurs représentants des employeurs. Un

certain apaisement est néanmoins intervenu et, sous l'égide de M. Pierre Joubert, médiateur nommé par le gouvernement, le cours normal des négociations a pu reprendre. Plusieurs réunions sont prévues jusqu'à jeudi pour tenter de parvenir à un accord sur les revendications des grévistes : une prime de risque de 1 700 francs et un nouveau statut.

Mobilisation contre la CSG

A EDF-GDF, la CGT et FO protestent mercredi contre « la dégradation du service public » et la réorganisation des services de production, mais la direction de l'entreprise ne prévoit pas de déstages.

Alors que la réforme du conseil d'administration de l'Union des caisses nationales de sécurité sociale (UCANSS) qui assure la gestion des cent quatre vingt deux mille agents bute toujours sur des divergences inter-syndicales, le règlement du conflit de la caisse primaire d'Evry (Essonne) n'achève plus que sur le paiement des jours de grève. Le gouvernement propose qu'un tiers des retenues sur salaire soit immédiatement restitué et qu'un deuxième tiers le soit progressivement à mesure que les quelque deux millions de dossiers de remboursement actuellement en souffrance seront écartés. Une issue pourrait être trouvée assez rapidement.

Enfin, la CGT organisera une série de manifestations jeudi 25 octobre contre la contribution sociale généralisée.

J.-M.N.

Malgré l'attrait des placements boursiers

L'épargne des Français reste insuffisante

Les Français ont épargné l'année dernière 12,3 % de leur revenu disponible (1). Ce taux, globalement stabilisé depuis 1985, est beaucoup plus faible qu'il y a quinze ou vingt ans, lorsqu'il approchait les 20 % : 18,7 % en 1970, 20,2 % en 1975, 17,6 % en 1980. L'épargne des ménages se révèle chaque année insuffisante pour financer les besoins des entreprises et ceux de l'Etat, la meilleure preuve étant le déficit chronique de la balance des paiements courants du pays.

La baisse du taux d'épargne n'est pas propre à la France. L'INSEE rappelle, dans une étude qui vient d'être publiée (2), que le même phénomène se retrouve dans presque tous les pays industrialisés. Jusqu'en 1975, c'est-à-dire jusqu'au premier choc pétrolier, l'épargne des ménages progresse partout sauf en Italie, où elle baisse à partir de niveaux d'ail-

leurs très élevés, proches de 30 % du revenu disponible.

C'est à partir de 1975 que l'épargne commence à diminuer, à des rythmes très variables selon les pays. Elle le fait très lentement en Allemagne de l'Ouest - à peine 3 points en vingt ans - mais de façon spectaculaire en France : de presque 8 points en quinze ans.

Comment expliquer une telle évolution, peu satisfaisante pour le pays ? L'INSEE met bien en évidence le fait que le taux d'épargne dépend principalement du revenu réel et de la hausse des prix. De 1970 à 1980, l'épargne est élevée parce que l'inflation est forte : les ménages, en économisant davantage, cherchent à se prémunir contre la hausse des prix. Ce comportement est tout à fait conforme, souligne l'étude de l'INSEE, à la théorie dite de l'encaisse réelle, qui veut que l'épargnant cherche à maintenir constant le niveau de son patrimoine en termes réels. Plus l'inflation est forte et plus l'effort d'épargne doit être important.

Si les hausses de prix sont ralenties, le taux d'épargne peut diminuer : la valeur réelle du patrimoine n'en souffrirait pas. A partir de 1980, l'inflation va progressivement perdre beaucoup de terrain un peu partout dans le monde, passant de plus de 13 % l'an à moins de 4 % (3), soit sous le coup de politiques monétaires et parfois budgétaires plus strictes, soit sous l'effet aussi de la stabilisation puis de la baisse des prix pétroliers.

Stagnation du revenu disponible des ménages

Mais un autre phénomène, que l'INSEE estime plus important encore, va renforcer la tendance à la baisse du taux d'épargne : le pouvoir d'achat du revenu disponible des ménages n'augmente plus que très lentement, voire stagne. En France, il diminue couramment en 1980 puis de nouveau deux années de suite en 1983 et 1984.

L'année dernière, sur 4 160 milliards de francs de revenu disponible, les ménages français ont consacré 3 648 milliards de francs à leur consommation et seulement 511,7 milliards de francs à l'épargne, soit 12,3 %. Encore l'ont-ils fait sous des formes très diverses et de plus en plus changeantes avec le temps.

En 1989, 7,8 % de leur revenu disponible sont allés au logement, 2,7 % ont servi à accroître leurs liquidités, 6,2 % ont été placés en actions, en obligations, en Sicav ou

en assurances (4). Depuis quinze ou vingt ans, l'épargne allant au logement a baissé par rapport au revenu disponible, passant de 10 % en 1970 à 7,8 % en 1989. Il en a été de même pour les liquidités (moyens de règlement), passées de 9,1 % à 2,7 %. En revanche, les placements en actions et en obligations ont fait un bond spectaculaire, passant de 1,2 % à 6,2 %.

Ces évolutions s'expliquent assez bien, comme elles rendent assez compte de la baisse du taux d'épargne global. Les progrès importants des placements ne pouvant compenser à eux seuls la désaffection pour les liquidités et la perte de vitesse de l'immobilier.

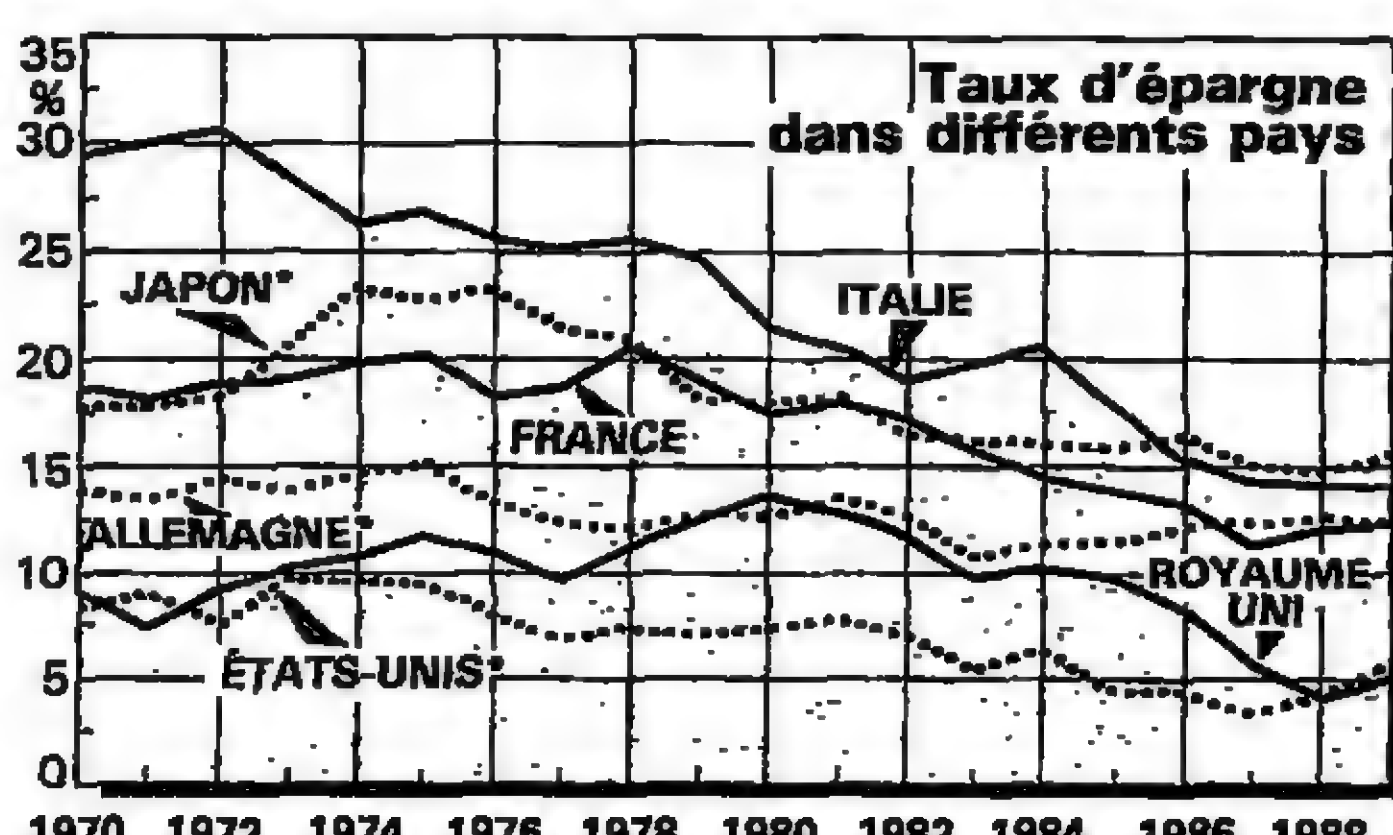
C'est pour se loger que les Français mettent le plus d'argent de

220 000 à 137 000 en 1985, recommençant tout de même à augmenter depuis cette date.

Dans le secteur social, la baisse des aides de l'Etat oblige les candidats à augmenter leur apport personnel et donc à emprunter davantage. Le résultat ne s'est pas fait attendre. On achète moins.

Cherté du crédit et désengagement de l'Etat

L'épargne liquide baisse, elle, moins fortement, non pas à cause du ralentissement des progrès du pouvoir d'achat, mais bel et bien parce que les placements financiers ont un rendement positif depuis dix ans, ce qui n'était pas le cas avant 1980. Le changement est



Les niveaux des taux d'épargne ne sont pas exactement comparables d'un pays à l'autre en raison des différences de concept.
*Taux nets : amortissement du capital déduit

Depuis 1975, les taux d'épargne ont fléchi dans les principaux pays industrialisés. Mais depuis 1987, cette baisse semble s'être stabilisée. Au Japon et en RFA, la courbe retrouve un niveau proche de celui qu'elle avait en 1970. En France, le recul de l'investissement immobilier a diminué de manière appréciable le taux d'épargne global. En revanche, les placements financiers (sicav, assurance-vie...) occupent aujourd'hui une part croissante dans le revenu disponible des ménages.

côté, consacrant à l'investissement immobilier les trois quarts de leur taux d'épargne. Le net ralentissement du pouvoir d'achat et du niveau de vie, qui ne progresse que de 0,8 % entre 1978 et 1985 (5), s'ajoutant à la forte hausse des coûts du crédit, a contribué à freiner très sensiblement ce facteur d'épargne. Aussi bien pour les logements aidés, dont le nombre de mises en chantier passe de 180 000 en 1980 à 132 000 sept ans plus tard, que pour les logements du secteur libre, qui passent de

particulièrement net pour les obligations, dont la concurrence est accablante pour les liquidités.

Les placements sont en définitive, depuis dix ans, le seul facteur d'accroissement de l'épargne, passant de 3,8 % du revenu disponible en 1980 à 6,2 % l'année dernière. On aurait tort de croire que ce succès explique le recul de l'épargne accumulée pour le logement : celui-ci prend fin et se stabilise à partir de 1985, qui est précisément l'année où les placements financiers font le bond le plus remar-

(1) Le revenu disponible des ménages est le revenu après paiement des impôts et des cotisations sociales.

(2) Voir INSEE Première, « Épargne des ménages, montés des placements », numéro 105, octobre 1990. Étude de M. Philippe L'Hardy.

(3) Cas des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France.

(4) Dans ce total de 16,7 % du revenu disponible, il faut soustraire les emprunts (6,2 %) et ajouter divers postes, notamment l'investissement des entrepreneurs individuels (1,2 %). On retrouve ainsi le taux d'épargne de 12,3 %.

(5) Entre 1970 et 1973 le niveau de vie augmente de 1,9 % par an et de 2,8 % par an entre 1973 et 1978.

ÉCONOMIE

ÉTRANGER

Un rapport de la Commission sur l'UEM

Bruxelles plaide en faveur de l'adoption rapide d'une monnaie unique en Europe

La Commission européenne a publié, vendredi 19 octobre, un rapport qui analyse l'ensemble des retombées économiques de l'adoption d'une monnaie unique en Europe. Le texte, rédigé sous la direction de M. Michael Emerson, responsable de l'évaluation économique des politiques communautaires, se prononce pour une entrée en vigueur rapide de l'UEM (union économique et monétaire) et se veut l'équivalent du rapport Cecchini de 1988 sur le grand marché intérieur.

Fervent plaidoyer en faveur de l'UEM, le rapport présenté vendredi par le vice-président de la Commission, M. Henning Christophersen, conclut que « la préparation d'un passage rapide à la troisième étape serait donc une démarche prudente ». Peu soucieux de ménager les susceptibilités nationales, il engage davantage de pays à s'accrocher à l'« ancre » du deutschemark. Cette semaine, la Communauté semble avoir atteint un consensus autour de l'année 1994 pour le lancement de la deuxième étape de l'UEM, celle où un système européen de banques centrales sera mis en place. L'année d'entrée en vigueur de la phase ultime, la troisième, reste inconnue mais en tout cas fort éloignée.

Certaines des conséquences de l'UEM que le rapport appelle « gains statiques » sont clairement définies. Le plus direct est la suppression de tous les frais de transaction inhérents à l'utilisation de plusieurs devises au sein d'un marché unifié. Selon les auteurs du rapport, cette suppression équivaudrait à une économie représentant

0,5 % du produit national des douze membres de la Communauté. Pour certaines petites économies actuellement très ouvertes aux transactions internationales, ce gain serait encore plus grand, de l'ordre de 1 %.

Les gains « dynamiques » de l'UEM ne sont en revanche pas aussi faciles à mettre en lumière. Les opposants de l'union économique et monétaire avec adoption d'une monnaie unique, Grande-Bretagne en tête, font valoir que la perte de souveraineté occasionnée serait trop importante, en particulier parce que les États perdraient la gestion du taux de change comme instrument de leur politique monétaire. Or, rétorquent les auteurs du rapport, il ne faut pas oublier que, grâce aux variations des prix et des salaires, les modifications de taux de change réels, c'est-à-dire de compétitivité, seraient toujours envisageables.

Opposition de la Grande-Bretagne

C'est pourquoi les régions les plus défavorisées de l'Europe ne pâtiraient pas forcément de l'UEM : la faiblesse de leurs coûts de production pourrait attirer davantage d'investissements étrangers. Au total, les gains « dynamiques » interviendraient sous deux formes : ceux découlant d'une productivité accrue et ceux induits par l'atténuation des incertitudes liées en particulier à l'évolution des taux de change. Ce deuxième type de gain pourrait, à lui seul, provoquer à très long terme un surplus de revenu de 5 % pour la Communauté.

Le rapport fait également valoir que, lorsqu'une banque centrale européenne indépendante aura été mise en place, les pays membres de la Communauté pourront plus faci-

lement maintenir des politiques non inflationnistes, profitant des pressions des pays les plus sages en matière de prix. Les performances réalisées dans ce domaine par la France, le Danemark et l'Irlande au cours des années 80 sont prises en exemple.

Partant de l'hypothèse que tous les pays sont d'accord pour mener le processus de l'UEM à son terme — le consensus n'est pas encore atteint sur ce sujet notamment en raison de l'opposition de la Grande-Bretagne — les membres de la Commission rappellent que le succès de la première phase de l'UEM est décisif pour que les autres étapes puissent s'enclencher. La première étape, dont l'entrée en vigueur au 1^{er} juillet 1990 est passée pratiquement inaperçue du grand public, porte sur le renforcement de la surveillance multilatérale des instruments de politique monétaire. De cette étape, selon le rapport, doit naître une plus grande convergence des politiques sans laquelle il sera impossible d'aller de l'avant.

Il serait illusoire de croire que tous les pays pourront, les uns aussi facilement que les autres, participer à l'UEM. C'est pourquoi trois catégories d'États ont été distinguées. L'Allemagne, la France, la Belgique, le Luxembourg, le Danemark, l'Irlande et les Pays-Bas auront très peu de difficultés à participer à l'UEM. L'Italie, l'Espagne, et le Royaume-Uni, devront procéder à des ajustements. La Grèce et le Portugal ont pour leur part de très importants progrès à réaliser avant d'être à même de s'intégrer à l'UEM.

F. L.

Malgré les efforts du gouvernement pour refroidir l'économie

La Suisse connaît une inflation de 6,1 %

Avec une hausse annuelle de 6,1 % de l'indice des prix à la consommation en septembre, l'inflation demeure le principal « sujet d'inquiétude » de la Banque nationale suisse (BNS). Aussi n'est-il pas question de baisser la garde et d'assouplir la politique monétaire restrictive de l'institut d'émission. C'est ce qu'a réaffirmé jeudi 18 octobre, lors d'une conférence de presse à Genève, M. Markus Lusser, président de la direction générale de la BNS.

BERNE

de notre correspondant

En augmentation de 0,5 % en septembre, l'inflation a presque doublé en rythme annuel passant de 3,4 % à 6,1 % en douze mois. Comme ailleurs, cette hausse s'explique par la flambée des coûts pétroliers, même si cette évolution a en partie été atténuée par le raffermissement du franc suisse. Par rapport à 1989, la monnaie helvétique a gagné 17 % face au dollar et 8 % face aux monnaies européennes, alors qu'elle n'a guère varié face à la livre sterling. Le rôle de monnaie-refuge retrouvé par le franc suisse a encore été accentué par la crise du Golfe et l'apparition de signes de récession aux États-Unis.

Grâce au raffermissement de la monnaie helvétique, la BNS a vu s'élargir sa marge de manœuvre et elle entend bien la préserver. D'où le maintien d'une politique monétaire restrictive avec des taux d'intérêt élevés, dont la BNS croit percevoir les premiers résultats. Selon les responsables de l'institut d'émission, si les prix pétroliers se stabilisent, l'inflation « devrait avoir atteint, voire dépassé son point culminant ».

Avec un taux de chômage d'à peine 0,5 %, l'économie helvétique n'est pas encore sortie de la surchauffe mais la croissance commence à marquer le pas. Déjà perceptible au troisième trimestre, cette tendance devrait se préciser au cours des prochains mois. Plutôt que de s'en plaindre, M. Lusser s'en félicite, jugeant que pour l'instant la Suisse se trouve à l'abri de la récession. « Un tel ralentissement, a-t-il expliqué, est nécessaire si nous voulons provoquer une détente dans l'utilisation, aujourd'hui excessive, des capacités de production et sur le marché du travail. Seule, cette détente pourra modérer les poussées inflationnistes ».

« Faire des sacrifices »

Malgré les perspectives de fléchissement de la conjoncture, les responsables de la BNS prévoient une inflation encore légèrement supérieure à 4 % en 1991, avec un baril de pétrole à 30 dollars. Après de nouvelles hausses des loyers annoncées pour novembre, ils redoutent aussi une accélération de la spirale salaires-prix, à moins que chacun n'accepte de « faire des sacrifices », les entreprises en réduisant leurs bénéfices et les salariés en modérant leurs revendications.

Si tout le monde s'accorde sur la nécessité de combattre l'inflation, les avis divergent sur les moyens à mettre en œuvre. Ainsi, banquiers et locataires viennent-ils de s'affronter à propos de la quatrième hausse en quelques mois des taux hypothécaires. Sensible aux récriminations populaires, le gouvernement fédéral avait alors proposé de soumettre, pour une courte durée, les taux hypothécaires à une surveillance conjoncturelle, ce qui aurait permis de surseoir temporairement à la quatrième hausse annoncée par les banques. Mais la majorité « bourgeoise » du Parlement n'en a pas voulu, qui a désavoué l'un de ses représentants au gouvernement, M. Jean-Pascal Delamuraz, ministre radical de l'économie.

Se prononçant finalement pour un compromis bien dans la tradition helvétique, les deux Chambres fédérales ont accepté une « surveillance concurrentielle », moins contraignante qui interdira simplement les ententes bancaires sur les taux d'intérêt. Ce vote n'a sans doute pas contribué à redorer le blason des banques helvétiques dans l'opinion, fournissant de nouveaux arguments, comme l'a noté le quotidien 24 Heures de Lausanne, « à ceux qui prétendent que les banques commandent dans ce pays ».

JEAN-CLAUDE BUHRER

GÉREZ VOTRE PORTEFEUILLE SUR MINTEL

LE MONDE DE LA BOURSE

Pour suivre en direct l'évolution de chacune de vos valeurs et le montant global de votre portefeuille

BOURSE

36.15 LEMONDE

Premier parti, premier rentré.

Paris-Madrid - 1^{er} vol de la journée - 07 h 25 - Only Sud par Iberia

A partir du 29 octobre, Iberia propose un nouvel horaire exceptionnel : le premier vol Paris/Madrid de la journée, départ 7 h 25 Orly-Sud, arrivée 9 h 15 à Madrid. Grâce à cette nouvelle fréquence quotidienne*, Iberia vous offre désormais la possibilité d'arriver très tôt à Madrid et donc de mieux gérer votre temps de travail ou de loisirs. Avec Iberia, vous avez ainsi l'avantage de voyager plus rapidement mais aussi et surtout de voyager encore mieux : flotte aérienne moderne, confortable, qualité du service... Sans compter qu'avec le nouveau vol Paris/Madrid de 7 h 25, vous pouvez, si vous le souhaitez, effectuer un rapide aller-retour dans la journée. Avec Iberia, le premier parti est aussi le premier rentré !

* (Sauf dimanche)

IBERIA
LIGNES AÉRIENNES D'ESPAGNE

LA CHALEUR EN PLUS

مركزنا من الامم المتحدة

ÉCONOMIE

AFFAIRES

Au « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Calvet maintient ses positions face aux importations japonaises

« Je refuse de faire un document qui risque d'être rendu public trois jours après et de faciliter un peu plus la tâche des remarquables tacticiens que sont les Japonais », M. Jacques Calvet, le président de Peugeot SA, a confirmé, dimanche 21 octobre au « Grand Jury RTL-le Monde », son refus d'élaborer un « plan » par écrit détaillant la position des constructeurs automobiles européens face aux importations de voitures nippones (le Monde daté 21-22 octobre). « Que chacun fasse son métier ! ce n'est pas moi qui suis président de la Commission européenne ! Je ne suis pas chef d'Etat ou de gouvernement d'un des douze pays. Il y a des gens très remarquables pour cela ! Je ne les crois pas suffisamment faibles et fragiles pour qu'ils aient besoin de l'Etat, combien imparfait, des constructeurs pour arriver à définir une position ! », s'est-il exhalé.

« Je suis favorable à la construction de l'Europe, mais je dis que la façon dont on est en train de la construire, c'est-à-dire en la conduisant comme une voiture le plus rapidement possible, les yeux bandés, sans savoir si l'on va tout droit sur la route ou si l'on est en train de se rapprocher d'un précipice, est une erreur fondamentale », a-t-il ajouté notamment ; plaçant pour une « pause » et une « redéfinition » de l'Europe qui, a-t-il dit aussi, devrait avoir « une politique industrielle ».

Le patron de Siemens critique les Japonais

« Les fabricants (japonais) doivent sentir qu'ils ne peuvent pas nous placer dans une situation de dépendance, que nous fabriquerons nous-mêmes les puces s'ils ne nous les livrent pas à temps et à des prix corrects », a estimé le numéro un de Siemens, M. Karlheinz Kaske, dans un entretien donné au Welt am Sonntag du 21 octobre.

Siemens, ajoute M. Kaske, « dépense chaque année 7 milliards de marks (environ 23 milliards de francs) dans la recherche-développement, dont une grande part pour le logiciel qui est ensuite mis dans le silicium. Je ne peux pas dépenser des milliards et ensuite aller voir un Japonais pour lui dire de me faire une puce pour ça ».

Cette déclaration du premier producteur européen de puces électroniques, est particulièrement importante, tant ce groupe est régulièrement suspecté de nourrir des sympathies pour les industriels nippons, au même titre d'ailleurs que plusieurs de ses compatriotes. Siemens, qui a conclu au printemps dernier un accord avec l'américain IBM dans les mémoires hyperpuissantes, est présent depuis 1922 dans le capital de Fuji Electric (participation réduite aujourd'hui à 7 %) et les Japonais n'avaient pas caché, lors du rachat du constructeur informatique britannique ICL, qu'ils espéraient resserrer les liens avec l'allemand.

Cette année, Siemens a pris langue avec le producteur franco-italien de microélectronique SGS-Thomson pour un éventuel mariage de leurs activités, mais les négociations seraient - de bonne source - gelées pour deux ans.

Les télécoms britanniques s'attaquent au marché américain

Selon le Financial Times, la compagnie de télécommunications britannique British Telecom serait sur le point de s'attaquer au marché américain des communications longue distance. Cette entrée se ferait en collaboration avec Mc Caw Cellular Communications, première société américaine de télécommunication mobile, dans laquelle British Telecom détient 20 % des parts.

Ce nouvel opérateur serait ainsi une menace pour le « quasi-cartel » formé par American Telephone and Telegraph (ATT), MCI et US Sprint, qui domine le marché des communications longue distance aux Etats-Unis.

Conjoncture médiocre et dégradation du service

Le trafic marchandises de la SNCF continue de diminuer

Fret SNCF, la division marchandises de la Société nationale, a fort à faire pour rester à flot et réaliser le plan d'entreprise qui prévoit de stabiliser en 1994 le trafic à 52 milliards de tonnes/kilomètre au lieu de 51,8 milliards en 1989. Déjà, la première année d'exécution du plan n'a pas été conforme aux prévisions, comme l'a annoncé, le 19 octobre, M. Alain Poinssot, directeur de Fret SNCF, qui s'attend à un trafic d'un peu plus de 50 milliards de tonnes/kilomètre et à un retour au déficit pour 200 millions de francs environ.

Les causes de cette déconvenue sont multiples. Le ralentissement de la croissance dans le bâtiment et les travaux publics, excellents clients du fer, a joué, mais il faut bien reconnaître que la dégradation de la qualité de service a lassé un certain nombre de chargeurs. Cette dégradation s'explique en grande partie par une pénurie de

moyens de traction due à un retard de livraison des locomotives SYBIC fabriquées par GEC-Alsthom et par une insuffisance du nombre des conducteurs. Priorité étant donnée aux trains de voyageurs, on a déploré, en 1990, une moyenne de quarante trains en retard de plus de six heures sur un total de 3 300 trains de marchandises circulant chaque jour.

Dans le domaine du transport combiné, qui consiste à transporter des semi-remorques sur des wagons, la croissance nulle de 1990 laisse mal augurer du quasi-doublement prévu (de 7,4 milliards de tonnes/kilomètre en 1989 à 13 milliards en 1994). Le courant ne passe toujours pas entre la SNCF et les transporteurs routiers. Ceux-ci redoutent toujours que la Société nationale ne cherche à les transformer en simples sous-traitants et ils commercialisent sans enthousiasme un système qui en revanche fait florès dans toute l'Europe du Nord, où il croît au rythme de 10 % par an.

M. Poinssot, qui s'est attelé, depuis trois ans, à la modernisation de Fret SNCF, n'attend pas de miracle de la crise du Golfe. Bien sûr, sur le papier, celle-ci avantage un chemin de fer beaucoup moins gourmand en énergie que le camion, son principal concurrent. Si les prix du pétrole se maintiennent au niveau élevé actuel, la clientèle se tournera plus volontiers vers un SNCF, qui est décidée à moins augmenter ses tarifs que les routiers. Malheureusement, avant que ce report ne se produise, la crise pétrolière aura ralenti la conjoncture, mis à mal les entreprises et donc diminué le trafic à schématiser.

Réformes à poursuivre

Le congrès de Fret SNCF, réuni le 10 et le 11 octobre à Saint-Malo, a été l'occasion de faire le point sur les réformes à poursuivre pour affronter ces vents contraires. On formera l'an prochain 1 495 conducteurs au lieu de 644 en 1989. On louera des locomotives à l'étranger et on retardera la réforme de matériels anciens au prix d'opérations de maintenance supplémentaires. Au niveau des dépenses, Fret SNCF continuera à rechercher 10 % d'économies par an, mais par une démarche participative rendue possible par la décentralisation et la gestion par activité mises en place depuis le mois d'avril dernier dans l'ensemble de la SNCF.

Par ailleurs, s'inspirant des expériences américaines, M. Poinssot est déterminé à construire un véritable service « consommateurs » qui, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, sera à la disposition de la clientèle pour l'informer, réparer les dommages, et qui proposera des réformes d'organisation pour que les ratés ne se répètent plus.

Jouant de la vitesse (120 kilomètres/heure) de ses trains, Fret SNCF a développé des produits performants (Chronodis, Chronodis, TransEuroChem) et entend réformer son service de wagons isolés de façon à offrir un jour à sa clientèle un schéma de service en moins de vingt-quatre heures à partir de trois cents gares principales sur les mille deux cents qui demeureront en 1994 ouvertes au trafic fret. Objectif : contenir - enfin - le gripotage des parts de marché du ferroviaire par le camion.

ALAIN FAUJAS

FINANCES

Selon des révélations de la presse allemande

Erreurs et escroqueries autour de l'union monétaire RFA-RDA

Quelques jours après la révélation d'une gigantesque escroquerie à l'union monétaire portant peut-être sur 500 millions de deutschemarks (1,67 milliard de francs), l'hebdomadaire ouest-allemand Der Spiegel a mis au jour une autre faille de l'opération de conversion d'ost-marks de RDA en deutschemarks de RFA au 1^{er} juillet dernier qui pourrait, elle, coûter jusqu'à 18 milliards de marks (60,3 milliards de francs) aux contribuables allemands.

Dans le premier cas, il s'agissait d'une entreprise frauduleuse. Des contrats d'exportation soit fictifs, soit antidatés passés par des firmes de RDA avec des entreprises d'Europe de l'Est avaient permis de présenter à la conversion en deutschemarks des roubles convertibles. Personne n'avait pu être arrêté en liaison avec cette affaire.

Beaucoup plus graves seraient les conséquences d'une « erreur de construction » dans les accords entre la RFA et la RDA concernant le change des recettes d'exportation de produits est-alle-

mands vers la zone du COMECON (l'organisation commerciale des pays de l'Est), révélée par Der Spiegel dans son édition du lundi 22 octobre. Cette erreur aurait conduit à « l'accumulation d'énormes avoirs en monnaies d'Europe de l'Est sur les comptes du commerce extérieur de la RDA ».

Les banques ont commencé à payer les exportateurs de RDA en deutschemarks après le 1^{er} juillet et doivent maintenant essayer de se faire rembourser en devises auprès des importateurs polonais ou soviétiques, sans grandes chances d'y parvenir, selon l'hebdomadaire.

Officiellement, on s'abstient à Bonn de tout commentaire sur ces « spéculations » de la presse. Le commerce extérieur est-allemand en roubles transférables sera soldé à la fin de l'année et il est impossible d'avancer des chiffres à ce jour, et encore moins d'anticiper d'éventuelles difficultés, souligne-t-on au ministère des finances.

S. Gh.

Réouverture progressive de certaines opérations chez Tuffier

La Commission des opérations de Bourse (COB) a annoncé la réouverture progressive des OPCVM (organismes de placements collectifs en valeurs mobilières) gérés par la société de Bourse Tuffier-Ravet-Py (TRP).

Après le dépôt de bilan de cette firme à la mi-juillet, toutes les opérations avaient été bloquées jusqu'à ce qu'un repreneur soit trouvé. Le 4 septembre dernier, le tribunal de commerce de Paris confiait alors la reprise des actifs à Altus Finance Gestion, filiale d'Altus Finance et de Cogepar. Les nouveaux dirigeants se sont attachés aux problèmes concernant la clientèle de TRP.

La solution proposée, avec l'agrément de la COB, devrait permettre de rouvrir avant la fin de

l'année les vingt-quatre sicav et fonds communs de placement. Le principe retenu est de recoter ces OPCVM en calculant leurs valeurs liquidatives « sur la partie des actifs d'ores et déjà reconstruite ». Les clients en vendant leurs parts pourront donc déjà récupérer une grande partie de leur mise. Ils bénéficieront en plus « d'un droit à l'indemnisation » qui sera déterminé lorsque tous les actifs des sicav et FCP seront reconstitués.

Les premiers produits à être renégociés, dès le 1^{er} novembre, seront les FCP Sécurité Plus, concernant deux mille deux cents personnes, Parplus et Cambron Le Havre Epargne, ainsi que les sicav Pactplus et Pact-Arbitrage.

D. G.

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

chaque mercredi (éditions datées jeudi)

Renseignements : 45-55-91-82. Poste 4138

Demain dans « le Monde »

Un supplément « Immobilier d'affaires »

Après l'euphorie des deux dernières années, le marché des bureaux et locaux d'activité se calme. Dans un supplément exceptionnel « Immobilier d'affaires », publié demain, le Monde analyse les tendances à Paris et en province, s'interroge sur l'évolution des bureaux « lieux de vie ».

examine la situation à Londres, Berlin et Budapest, présente les professions et les salons de l'immobilier...

Ce supplément sera distribué demain en pile séparée avec le supplément hebdomadaire « Initiatives » (dossier central : « l'apprentissage en réinsertion »).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

OUI AUX SICAV DU CREDIT LYONNAIS TRILION

TRILION, SICAV à revenu trimestriel, vous procure chaque trimestre un revenu d'un montant régulier grâce à l'acompte sur dividende qui vous est distribué. TRILION étant investie principalement en obligations françaises, votre épargne bénéficie d'un bon niveau de rémunération avec une fiscalité avantageuse.

L'Assemblée Générale Ordinaire du 25 septembre 1990 a approuvé les comptes de l'exercice 1989/1990.

Dividende net par action : F 425,84 assorti d'un impôt déjà versé au Trésor (crédit d'impôt) de F 12,08 pour les personnes physiques et de F 10,88 pour les personnes morales. Ce dividende a été partiellement mis en paiement sous la forme de trois acomptes trimestriels :

- premier acompte, le 18 décembre 1989 d'un montant net de F 103,00 assorti d'un crédit d'impôt de F 0,80 pour les personnes physiques et les personnes morales,
- deuxième acompte, le 16 mars 1990 d'un montant net de F 103,00 assorti d'un crédit d'impôt de F 2,25 pour les personnes physiques et de F 2,00 pour les personnes morales,
- troisième acompte le 15 juin 1990 d'un montant net de F 105,00 assorti d'un crédit d'impôt de F 3,50 pour les personnes physiques et de F 3,00 pour les personnes morales.

Le solde d'un montant net de F 114,84 par action assorti d'un crédit d'impôt de F 5,53 pour les personnes physiques et de F 5,08 pour les personnes morales, est mis en paiement depuis le 26 septembre 1990.

Renseignez-vous dans votre agence du CREDIT LYONNAIS.

REJOIGNEZ CEUX QUI NOUS FONT CONFIANCE DEPUIS LONGTEMPS.

CREDIT LYONNAIS
LE POUVOIR DE DIRE OUI

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Rens. : 45-55-91-82, poste 4330



Le Conseil d'Administration, réuni le 21 septembre dernier, sous la présidence de Monsieur HORPS, a arrêté les comptes au 30 juin 1990.

FAITS MARQUANTS

L'événement marquant de l'exercice a été la cession de la participation que SOPAGRI détenait dans Guyomarc'h lors du maintien de cours initié par PARIBAS.

Du côté des investissements, ce début d'exercice se concrétise par une très forte activité et une poursuite rapide de l'internationalisation.

Au 20 septembre 1990, les investissements et engagements de l'année dépassaient 250 MF. A cette même date, 20 % des engagements concernaient des sociétés de droit étranger, particulièrement de la CEE.

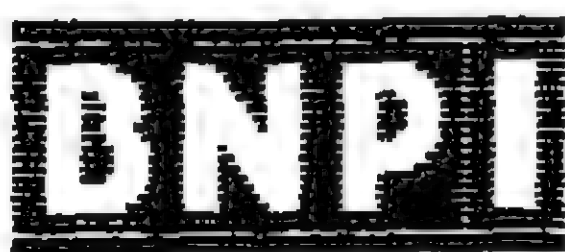
LES COMPTES AU 30 JUIN 1990 (en kF)

BÉNÉFICE D'EXPLOITATION	5 639
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (*)	169 560
RÉSULTAT avant impôt	175 199
RÉSULTAT NET	139 850

(*) dont plus-value Guyomarc'h



33, avenue du Maine, 75755 Paris Cedex 15
Tél. : 43 25 26 07



BNP INTERCONTINENTALE

RÉSULTATS

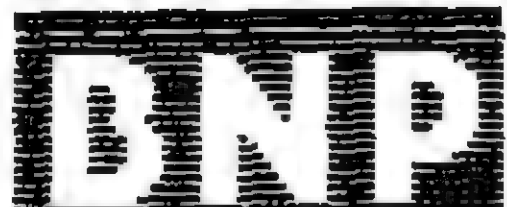
DU PREMIER SEMESTRE 1990

Les résultats nets consolidés du Groupe de la BNP INTERCONTINENTALE s'établissent, au 30 juin 1990, à 134,1 millions de francs: ils progressent de 16,3 %. Le bénéfice, part du Groupe, passe de 97,5 à 109,4 millions de francs, et le résultat par action, pour le semestre, de FRF 31,98 à FRF 34,28.

Cette évolution est satisfaisante. Elle provient à parts égales de la BNPI, Maison-Mère, et des participations consolidées, parmi lesquelles la contribution des filiales de Tunisie et du Maroc est déterminante.

Le résultat net au 30 juin de la BNPI, Maison-Mère, atteint 83 millions de francs (+ 12,6 %).

G R O U P E



TOUT CE QU'UNE BANQUE
PEUT VOUS APPORTER.

SOGEPARGNE

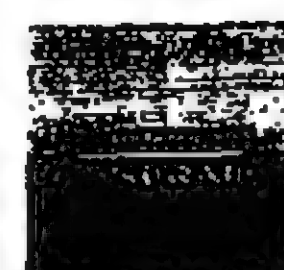
SICAV OBLIGATAIRE MOYEN LONG TERME FRANÇAISE
A DISTRIBUTION ANNUELLE

DIVIDENDE 1989/90 : 33,57 F mis en paiement le 9 octobre 1990
(+ crédit d'impôt de 1,16 F pour les personnes physiques, ou de 1,21 F pour les personnes morales).

RÉINVESTISSEMENT DU COUPON : En exonération de droits d'entrée jusqu'au 8 janvier 1991.

PERFORMANCE AU 28/09/1990 : + 8,90 % par an sur 5 ans, coupon net réinvesti.

OBJECTIFS DE PLACEMENT : Recherche d'un revenu élevé tout en assurant la préservation du capital sur une longue période, à travers un portefeuille principalement investi en obligations françaises.



CONJUGUONS NOS TALENTS.



Assurances Générales de France

87, rue de Richelieu
75002 Paris Cedex 02

SITUATION DES SICAV AU 28 SEPTEMBRE 1990

Orientation	SICAV ACTIONS					SICAV OBLIGATIONS				SICAV TRÉSORERIE
	AGF ACTIONS	AGF INVEST.	AGF MO	AGF FONCIER	AGF 5000	AGF ECL	AGF INTER.	AGF OBLIG.	PHENIX PLAC.	AGF SÉCUR.
	Actions diversifiées	Actions diversifiées	Immobilier	Immobilier	Monétaire	en cash	Valeurs étrangères	Long terme	Court terme	Court terme
Nombre d'actions	1 461 039	1 328 829	4 572 780	929 672	5 717 663	126 879	2 464 302	530 731	1 642 461	74 159
Actif net/action (F)	982,55	97,91	577,43	105,50	561,54	997,58	396,46	1 067,48	276,93	10 918,95
Actif net total	1 435 551 988	130 109 048	2 744 404 570	98 087 805	3 210 696 569	126 572 473	977 000 079	566 547 023	454 860 724	809 738 974
Répartition de l'actif en %										
Obligations françaises	28,65	14,47	27,86	13,97	26,05	35,08	25,18	39,24	33,54	59,21
Obligations étrangères	0,48	0,60	58,52	60,00	65,84	43,47	24,24	2,48	2,48	3,90
Actions françaises	24,19	53,78	2,16	10,21	0,38	—	5,70	8,28	3,94	—
Actions étrangères	32,47	23,43	11,46	15,82	7,75	25,45	44,22	52,48	60,04	36,89
Autres emplois	14,21	7,72	—	—	—	—	—	—	—	—
Dividende unitaire net	36,47	2,36	27,90	5,72	19,63	72,61	30,34	89,23	Capitalisation	905,38
Avant fiscalité	3,74	0,40	2,55	0,17	3,78	0,41	0,81	1,71	—	—
Après fiscalité	3,78	0,40	2,55	0,13	3,81	0,40	0,81	1,65	—	—
Date de paiement	30-4-90	30-4-90	30-4-90	30-4-90	30-4-90	30-4-90	30-4-90	30-4-90	30-4-90	30-4-90
Performance (*)	-15,94	-24,68	-15,18	-11,51	-18,18	+ 0,51	+ 1,08	+ 4,13	+ 7,29	+ 7,48
Performance (**)	+ 48,79	+ 5,50	+ 54,63	+ 10,86	+ 109,16	+ 32,35	+ 52,72	+ 38,75	+ 57,10	+ 31,97

(*) Classement EUROPERFORMANCE au 28-9-90 (dividende net réinvesti)

(**) Dividende net réinvesti

AU 28 SEPTEMBRE 1990, L'ACTIF NET TOTAL DES 10 SICAV DU GROUPE DES ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE S'ÉLÈVE À 10,55 MILLIARDS DE FRANCS

— Souscriptions, rachats, renseignements généraux :

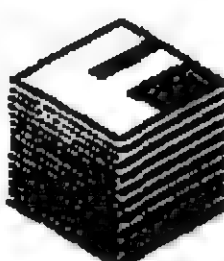
Banque générale du Phénix, 31, rue La Fayette, 75009 PARIS. Tél. : 42-80-48-60.

Au guichet des banques et auprès des sociétés de Bourse.

— Communication des valeurs quotidiennes des titres au 42-44-12-22.

(1) Régime personnes physiques.

(2) Régime personnes morales.



FINACOR

Résultats du premier semestre 1990

Au 30 juin 1990, le chiffre d'affaires consolidé de FINACOR, un des premiers courtiers sur les marchés monétaires et financiers, s'élève à 284,5 millions de francs contre 282,4 au 30 juin 1989. A cette date, le bénéfice consolidé avant impôt (part du groupe) ressort à 20,2 millions de francs contre 52,3 millions.

Pierre Lasserre, président-directeur général, et Michel Roche, administrateur directeur général, ont commenté ces résultats lors du conseil d'administration réuni le 11 octobre :

« Malgré un environnement marqué par la réduction des courtages et des volumes traités, le groupe affiche sur l'ensemble de ses activités traditionnelles un chiffre d'affaires et une rentabilité stables. Peter s.a.c.b. conserve à Paris sa place de premier agent des marchés interbancaires et Finacor Vendôme maintient à la fois sa part de marché et sa position d'adhérent le plus actif sur le Matif.

Deux secteurs entraînent principalement la baisse des résultats :

• FINACOR ESPAGNE d'une part, dont le développement a commencé en 1989, n'a pas réalisé les objectifs visés : une profonde reorganisation est en cours, qui devrait porter ses fruits dès le début de 1991.

• FINACOR BOURSE d'autre part, reprise en 1988, qui, bien qu'en progression notable dans un marché lui-même déprimé, n'a pas encore atteint son seuil de rentabilité. Un renforcement des équipes ainsi que l'augmentation à 51 % en septembre dernier de la participation de Batif Banque (Groupe Altus Finance) dans le cadre d'un élargissement de l'activité doivent permettre de dépasser ce seuil au cours du prochain exercice. »

La notice complète et le tableau d'activité sont disponibles auprès de C.I. COMMUNICATION, 52, Champs-Élysées, 75008 Paris.



Progression des résultats consolidés au premier semestre 1990

Le Conseil d'administration du Crédit Foncier de France, réuni le 17 octobre 1990 sous la présidence de M. Georges BONIN, Gouverneur, a pris connaissance de l'activité et des résultats consolidés pour le premier semestre 1990.

ACTIVITÉ ET DIVERSIFICATION

• Le premier semestre 1990 s'est déroulé dans un contexte conjoncturel et concurrentiel toujours difficile, marqué par un niveau élevé des taux d'intérêts réels, et un ralentissement des mises en chantier de logements.

Néanmoins, le volume des autorisations de prêts nouveaux s'est élevé globalement à 16,4 milliards environ, soit un niveau comparable à la production réalisée au premier semestre 1989.

La production de prêts du secteur concurrentiel a atteint 10,3 milliards contre 8,7 milliards pour le premier semestre 1989, soit une augmentation de 17 %. Ce secteur a bénéficié des très bonnes performances de la nouvelle filiale spécialisée dans les crédits-promoteurs, la Compagnie Foncière de Crédit, issue de la reorganisation, au 1^{er} janvier 1990, des activités "crédits-promoteurs" du groupe. S'y ajoute la production de prêts des filiales espagnole et britannique - la Sociedad Iberica de Crédito Inmobiliario et Capital Home Loans Ltd. - supérieure à 600 millions de francs.

S'agissant des prêts du secteur aidé, les accords de prêts nouveaux ont diminué de 25 % d'un semestre à l'autre, du fait notamment des nouvelles conditions réglementaires d'octroi des P.A.L., imposant un apport personnel réel de 10 %.

L'encours des prêts est stable, à 285 milliards, l'érosion du portefeuille des prêts aidés étant compensée par une vive progression des prêts du seul secteur concurrentiel (16 %).

Le financement des opérations à long terme a été assuré par une collecte qui s'est élevée à près de 9 milliards, dont 7,6 milliards sur le seul marché domestique.

• Au-delà de son activité centrale de prêteur, la Société a poursuivi avec détermination son redéploiement dans le champ des métiers

immobiliers et financiers. Ainsi, après avoir pris en début d'année une participation de 30 % dans le capital de l'Immobilière Constructions de Paris, elle a participé, avec des investisseurs institutionnels, à l'acquisition de la Compagnie "Entrepôts et Magasins Généraux de Paris". Cette opération s'inscrit dans un objectif de valorisation de l'ensemble des actifs immobiliers acquis, dans le cadre de la création d'une grande société foncière.

Par ailleurs, en liaison avec le groupe Pierre et Vacances et le Crédit Agricole, le groupe Crédit Foncier a participé au capital de la Compagnie Foncière et Immobilière de la Côte d'Azur, structure de développement de programmes immobiliers sur le moyen terme.

La Société a poursuivi ses interventions en Europe. En Allemagne, une filiale commune a été créée au mois de mai avec la Bayerische Vereinsbank.

D'autre part, un protocole de coopération a été signé, le 24 septembre, avec l'un des tout premiers établissements de crédit hypothécaire italiens, l'Istituto Italiano de Credito Fondiario.

En outre, un représentant au Portugal a été récemment chargé de suivre les opérations nouées avec des constructeurs et d'examiner les modalités de nouveaux développements.

RÉSULTATS CONSOLIDÉS SEMESTRIELS

Le produit net bancaire consolidé, représentatif des revenus des activités de prêts, de trésorerie et de titres, s'est établi à 2,15 milliards de francs, en baisse limitée de 6,5 %, tandis que, du fait de moindres frais d'émission d'emprunts, le résultat d'exploitation a enregistré une hausse de 11,8 %.

Au total, le résultat consolidé hors impôts s'élève à 844 MF, contre 642 MF au premier semestre 1989, compte tenu de l'extension, depuis fin 1989, du périmètre de consolidation aux principales filiales immobilières et aux filiales étrangères.

À périmètre de consolidation inchangé, le résultat consolidé hors impôts augmenterait de 16,4 %.

صكرا من الاموال

CHAMPS ECONOMIQUES

VICES ET VERTUS DES MARCHÉS A TERME

Pétrole : une certaine normalisation

Les transactions au jour le jour sont devenues la règle dans le domaine du brut

HARO sur les « spéculateurs », ces affameurs qui depuis deux mois et demi orchestrent une hausse des prix du pétrole totalement artificielle et, avec les concours des compagnies, mettent les consommateurs en coupe réglée ! Discours connu, entonné depuis l'automne par la plupart des hommes politiques occidentaux. Déjà le Parlement européen a demandé officiellement une enquête sur l'envoie des prix du brut en dénonçant son caractère spéculatif, d'autres initiatives suivront.

Ce discours, il y a bien dix ans qu'on ne l'avait entendu. Curieusement aucun gouvernement, aucun responsable politique ne s'était indigné lorsque les cours, poussés par les mêmes forces « spéculatives », s'étaient effondrés de près de 30 à moins de 10 dollars de décembre 1985 à juillet 1986. Passons...

Au-delà des effets de manches, le problème posé est bien réel tant les similitudes de l'envoie actuelle des prix et de celle de 1979-1980 sont frappantes. Même scénario, mêmes résultats. Comme alors, l'origine du « choc » est une crise politique (révolution iranienne hier, invasion du Koweït aujourd'hui). Elle crée un déficit de pétrole passager - équivalant à 10 % de la consommation mondiale en 1979, à 8 % cet été -, vite comblé pour l'essentiel par des productions de compensation.

Une large cartellisation

Dans les deux cas, les stocks suffisent largement à couvrir le résidu. On ne peut donc pas proprement parler de pénurie. Pourtant les prix doublent. Plus vite encore aujourd'hui qu'il y a dix ans.

Pourquoi ? Anticipation, répondent les compagnies : le système n'a plus aucune marge de manœuvre et la peur de manquer l'import sur les données fondamentales du marché. Spéculation, rétorquent leurs adversaires : l'appât d'un gain facile guide seul le comportement des principaux acteurs du marché.

Débat épineux. Car s'il est vrai que le parallèle existe entre la crise de 1979 et celle de 1990, le marché, lui, a totalement changé depuis lors. Il y a dix ans, l'essentiel des transactions pétrolières s'effectuait par des contrats à long terme et à prix

fixes liant les grandes compagnies aux pays producteurs. Le marché était donc largement cartellisé, et le marché « libre » ou au jour le jour, encore marginal, était effectivement éminemment spéculatif.

Quelques intermédiaires plus ou moins recommandables avaient réussi à se glisser entre les mailles du système et réalisaient des profits colossaux. Une cargaison acquise aux prix officiels - ou en dessous, par le biais de backchicks à peine dissimulés - était revendue quelques semaines plus tard sur le marché au jour le jour à des tarifs bien supérieurs, tirant ainsi tous les prix vers le haut. L'affaire était d'autant plus aisée que compagnies et producteurs, tous bénéficiaires de l'envoie, ne s'acharnaient pas à combattre l'adite spéculation.

Depuis lors le marché pétrolier s'est totalement désintégré. L'abandon de la référence à la date de livraison aidant, les prix officiels ont été abandonnés en 1985, et le système fermé liant les compagnies et les producteurs a éclaté. Les transactions « spot » ou au jour le jour sont aujourd'hui la règle alors qu'elles étaient l'exception. Tous les contrats sont désormais peu ou prou indexés sur le cours au jour le jour des bruts de référence écoulés au total par ce biais : « Brent » de mer du Nord, « WTI » américain et « Dubai » des Emirats arabes unis.

Les petits spéculateurs d'hier sont pour la plupart devenus de grandes compagnies de négoce ayant pignon sur rue. Et des marchés à terme organisés se sont peu à peu substitués aux marchés informels de jadis pour permettre aux opérateurs de se protéger contre des fluctuations de prix. Bref, le marché pétrolier est devenu un marché de matières premières presque comme les autres sur lequel la spéculation est un mal nécessaire, indispensable au bon fonctionnement du système (lire l'article d'Eric Fottorino, page 27).

Toutefois, le fait que le marché pétrolier se soit en quelque sorte normalisé depuis 1979 ne règle pas le problème de savoir si la hausse aujourd'hui est ou non excessive.

Des marchés à terme très importants, soumis par nature à une spéculation mal informée des réalités pétrolières, aggravent l'évidence des fluctuations à très court terme des cours. Mais ces sautes d'humeur peuvent-elles influencer la tendance des prix sur plusieurs semaines ?

Cela reste à prouver. « Les spéculateurs jouent des fluctuations mais ne tiennent jamais longtemps une position », explique M. Pierre de la Pomélie, responsable des marchés à terme chez Elf. « Ils peuvent faire varier brutalement le cours de 1 dollar ou plus en une journée, mais cela n'explique pas le fait que les prix soient passés de 18 à 35 dollars en quelques semaines ».

Alors qui des marchés à terme ou des transactions physiques « fait » vraiment les cours ? La réponse n'est pas évidente, tant le marché pétro-

millions de barils/jour - soit l'équivalent de la consommation mondiale moins celle des pays de l'Est, - et en valeur, aux cours actuels quel que 3 000 milliards de francs par an.

De l'autre côté prospèrent depuis 1985 les marchés « papier » où s'échangent des promesses de vente à un, deux, trois mois, voire plus. Le volume de leurs transactions a grossi au point de représenter aujourd'hui de trois à cinq fois les volumes réellement échangés sur le « physique », soit, selon les périodes, de 170 à 250

millions de barils/jour ou de transport maritime, par exemple) de se protéger à très long terme.

Complication supplémentaire : ce qui existe pour le brut existe aussi pour les produits pétroliers, les marchés à terme cotant entre autres le fioul domestique, le fioul lourd, l'essence sans plomb, etc. Enfin tous ces marchés sont divisés géographiquement entre *grasso modo* quatre grandes zones : le Far East, la Méditerranée, l'Europe du Nord et les Etats-Unis.

Depuis quelques années ce sont

couvrir sur le marché de New-York...

Il est pourtant impossible d'affirmer que les marchés papier, par nature spéculatifs, tirent plus les prix vers le haut que les marchés physiques, où n'interviennent a priori que les vrais professionnels. Selon les époques, le marché directeur change. Les marchés à terme certes influencent le physique, mais l'inverse est aussi vrai.

Les cours des différents marchés ne peuvent en effet rester durablement trop éloignés, sous peine de voir les compagnies ou les « traders » profiter de l'arbitrage, en achetant par exemple du brut réel (ou dit « mouillé »), pour revendre immédiatement l'équivalent sur le marché à terme, si les prix de ce dernier sont nettement plus avantageux, s'assurant ainsi un gain garanti. Certaines sociétés nommées « arbitragistes » se sont d'ailleurs spécialisées dans ce sport.

Les vingt paramètres

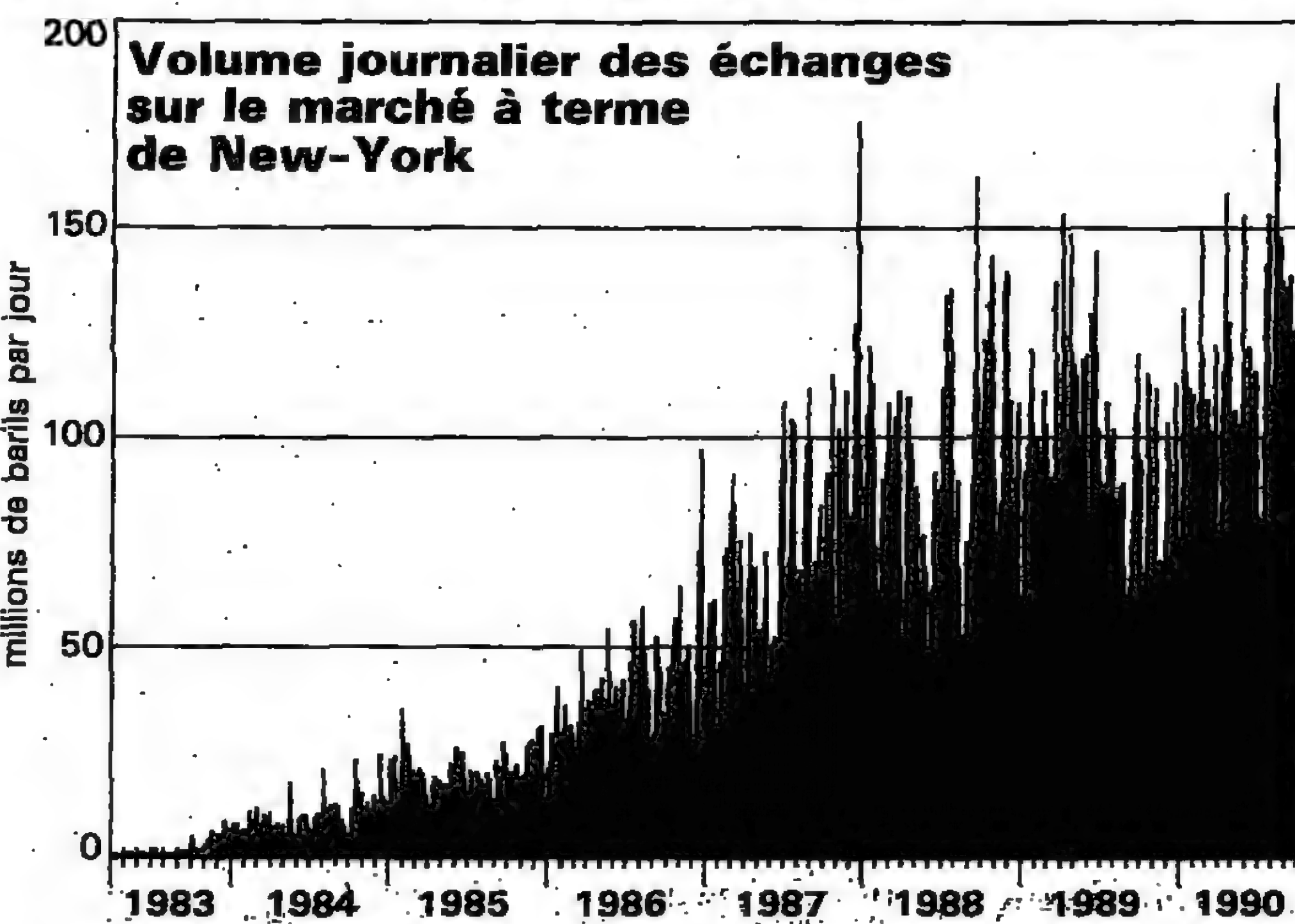
« Il y a au moins vingt paramètres qui comptent et jouent ensemble. Il n'y a pas vraiment de prix directeurs. C'est tout le système qui bouge », explique M. Michel Treanor, responsable des approvisionnements de Shell France.

Mais cela bouge depuis deux mois au détriment des consommateurs, lesquels *in fine* supportent seuls la note. On comprend l'inquiétude des gouvernements occidentaux dont l'économie, voire la monnaie sont menacées par les arremets de cette matière première pas vraiment comme les autres, ne serait-ce que par la masse des capitaux impliqués.

De là à accuser les seuls « spéculateurs », et à condamner définitivement les marchés à terme, source de tous les maux, il y a un pas. Récemment plusieurs indices font d'ailleurs plutôt pencher dans le sens inverse : d'une part, les envoies les plus spectaculaires ont eu lieu sur les produits qui ne sont pas cotés sur les marchés à terme : naphta, kérosène par exemple. D'autre part, sur le marché du brut les cours les plus élevés ne sont pas ceux du papier à deux ou trois mois mais bien ceux des transactions « spot », au jour le jour, correspondant à des cargaisons bien réelles.

Enfin les résultats du « test » effectué récemment par le gouvernement américain en libérant cinq millions de barils de brut extrait de ses stocks stratégiques tendent à disculper les marchés papier. Vendues aux enchères, ces cargaisons se sont arrachées au prix de 39 dollars par baril pour les meilleurs bruts, soit au-dessus des cours du marché, les autres restant sur le pavé. Or il s'agissait bien là de vrai pétrole, vendu à de vrais opérateurs dans des conditions de mise en concurrence parfaites et étroitement contrôlées.

VÉRONIQUE MAURUS



La consommation mondiale est actuellement de 64,7 millions de barils/jour

lier depuis quelques années s'est compliqué. Aujourd'hui coexistent *grasso modo* deux grands systèmes.

D'un côté fonctionne le marché physique où s'échangent de vraies cargaisons de pétrole ou de produits pétroliers, soit au jour le jour, soit sur la base de contrats à moyen terme dont les prix sont indexés sur les cours « spot » - et non comme on le croit sur les cours du marché à terme. Il représente en volume 33

millions de barils/jour.

Certains de ces marchés papier sont organisés, comme les marchés à terme, dits « futures », de New-York (Nymex), de Londres (IPE) ou de Singapour (Synerx). D'autres ne le sont pas : ce sont les marchés dits « forward » dans le jargon pétrolier, dont le plus important est celui du « Brent cargo » à Londres.

Dans ce club fermé, seuls une cinquantaine de très gros joueurs (compagnies et « traders ») peuvent participer, sans aucun contrôle officiel. Les mises y sont énormes : l'unité de base est une cargaison de cinq cent mille barils, soit aux cours actuels 18,5 millions de dollars... à comparer aux lots de 1 000 barils (37 000 dollars) échangés sur le Nymex de New-York... « Les marchés à terme organisés, c'est le black jack », commente un spécialiste.

En grossissant ces marchés se sont compliqués. Depuis peu se sont créés des marchés d'options, et des marchés dits de gré à gré, lesquels permettent à des sociétés extérieures au secteur pétrolier mais grosses consommatrices de produits (com-

les marchés à terme organisés qui dominent, le nombre de leurs intervenants et le volume des échanges ayant beaucoup grossi. On estime *grasso modo* que, sur le Nymex, les compagnies pétrolières - qui s'interviennent, assurent-elles, que pour se couvrir - représentent environ un tiers des transactions.

Un autre tiers est assuré par les « traders », ces intermédiaires négociants, mi-spéculateurs, dont le rôle et les motivations sont plus flous. Surnommés les « raffineurs de Wall Street », ils sont pour la plupart liés à des groupes financiers : Phibro (Salomon Brothers), J. Aron (Morgan Stanley), Bear Sterns, Marc Rich, Vitrol, etc.

Le troisième tiers est tenu par les spéculateurs purs : les « petits », surnommés les « dentistes de New-York », et les autres, moins connus auxquels sont venus se mêler depuis peu bon nombre d'organismes financiers ayant un « risque pétrole », ou voulant se protéger contre les fluctuations des taux d'intérêt (le prix du pétrole et l'inflation sont étroitement liés), voire des monnaies (yan, livre, etc.). La très respectable Banque mondiale serait ainsi récemment aussi venue « se

La spéculation souhaitable

La présence de spéculateurs purs est nécessaire à la liquidité des marchés à terme

par Pierre-Noël Giraud

LES prix des matières premières, énergétiques, minérales et agricoles, sont intrinsèquement instables. Ce sont les caractéristiques technico-économiques de la production et de la consommation ainsi qu'une faible sensibilité aux prix à court terme tant de l'offre que de la demande qui expliquent que ces marchés ne parviennent à corriger les déséquilibres permanents qu'ils connaissent que par d'amples fluctuations des prix.

La seule possibilité de les stabiliser est une régulation de l'offre grâce à des stocks et surtout des capacités « pommées » qui, n'étant que partiellement utilisées en temps normal, peuvent donc faire face rapidement à une reprise de la demande, et s'effacer tout aussi rapidement quand elle fléchit. De plus, il est nécessaire qu'existe une sorte de gestion collective de ces stocks et capacités pommées, faute de quoi la charge de la régulation paraîtra rapidement insupportable à certains qui refuseront de s'y prêter seuls.

Ce contrôle oligopolistique permet l'établissement de « prix producteurs », affichés soit par une organisation, soit par un leader et que suivent tacitement les autres, prix en général beaucoup plus stables que ceux du « marché libre ». Puisque la régulation de l'offre a un coût, il est normal que ces prix soient en moyenne supérieurs à ceux qui résulteraient d'une concurrence plus concurrentielle. Mais l'expérience prouve que les

consommateurs s'en plaignent rarement, car pour eux c'est l'instabilité qui a un coût, et ils sont donc prêts à acheter une plus grande stabilité.

Les accords internationaux de produits qui ont fonctionné (l'étaim, et plus rarement certains produits tropicaux) n'ont jamais été que l'habillage d'un tel régime, la présence des consommateurs évitant peut-être aux producteurs la tentation, toujours destructrice à terme, d'en abuser.

Entre 1975 et le début des années 80, la plupart des marchés qui étaient régis par ce système (parmi eux, bien sûr, le pétrole) ont été, pour des raisons diverses, désorganisés.

La question centrale

Ce sont des Bourses avec marchés à terme qui désormais fixent les prix de référence. Ces marchés à terme, qui par nature autorisent la spéculation, amplifient-ils l'instabilité intrinsèque ou, au contraire, contribuent-ils à la réduire ? Telle est la question centrale que leur existence, déjà très ancienne pour certains, a toujours soulevée.

Pour tenter d'y répondre, il est utile d'en rappeler les fonctions et de réfléchir à la signification des prix qu'ils produisent. Les marchés à terme permettent d'abord aux opérateurs sur le physique de se couvrir, au moins partiellement, contre un risque de prix. Le négociant qui a acheté sans avoir encore vendu vendra un contrat à terme pour fixer sa marge.

Le consommateur-transforma-

teur qui vend des produits finis à des prix de catalogue et craint une hausse de ses matières premières achètera des contrats à terme. Le producteur dont les coûts sont fixes et qui craint une baisse vendra à terme une partie au moins de sa production, fixant ainsi une marge minimum. Mais les marchés à terme sont des marchés financiers.

Ainsi, dans presque tous les cas, ces opérateurs ne prendront pas livraison, ou ne livreront pas, le physique correspondant à ces contrats, mais rachèteront ou revendront les contrats avant ou à leur échéance, les gains ou les pertes sur le « papier » compensant partiellement les pertes ou les gains sur leurs opérations physiques régulières.

Les opérateurs sur le physique pourraient certes s'échanger des contrats strictement entre eux, mais cette situation est peu probable : si la majorité d'entre eux s'attendent à une hausse, la demande de contrats issue d'opérations de couverture à toutes les chances d'être supérieure à l'offre.

Les vendeurs potentiels de contrats, donc ceux qui veulent se protéger contre une baisse, ne se couvrant pas, d'ailleurs, ils spéculent à la hausse. C'est pourquoi l'intervention de spéculateurs purs, qui interviennent uniquement sur le papier en espérant un gain lié à la réalisation de leurs anticipations, est nécessaire à la liquidité des marchés à terme.

Lire la suite page 27

► Directeur de recherche à l'École des Mines de Paris.

Colloque

« Ethique et Economie sociale : l'inertie ou le mouvement »

Organisé par Le Centre des Jeunes Dirigeants de l'Economie Sociale - CJDDES et le quotidien Le Monde.

Avec les interventions de Christine BOURRUT-LACOUTURE, André COMTE-SPONVILLE, Jean-Pierre DAVANT, Manuel DIAS, Vincent de GAULEJAC, Bronislaw GEREMEK (sous réserve), Monique GUYARD, Daniel HOURI, Michel-Edouard LECLERC, Yvon LEGRAND, Edmond MAIRE, Claude NEUSCHWANDER, Etienne PFLUMIN, Gyula TELLER, Jacques VANDIER, Patrick VIVERET

Jeudi 8 Novembre 1990 de 9H00 à 19H00

à la Maison de la Chimie
28, rue Saint Dominique
75007 Paris - Métro Invalides

Pour tout renseignement : contactez Michèle GARNIER ou Laurent FLEURY
ou CJDDES 6, rue Mesnil - 75116 Paris - Tél : (1) 47 27 01 44

Les stabilisations perdues

Les accords internationaux ou les cartels ont été balayés par la dynamique du marché

par Philippe Chalmin

La crise du Golfe a ravivé les inquiétudes des hommes politiques mais aussi des dirigeants économiques face à l'instabilité des marchés internationaux. La volatilité des prix du pétrole apparaît intolérable, étant donné l'importance de ce produit pour l'économie mondiale. Il faut donc stabiliser ou au moins encadrer le marché pétrolier, essayer de retrouver un cadre économique planifiable, un univers prévisible. C'est là un vieux thème du monde des matières premières dont la quête de stabilité, depuis la fin du dix-neuvième siècle, est parsemée de demi-succès et surtout d'échecs.

Le concept est bien ambigu. Derrrière l'idée de stabilisation, certains verront des idées de prix minimum garanti, de revalorisation des termes de l'échange, d'autres la recherche d'un équilibre autour d'une tendance à long terme. Il faut de plus distinguer les stabilisations unilatérales, contrôlées par les producteurs, dans le cadre de monopoles, de cartels ou de systèmes de prix producteurs, et les stabilisations multilatérales menées par les producteurs et les consommateurs en général dans le cadre d'un accord international. En 1990, les uns et les autres ont été balayés par la dynami-

que du marché et ne subsistent qu'un monopole à peu près parfait (le diamant brut), un ou deux systèmes de prix producteurs pour des métaux secondaires (cobalt) et un accord international sur le caoutchouc. Même dans le domaine des produits industriels (sidérurgie, pâte à papier, chimie), le poids des oligopolies ne cesse de diminuer. Ce n'est pourtant pas faute d'avoir essayé à peu près toutes les méthodes possibles depuis le début du siècle.

Les occasions manquées

Jusque vers le début des années 70, la stabilité des grands paramètres économiques mondiaux semblait aller de soi : monnaies, finances, produits industriels, pétrole... se trouvaient dotés de systèmes de prix stables. De temps en temps, la nécessité d'un ajustement s'imposait au travers d'une crise parfois violente ; mais, une fois celle-ci passée, on s'efforçait de réunir à nouveau des conditions de stabilité.

Les seuls produits pour lesquels cela était impossible, car leur production était variable et incontrôlable, étaient les produits agricoles, dont l'instabilité était légendaire. Pour s'en protéger, à la fin des années 30, la plupart des Etats se dotèrent de systèmes nationaux de stabilisation, mais c'était là

entériner leur échec au plan international.

A ce niveau, les premières tentatives eurent lieu dans les années 20, dans un contexte d'effondrement des prix mondiaux. Des producteurs cherchèrent à se réunir afin de gérer l'offre sur le marché : que ce soit pour le sucre, le café ou le caoutchouc, leur manque de cohésion aboutit à des échecs. A la suite de la conférence économique de Londres de 1933, on décida d'associer les consommateurs à cette démarche. Mais les premiers véritables accords internationaux de 1933 et 1937 sur le blé et le sucre eurent bien peu d'effets.

Pendant la guerre, les économistes et les politiques rêvèrent de stabilité des marchés, dont l'absence avait provoqué la crise de 1929, la montée des extrémismes et finalement la guerre. Que de projets alors, d'occasions manquées !

A Bretton Woods, Keynes avait imaginé une troisième institution qui aurait stabilisé quelques marchés sensibles en s'appuyant sur les marchés monétaires. A La Havane, on imagina une Organisation du commerce international dont un élément seulement, le GATT, put se développer. A Rome, la FAO faillit devenir l'agence de régulation suprême des marchés mondiaux.

Pourtant, le monde, qui se reconstruit à la fin des années 40, retrouva vite des racines stables, essentiellement

parce qu'un pays - les Etats-Unis - accepta d'en supporter quasi seul les charges d'ajustement, que ce soit dans le domaine monétaire, agricole ou énergétique. Le dollar, le pétrole, le blé, mais aussi le cuivre ou l'aluminium, bénéficièrent ainsi d'une vingtaine d'années de prix globalement stables, ce qui impliqua avec la montée de l'inflation dans les années 60, une incontestable détérioration des termes de l'échange des matières premières.

Pour quelques produits, essentiellement tropicaux, on essaya bien de signer des accords internationaux de stabilisation : on déterminait une fourchette optimale et on cherchait à la défendre soit par le biais de quotas, en jouant sur l'offre, soit en faisant intervenir un stock régulateur.

Des tentatives avortées

Le système des quotas montra vite ses limites : il fallait en effet que chacun joue le jeu, accepte de signer l'accord et ne triche pas par la suite. Que ce soit pour le sucre, le cacao, le café ou le blé, les résultats furent médiocres. La méthode du stock, utilisée pour l'étain, fut beaucoup plus efficace, mais elle était adossée à un petit nombre de producteurs agissant à la manière d'un cartel. Les années 70 sonnèrent le glas des stabilités de

l'après-guerre. Le système monétaire, les prix producteurs des grands métaux, les marchés agricoles furent emportés les uns après les autres. Un temps, en fait, on put croire que, pour nombre de produits, des producteurs décidés pourraient à la fois stabiliser les marchés et profiter des hausses de 1974-1976 pour revaloriser durablement les termes de l'échange en leur faveur. C'était le modèle de l'OPEP, qui fonctionna jusqu'en 1985. Mais, pour toutes les autres matières premières, des phosphates au cuivre, du café au mercure, les tentatives de cartel avortèrent rapidement.

Néanmoins, l'intensité de la crise incita à une démarche internationale : ce fut le Programme intégré des produits de base adopté par la quatrième CNUCED à Nairobi en 1976. Depuis Bretton Woods et La Havane, c'était le premier effort global et cohérent de stabilisation des marchés internationaux.

Il manquait seulement un volet monétaire mais, à l'époque, cela pouvait encore ne pas apparaître trop grave. A Nairobi, on visait des prix justes et rémunérateurs pour les producteurs, équitables pour les consommateurs, tenant compte de l'inflation mais visant à maintenir l'équilibre entre l'offre et la demande. La méthode choisie pour y parvenir était celle du stock régulateur, financé à la fois par des ressources propres et par un « fonds commun » de stabilisation. Trop ambitieux, le programme intégré échoua dans sa quasi-intégralité. On ne parvint pas à signer d'accords, ou bien il manquait toujours l'un des plus importants producteurs ou consommateurs, ou bien encore, dans les rares cas où un accord fonctionna, il se révéla vite impopulaire.

L'ambiguïté même des objectifs était à la base de ces échecs : la notion de « juste prix » ne pouvait être la même pour le producteur (qui avait le modèle OPEP en tête) et pour le consommateur. On pouvait stabiliser (et encore), mais comment garantir des prix ? Quelques anciens accords survécurent, un nouveau seulement fut signé pour le caoutchouc, avec les mêmes producteurs que pour l'étain.

Entre-temps, l'instabilité s'était installée dans la vie quotidienne des marchés par le biais des monnaies et de la finance. Le dollar, les taux d'intérêt étaient des « commodités ». On essaya bien de calculer des fourchettes en DTS, mais le cœur n'y était plus. Les derniers accords modérés, le café et l'étain, cédèrent à leur tour. L'OPEP, enfin, dut abandonner son prix de référence.

Une approche globale

Le marché apparaissait comme le seul lieu capable à un moment donné de réconcilier les aspirations et les contradictions des uns et des autres. Le problème est que le résultat en est la permanence de l'instabilité et de la volatilité quotidienne des monnaies, des marchandises et maintenant du pétrole. En soi, étant donné les enjeux, cette dernière n'a rien de choquant. Est-elle pour autant supportable pour les systèmes les plus faibles, pour les économies en développement ou endettées ? Est-elle même - posons le mot - « morale » et peut-on l'endur-

De ce qui précède, on peut déduire deux leçons majeures et un peu

contradictoires : d'une part, on ne peut stabiliser une partie d'un tout, et une approche globale apparaît nécessaire. D'autre part, les objectifs doivent être limités et réalistes en fonction des contraintes des principaux acteurs. En ce qui concerne les méthodes - quotas, stock régulateur... - elles ont toutes montré leurs limites en période de crise.

A long terme, les seuls systèmes ayant vraiment survécu sont les cartels, dont les membres poursuivent des objectifs politiques communs (pays arabes de l'OPEP, Sud-Est asiatique pour l'étain et le caoutchouc). Mais, une fois ces objectifs disparus, ou bien si d'autres producteurs, attirés par des rendements élevés, apparaissent, le cartel doit évoluer ou disparaître.

En 1990, qu'imagine-t-on alors pour les lendemains du pétrole ? Une solution lourde consisterait en ce « deuxième Bretton Woods » imaginé par certains. On stabiliserait tout : les monnaies et les taux, le pétrole, les matières premières, les systèmes industriels. Grandiose, un peu prématuré, en ces temps de libéralisme dominant, mais pas si impossible que cela : depuis quelques mois, le « cartel des banques centrales » tient effectivement les marchés monétaires (possèdent-ils l'épreuve de la crise du Golfe ?).

L'importance du pétrole pourrait amener à la table de négociation les pays les plus récalcitrants. Le lieu même de la négociation - un GATT permanent - est tout trouvé. Mais un tel accord, qui pour être efficace devrait tout couvrir, a-t-il quelque chance de voir le jour ? On peut en douter.

Qu'est-ce qu'un prix juste ?

Il reste alors l'idée du cartel limité au pétrole et un peu calqué sur le système monétaire actuel. Quelques producteurs, proches les uns des autres, établissent avec l'assentiment de quelques consommateurs des « cours-pivots » des principaux bruts (intégrant de possibles variations de change). Ils gèrent alors leur offre et leurs interventions sur le marché en fonction de ces objectifs, suffisamment raisonnables pour maximiser la demande sans relancer l'offre de manière excessive (20 dollars le baril aujourd'hui peut-être). La concentration actuelle des réserves pétrolières mondiales (entre des mains pour l'instant en guerre) rend un tel scénario plausible.

Longtemps, le pétrole a été un modèle pour les autres marchés de matières premières. Aujourd'hui, la longue série d'échecs qui a jalonné leur histoire ne peut guère lui être utile. La logique du marché l'a toujours emporté sur les « illogiques » des producteurs et des consommateurs.

Les conférences se sont succédées, n'ont été que « le vain bruit à l'entrée du silence du vrai conflit » (R. M. Rilke). Elles n'ont jamais résolu, la question qui se pose aujourd'hui au marché du pétrole, comme l'abbé Galiani la posait au dix-huitième siècle au marché du blé ou saint Thomas d'Aquin au treizième siècle au marché du poivre : qu'est-ce qu'un prix juste ?



La concertation permanente des gestionnaires et des analystes fait la régularité dans les performances du Crédit Agricole.

Le Crédit Agricole et l'Europe

Le premier gestionnaire d'Europe vous ouvre en grand la nouvelle génération des SICAV

Mosaïs, SICAV à compartiments de droit luxembourgeois du Crédit Agricole, apporte initiative et précision aux investisseurs désireux de gérer eux-mêmes, dans ses grands équilibres, un portefeuille investi en fonds spécialisés.

La maîtrise du choix

Actions, obligations ou court terme ; diversification ou spécialisation ; par pays ou zone géographique ; en devise locale ou en francs français...

Vous pouvez vous-même composer votre portefeuille à partir de 28 compartiments et le modifier sans frais en fonction de votre analyse de la conjoncture.

L'expertise de Segespar-Titres

Segespar-Titres gère chacun des compartiments de Mosaïs avec l'expertise et la compétence qui ont fait de cette filiale spécialisée du Crédit Agricole le premier gestionnaire d'Europe.

Le Crédit Agricole au Luxembourg et dans ses agences françaises tient à votre disposition l'information détaillée et complète sur les nouvelles libertés que vous apporte Mosaïs.

Crédit Agricole Luxembourg : 18, bd Royal L 2449. Tél. 46 80 82 06 - Fax 46 45 18 56.

— Mosaïs : autorisation de la COB du 03.04.1990.
— Les actionnaires fiscalement domiciliés en France, ont l'obligation de déclarer les revenus résultant des cessions entre les compartiments de la SICAV, revenus soumis au régime des plus-values sur les valeurs mobilières.

CA SEGESPAR TITRES

PREMIER GESTIONNAIRE D'EUROPE

Groupe HEC

HAUTES ETUDES COMMERCIALES

HEC 90 :

QUATRE MAJORS A L'HONNEUR

Marc NIEDERKORN
Ilona SCHERK-LAVAL
Alexandra SOTO
Benoît VALENTIN

Une cérémonie de félicitations a été organisée par la Direction de l'Ecole, le 22 octobre 1990.



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

سكرا من الاربعين

CHAMPS ECONOMIQUES

DES MARCHÉS A TERME

Matières premières : le message des prix

Trop de manœuvres spéculatives éloignent le marché de sa fonction

ON raconte sur les bords du lac Michigan une histoire bien sur fautive mais qui se raconte tous les jours un franc succès dans les travées du Chicago Board of Trade, le plus grand marché à terme des céréales. C'était une année de terrible sécheresse, les cours du blé montaient au ciel et un malheureux spéculateur engagé sur une position à la baisse voyait chaque jour ses économies fondre sous le soleil. N'y tenant plus, il enfila un matin son imperméable, se renversa un seau d'eau sur la tête et fit une entrée fracassante sur le floor en hurlant « il pleut ! ». Un mouvement de vente se déclencha aussitôt et le malheureux spéculateur récupéra sa mise de fonds. L'histoire ne dit pas s'il réalisa des gains sur ce retournement aussi soudain que l'antéchrist.

Est-ce leur apparition à la fin du siècle dernier dans les plaines du Midwest qui a donné depuis tous les jours aux marchés à terme de matières premières une odeur de poudre ? Chicago, Minneapolis, Kansas City, sans oublier le New Orleans Commodity Exchange, le

New York Cotton Exchange, les incroyables listes de cotation des porcs vivants, du bétail sur pied (dont les commentateurs locaux hésitent pas à dire parfois qu'il s'envole), des boisements de blé, des pièces d'argent, des œufs et du sucre dit domestique, des pommes de terre du Maine, du beurre, du contreplaqué, des oignons et du franc belge...

Rapine par ordinateur...

Enracinés dans un certain folklore, les marchés à terme ont pourtant acquis dès leur origine une double légitimité historique et économique. Il y eut d'abord l'époque pionnière, lorsque quatre-vingt-deux marchands de grains lassés par l'anarchie des transactions jetèrent en 1848 les bases d'un vrai marché transparent pour que se rencontrent, dans les meilleures conditions, l'offre et la demande de céréales. D'ombles apparut la notion cardinale de ces nouveaux lieux d'échange : la fixation des prix d'une denrée dans le temps, à un mois, trois mois, six

mois. Au lieu de livrer toute leur marchandise d'un coup au risque de provoquer l'effondrement des cours, les producteurs apprirent à échelonner leurs ventes. Les futures étaient nées.

De l'autre côté de l'Atlantique, en 1877, l'année de l'invention du téléphone par Alexander Graham Bell (un événement considérable pour le développement des nouveaux marchés), un groupe de courtiers créa sur Lombard Court le London Metal Exchange (LME) qui allait devenir la plus grande Bourse des métaux non ferreux du monde. Jusque-là, le Royaume-Uni n'avait pas eu à souffrir de fluctuations désordonnées des prix des matières premières. Il contrôlait l'essentiel de ses approvisionnements, le cuivre de Zambie, l'étain de Malaisie, les métaux canadiens, sud-africains et nigériens qui entraient à rythme régulier dans le port de Londres.

Mais la révolution industrielle déclencha une « faim de métaux » que les ressources de l'Empire ne pouvaient à elles seules assouvir. La Couronne devint tributaire de cargaisons incontrôlées, en tonnage

comme en qualité, aux délais de livraison imprécis. Les prix se mirent à osciller de manière spectaculaire, l'inquiétude gagna les industriels, il fallait retrouver la stabilité perdue. On calcula que l'ouverture du canal de Suez en 1869 avait permis de ramener à trois mois la durée du fret de l'étain malais. Il fallait rigoureusement le même temps à un navire chargé de cuivre chilien quittant Valparaíso pour être en vue de Tower Bridge. C'est pourquoi on adopta l'échéance de trois mois pour tous les contrats. Le cuivre, le plomb, le zinc et l'étain formèrent le quatuor initial du tableau de cotations. Un siècle plus tard suivraient l'argent, l'aluminium et le nickel.

Au fil des ans, les marchés ne perdirent pas leur caractère pittoresque. Les opérateurs aux vestes multicolores du Chicago Board of Trade ou la clochette qui annonce comme un grand personnage la cotation d'un métal sur le ring du LME sont immortalisés dans la mémoire collective du petit monde des matières premières.

Un jeu à somme nulle

S'il se sont imposés sur la scène financière internationale, les marchés à terme ont donné d'eux l'image sulfureuse de temples de la spéculation, de lieux sophistiqués de la rapine par ordinateur. Une réputation souvent induite mais tenace, acquise à l'occasion de la grande crise du sucre de 1974, ou lors de l'effondrement du marché de l'argent-métal par deux milliardaires texans, les frères Hunt, qui rêvaient d'acquiescer « tout l'argent du monde ». Sans parler du krach de l'étain, en 1985, qui jeta un certain discrédit sur l'aptitude du LME à garantir la bonne fin des transactions.

Ces Bourses doivent pourtant leur longévité aux multiples services rendus aux économies des pays industrialisés, à des acteurs aussi différents que les producteurs de matières premières, les négociants, les entreprises transformatrices et les spéculateurs. Ces derniers forment le rouage indispensable pour assurer aux marchés leur liquidité. Un homologue au vice ? Il n'en faut. Les marchés à terme sont avant tout des institutions permettant aux différents intervenants de se couvrir contre un risque majeur, celui de la fluctuation de prix.

Les professionnels qui achètent ou vendent des matières premières physiques ont pour règle d'or d'arbitrer leurs opérations sur les marchés à terme qu'on peut définir comme des lieux d'échange de « bouts de papier », représentant une marchandise bien déterminée.

Sauf exception, elle ne sera pas livrée. Le marché à terme s'entend comme un jeu à somme nulle entre une position physique et une position exactement inverse sur le terme. Un négociant en cacao peut acheter à la Côte d'Ivoire un certain tonnage de fèves sur une base de 600 livres la tonne, mais ne les vendre à un chocolatier, trois mois plus tard, qu'à 500 livres la tonne. Pour éviter une perte sèche de 100 livres la tonne sur le physique, le négociant aura eu intérêt, le jour de son acquisition de cacao ivoirien, à vendre sur le terme un nombre équivalent de contrats. Il se rattrapera ainsi, lors de sa vente au chocolatier, en rachetant simultanément sur le terme à 500 livres ses contrats vendus 600 livres.

Ces arbitrages acrobatiques sont monnaie courante chez les traders de produits de base. Si l'ajustement n'est pas toujours parfait entre le physique et le papier, le solde est le prix de l'assurance fournie par le marché à terme.

« Deux catégories d'opérateurs effectuent ce type de transactions », explique le professeur Yves Simon dans son « classique », *Bourses de commerce et marchés à terme de marchandise* (Dalloz) : les arbitragistes en couverture d'actif, c'est-à-dire des entreprises qui se protègent contre le risque de prix. Les spéculateurs, ce sont des investisseurs occasionnels ou professionnels qui essaient de tirer partie des variations de prix pour obtenir des plus-values en capital.

Des boussoles sans nord

Autrement dit, les opérations à terme s'entendent comme un transfert de risque entre l'arbitragiste et le spéculateur. « Faute de spéculateur, précise Yves Simon, les marchés à terme ne pourraient remplir correctement leur fonction. » En assumant le risque dans l'espoir d'un gain, la spéculation donne à la Bourse des matières premières sa fluidité. En règle générale, les professionnels ont en effet des besoins d'arbitrage simultanés. Sauf à se conduire comme des spéculateurs (ce qui peut arriver), ils ont au même moment des besoins d'arbitrage semblables que seule la spéculation est en mesure d'endosser.

Depuis les années 70, les cartes ont toutefois été brouillées, apportant une opacité nuisible aux institutions séculaires des futures. On a ainsi vu des pays producteurs intervenir sur les marchés pour spéculer. Ce fut le cas, en 1978, des exportateurs latino-américains de café réunis dans le groupe de Bogota, qui manipulèrent les cours à la hausse, avant d'échouer faute de ressources financières suffisantes.

Après une hausse passagère, les prix se retournèrent. En 1980, la Malaisie lança une offensive similaire sur le marché de l'étain en s'assurant les services du trader Marc Rich, connu pour ses dons de volageur. Le Brésil revint seul à la charge, mais en vain, en 1988, pour soutenir les cours de l'arabica. Toutes ces opérations se soldèrent globalement par des échecs, illustrant l'adage selon lequel on ne peut empêcher durablement un marché d'aller où il veut.

Réputées pour être les oracles des prix, les Bourses des matières premières ont aussi été perturbées par les vagues d'achats ou de ventes spéculatives des fonds mutuels, réglés sur des programmes informatisés se déclenchant de manière automatique lorsqu'un certain seuil à la hausse ou à la baisse est franchi. Si la spéculation est indispensable, trop de spéculation éloigne le marché de sa fonction première de messenger d'un prix réel.

Une crise de surproduction

Mais la décennie écoulée a surtout été marquée par un lent essoufflement des Bourses de produits de base au profit des contrats sur les produits financiers et les indices boursiers. Dans les années 70, les grandes fluctuations des prix des matières premières liées aux risques (souvent illusoire) de pénuries provoquaient chez les professionnels des réflexes de sécurité, en même temps qu'elles attisaient l'appât du gain des spéculateurs. Les marchés à terme remplissaient à merveille leur rôle d'interface entre des intérêts divergents mais complémentaires.

A partir de 1981, on entra durablement dans une crise de surproduction qui donna aux cours l'allure d'une pente plus ou moins douce, en tout cas sans surprise. A mesure que le risque de prix s'éloignait, les futures devenaient moins attrayants, comparés aux amplitudes des *golden boys*. Sur les marchés céréaliers déprimés par la pléthore et la guerre des subventions, les prix du Chicago Board of Trade n'exprimaient plus, en 1985, qu'une situation interne aux Etats-Unis, et non plus une valeur mondiale. Les marchés à terme ressemblaient à des boussoles qui auraient perdu le nord. Depuis 1988, la remontée des prix des produits de base a redonné leur blason. Ils se nourrissent d'instabilité. Ce n'est pas pour autant qu'ils la provoquent...

ERIC FOTTORINO

La spéculation souhaitable

Suite de la page 25

Ces spéculateurs, en fait, « achètent » les risques de prix dont veulent se débarrasser les opérateurs sur le physique et qui ne trouvent pas preneurs chez d'autres opérateurs.

Les marchés à terme permettent aussi une meilleure gestion des stocks. Un opérateur disposant de capacités de stockage et qui voit les prix à terme s'élever au-dessus du prix du physique au comptant augmenté des frais de stockage jusqu'au terme (situation de « report ») va acheter du physique et vendre à terme. Ce faisant, il retire du marché un physique trop abondant (c'est pour cela que le comptant était trop bas par rapport au terme) et remplacera ce physique plus tard, au moment précisément où le prix à terme élevé indiquait une anticipation de tension probable sur le marché du physique.

Inversement, si le prix du physique est élevé par rapport au terme (situation de « déport »), un détenteur de stocks y verra un signal qui l'incitera à vendre du physique dont il n'aurait pas l'usage immédiat et à racheter à terme pour reconstituer son stock à un prix connu et intéressant pour lui. Ce faisant, il contribue à relâcher une tension sur le marché physique qu'exprimait le déport. C'est par ces mécanismes que les prix à terme et ceux du physique au comptant sont liés. Ces simples exemples montrent déjà le rôle régulateur que peuvent jouer les marchés à terme.

Des avantages indiscutables

Enfin, les marchés à terme ont l'avantage de publier des prix connus de tous, sur plusieurs échéances. Ils sont donc, pour l'ensemble des opérateurs, d'une visibilité parfaite, supérieure à celle d'autres systèmes où, malgré des prix officiels et affichés, les rabais et autres distorsions de la concurrence ne sont pas rares.

Ces avantages sont indiscutables. Mais la présence de spéculateurs purs, non seulement inévitable mais, on l'a vu, en réalité souhaitable, ne provoque-t-elle pas des mouvements anormaux de prix ? A l'appui de cette thèse, on évoque le caractère grégaire des intervenants sur les marchés financiers (que sont les marchés à terme), déjà remarquablement analysé par Keynes, qui peut conduire à des bulles spéculatives, la hausse entraînant la hausse et les baisses se transformant en effondrements. Mais on peut aussi bien soutenir l'inverse, qu'illustrera l'exemple suivant.

Imaginons qu'une grève éclate dans d'importantes mines de cuivre au Chili ou qu'on annonce une gelée au Brésil. Ni la durée de la grève ni l'importance des conséquences de la gelée sur la récolte de café ne sont connues. En l'absence de marché à terme, tous les

consommateurs se précipiteraient pour acheter et augmenter leur stock par précaution. Les prix flamberaient.

L'existence d'un marché à terme, d'une part, permet aux opérateurs d'étaler leurs achats de précaution sur plusieurs échéances (si l'un d'eux a besoin de marchandise dans trois mois seulement, il achète à terme de trois mois), la pointe de demande de précaution sera donc étalée. D'autre part, elle permet aux spéculateurs qui soit parient sur une faible durée de la grève ou un faible effet de la gelée, soit disposent d'informations dans ce sens, de vendre quand tout le monde achète, modérant ainsi la hausse des prix à terme. Finalement, l'inévitable flambée des prix devrait s'en trouver réduite et étalée.

La moyenne des comportements

Le rôle régulateur des marchés à terme résulterait donc de ce que les prix qu'ils fixent reflètent les anticipations non seulement des opérateurs sur le physique, mais également d'intervenants financiers, et cela avec une profondeur temporelle importante. Ce faisant, ils concentrent une information plus vaste et plus riche, ils confrontent des anticipations plus diversifiées que de simples marchés physiques. Encore faut-il, pour pouvoir jouer ce rôle, que les marchés à terme soient suffisamment liquides sur toutes les échéances, donc que nombreux soient ceux qui y interviennent.

Toutes les tentatives de manipulation de ces marchés par la spéculation, et elles furent nombreuses, se sont produites sur des marchés relativement étroits et de plus mal contrôlés par les autorités qui les réglementent. Ce danger existe, mais peut être évité.

Lorsqu'on entend dire aujourd'hui que c'est à cause des marchés à terme que les prix du brut et des produits pétroliers s'envolent alors que tous les professionnels nous disent que le marché est fondamentalement en équilibre, il faut se poser la question suivante. Si les prix sur les échéances de novembre à mars sont spéculatifs et artificiellement élevés, que ne se trouve-t-il suffisamment de gens raisonnables pour vendre à terme sur ces échéances ? Ils sont en effet sûrs de gagner !

S'il ne s'en trouve pas, ou pas assez, c'est bien que cette attitude comporte un risque, de probabilité peut-être faible, mais de conséquence importante : celui qu'une guerre dans le Golfe ne crée un véritable déséquilibre physique, qu'il y ait donc un hiver pénurie réelle et que les prix s'envolent encore beaucoup plus haut.

Les prix à terme actuels du pétrole reflètent donc la moyenne des comportements d'assurance contre ce risque. Certes, ils provoquent la hausse immédiate des prix du physique, en raison des méca-

nismes de gestion évoqués ci-dessus qui se traduisent par des stockages (ou des rétentions de stocks) d'arbitrage. Mais, en l'absence de marchés à terme, le stockage du physique étant la seule assurance praticable contre ce risque, il est à peu près certain qu'il serait beaucoup plus important, et que la flambée des cours serait bien supérieure à ce qu'elle est aujourd'hui.

En économie, on ne peut malheureusement faire des expériences « à toutes choses égales par ailleurs ». Aussi est-il difficile de se livrer à des comparaisons entre systèmes. Les marchés à terme créent-ils une volatilité anormale des prix ? Pour répondre, il faut pourtant préciser à quoi on les compare.

Si c'est au système de prix producteur, la réponse est incontestablement qu'ils sont plus volatiles. Ne se contentent-ils pas alors de traduire l'instabilité intrinsèque des prix de matières premières que les prix producteurs avaient réduits par un strict contrôle collectif de l'offre ?

Mais, si c'est à un système qui ne comprendrait qu'un marché « libre » du physique qu'on les compare, alors la réponse est très probablement non. Quand la structure de l'offre ne permet pas les prix producteurs, les marchés à terme sont donc un moindre mal.

PIERRE-NOËL GIRAUD

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GROUPE DE LA BANQUE WORMS

ACTIVITÉS ET RÉSULTATS CONSOLIDÉS DU 1^{er} SEMESTRE 1990

L'activité de la Banque Worms et de ses filiales a continué à se développer de façon satisfaisante au cours du 1^{er} semestre 1990, aussi bien dans les opérations bancaires classiques que dans le domaine financier.

Les crédits distribués à la clientèle ont progressé de 17 % au cours de cette période, notamment dans les secteurs des entreprises moyennes à vocation européenne, de la promotion immobilière dans des zones géographiques privilégiées et de la communication. De leur côté, les dépôts de la clientèle et les certificats de dépôts ont atteint un encours de 30 milliards de francs (+ 8 % en un semestre).

En matière d'opérations financières et d'investissement, l'activité du Groupe a également été très soutenue, dégageant des commissions et des résultats en sensible progression. Parallèlement, la Banque a renforcé ses fonds propres par l'émission d'emprunts subordonnés en francs et en devises pour un total de 1 milliard de francs (émissions sorties début juillet incluses), soit une progression des fonds propres totaux de + 30 %, permettant de penser que l'objectif d'un ratio Cooke voisin de 8 % pourra être atteint dès fin 1990, avec deux années d'avance sur les échéances réglementaires.

Dans ces conditions, le produit net bancaire consolidé du 1^{er} semestre 1990 a atteint 873 millions de francs, en progression de + 16 % par rapport à celui du 1^{er} semestre 1989. Le résultat net consolidé de la Banque Worms (part du Groupe)

s'établit au 30 juin 1990 à 133 MF contre 95 MF au 30 juin 1989, avec un niveau de provisions d'exploitation comparable.

Si la crise du Golfe n'a pas de conséquences directes notables sur la Banque qui est peu engagée dans cette zone, des retombées indirectes telles que le ralentissement des affaires et la baisse des marchés boursiers ne seront pas sans influencer l'activité ou le résultat du second semestre de l'exercice.

Résultats comparés (en millions de F)	30.06.1989	30.06.1990	Évolution
P.N.B.	751	873	+ 16 %
R.B.E.	188	243	+ 29 %
Résultat total	124	193	
dont part du Groupe	95	133	

 **BANQUE WORMS**

CHAMPS ECONOMIQUES

OU EN EST LA PENSÉE ÉCONOMIQUE ?

Cette théorie qu'on dit néoclassique

Elle reste la plus apte à rendre compte de la complexité du monde

par Antoine d'Autume

AU commencement fut Walras. Il vint et institua la théorie économique moderne. Cette conviction que nous partageons avec bon nombre d'économistes professionnels risque de choquer profondément tous les autres et plus encore sans doute nos collègues des autres sciences sociales ou, au-delà, l'honnête homme qui s'applique à comprendre les phénomènes économiques. Walras n'est-il pas le promoteur d'une théorie foncièrement iréaliste, décrivant une économie au fonctionnement harmonieux, sans chômage ?

Quelle pertinence peut avoir cette construction et n'est-elle pas au service de l'idéologie libérale plutôt que de la science ? Certes le wallassien érudit mentionnera timidement que son grand homme affichait des convictions socialistes, mais il conviendra bien vite que cela n'est qu'anecdote à ranger parmi les bizarreries de l'histoire.

N'est-ce pas bien plutôt chez Keynes ou, si l'on est courageux de nos jours, chez Marx, qu'il faut rechercher les prémices d'une intelligence véritable du monde dans lequel nous vivons ? Les libéraux eux-mêmes rejettent bien souvent le parrainage de Walras pour lui préférer celui d'Adam Smith, antérieur et surtout nourri de conceptions philosophiques plus riches. Pourquoi alors voir dans la théorie wallassienne le point d'ancrage de la théorie économique moderne ?

La théorie wallassienne est celle de l'équilibre général de concurrence parfaite. Elle décrit la façon dont le marché peut assurer la coordination

des décisions de production et d'échange d'une multitude d'agents individuels et elle détermine alors les niveaux des prix et rémunérations d'équilibre. Avec elle le mécanisme de la main invisible que décrivait Smith trouve une modélisation précise, qui atteint une grande rigueur mathématique dans ses versions modernes.

Des défauts criants

Il n'est pas besoin d'être grand clerc pour relever les défauts les plus criants du modèle du monde ainsi offert. Bien des caractéristiques essentielles de la vie économique sont absentes : pas de déséquilibres sur les marchés et, en premier lieu, pas de chômage ; aucune dimension temporelle, et donc ni investissement ni marchés financiers ; pas d'incertitude ; pas de monnaie... Mais il faut également être bien mal informé ou de mauvaise foi pour prétendre que la s'arrête l'histoire de la théorie néoclassique. C'était faux dès l'origine.

Walras lui-même écrivait sur le capital et l'intérêt des pages qui valent largement ce que de prétendus critiques écrivent cinquante ans plus tard. Pour lui comme pour les premiers néoclassiques, la théorie de l'équilibre général n'était qu'un point de départ. Cela est manifeste aujourd'hui, après une vingtaine d'années qui virent la théorie néoclassique à la fois investir tous les domaines de l'économie et se renouveler en profondeur. Cette évolution, bien sûr, ne va pas sans ruptures, et certains développements se sont vus sur le coup non ou même anti-wallassiens. Mais le temps fait ressortir la continuité d'une méthode et l'apparte-

nance à un champ commun d'analyse. C'est d'abord dans le traitement de l'information que les innovations ont été les plus radicales. La théorie originelle supposait des agents parfaitement informés. Une énorme part de la recherche économique contemporaine traite au contraire des imperfections de l'information. Que peuvent et doivent faire des agents mal informés sur la qualité des biens qu'ils achètent, sur les efforts fournis par les travailleurs qu'ils emploient ou par les managers qui les représentent ?

Dans ces contextes, les mécanismes ordinaires du marché et des prix sont inopérants et les agents doivent passer entre eux des contrats plus complexes qu'une simple opération d'achat-vente. La théorie des incitations, actuellement en pleine expansion, étudie toutes ces questions. Elle s'applique aux relations à l'intérieur des entreprises, et l'on ne peut que sourire quand on entend encore de nos jours reprocher à la théorie néoclassique de traiter l'entreprise comme une boîte noire. Elle offre, à l'autre extrémité du champ d'analyse, les moyens théoriques d'une comparaison sérieuse entre systèmes économiques.

La profondeur de la crise des pays de l'Est, surprenant les économistes de tous bords, est la manifestation éclatante de l'importance des incitations. Plus encore qu'à des défauts de coordination l'échec est dû à un système par trop défaillant d'incitations à l'effort, de production ou de commercialisation, ou à l'innovation. En prendre acte permet de bien poser les problèmes et ne signifie nullement oublier les maux qui affectent les économies de marché - qu'il est sans doute du devoir des économistes

aujourd'hui de rappeler à leurs collègues de l'Est nouvellement convertis.

Bien d'autres changements ont marqué récemment la théorie économique. Là où on ne voyait à l'origine que des agents atomistiques sans pouvoir de marché, on étudie aujourd'hui des agents aux comportements stratégiques élaborés. L'étude de la concurrence imparfaite s'est développée avec l'aide de la théorie des jeux, qui fait figure de matrice générale des comportements économiques. Avec elle économie industrielle et économie internationale ont perdu en simplicité mais gagné en réalisme, et les vertus du marché n'y occultent plus ses défauts.

Un cadre cohérent

La macroéconomie également a pris assise sur cette nouvelle microéconomie. Au lieu de se substituer à Walras, Keynes aujourd'hui le complète en apportant de fécondes intuitions, à défaut d'une méthode claire. Fonctionnement imparfait des marchés, importance des ajustements intertemporels, rôle des anticipations des agents sont les éléments qui donnent corps à la macroéconomie et trouvent aujourd'hui des formalisations fécondes. Un thème par exemple traverse ce courant, celui de la multiplicité des équilibres ou des trajectoires possibles, induisant des phénomènes d'indétermination ou d'hystérésis. A sa façon, la théorie économique rend ici hommage à l'histoire.

Si cette théorie qu'on dit néoclassique poursuit ainsi sa progression en occupant le terrain académique et en tentant d'influencer les décideurs, c'est qu'elle possède un atout crucial

qui a fait défaut à ses concurrentes. Elle est capable de s'autodépasser, intégrant petit à petit critiques et éléments nouveaux dans un cadre conceptuel cohérent. Bien des critiques ont ainsi perdu de leur pertinence.

Le reproche d'individualisme méthodologique, par exemple, nous semble avoir fait long feu. L'accent mis dès l'origine sur les interdépendances entre agents était un contre-poids formidable. Les modèles de jeux sont riches et la dimension sociale bien présente. Au contraire, les théories économiques qui se voulaient holistes, telle la théorie marxiste, sont restées bloquées dans leur projet initial et il est patent aujourd'hui que la méconnaissance des comportements individuels y a eu des conséquences autrement graves que celle des groupes dans la théorie néoclassique originelle.

La force de la théorie néoclassique aujourd'hui est qu'aucune alternative systématique ne lui est présentée. Les déclarations de programme n'ont pas manqué. On peut éprouver de la sympathie pour nombre d'entre elles, mais force est de constater qu'elles n'ont jamais réussi à entamer l'édifice qui s'est au contraire consolidé en répondant à ces critiques dans un processus continu de croissance interne et externe.

Reste évidemment la possibilité d'une pratique non systématique de l'économie, proche des faits et de l'histoire. Elle a ses vertus, mais c'est aux économistes du courant théoricien de montrer la supériorité de leur approche.

Si la théorie économique a du mal à se faire entendre, cela tient sûrement à la complexité du message qu'elle souhaite diffuser. Ladite com-

plexité est inhérente à l'approche. Les effets d'un choc pétrolier sont multiples, les causes du chômage nombreuses. Il faut les recenser, les analyser logiquement et les quantifier avant de proposer des remèdes qui relèveront généralement d'un dosage subtil.

Ce type de réponses a rarement les faveurs des politiciens ou du public. Les messages simples sont plus percutants. Mais les faits se chargent souvent de montrer avec le temps que le monde économique est plus complexe que... disons, Ronald Reagan l'avait cru.

En mettant en valeur le fonds commun qui réunit les économistes du courant néoclassique, nous avons inévitablement gommé des oppositions parfois très vives. Contrairement à ce qu'on avance souvent, l'appartenance à ce courant n'entraîne pas nécessairement l'adhésion à un libéralisme débridé. La conscience de la complexité du monde pousse au contraire au recentrage.

La théorie pure nous a appris à nous situer entre les deux pôles du conflit et de la coopération, à distinguer le monde idéal du *first best* de celui de *second best* où les véritables enjeux se font jour, à reconnaître la permanence d'un dilemme entre justice et efficacité... L'idéologie qui se forge ainsi est flexible et en vaut bien d'autres. La société gagnerait sans doute à plus s'en imprégner.

► Professeur à l'université Paris-I.

Lire dans « Champs économiques » du Monde daté mardi 16 octobre un premier article répondant à la même question et intitulé : « Une science balkanisée », par Jacques Lesourne.

ACTIONNAIRES DE SUEZ,
n'oubliez pas votre rendez-vous
d'information télévisée :

SUEZ MAGAZINE,

le samedi 27 octobre sur FR3 à 10h30
le dimanche 28 octobre sur M6 à 8h45

Au sommaire :

Une interview de Gérard Worms
nouveau Président de la Compagnie de Suez,
le point sur la Société Générale de Belgique,
la vie des filiales, et la communication.

Une émission de la Direction de la Communication

Pour toute information, Suez Actionnaires,
1 rue d'Astorg 75008 Paris. Tél. : 40.06.64.00.



Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1989),
Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet
Administrateurs délégués : Antoine Griset, Nelly Pierret
Rédacteurs en chef : Bruno Frappat, Jacques Amalric,
Jean-Marie Colombani, Philippe Herremans, Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE, 75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 40-65-25-99 ; Telex 206 806 F

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94862 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 49-60-30-10 ; Telex 261311 F MONDSIR

le journal mensuel
de documentation politique
après-demain

Fondé par la Ligue
des droits de l'homme
(non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

**INFORMATIQUE
ET LIBERTÉS**

Envoyer 40 F (timbres à 2 F ou chèque) à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolant, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (60 F d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

EMPRUNTS

OCTOBRE 1990

1,5 milliard de francs à taux fixe
au choix entre :

EMPRUNT EDF 10,50 % - TAUX DE RENDEMENT ACTUARIEL : 10,58 %

Obligation : 5 000 F
Prix de souscription : 5 012 F dont 40,25 F de coupon couru.
Date de règlement : 5 novembre 1990.
Date de jouissance : 8 octobre 1990.
Coupon : 10,50 % soit 525 F par obligation payable tous les 8 octobre et pour la première fois le 8 octobre 1991.
Durée : 11 ans et 337 jours.
Remboursement normal : au pair, en totalité le 8 octobre 2002.
Remboursement anticipé : Electricité de France pourra rembourser ces obligations, par anticipation à partir de 1997. Les remboursements éventuels se feront aux conditions suivantes :
- 5 091 F par obligation en cas de remboursement le 8 octobre 1997.
- 5 076 F par obligation en cas de remboursement le 8 octobre 1998.
- 5 060 F par obligation en cas de remboursement le 8 octobre 1999.
- 5 041,50 F par obligation en cas de remboursement le 8 octobre 2000.
- 5 022 F par obligation en cas de remboursement le 8 octobre 2001.
ces obligations seront assimilées dès leur cotation à l'emprunt EDF 10,50 % septembre 1990 code 11 818.

EMPRUNT EDF 10,10 % - TAUX DE RENDEMENT ACTUARIEL : 10,55 %

Obligation : 5 000 F
Prix de souscription : 5 204 F dont 338,95 F de coupon couru.
Date de règlement : 5 novembre 1990.
Date de jouissance : 5 mars 1990.
Coupon : 10,10 % soit 505 F par obligation payable tous les 5 mars et pour la première fois le 5 mars 1991.
Durée : 9 ans et 120 jours.
Remboursement : au pair, en totalité le 5 mars 2000.
Assimilation : ces obligations seront assimilées dès leur cotation à l'emprunt EDF 10,10 % février 1990 code 11 673.

Une fiche d'information (visa COB n° 90-429 du 17 octobre 1990)
est disponible sans frais, sur demande - B.A.L.D. du 22 octobre 1990.

Direction des Services Financiers
et Juridiques - 2, rue Louis Murat,
75008 Paris.

EDF

Electricité
de France

CNE
Service des Titres
18 bis, rue de Berri,
75008 Paris. Tél. (1) 44 20 60 00

Investissez dans

un courant porteur

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

Le Monde

OPÉRATION SPÉCIALE



**BANQUE
POPULAIRE
DE
CHAMPAGNE**

recherche son

Contrôleur de gestion

Dans notre équipe vous aurez la possibilité d'évoluer à partir de la fonction de Contrôleur de Gestion au sein de la Direction Financière de l'Entreprise.

Mission:

- développer notre système d'information de gestion,
- surveiller, analyser les chiffres et les performances,
- faire partager les chiffres aux différentes unités de la Banque.

Profil:

- vous êtes de formation financière et comptable supérieure,
- vous avez acquis une expérience du Contrôle de Gestion si possible en milieu bancaire.

Adresser votre candidature à:

Lionel BRACONNIER, BANQUE POPULAIRE DE CHAMPAGNE,
16, place de la Libération, 10000 TROYES



**CREDIT
COOPÉRATIF**

UNE BANQUE POUR ENTREPRENDRE ENSEMBLE

Dans le cadre de notre développement, principalement axé vers les coopératives, associations, mutuelles et leurs adhérents, nous recherchons pour nos agences de la région ILE DE FRANCE des :

CHARGES DE CLIENTELES H/F

Diplômés de l'enseignement supérieur (filiales économique ou commerciale) justifiant d'une expérience bancaire d'au moins 4 ans auprès de clientèle d'entreprises et/ou d'associations.

Merci d'adresser votre dossier (C.V., lettre de motivation, photo et prétentions) s/réf. LM/CC à
Mr KEMPENERS / DRH

CREDIT COOPÉRATIF

BP 211 - 92002 NANTERRE CEDEX

Savez-vous combien l'assurance recrute chaque année de cadres et de jeunes diplômés ?

Quelle que soit votre formation, vous devez vous informer sur les nombreux débouchés offerts par le monde très diversifié de l'Assurance. Chaque année, les Sociétés d'Assurance recrutent des juristes, des statisticiens, des comptables, des commerciaux, des médecins, des ingénieurs, des architectes et de nombreux diplômés d'autres filières.

Si vous aimez les contacts, le dialogue, vous pouvez développer et enrichir vos connaissances actuelles en devenant un spécialiste de pointe, intégré à une équipe pluridisciplinaire de haut niveau, en évolution permanente. Des responsabilités importantes vous attendent à terme.

Découvrez les 50 Métiers porteurs de l'Assurance. Pour un Risk Manager, un Audit, un Assureur International, un Souscripteur, un Courtier, un Agent Général, un Rédacteur Gestionnaire, quelles sont les perspectives de carrière ? Quels sont les métiers de l'informatique dans l'Assurance ? Venez vous renseigner et rencontrer les Responsables des plus grandes sociétés : GAN, CNP, Groupe Victoire, AGF, AXA, GPA, PFA, La France, Les Mutuelles du Mans, Groupama, Eagle Star Vie, FFSA, Lloyd Continental.

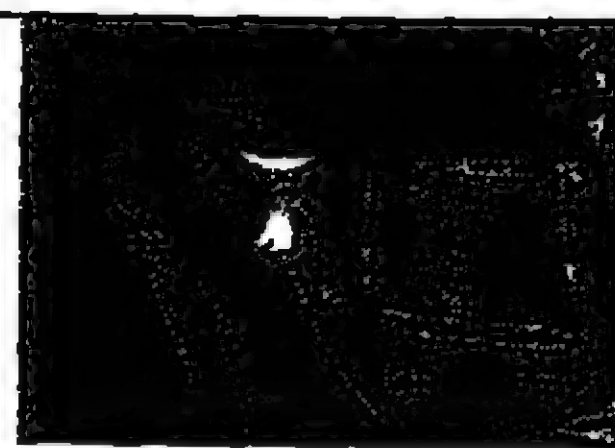


ANPE
Réseaux Carrières

L'ARCUS
L'Association des Responsables des Carrières

Le Monde

...Les Métiers de la Banque...



- Intervenant sur les marchés financiers (trader - swapper - market maker).
- Gestionnaire, organisateur de back-office.
- Négociateur, gérant de valeurs mobilières.



- Analyste de crédit.
- Ingénieur financier.
- Assistant chef de projets.
- Inspecteur, Auditeur.
- Fiscaliste.
- Organisateur, Comptable.
- Chargé d'études économiques.



- Commercial produits financiers (trésorerie, crédit-bail).
- Négociateur - concepteur de financements spécialisés.

J'AI UN MÉTIER À LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

JEUNES DIPLOMÉS

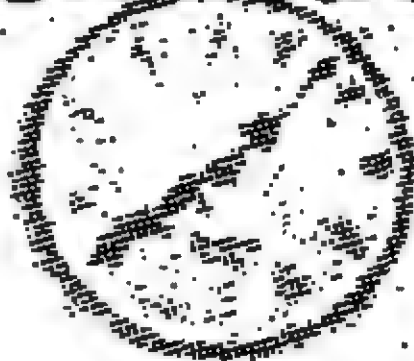
Venez partager le savoir-faire de nos équipes de spécialistes. Nous vous proposons d'emblée un métier. De multiples opportunités vous sont offertes. Jeunes diplômés BAC + 4/5 d'écoles de commerce, d'ingénieurs ou d'universités, venez vous associer au talent d'une banque universelle présente sur tous les métiers bancaires et financiers.

Société Générale - Service Recrutement (réf. M10 DES) - 7, rue Caumartin - 75009 PARIS



CONJUGUONS NOS TALENTS.

Un nouvel esprit souffle sur la Banque.



EDF

Le Monde

OPÉRATION SPÉCIALE

...Les Métiers de la Banque...

Ensemble, exceller dans
nos métiers, gagner en Europe.

LE CRÉDIT AGRICOLE

CONFIRME

SA DYNAMIQUE

DE SUCCES :

PREMIERE

BANQUE

EUROPÉENNE,

5700 GUICHETS.

73000 SALARIÉS.

SCT VAISON

Notre domaine d'activité : l'industrie des produits financiers. Filiale du Crédit Agricole, nous sommes l'un des premiers professionnels de France dans notre métier. Dans le monde de la finance, les années 90 seront celles du back-office. Notre entreprise souhaite maintenir et développer son leadership en investissant sur de jeunes diplômés à forts potentiels.

CHEF DE PRODUIT : HEC, ESSEC, SUP DE CO...

PROVENCE

A 25-30 ans vous pouvez justifier au moins deux années d'expérience commerciale et/ou marketing des produits financiers. Nous vous offrons l'opportunité de rejoindre une équipe marketing jeune et motivée, pour pratiquer un marketing de terrain hors des sentiers battus. Vous participerez à la définition et au packaging de nos offres de prestations en produits financiers et valeurs mobilières. Vous en assurerez la promotion commerciale auprès des banques clientes et des prospects. Vous définirez les supports ainsi que les actions de communication à mettre en œuvre. (réf. 17630/A)

FUTUR JUNIOR MANAGER

PROVENCE

Jeunes diplômés SUP de CO, DESS BANQUE-FINANCE... Les métiers financiers vous passionnent. Nous vous proposons un parcours d'intégration d'une année qui vous permettra de mieux connaître votre entreprise et de trouver ensemble votre domaine d'excellence. Notre structure offre de fortes opportunités de carrière aux candidats à forts potentiels. Nous souhaitons vous rencontrer pour vous en faire part. (réf. 17630/B)

ORGANISATEURS CONFIRMÉS

PARIS

SYNAXIS Nous sommes une filiale du Crédit Agricole, spécialisée en organisation et informatique des valeurs mobilières et de l'international. De formation supérieure (Ecole d'ingénieurs ou Universitaire), vous avez une expérience fonctionnelle de 3 à 10 ans en tant que Consultant ou Chef de Projet dans l'un des domaines suivants : BANQUE - INTERNATIONAL - TITRES. Vous aurez la responsabilité des études d'organisation, des études préalables des cahiers des charges ainsi que du lancement de nouvelles activités. Vous serez le garant des procédures et assurerez le support et la formation des utilisateurs. Ce poste requiert un sens développé de la communication et une parfaite maîtrise de la langue anglaise. (réf. 17630/C)

JEUNE DIPLÔMÉ

SOMME

JEUNES DIPLÔMÉS (Ecole, Université) construisez votre carrière. Vous avez réussi votre premier emploi ou vos stages significatifs. Vous êtes ambitieux et dotés d'un enthousiasme contagieux. Nous vous offrons la possibilité de confirmer, de développer, dès votre parcours d'intégration dans l'entreprise (6 mois environ), vos aptitudes au management de projets, au management des hommes. En fonction de vos savoir-faire et savoirs être, vous rejoindrez l'équipe d'encadrement d'unités aussi stratégiques que l'organisation, le marketing, l'informatique, la gestion... (réf. 17630/D)

ORGANISATEUR METHODES ET PRODUCTIVITE

LOIRE ATLANTIQUE

En étroite collaboration avec le responsable du département organisation, vous serez chargé de : • l'analyse des fonctions, des procédures (hors informatiques) et des tâches, • l'amélioration de la productivité dans un réel souci de qualité et d'efficacité, • la mise en place et du suivi des actions définies, en lien avec les services concernés. De formation supérieure, école d'ingénieurs (AM, ICAM...), vous pouvez justifier d'une expérience réussie d'au moins 2 ans dans une fonction similaire. Pour cette mission stratégique, nous serons particulièrement attentifs aux dossiers de candidats forts de réelles qualités d'animateur, à la fois hommes de synthèse et créatifs. (réf. 17630/E)

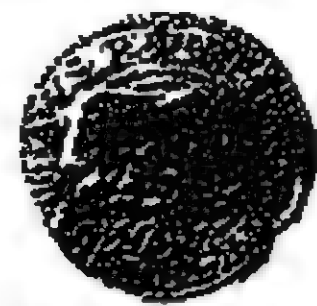
FISCALISTE

SAINT QUENTIN EN YVELINES

UCABAIL UCABAIL, société holding regroupant sept sociétés de Crédit-Bail mobilier et immobilier recherche un(e) fiscaliste pour superviser l'ensemble de la politique fiscale du groupe dont les activités se développent tant en France qu'à l'étranger. Intégré à la Direction Financière, vous aurez à : • optimiser les procédures de gestion et à superviser les déclarations fiscales, • suivre les contrôles et les contentieux fiscaux, • apporter votre expertise sur les montages des nouveaux produits, • diffuser la réglementation fiscale, après l'avoir analysée et après avoir prévu ses incidences sur l'activité du groupe. Vous êtes diplômé(e) de l'Ecole Nationale des Impôts et/ou titulaire d'un diplôme de 3ème cycle spécialisé en fiscalité. Vous justifiez d'une première expérience de 3 années minimum. (réf. 17630/F)

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous la référence choisie à ORGANISATION ET PUBLICITE - 2, rue Marengo - 75001 PARIS qui transmettra.

Si l'Europe impose l'Ecu,
une seule banque aura une
impression de déjà-vu

Ecu d'or de la République de Sienne (13^e siècle)

Fondée en 1472, considérée comme la plus ancienne banque du monde, la MONTE DEI PASCHI DI SIENA est en 1990 le premier groupe bancaire italien par la taille de son réseau. Classicisme et modernité nous ont imposés sur toutes les places financières internationales. Notre filiale française, LA MONTE PASCHI BANQUE, renforce aujourd'hui l'équipe commerciale de sa Direction Financière et recherche un

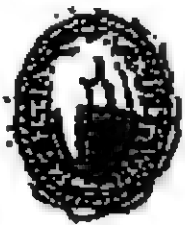
CHARGE DE CLIENTELE INSTITUTIONNELLE

Age de 30/40 ans, de formation supérieure, vous avez acquis une bonne connaissance des produits obligataires et actions, des OPCVM. Fort de cette expérience, vous êtes capable d'en faire la promotion et de les vendre à une clientèle avertie.

Si vous souhaitez donner un nouvel élan à votre carrière professionnelle, votre expérience, vos qualités relationnelles et surtout votre tempérament de commercial nous permettront de vous confier la responsabilité de la prospection et du développement de notre clientèle institutionnelle.

Basé à Paris, vous percevrez une rémunération à la hauteur de vos ambitions. N'hésitez pas à nous contacter en nous adressant votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à :

MONTE PASCHI BANQUE - Direction des Ressources Humaines
7 rue Meyerbeer - 75009 PARIS



MONTE PASCHI BANQUE
LA BANQUE EST UN ART

Vous êtes diplômé d'une grande Ecole Scientifique (POLYTECHNIQUE, MINES, CENTRALE), commerciale (HEC, ESSEC, ESCP) ou équivalent et vous avez une première expérience professionnelle (banque, conseil, audit, industrie...).

Votre dynamisme, votre grande rigueur, vos réelles qualités d'entrepreneur sont vos atouts majeurs.

Notre direction des marchés de capitaux, spécialisée dans des domaines financiers à haute technicité (options, swaps, actions, fusions - acquisitions...), vous offre des postes d'études, d'organisation et de gestion évoluant à terme vers de réelles responsabilités de management.

Ces métiers passionnants et autonomes conviendront à des candidats motivés et à fort potentiel.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. MC/LM à
Frédéric PASTRE - Société Générale - Service du Recrutement
59, rue de Provence - 75009 PARIS.



CONJUGUONS NOS TALENTS.

634 000 LECTEURS CADRES SUPÉRIEURS,
le Monde
est la première source
d'information des cadres supérieurs.

(IPSOS 90)

صكنا من الامم

صلى الله عليه وسلم

de la Banque.

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde

OPÉRATION SPÉCIALE

... Le Monde • Mardi 23 octobre 1990 31

...Les Métiers de la Banque...

Ensemble, exceller dans
nos métiers, gagner en Europe.

LE CREDIT AGRICOLE

D'ILE DE FRANCE

CONFIRME

SA DYNAMIQUE

DE SUCCES :

PREMIERE BANQUE

REGIONALE.

252 AGENCES.

2 900

COLLABORATEURS.



INGENIEUR FINANCIER MOYENNES ET GRANDES ENTREPRISES

Réf. : EF/GE/72

Vous êtes jeune, 30/40 ans, dynamique. Vous aimez travailler en équipe et vous avez déjà une solide expérience des opérations de haut de bilan. Nous vous proposons de participer, avec des responsabilités importantes, au développement du Crédit Agricole sur le marché des moyennes et grandes entreprises dans le domaine de l'ingénierie financière appliquée à tous les aspects de la transmission d'entreprises : opérations à levier, M and A, introduction en Bourse, prises de participation...

CHARGE D'AFFAIRES SENIOR MOYENNES ET GRANDES ENTREPRISES

Réf. : AS/GE/73

A 30/35 ans, de formation supérieure Bac + 4 ou plus (avec de préférence ITB et CESB), vous avez le désir de vous réaliser dans le cadre d'un projet d'entreprise ambitieux. Vous avez au moins 5 ans d'expérience réussie dans une fonction équivalente. Au sein de la Direction des Entreprises, nous vous proposons de devenir l'interlocuteur privilégié de nos clients, attentif à l'évolution du marché, aux offres nouvelles et à la demande. Responsable du développement de votre portefeuille, vous participerez en étroite collaboration avec les autres directions à la promotion des produits et services bancaires du Crédit Agricole.

CHARGE D'AFFAIRES JUNIOR MOYENNES ET GRANDES ENTREPRISES

Réf. : AJ/GE/74

25 ans, du tonus et de réelles qualités commerciales, vous souhaitez débiter votre carrière dans un environnement bancaire de premier plan. Si vous avez en plus une formation supérieure Bac + 4 (type Escae, Dauphine, Agro...), nous vous confierons des missions motivantes. Chargé de la gestion et du suivi d'un fonds de clientèle grandes entreprises, vous préparerez les dossiers de prêt et de crédit sous l'autorité d'un sénior, avant d'évoluer dans notre réseau commercial.

CHARGE D'AFFAIRES SENIOR PME/PMI

Réf. : AS/PM/75

Une première expérience vous a donné le goût de réussir. Vous avez maintenant la volonté d'évoluer au rythme d'une grande banque fortement implantée sur le marché des entreprises. Vous serez responsable d'un portefeuille de PME/PMI, soucieux de participer à la promotion des produits et services bancaires du Crédit Agricole. Vous instruirez les dossiers de crédit, surveillerez la bonne fin des engagements et développerez le courant d'affaires avec les entreprises.

CHARGE D'AFFAIRES JUNIOR PME/PMI

Réf. : AJ/PM/76

Solide : c'est votre tempérament commercial. Inné : votre sens du contact. Supérieures : vos études (BAC + 4, gestion ou économie). Le challenge que nous vous proposons vous permettra de faire vos preuves dans un environnement de qualité. Chargé de la gestion et du suivi des dossiers d'une clientèle de PME/PMI, vous participerez avec un chargé d'affaires sénior à la promotion d'une gamme variée de produits bancaires et financiers. Vous évoluerez ensuite selon votre personnalité et votre potentiel.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet en indiquant bien la référence choisie au Service du Recrutement Crédit Agricole d'Ile-de-France - 26, Quai de la Rapée - 75012 Paris.

Quand on a 500 ans
d'expérience
on peut envisager
l'avenir avec sérénité.

Fondée en 1472, considérée comme la plus ancienne banque du monde, la MONTE DEI PASCHI DI SIENA est en 1990 le premier groupe bancaire italien par la taille de son réseau. Classicisme et modernité nous ont imposés sur toutes les places financières internationales.

Notre filiale française, la MONTE PASCHI BANQUE, forte de ses 12 agences réparties dans les principales villes de France et à Monaco, renforce aujourd'hui son DÉPARTEMENT JURIDIQUE et CONTENTIEUX et recherche un

JURISTE DE BANQUE

30-40 ans, titulaire d'une maîtrise de droit privé, vous possédez une expérience réussie de 5 ans environ dans la fonction juridique bancaire. Nous vous proposons de nous rejoindre et de vous confier comme missions principales, sous l'autorité du Chef de Département :

- de développer le rôle de Conseil auprès de notre réseau bancaire
- d'assurer le suivi et le recouvrement des dossiers précontentieux et contentieux
- d'assister notre Secrétaire Général dans l'organisation, la tenue des conseils et assemblées et la rédaction des procès verbaux et dans le suivi administratif de la vie juridique de la banque et de ses filiales
- de participer à la révision complète de nos procédures juridiques, commerciales et administratives.

Vous possédez de sérieuses qualités d'organisation et de rigueur alliées à un sens relationnel certain vous permettant de travailler en équipe. Des connaissances en fiscalité sont un plus.

Basé à Paris, vous percevrez une rémunération à la hauteur de vos ambitions.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à MONTE PASCHI BANQUE Direction des Ressources Humaines 7, rue Meyerbeer - 75009 PARIS.



MONTE PASCHI BANQUE
LA BANQUE EST UN ART

Banque Privée leader sur son marché associée à un important groupe bancaire recherche

Technico
Commercial
Etranger

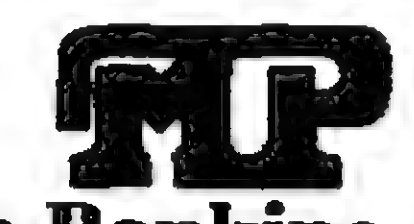
Exploitant
Entreprises

Paris ± 270 KF

Rattaché au Directeur du Département, votre fonction, avant tout commerciale, fera de vous le partenaire privilégié de nos correspondants étrangers. Maîtrisant parfaitement les instruments financiers internationaux, vous saurez conseiller utilement notre clientèle tant d'entreprises que de particuliers et participerez vous-même à l'élaboration des différents produits de correspondent-banking.

Aujourd'hui âgé d'au moins 30 ans, vous avez valorisé votre formation supérieure (Bac + 5) par une expérience technique et commerciale réussie au sein du département étranger d'une banque ou d'un établissement financier. Vous êtes volontaire et autonome, vous pratiquez l'anglais et le cas échéant une seconde langue étrangère, nous saurons vous offrir de réelles perspectives au sein d'une structure évolutive. (réf. CLN6145MO).

Contactez Catherine le Ninivon au (1) 42.89.30.03 ou adressez votre CV + photo + lettre manuscrite + rémunération actuelle à Michael Page Banking & Insurance, 10 rue Jean Goujon, 75008 Paris, sous référence du poste choisi.



Michael Page Banking & Insurance
Spécialiste en recrutement Banque - Assurance

NC communication

Le Monde

OPÉRATION SPÉCIALE

...Les Métiers de la Banque...

4 ORGANISATEURS CONSEILS CONFIRMÉS

Si vous êtes comme nous, persuadés que la rentabilité et le développement des entreprises passent par une organisation performante, venez renforcer les équipes d'organiseurs conseils de la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE.

Vous prendrez en charge, en tant que responsable de mission, des interventions complexes touchant l'ensemble du domaine bancaire, telles que l'organisation générale de nos réseaux ou de services centraux, la recherche d'une meilleure productivité, l'amélioration des structures et des processus de traitement existant ou leur définition dans le cadre des grands projets de l'entreprise.

Vos principaux objectifs seront de partager votre savoir-faire basé sur des expériences réussies et des méthodes acquises, de négocier et mobiliser des équipes autour de vos propositions. Nous accueillerons des Diplômés d'une École de Commerce, de Gestion ou d'Ingénieurs, riches d'une expérience de 4 ans minimum en organisation, conduite de projets/planification dans le secteur tertiaire ou industriel.

Ces postes exigent une solide capacité d'intégration, un apport méthodologique et d'excellentes qualités tant relationnelles que pédagogiques. La rémunération prendra en compte l'expérience (prétentions à préciser).

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite et prétentions sous référence ORG à A. STOUIS de la MATHE - SOCIÉTÉ GÉNÉRALE - Direction des Relations Humaines - 10, place Edouard VII - 75009 PARIS.

CONJUGUONS NOS TALENTS.

Intervenant majeur dans le financement de l'immobilier et des collectivités locales, le Crédit Foncier mène une politique de redéploiement et de diversification de ses activités. Pour continuer dans cette voie et maintenir notre excellence, nous recherchons :

JEUNES CADRES FINANCIERS

Pour nos secteurs investissements (Réf. CFI) et grands travaux et (Réf. CFGT). Au sein des structures en charge de ces domaines, vous participerez à l'étude, à la négociation et à la présentation des dossiers de prises de participation ou d'investissement. Vous mènerez l'analyse de dossiers de financement sophistiqués... et d'engorgement (concession, projets immobiliers, financements à la carte...).

Outre une formation supérieure financière acquise dans une grande école (HEC, ESSEC, ESCP, IEP, ...) ou en université (DESS Dauphine ...), ces postes requièrent une expérience de 2 à 5 ans dans un secteur d'activité comparable en entreprise ou en cabinet d'audit, une bonne connaissance du droit des sociétés et de la fiscalité, la pratique courante de l'Anglais.

CHARGE D'ETUDES A LA DIVISION PRODUITS

Rattaché au responsable de la conception des prêts du secteur concurrentiel, vous participerez à la définition des produits nouveaux, au montage de dossiers et à la conception d'outils d'aide à la vente, à l'adaptation des techniques d'analyse du risque, à la définition de la politique tarifaire.

Pour exercer avec succès ces missions vous êtes diplômé d'une grande école (écoles de commerce, IEP ...) dans la filière financière et possédez de bonnes connaissances et éventuellement une première expérience en matière fiscale. Une maîtrise de la micro-informatique est par ailleurs souhaitée. Réf. CDP

Vous avez le goût des contacts et de la négociation, cherchez à vous investir dans un métier au carrefour de l'immobilier et de la finance, venez nous rejoindre en adressant lettre de candidature, C.V., photo, prétentions et référence du poste souhaité au CREDIT FONCIER - Direction du Personnel - 19, rue des Capucines - BP. 65 - 75050 PARIS Cedex 01 - Tél. 42.44.80.66 ou 80.67.

EXERCEZ VOTRE TALENT AVEC LE CREDIT FONCIER

CREDIT FONCIER

THE BANK OF TOKYO, LTD

recherche pour sa succursale à Paris

analyste de crédit/exploitant (grandes entreprises et financements spéciaux)

- 26/30 ans, formation supérieure en gestion/finance.
- Expérience de 2/4 ans dans l'analyse de bilans, l'évaluation des entreprises et le montage des crédits (une certaine connaissance des financements spéciaux - grands projets, LBO, immobilier, etc... - serait appréciée).
- Anglais courant indispensable (rapports avec le Siège Central).
- Esprit ouvert et adaptable, sens du travail en équipe, aisance relationnelle.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à la Direction du Personnel, 8 rue Saint-Anne, 75001 Paris.

BANQUE D'AFFAIRES AMERICAINE

recherche un

Analyste

pour son département

CORPORATE FINANCE

De formation Grande Ecole, vous avez acquis une première expérience dans un cadre similaire. Vous maîtrisez la comptabilité et les techniques financières et parlez couramment l'anglais.

Votre mission consistera à effectuer des analyses de secteurs, d'entreprises et à préparer des dossiers liés à des opérations de haut de bilan (LBO, RES, Acquisitions...).

Vous serez associé aux montages des transactions. Ce poste évoluera en fonction de votre potentiel et de vos résultats sera pour vous l'occasion d'évoluer vers une fonction de Chargé d'Affaires.

Adressez lettre manuscrite + CV, sous réf. 1523 à
DEB'S 103, rue Joffroy 75017 PARIS.

GROUPE CIC

Le CIC, c'est :
- 116 agences à Paris
et en région parisienne
- 4 000 collaborateurs
- 40 000 clients entreprises
- 250 000 clients particuliers

Contrôleur de gestion

pour son DÉPARTEMENT DES
TRAITEMENTS TITRES
à OSNY (VAL D'OISE)

CIC
PARIS

Sous l'autorité du Responsable de l'Audit vous serez chargé :

- d'organiser et de faire évoluer le système de collecte, d'informations sur les coûts,
- de coordonner et de synthétiser le budget des services,
- de développer les tableaux de bord des activités.

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur, avec une expérience de 3 ans minimum dans une entreprise de services. Une expérience dans le domaine des valeurs mobilières serait un plus.

Qualités requises : esprit d'analyse, créativité, sens de l'organisation et de la négociation.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + curriculum vitae + photo) à Martine GENETTE
CIC - Département des Traitements Titres - 29, route d'Ennery - 95520 OSNY.

Partenaire privilégié des entreprises désireuses de s'implanter ou de développer leurs relations commerciales avec l'URSS et les pays de l'Est européen,

LA BANQUE COMMERCIALE POUR L'EUROPE DU NORD (EUROBANK)

renforce son département :
INGÉNIERIE FINANCIÈRE

Diplômé(e) d'une grande école de commerce ou de gestion - ou titulaire d'un DESS Banques et Finances - vous avez une expérience bancaire de 5 à 10 ans dans un environnement international. Vous maîtrisez parfaitement la conception, le montage et la négociation des opérations de financement de projets.

Vous pratiquez l'anglais couramment et peut-être connaissez-vous la langue russe.

Nous vous proposons de rejoindre une équipe dynamique au sein de laquelle votre professionnalisme, votre rigueur et votre créativité seront vos meilleurs atouts de réussite.

Merci d'adresser votre c.v., une photo et une lettre manuscrite ainsi que vos prétentions à la B.C.E.N., Janine JANIAUD,
Direction du personnel, 79/81, boulevard Haussmann, 75382 PARIS CEDEX 08.

501 من الامم

Postes à + de 400 KF

VOTRE MISSION : DOUBLER NOTRE CHIFFRE D'AFFAIRES...

Filiale d'un puissant groupe immobilier, nous sommes une entreprise de bâtiments qui traite directement le gros œuvre et sous-traitte le second. De taille humaine (100 personnes), nous travaillons essentiellement en région parisienne et dans le Sud Est. Nous recherchons aujourd'hui notre

Directeur général

qui, utilisant tout nos atouts et sa connaissance du marché, assurera notre développement axé tant sur la croissance que sur la rentabilité.

La quarantaine dynamique, vous avez acquis une expérience confirmée du management d'une entité autonome de BTP (filiale ou division). Vous cherchez aujourd'hui une responsabilité plus large, et une réelle évolution de salaire.

Pour un premier contact, envoyez votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V. et prétentions) à notre Conseil COR'EX - 11, avenue Myron T. Herrick - 75008 PARIS sous la référence DIGIM

COR'EX
Conseil Recrutement

Filiale d'un groupe Français, cette PME (80 pers.) dont le siège se situe en région parisienne, est spécialisée dans les blens d'équipement destinés au Bâtiment et à l'Industrie. Notre activité progresse de 20 à 30 % par an et se situe dans un environnement très porteur. Nous recherchons son

DIRECTEUR GENERAL

De formation Ingénieur complétée si possible par un cycle commercial-gestion, vous êtes surtout un homme de stratégie et de décision.

Votre large expérience de Manager dans des contextes techniques ou industriels vous donne le recul nécessaire pour diriger la production, la gestion et la commercialisation.

L'autonomie du poste au sein du groupe, la clarté des objectifs à atteindre et un salaire participatif, sont des éléments qui vous séduiront.

Nous saurons par notre énergie et nos fortes ambitions être des vecteurs à votre réussite.

Pour un entretien individuel avec la société le 09/11/90

Adressez ou télécopiez CV, lettre et photo à EUROMAN - 41, avenue Victor Hugo 92100 BOULOGNE. Fax : 46.05.00.90 en indiquant la référence 5426 sur la lettre et sur l'enveloppe.

EUROMAN

Une fonction évolutive dans les assurances.

Notre compagnie d'assurances est une mutuelle, spécialisée dans le risque d'entreprise, générant 200 MF de primes. Elle recherche son

DIRECTEUR GENERAL ADJOINT

Vous aurez pour mission de diriger et coordonner l'ensemble des activités de la société.

A 35-40 ans, après environ dix années d'expérience dans l'assurance dont quelques-unes en direction opérationnelle d'une compagnie, vous avez une bonne connaissance des risques d'entreprise et des mécanismes financiers de l'assurance.

Vous avez une formation supérieure juridique, commerciale ou d'ingénieur.

Le poste, basé à Paris, est appelé à évoluer, à très court terme, vers celui de Directeur Général en totale autonomie. Vous rapporterez alors au Conseil d'Administration de la société.

Merci d'adresser votre candidature (CV, lettre manuscrite, photo, rémunération actuelle) sous référence PRA 1001 LM à notre conseil Emmanuel VERLEY

centor

26, rue Henri Monnier
75009 Paris

PARIS 42 89 13 30 LYON 78 34 37 16 MULHOUSE 89 56 58 00

GRUPE INTERNATIONAL, pour l'une de ses filiales françaises qui produit et commercialise des PRODUITS INDUSTRIELS METALLURGIQUES et est considérée comme l'un des leaders de la profession par les grands secteurs industriels français et européens, recherche :

DIRECTEUR COMMERCIAL/MARKETING ADJOINT (France et Export)

Rattaché au Directeur Commercial de la société, ce "DEVELOPPEUR ENTREPRENANT" est Responsable tant en FRANCE qu'à L'EXPORTATION (Europe et grande exportation) du développement de nouveaux marchés, de la recherche de nouveaux secteurs d'applications, de la prise en charge de clients nouveaux nationaux et internationaux et ceci en liaison étroite avec la Direction Industrielle. Ayant une forte "SENSIBILITE MARKETING", ce "COMMERCIAL BATISSEUR" de profil international participera étroitement à la dynamisation d'une équipe commerciale et développera une "VEILLE MARKETING" permanente sur l'évolution des marchés et des produits/applications techniques. Agé de 38 ans environ, de formation supérieure (Ingénieur ou Diplômé d'Ecoles Commerciales), vous pouvez justifier d'une réussite commerciale et marketing de produits industriels à haute valeur ajoutée auprès de secteurs tels que : construction automobile, aéronautique, industries mécaniques, électriques, hydrauliques, connectiques... Curieux, créatif et d'une grande ouverture/vivacité d'esprit, vous savez être un opportuniste réfléchi, rapide, fortement motivé par les challenges/développements technico-commerciaux nouveaux. Pratique courante de l'anglais exigée ; Connaissance de l'allemand appréciée.

Poste évolutif à pourvoir à Paris.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo, prétentions) sous la réf RP/200/M.

CREA
CONSULTANTS

Creative Resources for European Access - Conseil en ressources humaines
4, place Félix Eboué, 75583 PARIS CEDEX 12

POUR

- participer avec le Comité de Direction à la stratégie de l'Établissement
- animer la mise en œuvre de la politique sociale du Groupe
- gérer les Ressources Humaines

Nous recherchons un

RESPONSABLE DE PREMIER PLAN

Directeur des Ressources Humaines

Outre les aspects traditionnels de la fonction (recrutement, paie, budgets, relations sociales), il devra développer et intensifier la gestion prévisionnelle, la formation, le management motivationnel et la communication.

L'importance et la diversité des missions sont de nature à intéresser tout candidat ambitieux et à fort potentiel qui souhaite évoluer dans un nouvel environnement au sein d'un Groupe International.

Nous attendons un diplômé de l'Enseignement Supérieur qui aura acquis une expérience significative de la fonction.

Pratique de l'Anglais indispensable.

Poste à pourvoir dans un établissement de 900 personnes - Région Centre Ouest.

Nsélection

Merci d'adresser votre candidature (lettre de motivation, CV et photo) sous référence BSO.106/M à notre Conseil NS SELECTION - Le Remblais - 2 avenue de Verdun - 41000 BLOIS - Confidentialité assurée.

Filiale d'un groupe international, entreprise industrielle de 500 personnes (400 MF C.A.), sur un marché de l'équipement électrique en plein essor, recherche pour optimiser sa position de leader en France, son

Directeur commercial

basé en bourgogne

A 40 ans, ingénieur généraliste, votre goût pour les affaires et le management des hommes vous ont très vite engagé dans une carrière commerciale.

Au sein d'un environnement industriel comparable ou voisin au nôtre (équipement ou construction électrique, mécanique, ...) vous réussirez, depuis au moins 5 ans, en tant que patron de l'activité commerciale de votre entreprise, de votre division.

Votre mission :

Manager d'une équipe commerciale de 40 personnes, complète et bien structurée (réseaux + administration)

vous ferez progresser nos ventes sur tous les fronts (prescripteurs, distributeurs, installateurs).

Ce poste suppose un candidat pragmatique, intellectuellement et relationnellement efficace.

Si les conditions de rémunération (400 KF +) sont à la hauteur de cette mission, le niveau de réussite conditionnera des possibilités importantes de développement ultérieur.

Adressez votre dossier de candidature (C.V. + photo + salaire actuel) sous réf. LM 1163 à Claude BERNARD

CABINET BOTH

Département Sélection Recrutement
3 bis, rue des Ecoles - 78400 CHATOU

DIRECTEUR GENERAL GESTION

Organisateur, Manager, Innovateur

Nos usines sont situées dans le Nord et l'Est de la France mais nous produisons également dans d'autres pays Européens. Notre groupe est fortement automatisé et utilise les technologies de production les plus sophistiquées.

Notre ambition : renforcer encore notre position parmi les producteurs Européens les plus performants. Pour y parvenir, nous recherchons la cheville ouvrière du développement de nos structures.

Vous organisez et contrôlez la Gestion Comptable, Fiscale, Sociale du groupe. Vous êtes familier des problèmes d'organisation, d'informatique, de mise en place de structures de développement (négociation, planification, financement d'investissements etc...). Vous êtes à la fois le Manager responsable des Services du Siège et l'interlocuteur efficace des dirigeants des filiales.

Vous avez le goût de l'innovation allié à de réelles qualités personnelles, d'écoute, de rigueur intellectuelle, d'esprit de synthèse. Vous aimez le dialogue et l'animation d'équipes de direction. Vous acceptez de résider dans une agréable petite ville de Lorraine.

Merci d'écrire sous réf. 1215A à Christian LEMOINE 1, rue des Croix de Pierre 78760 Les MOUSSEAUX de PONTCHARTRAIN.

Le Monde Juristes

FISCALISTE

Entreprise à taille humaine bénéficiant d'une assise internationale, nous sommes aujourd'hui la première mutuelle d'Assurance Vie de la CEE avec une croissance de + 33 % par an. Nous vous proposons d'intégrer l'une de nos filiales, conseil en gestion de patrimoine financier. De formation juridique, de type universitaire (maîtrise de droit), vous possédez en outre une spécialisation DESS Fiscalité d'Entreprise ou un DEA Droit Fiscal. Une première expérience réussie de 3/4 ans dans le domaine des produits financiers, acquise au sein d'une banque ou d'un cabinet (un des "big eight" par exemple) vous permettra d'assister les conseillers financiers et de collaborer avec la formation. De plus, vous interviendrez en tant que conseil dans la mise en place de nouveaux produits. Doté de réelles qualités relationnelles, de rigueur et de créativité, vous aimez le travail en équipe et vous souhaitez participer activement au développement de cette jeune entreprise.

Merci d'adresser lettre + CV + photo + prétentions sous référence 1020 à Nathalie Lamesle, NORWICH UNION, 36 rue de Châteaudun, 75441 PARIS CEDEX 09.



Mille et une raisons de nous rejoindre

Etablissement financier filiale d'une banque privée leader sur son marché et associée à un important groupe bancaire recherche un

Juriste-Fiscaliste

Paris

300 KF+

Rattaché au Directeur Général, et évoluant au sein d'une équipe très opérationnelle qui conçoit et commercialise des produits financiers pour une clientèle d'institutionnels et d'entreprises, vous serez en charge de la gestion juridique des OPCVM et vous assisterez les autres collaborateurs pour traiter les aspects fiscaux des opérations. Par ailleurs, vous serez en mesure de proposer des solutions permettant d'optimiser la situation fiscale patrimoniale de la clientèle de particuliers de la banque.

spécialisation en fiscalité (3ème cycle, grande école), vous pouvez faire état d'une expérience de plusieurs années (4/5 ans) dans une banque ou un établissement financier. Vous souhaitez valoriser vos qualités techniques et relationnelles dans une structure bancaire souple et évolutive. Anglais indispensable.

Contactez Thierry Virol au (1) 42.89.30.03 ou adressez CV + photo + n° rfi + rémunération actuelle à: Michael Page Tax & Legal, 10 rue Jean Goujon, 75008 Paris, sous réf. TV5937MO.

Agé d'environ 30 ans, doté d'une solide formation juridique complétée par une



Michael Page Tax & Legal

Spécialiste en recrutement Juridique et Fiscal

JURISTE

Groupe privé - division hospitalière

Paris - Avec 2.500 personnes environ et près d'un milliard de francs de chiffre d'affaires, notre activité s'exerce autour de trois pôles : le négoce, l'immobilier et la santé. Propriétaires - exploitants de 3.000 lits d'hôpitaux, nous sommes l'un des tout premiers groupes privés dans ce secteur. Nous recherchons le juriste de notre division hospitalière. Rattaché à la direction générale, il aura l'entière responsabilité d'une dizaine de sociétés dont il assurera le secrétariat juridique, le suivi des contrats et des contentieux ainsi que la gestion des dossiers d'assurances et d'immobilier. Il sera en outre étroitement associé au redéploiement de notre activité hospitalière.

lière : conseil dans le montage juridique des différents projets de structures sanitaires à créer, il en assurera ensuite le suivi administratif et juridique. Ce poste s'adresse à un candidat d'au moins 30 ans, de formation droit privé ou droit des affaires (niveau maîtrise minimum) justifiant impérativement d'une pratique professionnelle confirmée en cabinet et/ou en entreprise. La rémunération sera fonction de l'expérience présentée. Ecrire à E. LANGERON en précisant la référence S/8600M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.39. (PA Minitel 36.15 code PA)



Creating Business Advantage

Notre société, spécialisée dans le courtage et le négoce de matériels de haute technologie doit sa notoriété au dynamisme d'un réseau vivant, expérimenté et diversifié. Les accords que nous traitons se situent aux différents stades de l'action commerciale : promotion, coopération, vente, mise en œuvre technique.

Le Juriste

Que nous désirons intégrer aura pour mission la gestion optimale de nos contrats.

A ce titre :

- il entrera en conseil des différentes Divisions Opérationnelles dans la négociation de ces accords ;
- il en assurera la rédaction et sera le garant juridique de leur bonne exécution ;
- il représentera la société auprès de ses partenaires industriels et de ses acheteurs étrangers.

A 30 ans, vous possédez une formation supérieure en Droit (Maîtrise, DESS...) et vous exercez vos compétences dans une entreprise internationale ou en cabinet.

Vous maîtrisez parfaitement l'anglais et alliez autonomie et qualités relationnelles.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous référence 4524 à DB CONSEIL :



4, avenue Hoche 75008 PARIS

SPECIALISTES

CHARGES SOCIALES - FISCALITE - DOUANE et TRANSPORTS
FINANCES/COMPTES CLIENTS/TRESORERIE

La Société AGIO a un rôle d'interface entre les entreprises et leurs administrations. Nos missions sont essentiellement orientées vers la recherche d'économies. Notre chiffre d'affaires est un pourcentage des réductions de charges obtenues pour nos clients. Notre slogan : Facturation uniquement si résultats. A ce jour AGIO dispose de 5 départements :

- 1) SOCIAL : recherche d'économies sur les taxes d'accidents du travail et l'ensemble des charges sociales.
- 2) FISCAL : recherche d'économies sur les taxes foncières et professionnelles.
- 3) DOUANE/TRANSPORTS : recherche d'économies sur les frais et taxes douaniers - les coûts de transports.
- 4) FINANCIER : conseil en base de bilan - recherche d'économies sur la gestion des comptes clients et de la trésorerie au jour le jour.
- 5) AIDES PUBLIQUES : recherche d'aides et subventions.



ASSISTANCE A LA GESTION DES INTERETS DUBLES

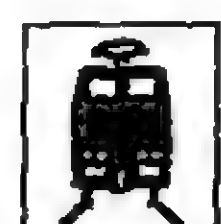
Pour renforcer son équipe actuelle de techniciens, AGIO recherche des spécialistes dans chacun de ces domaines. Les candidats devront répondre à trois critères :
• Disposer de connaissances techniques d'un haut niveau. Très bien connaître ou mieux encore, avoir travaillé comme contrôleur/vérificateur dans l'une des administrations concernées.
• Avoir l'esprit AGIO : c'est-à-dire penser jeune et être optimiste, dynamique pour fouiner, dénicher, faire preuve de créativité dans le concret. Ne pas vivre sur son acquis, mais actualiser en permanence son savoir pour améliorer son savoir-faire.
• Être communicant : c'est-à-dire ECOUTER et bien comprendre ce que sont et ce que veulent clients et administrations, pour parvenir à une réussite complète de nos missions.

Vous avez du talent, vous jouez gagnant, nous vous donnerons les moyens de tirer le meilleur de vous-mêmes, dans votre métier, le nôtre et celui de nos clients.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo à AGIO - Parc Club Moulin à Vent 33, avenue Docteur Georges Lévy - 69693 VENISSIEUX cedex

Gérer les brevets et contrats export de notre société

Juriste Droit des Affaires



Faiveley, avec 900 personnes et une forte croissance annuelle, est une entreprise de grande renommée spécialisée dans l'équipement embarqué de pointe. On retrouve ses matériels aussi bien sur le TGV que sur le VAL et divers métros de grandes métropoles mondiales, comme Montréal, Caracas et Le Caire.

Votre expérience de deux à trois ans en entreprise, votre connaissance du milieu industriel et votre spécialisation en droit des affaires (Bac + 4, + 5), vous amènent tout naturellement à rechercher un poste autonome où votre rigueur, votre esprit d'analyse et votre très bon anglais commercial et juridique feront merveille.

Nous vous proposons de rejoindre notre service juridique basé au siège de Saint-Ouen.

En contact avec nos ingénieurs d'affaires, vous déposerez les brevets de nos inventions, rédigerez les contrats commerciaux export... Ce poste peut être évolutif pour une personnalité ouverte sur le monde de l'entreprise.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence LMV1 à Marie-Claude Patrel, Chef du Personnel, FAIVELEY, 93 rue du Docteur-Bauer, 93407 Saint-Ouen Cedex.



les systèmes du futur

Juriste Contrats Internationaux

Division Electricité et Nucléaire

La Division Electricité et Nucléaire de Spic Batignolles (5 milliards de CA, 6 000 personnes) étudie et réalise des projets nationaux et internationaux dans les secteurs de l'énergie, du transport, de l'industrie, du bâtiment tertiaire et du nucléaire.

Après une formation supérieure (DESS-DEA) en Droit des Affaires et/ou international, vous avez une expérience réussie de 5 à 7 ans du montage, de la rédaction et de la négociation des aspects juridiques des contrats internationaux dans une Société de BTP, d'Ingénierie ou d'Ensembles clés en main.

Vous assumerez, en liaison étroite avec les entités opérationnelles, un double rôle actif et de conseil dans l'élaboration et la négociation des contrats, le suivi juridique et contractuel des affaires et le traitement des dossiers contentieux. Anglais requis, espagnol ou allemand souhaité.

Dans le cadre de votre fonction, vous serez amené à effectuer des courtes missions à l'étranger. Poste basé à Cergy-Pontoise (accès direct par RER ligne A).

Merci d'adresser votre candidature à Frédéric Guinier, Spic Batignolles, Edison 1, Parc St Christophe, 95801 Cergy-Pontoise Cedex.

Spic Batignolles

UN ESPRIT D'ENTREPRISES

MORGAN GUARANTY TRUST C° OF NEW YORK

★ L'une des plus importantes Banques Américaines & Internationales établie à Paris depuis 1868 proposant à ses clients des opérations financières sophistiquées dans les secteurs de Sûreté de Marchés, Corporate Finance, Capital Markets, Gestion de Portefeuille & Vente de Produits Opérationnels, recherche pour s'intégrer à son département juridique et fiscal

LEGAL COUNSEL

★ Ce juriste à fort potentiel et haute qualification, familiarisé avec le droit et la fiscalité des montages financiers et des opérations de fusions/acquisitions, travaillera au sein du bureau de Paris, en étroite collaboration avec les banquiers chargés de ces activités.

★ Diplômé de l'enseignement supérieur (Droit/Fiscalité) avec, en complément éventuel, une formation ou une expérience anglo-saxonne, notre candidat, âgé de 30/35 ans, aura une expérience professionnelle à l'orientation internationale, au sein d'une banque d'affaires ou d'un cabinet d'avocats d'affaires.

★ Parfaitement bilingue français/anglais, ce juriste senior devra développer des capacités d'imagination et d'adaptabilité pour être rapidement opérationnel.

★ L'évolution de carrière à haut niveau de ce collaborateur, sera à la mesure de son professionnalisme et de ses qualités humaines.

Veillez adresser votre candidature à : Human Resources Department - JP MORGAN - 14, place Vendôme 75001 Paris.

JPMorgan

صكزا من الاصل

Le Monde *des* Juristes

RESPONSABLE JURIDIQUE

H/F

Rattaché directement à la Direction Financière du Groupe Roux, Séguela, Cayzac et Goudard, vous assurerez le suivi ponctuel des dossiers juridiques de l'ensemble de nos filiales. De plus, vous conseillerez les différents services dépendants de la Direction Financière. Enfin, vous serez consulté par les Associés, la Direction Générale et les managers de nos filiales. Pour ce poste très varié, nous vous souhaitons âgé d'environ 28/30 ans et titulaire d'un troisième cycle en Droit des Affaires (DESS, DEA, ...). Vous justifiez d'une expérience réussie (3 ans minimum) en Cabinet d'Affaires en Agence ou chez l'annonceur.

Capacités relationnelles et autonomie, sens de l'initiative et goût du travail en équipe seront des atouts indispensables pour réussir.

Prêts à saisir cette chance ? ...

Alors, téléphonez-nous, en toute confidentialité de 9H00 à 12H30 et de 13H30 à 18H00 à RSCG PROFIL : 40.93.52.96 ou écrivez nous, s/réf. RIG/128, au 2, rue Rouget de Lisle 92130 ISSY LES MOULINEAUX.

ROUX SEGUELA CAYZAC GOUDARD



40 93 52 96



Lamy S.A.
ÉDITIONS JURIDIQUES ET TECHNIQUES

Depuis près d'un siècle, LAMY édite des ouvrages et périodiques destinés aux professionnels du droit. Aujourd'hui, nous recherchons un

Rédacteur Juridique

Droit des Sociétés

Il assure la rédaction des mises à jour mensuelles de l'ouvrage de base, participe à la mise au point de formules de droit des sociétés et prend en charge le suivi éditorial de ces produits.

Vous avez un troisième cycle de droit des affaires et une expérience professionnelle d'au moins 3 ans acquise soit dans un cabinet de conseils juridiques ou d'avocats soit dans un service juridique.

Une expérience ou une aptitude à la rédaction est indispensable.

Ce poste est créé dans une perspective de fort développement de l'activité et les possibilités d'évolution sont réelles.

Nous vous remercions d'adresser votre CV à notre conseil ORNICAR - 6 rue Halévy - 75009 PARIS qui traitera votre dossier en toute confidentialité. Merci d'indiquer la réf. A 659 sur l'enveloppe.

Conseil juridique

Groupe parisien de sociétés de conseil en pleine expansion. Expertise comptable, Commissariat, Conseil juridique, Conseil de gestion, informatique, recherche un (e) ayant une expérience min. de 7 ans. Dynamisme et compétence dans les domaines droit des sociétés, droit des affaires, droit social constitueront nos critères de sélection. Une expérience en matière d'ingénierie juridique et fiscale sera un plus incontestable. Vous serez chargé de prendre la direction d'une équipe de 2 personnes et de développer fortement cette activité. L'objectif que nous poursuivons est une association à court terme.

Envoyer lettre manuscrite de candidature + photo + CV à : TRANSPARENCE 13-15 rue Buffon 75005 PARIS.

Fiscaliste

CONFIRME

Complexe touristique d'envergure européenne, nous sommes implantés en France et connaissons une croissance exceptionnelle.

Directement rattaché au Directeur fiscal au sein de notre division Finance-Trésorerie, vous participerez en votre qualité de fiscaliste expérimenté à la création et à la mise en place de nos procédures, élaborerez et/ou contrôlerez l'ensemble de nos déclarations fiscales.

De formation supérieure (ENI, ESC ou 3e cycle universitaire option Fiscalité, complétée par un DECS), votre expérience de 7 à 10 ans, dont au moins 5 en entreprise, vous donne une excellente compétence en fiscalité française. Pour avoir travaillé dans un holding ou un groupe français important, vous connaissez les mécanismes de reporting et de consolidation fiscale. Vous maîtrisez l'outil informatique et êtes bilingue français/anglais.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. 7676 à Média-System, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

NOUS SOMMES UN GROUPE FRANCAIS EN FORTE CROISSANCE

Nos 80 filiales totalisent un CA de + de 5 milliards de francs dans le Négoce Professionnel. Nous recherchons pour Paris, un(e)

Responsable du secrétariat juridique

Vous serez rattaché au Directeur Organisation-Gestion du Groupe et vous prendrez en charge avec une équipe de 2 personnes, toutes nos opérations de Secrétariat Juridique, préparation et tenue des Conseils, Assemblées, formalités et pratiques des Acquisitions ou Cessions, la gestion de l'Actionariat, les relations avec les Institutionnels.

Vous avez 35/45 ans, une formation de type Licence ou Maîtrise en Droit Privé et vous possédez une expérience certaine du Droit des sociétés et ce, dans un environnement fortement décentralisé. Vous souhaitez participer à notre développement fondé sur le rachat de nouvelles sociétés.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier : lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous réf. B3/10M à notre Conseil :



Patrick BRUNETEAU

International Management
75, rue de Valenciennes - BP 385 75008 PARIS

Important groupe industriel recrute pour Paris un

JURISTE DROIT DES SOCIÉTÉS H/F

Diplômé d'études supérieures (maîtrise, DESS), vous avez une expérience d'au moins 3 ou 4 ans dans une société, une banque ou un cabinet de conseils juridiques.

Nous vous invitons à rejoindre notre équipe pour assurer, sous l'autorité du Chef de Service, le secrétariat juridique (conseils et assemblées) d'un certain nombre de nos filiales et assister les sociétés du Groupe pour certaines opérations relevant du Droit des Sociétés.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite avec C.V. et prétentions sous réf. 6966, à

MEDIA PA 50/54, rue de Silly
92513 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX, qui transmettra

36 15
I M

Le service télématique
expert de l'emploi des cadres

Le Monde *de la* Gestion

CONTROLEUR DE GESTION

2 à 3 ans d'expérience

Une Société de tout premier plan dans le domaine agro-alimentaire, principale filiale d'un groupe multinational, offre une réelle opportunité de carrière à un **candidat de valeur**.

VOTRE PROFIL :

• HEC - ESSEC - ESCP... MBA apprécié • Vous disposez d'une première expérience acquise de préférence au sein d'un des "grands" de l'audit • Vous êtes prêt à assurer d'emblée un rôle "clé" en participant au suivi et à l'évolution de nos systèmes de gestion.

VOTRE MISSION :

• Elaboration et suivi de l'ensemble des budgets internes de la société • Reporting au groupe (budget et plan) • Contrôle de gestion • Etudes ponctuelles dans des domaines variés.

VOTRE AVENIR :

Votre dynamisme associé à vos qualités de rigueur, d'imagination et de contact assureront votre réussite à ce poste et vous pourrez bénéficier de réelles perspectives d'avenir dans le financier ou l'opérationnel, au sein de la société ou du groupe.

Ce poste est basé dans une grande ville du Sud Est de la France.

Ecrire sous réf. 43 A 1993-OM
Discrétion absolue.

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75015 Paris



Notre société (2 500 pers., + de 100 centres de profit) est la filiale d'un des PREMIERS GROUPES FRANÇAIS. Nous sommes spécialisés dans le négoce de produits métallurgiques et de fournitures industrielles. Pour accentuer notre développement, nous recherchons **POUR LA SUISSE ET LA FRANCE**

2 CONTROLEURS DE GESTION

A FORT POTENTIEL

BASE à PARIS

REMUNERATION MOTIVANTE

UNE MISSION TRES POLYVALENTE : En collaboration directe avec la DIRECTION GENERALE : ☐ vous élaborez les outils de décision de la société (tableaux de bord d'activité - suivi budgétaire...) ☐ vous suivez au quotidien l'activité des filiales en maîtrisant leurs coûts ☐ vous validez les budgets et plans d'action des Directeurs d'Unité ☐ vous analysez et optimisez les moyens mis à la disposition du Groupe ☐ vous avez en permanence le souci de la qualité de vos prestations, garantie de votre évolution.

UN PROFIL TOURNE VERS L'AVENIR : ☐ 27/32 ans ☐ une formation supérieure de gestion ☐ une expérience réussie d'au moins 3 ans dans un poste similaire ☐ une grande disponibilité et une réelle ouverture d'esprit pour vous intégrer rapidement ☐ un tempérament de décideur ☐ du charisme et la volonté de progresser avec nous.

TOUS LES MOYENS POUR ASSURER VOTRE REUSSITE : ☐ une responsabilité valorisante ☐ la possibilité d'intervenir en permanence auprès d'interlocuteurs de haut niveau (Etat-major, Directeurs opérationnels) ☐ un environnement exigeant pour vous former et progresser ☐ un outil de travail extrêmement performant (informatique et méthodes sophistiquées) ☐ la certitude d'évoluer rapidement au sein du Groupe.

Pour un entretien individuel avec la société à Paris :

le 7/10/90 pour la Suisse (réf. 7335) - le 8/10/90 pour Paris (réf. 7346)

Adressez ou télécopez CV, lettre et photo à EUROMAN - 96, rue Saint-Charles - 75015 PARIS. Fax : 45.79.49.94 en indiquant la référence choisie sur la lettre et sur l'enveloppe.

EUROMAN

CHIFFRE D'AFFAIRE COMPTABILITE ANALYTIQUE



MESSIER-BUGATTI

ATTERRIR-FREINER : NOS METIERS

L'un des grands spécialistes mondiaux du train d'atterrissage et du freinage, 3200 personnes, 2350 MF de CA, recherche pour sa nouvelle unité de VELIZY (proche banlieue Sud-Ouest) un(e) :

Vous êtes chargé(e) de :

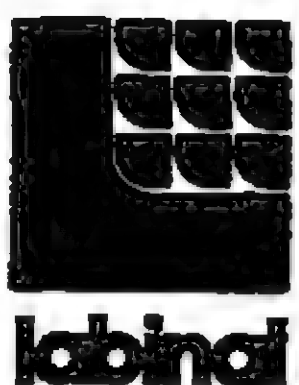
- suivre les stocks et les valeurs d'exploitation et déterminer les paramètres de valorisation.
- élaborer les résultats analytiques par produit et par fonction.
- définir les méthodes et mettre en place les procédures liées à la comptabilité analytique.
- mener les enquêtes sur les éléments généraux de coût à la demande des services officiels.
- encadrer une équipe de 15 personnes.

Vous avez une formation d'Ecole de Commerce ou équivalent + DECS. A 30-40 ans, vous avez l'expérience du milieu industriel et êtes ouvert à la gestion. La taille du groupe permet de réelles possibilités d'évolution de carrière.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. : LM/90/20 au Groupe SNECMA, direction de l'encadrement, 2 bld du Général Martial Valin, 75724 PARIS Cedex 15.

**MESSIER-BUGATTI :
UNE SOCIETE DU GROUPE SNECMA**

Responsable Administration Commerciale



17 000 personnes dans le monde, 11 filiales françaises, 29 filiales étrangères, 10 divisions dont les activités s'exercent dans les secteurs industriels de l'aéronautique et de l'automobile. Des produits et services caractérisés par une technologie avancée.

Avec ses 2 300 personnes, la **DIVISION SYSTEMES AERONAUTIQUES** conçoit et fabrique des équipements électriques et électromécaniques pour les industries de l'aéronautique, l'espace, et l'armement. Nous vous proposons de rejoindre sa Direction Commerciale.

Rattaché au Directeur Commercial, vous piloterez la gestion des flux de produits et le traitement des informations entre les différents services de l'entreprise (production, logistique, livraisons, commercial, informatique, comptabilité et finances). Vous participerez à l'élaboration et au suivi des plans et budgets et vous contrôlerez les dépenses de fonctionnement de la Direction Commerciale.

Diplômé d'une Ecole Supérieure de Gestion, vous justifiez d'une expérience réussie de l'administration commerciale acquise dans un contexte industriel international. Une bonne pratique de la gestion informatisée et de l'anglais est indispensable. Vos qualités de rigueur et d'initiative associées à votre sens de la communication et du concret sont primordiales pour réussir dans cette fonction.

Ce poste est basé à Saint-Quentin-en-Yvelines (78).

Merci d'adresser votre candidature (CV, photo et prétentions) à Labinat, Christian Lefrançois, Gestion des Cadres, Direction des Affaires Sociales, BP 218, 78051 St-Quentin-en-Yvelines Cedex.

Analystes

SYSTEMES INFORMATIQUES FINANCIERS

JUNIOR SENIORS Complexe touristique d'envergure européenne, nous sommes

implantés en France et connaissons une croissance exceptionnelle.

Vous serez le représentant des utilisateurs financiers et vous mettrez en place les systèmes informatiques appliqués à ces domaines (finance, comptabilité, trésorerie). Vos objectifs seront l'optimisation, la fiabilité et la sécurité de l'ensemble de ces systèmes.

De formation Bac + 4/5 en Informatique, Finance ou Comptabilité, vous justifiez d'une expérience de 3 à 5 ans (pour les seniors) en analyse de systèmes financiers ou de 2 ans (pour le junior) en informatique.

Pour ces deux postes, la connaissance de la programmation sur PC et des systèmes est nécessaire ainsi qu'une expérience de la formation aux utilisateurs. L'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre candidature, en précisant le poste choisi et la référence 7709 à Média-System, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

3^e SESSION 1990

Débutants, et si vous pensiez carrière informatique ?



Groupe parisien de sociétés de services et d'ingénierie en informatique et télécommunications, nous avons su depuis plus de vingt-cinq ans conquérir une excellente réputation auprès de grands organismes du secteur public et privé, et sur des marchés très vastes et diversifiés, tout en demeurant des entreprises à dimension humaine.

Aujourd'hui, nous recherchons de nombreux jeunes collaborateurs • Bac + 4 ou ayant suivi plusieurs années d'études supérieures • dégagés des obligations militaires • libres pour démarrer rapidement.

Vous n'avez pas de connaissances particulières en informatique, nous vous formerons intégralement à la technique et à nos méthodes, et vous permettrons de connaître une véritable évolution au sein de nos sociétés.

Pour un premier contact, merci d'adresser une lettre manuscrite, un CV détaillé et une photo, sous réf. M2210G4, à Honoré Informatique - 52, rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris.

HONORÉ Informatique

Groupe MERCK Multinationale Allemande
CA 12 Milliards FF
60 % Chimie
40 % Pharmacie
22 000 personnes

Avec un CA de 750 MF, 600 personnes, nous sommes l'une des principales filiales du groupe MERCK et notre développement s'appuie sur une gestion rigoureuse et des produits de forte notoriété.

Nous recherchons pour notre Siège situé à Nogent s/Marne (94)

Assistant Contrôleur de Gestion

Rattaché à notre Contrôleur de Gestion Chimie, vous avez pour mission d'assister les directions opérationnelles dans leur gestion :

- vous participez au reporting,
- vous suivez les réalisations budgétaires, analysez les stocks et les marges,
- vous prenez en charge les tableaux de bord.

De formation supérieure en gestion, débutant, vous possédez les qualités de rigueur, de négociation nécessaires pour réussir dans ce rôle de conseil et d'aide à la décision. Vous êtes familiarisé avec la micro-informatique et vous maîtrisez l'anglais ou l'allemand.

Merci d'adresser lettre, CV, photo et prétentions sous réf. 035/LM aux Laboratoires MERCK-CLEVENOT Service Recrutement - 5/9 rue Anquetil 94736 NOGENT SUR MARNE

**MERCK Laboratoires
MERCK CLEVENOT**

AUDITEUR INTERNE

Chez l'un des leaders de la répartition pharmaceutique en France :
Une création de poste qui vous donnera une large autonomie

Rattaché au Directeur Général, vous aurez pour mission :

- D'analyser les écarts de rentabilité entre les différents dépôts régionaux, et d'en déterminer les causes.
- De concevoir toute optimisation de l'organisation et de la gestion des dépôts.
- D'assister les directeurs de dépôts dans la mise en œuvre des solutions préconisées.

Agé d'au moins 30 ans, de formation ESCAE ou Maîtrise de Gestion/Sciences Eco, vous avez une expérience de consultant ou d'auditeur interne généraliste ou encore vous avez participé à l'organisation d'une entreprise par le biais du contrôle de gestion.

Le poste est à pourvoir à AGEN (47).

Des déplacements sont à prévoir dans le Sud et l'Est de la France.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé et rémunération souhaitée sous la réf. 7104 à Eric de CABROL - CEGOS Division Recrutement Tour Vendôme - 92516 BOULOGNE Cedex.

cegos

Bruxelles - Lisbonne - Londres - Madrid - Milan - Paris

LAFARGE NOUVEAUX MATERIAUX

Jeune Contrôleur de Gestion

LAFARGE NOUVEAUX MATERIAUX
(3300 personnes et 3.600 MF de CA)
Nous sommes filiale de groupe
LAFARGE COPPEE
l'un des leaders de l'industrie française.
Aujourd'hui, nous recherchons un **CONTRÔLEUR DE GESTION**

Au sein d'une petite équipe et en étroite collaboration avec le Directeur Financier, vous prendrez progressivement en charge la mission **Contrôle de Gestion de l'ensemble de nos filiales** (une quarantaine de sociétés) : élaboration et suivi des budgets, assistance au reporting et à la consolidation, aménagement des procédures.

Vous avez une formation supérieure (Ingénieur, Grande Ecole de Gestion...), vous maîtrisez l'Anglais. Une première expérience de la fonction dans un milieu industriel sera appréciée. Mais surtout vous voulez mettre à profit votre rigueur, vos qualités de contact et un fort besoin d'investissement personnel dans des responsabilités évolutives requérant une réelle autonomie.



Elisabeth et Didier FRENCH
Conseils en Gestion de Ressources Humaines
17, rue Mirabeau, 75016 Paris
qui prendront rapidement contact avec vous.

هكذا من الامم

Analystes
SYSTEMES
INFORMATIQUES
FINANCIERS
SENIOR
SENIORS

DIRECTEUR FINANCIER

pour la filiale française (500 MF) leader sur le marché du conditionnement plastique appartenant à un groupe européen important (6MMF de CA).

Votre mission : animation des services financiers, comptables, informatiques, refonte et fiabilisation des procédures de reporting, de contrôle de gestion, développement des systèmes d'informations. Membre du comité de direction, votre participation est essentielle dans la définition du plan stratégique et de ses réalisations.

Votre expérience de l'animation des hommes à la direction financière d'une entreprise appartenant à un groupe anglo-saxon vous permet d'entamer une belle carrière dans un groupe en croissance. Anglais indispensable. Résidence : région Sud-Ouest.

ARTEMIS
CONSEILS

Ecrire à Claudie ALLARD (réf. 581/LM)
ARTEMIS CONSEILS
21, rue François Garcin - 69003 LYON.



MERLIN
MEDICAL SA

Filiale d'une société américaine leader sur son marché, en fort développement en France et en Europe, recherche son

Controller

Lyon puis Paris

Rattaché à la Direction Générale, supervisant une équipe de 9 personnes, vous gérez la Direction Administrative et Financière et la Direction du Personnel. Vous êtes responsable de l'élaboration des situations mensuelles et des comptes annuels, de l'établissement des budgets et de leur contrôle, du reporting mensuel aux USA et des tableaux de bord hebdomadaires.

Agé de 35/40 ans, de formation ESC, titulaire du DECS, vous justifiez d'une expérience réussie de 8 à 10 ans en cabinet et/ou en

entreprise Anglo-Saxonne. Bilingue anglais, vous maîtrisez parfaitement les comptabilités françaises et américaines. Doté d'une rémunération motivante, le poste ouvre de réelles perspectives d'évolution au sein du groupe en Europe et aux USA.

Contactez Blandine Prost au 78.28.16.04 ou adressez CV + photo + n° de tél + rémunération actuelle à Michael Page Rhône-Alpes, 19 rue de l'Arbre Sec 69001 LYON sous réf. BP511MO.

MP

Michael Page Rhône-Alpes

"Nos Spécialistes recrutent vos Spécialistes"

Société leader dans la distribution et les services informatiques recherche pour sa filiale Ile de France (600 MF de CA - 350 personnes).

Directeur Administratif et Financier

A 35 ans environ, de formation supérieure - grande école de commerce ou DECS - vous avez, de toute façon, une expérience confirmée dans la fonction.

Votre personnalité vous pousse à participer à notre mutation dans un contexte de très forte croissance sur un marché très compétitif.

Manager d'une équipe importante et interlocuteur privilégié du Directeur Général, vous êtes responsable de : - la comptabilité et le contrôle de gestion de 8 centres de profit différenciés - les comptes prévisionnels et le suivi budgétaire - les finances et la trésorerie - la gestion administrative et sociale du personnel - le juridique - les procédures et méthodes.

Vous assurez également l'interface avec les directions opérationnelles et la direction financière du groupe : c'est là que vous prouverez votre dimension.

Poste basé à PARIS, avec de fréquents déplacements en Région Parisienne.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à Pluri Consultants 28, rue Viala 75015 Paris

PLURI
CONSULTANTS

CAP GEMINI SOGETI

Avec 9 Mds de Francs de CA, nous sommes le premier groupe Européen de services et de conseil en informatique. Au sein de la holding, nous cherchons notre

Adjoint du Directeur de la Comptabilité

Sous l'autorité du Directeur de la Comptabilité, vous participez à l'élaboration de la consolidation de l'ensemble des sociétés figurant dans le périmètre du groupe. A cet effet, vous réalisez la mise aux normes des filiales et notamment des acquisitions récentes. Chef comptable de la holding (500 MF de CA), vous supervisez les opérations courantes et développez un outil de contrôle budgétaire.

Agé de 28/32 ans, de formation Ecole Supérieure de Commerce, titulaire du DECSF. Vous avez une expérience réussie de 3 à 5 ans en cabinet d'audit et/ou à un poste équivalent au sein d'une

entreprise internationale. Vous justifiez d'une expérience en consolidation et pratiquez un anglais courant. Professionnel(le) d'envergure, vous bénéficiez d'une rémunération motivante ainsi que des perspectives les plus larges au sein du groupe. Basé dans un premier temps à Lyon, vous acceptez un déménagement à Paris.

Contactez Hervé Barkatz au 78.28.16.04 ou adressez CV + photo + n° de tél + rémunération actuelle à Michael Page Rhône-Alpes, 19 rue de l'Arbre Sec 69001 LYON sous réf. HB475MO.

MP

Michael Page Rhône-Alpes

"Nos Spécialistes recrutent vos Spécialistes"

Société d'Electronique spécialisée dans la conception et la réalisation de produits et systèmes High tech

Au sein du Groupe
MERLIN-GERIN

SECRE

750 personnes dont
220 Ingénieurs et Cadres

RECHERCHE POUR RENFORCER SA DIRECTION FINANCIERE

UN CONTRÔLEUR DE GESTION UNIC

De formation Sup de Co, option FINANCE/COMPTA ou DESS en FINANCE, des stages significatifs ou une première expérience (1 à 2 ans) vous ont initié aux spécificités du CONTRÔLE DE GESTION dans un secteur de pointe.

Rattaché au Responsable du CONTRÔLE DE GESTION, vous prendrez progressivement en charge le reporting, le contrôle budgétaire et la supervision de la comptabilité analytique.

Des connaissances en micro informatique (EXCEL) sont indispensables.

Une bonne pratique de la langue anglaise est appréciée.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite sous réf. F.W.) à notre Direction du Personnel - 214, rue du Faubourg Saint-Martin - 75010 PARIS.

Filiale française d'un groupe multinational leader dans son domaine d'activité recherche son

Contrôleur de Gestion

± 250 KF

Rattaché au Directeur Administratif et Financier, vous êtes responsable de l'ensemble du contrôle de gestion (plan, budget, reporting anglo-saxon, ...) et vous supervisez la comptabilité analytique.

Enfin, vous avez un rôle moteur pour développer ou améliorer les outils de gestion ainsi que les procédures.

Ce poste très complet s'adresse à un candidat de formation supérieure (de type ESC).

Agé de 26 à 30 ans et justifiant d'une expérience d'environ trois ans en contrôle de gestion. Bon niveau d'anglais exigé.

Contactez Didier Cloix au (1) 45.53.26.26 ou adressez CV + photo + n° de tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 30 bis rue Spontini, 75116 PARIS sous réf. DC5756MO.

MP

Michael Page Finance

Spécialiste en recrutement Financier

CONTROLEUR DE GESTION

ROC
S.A.

Un des leaders de sa profession : création et commercialisation de produits cosmétiques de marque dans le domaine de la protection et du soin de la peau. Filiale du Groupe LVMH MOET - HENNESSY LOUIS VUITTON recherche un contrôleur de gestion.

Votre principale mission sera d'utiliser l'outil budgétaire pour guider les responsables d'activité dans la réalisation de leurs objectifs.

En collaboration avec le responsable du département contrôle de gestion, rattaché à la Direction Générale, vous aurez à :

- élaborer les plans et budgets de RoC SA et consolider ceux des différentes filiales du secteur,
- établir un tableau de bord financier mensuel,
- réaliser toute étude économique nécessaire en vue d'améliorer les résultats de l'entreprise,
- animer une équipe de deux assistants contrôleurs budgétaires.

Avec une pratique courante de l'anglais et de formation Ecole de Commerce + DECS, vous avez acquis une expérience professionnelle de contrôleur budgétaire de 2 à 3 ans minimum.

La connaissance de Multiplan et SDB serait un plus.

Merci d'envoyer C.V., lettre de motivation et rémunération souhaitée sous réf. JLP 01 à RoC SA - Département du Personnel - 50, rue de Seine - 92703 COLOMBES cedex

Filiale française (CA : 500 MF) d'un important groupe international informatique recherche son

Accounting Manager

Paris

230 KF +

Rattaché au Finance Manager, vous êtes responsable d'une équipe de 7 personnes en charge de la comptabilité.

Vous établissez l'ensemble des déclarations, assurez la production des états mensuels et suivez la trésorerie. La fiabilisation des informations sera de votre ressort ainsi que l'élaboration de procédures et l'amélioration des méthodes. Dans un environnement à forte autonomie le développement de bonnes relations avec l'ensemble

des services est primordial. Agé de 27/30 ans, de formation DESCF ou équivalent, vous avez une expérience d'au moins trois ans en cabinet et/ou en entreprise. Vous maîtrisez l'outil informatique et l'anglais.

Contactez Ralph Crockett, au (1) 45.53.26.26 ou adressez CV + photo + n° de tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 30 bis, rue Spontini, 75116 PARIS, sous réf. RC6042MO.

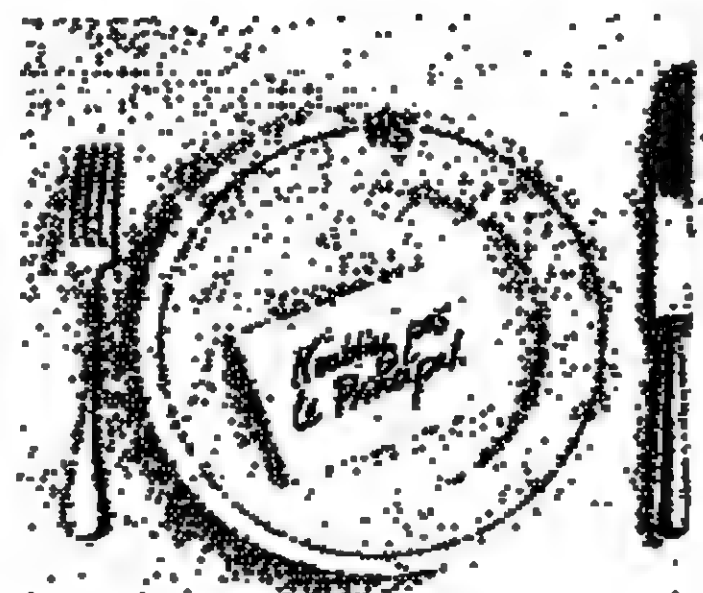
MP

Michael Page Finance

Spécialiste en recrutement Financier

Le Monde de la Gestion

JEUNES DIPLOMES GESTION/FINANCES



GRUPE
SAINT-LOUIS

De formation Ecole Supérieure de Commerce ou Maîtrise de Gestion, vous souhaitez être confrontés rapidement aux réalités de l'Entreprise tout en valorisant votre formation théorique.

William Saurin, leader sur le marché des plats cuisinés, vous offre cette opportunité.

Nous vous confierons, pendant 12 à 18 mois, des missions très opérationnelles au sein de notre Direction Commerciale ou de notre Direction Technique. Vous apprendrez notre métier et nos méthodes.

Cette première expérience réussie vous permettra d'évoluer ensuite vers la Direction Financière où vous prendrez des responsabilités de Contrôle de Gestion.

Pour ces postes, adresser votre CV, sous la référence DAF, à WILLIAM SAURIN, J.M. Imbert, BP 138, 77401 Lagny-sur-Marne Cedex.



LE PRINCIPAL, C'EST VOTRE AVENIR.

ANALYSER
SYNTHÉTISER
COMMUNIQUER



C'est une FONCTION D'ANALYSE, DE SYNTHÈSE ET D'AIDE À LA DÉCISION que nous voulons promouvoir au sein de notre Organisation de service aux entreprises, basée en très proche banlieue ouest de Paris. 1 000 personnes réparties sur 60 sites contribuent à nos activités et nous sommes engagés dans un important programme de modernisation de notre fonctionnement et de nos systèmes de traitement de l'information. Pour valoriser au mieux ces efforts, nous recrutons le

CHARGE DE MISSIONS AUPRES DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

Membre de l'EQUIPE DE DIRECTION, vous aurez un rôle très diversifié et évolutif, décliné sur deux axes complémentaires :

- responsable de l'ANALYSE DE GESTION, vous devrez concevoir les outils qui vous permettront de sélectionner, exploiter et formaliser les informations nécessaires au suivi précis et complet de nos activités.
- chargé de la COMMUNICATION interne de la Direction Générale et de l'Equipe de Direction, vous contribuerez par vos synthèses aux décisions de fonctionnement et de prospective, dont vous assurerez la mise en forme et le suivi.

Pour vous intégrer dans cette organisation qui vit depuis longtemps, vous devez :

- avoir acquis une réelle expérience (10 à 12 ans) d'entreprises ou d'associations professionnelles,
- disposer d'une formation supérieure (Université ou Grande Ecole),
- compléter d'une expérience de la gestion et d'une excellente maîtrise de la pratique rédactionnelle (clarté du style, rapidité).

Vous avez compris que des qualités personnelles sont indispensables :

- une excellente intuition des réalités sociales et des subtilités relationnelles,
- un caractère persévérant et convaincant au service de l'intérêt général.

Pour que nous puissions nous rencontrer, faites-vous connaître auprès de notre conseil, Yves OZANNE :

INITIATIVES, Conseil en recrutement, 58/60 avenue de la Grande Armée, 75017 PARIS, sous référence 9210.



Société spécialisée dans l'achat, le stockage et la distribution de produits pétroliers du Groupe Bolloré Technologies, Bolloré Energie est implantée sur toute l'Europe et représente aujourd'hui un CA de 5 milliards de francs (dont 50 % réalisés à l'étranger).

CONTROLEUR DE GESTION FINANCIER

Poste tremplin pour une réelle évolution au sein de notre groupe.

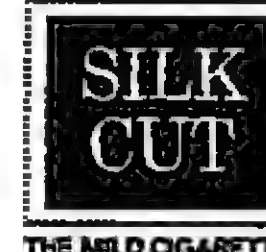
- ✓ Votre mission : vous assurez l'analyse financière et bilanzielle de plusieurs sociétés du groupe, notamment dans le cas d'acquisitions ou cessions d'activités.

Véritable spécialiste du recouvrement clients, vous décidez après examen des autorisations d'encours, établissez les procédures appropriées et conseillez les opérationnels.

- ✓ Votre profil : de formation ESC Option Finance ou Gestion Dauphine, vous avez déjà fait vos premières armes dans un établissement financier ou au sein du service financier d'une importante société où vous avez su développer vos qualités d'analyse et de synthèse comme votre sens des contacts.

Si ce poste vous intéresse, merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions) sous réf. LMO 2210 F à notre Conseil qui respectera l'entière confidentialité de votre dossier.

Groupe PANISSOD, 109, rue de Turenne 75003 Paris.



Nous sommes la jeune filiale du groupe international anglais mandatement connu sur le marché du tabac. Dans le cadre de notre développement en France, nous recrutons un :

RESPONSABLE COMPTABLE UNIQUE

- de la comptabilité générale (y compris toutes déclarations et bilans),
- de la comptabilité analytique et du reporting,
- de la paie...

De formation IUT/DUT/DECS, complétée par une expérience de 2 à 3 ans minimum (si possible en milieu anglo-saxon), vous connaissez l'anglais et pratiquez les tableurs.

Pour ce poste autonome, pouvant être évolutif et basé à Boulogne (92), nous offrons une rémunération motivante.

Merci d'adresser votre candidature (lettre + CV + rémunération souhaitée) à EUROMESSAGES s/réf. 9616

BP 80 - 92 105 BOULOGNE CEDEX

qui fera suivre votre dossier.

Réponse et confidentialité vous sont assurées.

PARIS - STRASBOURG - LYON - MARSEILLE EUROMESSAGES

PROMOTEUR CONSTRUCTEUR

Total Bilan : 3 Milliards de Francs

recherche

ADJOINT AU DIRECTEUR FINANCIER

LA FONCTION : Il participera à la définition de la politique financière du groupe et en assurera le suivi et le contrôle (prévisions financières, montage financier des opérations, comptes d'exploitation prévisionnels, tableaux de bord de gestion, gestion de trésorerie). Il proposera, établira et fera respecter les procédures et systèmes de gestion.

LE PROFIL SOUHAITE : Candidat de formation expertise comptable ou équivalent et possédant l'expérience d'une fonction semblable exercée depuis quelques années au sein d'une entreprise où il aura pu se familiariser avec les problèmes liés au financement d'opérations immobilières. Il aura une bonne pratique de la micro informatique et un bon sens relationnel associé au goût de la rigueur.

Adresser lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions à :

S.I.P. Publicité (sous réf. S.G.)

11, rue d'Uzès 75002 PARIS (qui transmettra)

RANK XEROX

JEUNE ANALYSTE REPORTING COMPTABLE

Vous avez une formation DECS, ESC ou équivalent et vous justifiez d'une première expérience en comptabilité acquise en cabinet ou en entreprise.

Au sein du département Reporting et Consolidation, vous serez chargé de l'établissement et de l'analyse des états financiers (réels et prévisionnels), des comptes de résultats et bilans des différentes entités du Groupe en France.

Rigoureux et précis, votre ouverture d'esprit et votre potentiel vous permet-

tront d'intégrer aisément l'équipe en place (5 personnes) et de faire évoluer vos responsabilités au sein de la Direction Financière du Groupe.

La connaissance de la comptabilité anglo-saxonne et de l'anglais serait appréciée.

Le poste est basé à Aulnay-sous-Bois.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. GLM 251, à Véronique FERRY, RANK XEROX, Direction des Ressources Humaines, 93607 Aulnay-sous-Bois.

Analyste financier dans une société en forte croissance

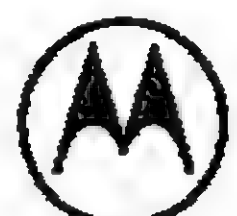
Implanté sur le marché en pleine expansion des téléphones de voiture et téléphones de poche individuels, MOTOROLA Radiotéléphone Cellulaire connaît une forte croissance (+ 70 %).

Rattaché au Directeur Financier, vous êtes responsable du reporting au niveau européen, vous développez des outils de gestion et participez au plan de vente.

Votre formation (école supérieure de gestion) et votre expérience d'au moins deux ans dans une multinationale vous permettront de réussir à ce poste évolutif. Bien sûr, vous maîtrisez l'outil informatique et parlez un "fluent english".

Poste basé à Antony.

Merci d'adresser votre candidature à Valérie Sorges MOTOROLA Radiocommunications - Parc d'activités d'Antony II 1, rue Jacques Rueff - CE 26 - 92182 ANTONY Cedex.



MOTOROLA
Radiotéléphone Cellulaire



LE CABLE, UN AUTRE UNIVERS POUR LA TELEVISION

Cette filiale régionale (capital 18M) de la Caisse des Dépôts et Consignations, est un des principaux câble-opérateurs de France.

Sa vocation est la construction et la commercialisation des réseaux câblés. Elle recherche son :

Jeune responsable administratif et financier

En étroite collaboration avec le D.G., vous avez la responsabilité de la comptabilité, contrôle de gestion et gestion financière, aspects juridiques et contentieux, gestion des R.H. Diplômé(e) d'une école de gestion, vous avez une expérience professionnelle d'environ 5 ans. Vous aimez réussir en équipe et les nouveaux métiers de la communication vous passionnent.

Adresser dossier complet + photo sous réf. 156/1 à

nicole dominique
maury sporte
conseil

1 place Wilson,
31000 Toulouse.

La filiale formation du Groupe SAARI, n° 1 des logiciels de gestion pour micro-ordinateurs recherche :

CONSULTANTS FORMATEURS

De formation supérieure (BAC + 4), vous avez au moins 2 ans d'expérience de la formation pour adultes, et maîtrisez les procédures comptables et progiciels de gestion.

Nous vous confierons la rédaction des supports de formation et l'animation de séminaires.

Vous participerez à la réussite d'une équipe jeune, avec les perspectives d'évolution que cela implique au sein du Groupe.

Pour ce poste basé à Paris, adressez votre candidature (lettre, CV et photo) sous la référence GL à SAARI Formation - 85, rue Talbot 75009 Paris.



هكذا من الاصل

Le Monde *G* de la Gestion

CONTROLEUR DE GESTION

Nous sommes un groupe faisant partie des tout premiers leaders en France dans le domaine de l'emballage carton, un secteur porteur dont nous accompagnons l'évolution. Créant une holding pour "fédérer" au plan stratégique nos 4 unités parisiennes (300 millions de francs de chiffre d'affaires, 430 personnes) nous recherchons pour travailler au sein de cette cellule un contrôleur de gestion. Il aura pour mission de mettre en place dans les unités un système de contrôle de gestion et de reporting homogène mais adapté à la spécificité de chaque entreprise, puis de le faire vivre et évoluer. Il supervisera également les comptabilités des sociétés et travaillera bien sûr en relation étroite avec les directeurs et les

responsables concernés dans chaque unité. Ce poste, à créer, s'adresse à un jeune cadre, âgé d'au moins 27 ans, diplômé de l'enseignement supérieur en gestion (ESC, Dauphine...), ayant de solides connaissances en comptabilité (attestées si possible par le DECS) et une première expérience significative en contrôle de gestion (en entreprise ou dans un cabinet d'audit). La rémunération offerte pour ce poste, fonction des compétences acquises, pourrait être au départ de l'ordre de 250.000 francs par an. Ecrire à G. MASSON, en précisant la référence S/8603M - PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 46.88.79.51. (PA Minitel 36.15 code PA)

PA Consulting Group
HUMAN RESOURCES

Creating Business Advantage

RESPONSABLE CONSOLIDATION GROUPE

Paris sud

Cette importante entreprise pharmaceutique connaît un développement rapide en France, et bientôt à l'étranger. Dans le cadre de la mise en place de la structure de groupe, la direction financière de la holding recherche un responsable consolidation. Il aura à définir, mettre en place et gérer le système de consolidation comptable et financière des sociétés et entités du groupe. Il participera en outre aux contrôles et analyses menés sur le plan financier. Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 28 ans, de formation supérieure (école de commerce ou équivalent) titulaire de préférence du DECSF.

Une première expérience de la consolidation est indispensable. Cette fonction implique rigueur, perspicacité, esprit d'analyse et qualités relationnelles. La rémunération et les perspectives d'évolution sont de nature à motiver un candidat de valeur. Pour ce poste, les réponses seront transmises directement à notre client; prière d'indiquer le nom des sociétés auxquelles elles ne doivent pas être communiquées. Ecrire en précisant la référence B/5009M - PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex (PA Minitel 36.15 code PA)

PA Consulting Group
HUMAN RESOURCES

Creating Business Advantage

THOMSON RECRUTE LES MEILLEURS
POUR LES METIERS D'AVENIR

JEUNE DIPLOME ET DEJA N°2 FINANCIER

Filiale de Thomson Electroménager, **SURMELEC** (170 personnes, CA : 1,5 milliard de francs) commercialise les produits des marques **Vedette** et **Thermor**. Nous recherchons pour notre service financier un :

RESPONSABLE DU CONTROLE DE GESTION

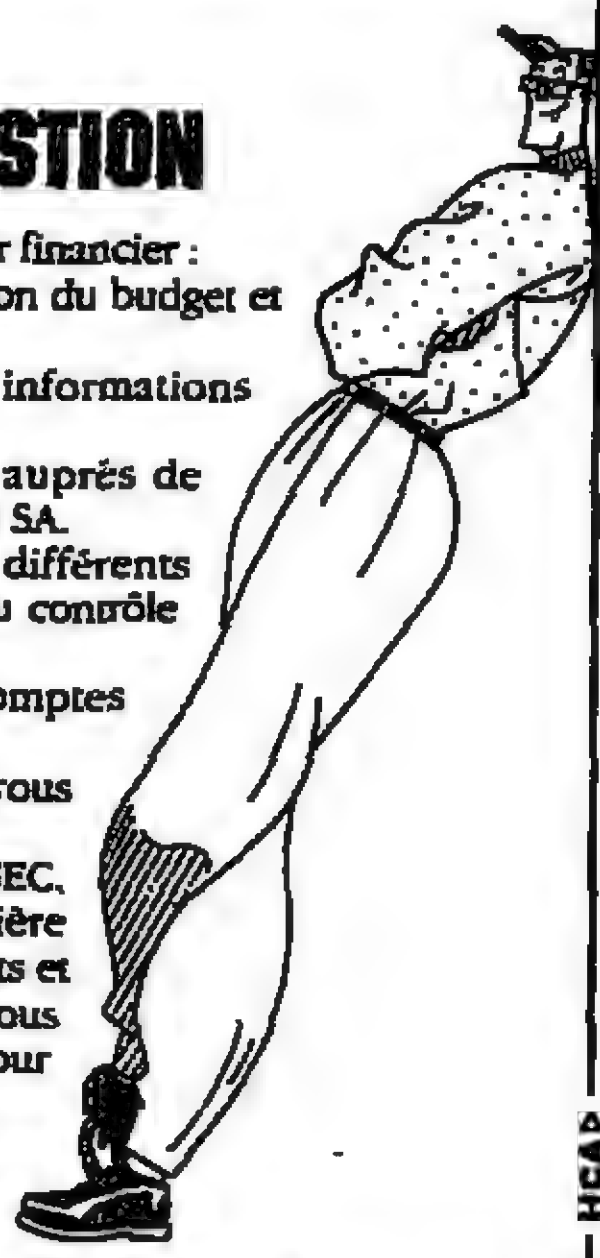
Véritable bras droit de notre directeur financier :

- Vous intervenez lors de la réalisation du budget et de ses actualisations.
- Vous organisez la collecte des informations correspondantes.
- Vous êtes chargé du reporting auprès de Thomson Electroménager et de Thomson SA.
- Interlocuteur privilégié de nos différents services, vous assurez la coordination du contrôle de gestion.
- Vous participez à l'arrêté des comptes annuels.
- Pour mener à bien cette mission, vous encadrez deux personnes.

De formation supérieure (HEC, ESSEC, ESCP...), débutant ou avec une première expérience, vous avez le sens des contacts et de l'organisation. Motivé et autonome, vous saurez mettre en pratique votre goût pour l'outil informatique.

Ce poste est un bon tremplin pour une évolution au sein du groupe Thomson.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV et prétentions) à : **SURMELEC - Service Recrutement - BP 97 - 93172 Bagnolet Cedex.**



THOMSON

Animateur - Conseiller - Expert

Participez à la création et au développement des PME/PMI

Nous sommes une entreprise institutionnelle nationale à vocation internationale, spécialisée dans le conseil et l'assistance aux PME/PMI. Notre compétence reconnue dans ce domaine fait de nous un partenaire privilégié des créateurs ou repreneurs d'entreprises et de leurs interlocuteurs habituels : banques, collectivités locales, organismes consulaires, etc.

Nous intervenons à travers des missions d'assistance, d'animation ou d'expertise, en créant des outils de financement, en informant les créateurs et les repreneurs d'entreprises, en favorisant leurs contacts avec les collectivités, en les conseillant dans leurs recherches de financement auprès des banques et, plus généralement en leur apportant des conseils. Nous recherchons des :

Chargés de missions secteur bancaire

Vous conseillez les partenaires politiques et économiques sur les problèmes de financement des PME et dans la mise en œuvre d'outils appropriés destinés aux créateurs, repreneurs et jeunes entrepreneurs. Vous suivez la mise en place de procédures de financement adaptées. Vous développez une communication au moyen de conférences, formations, publications...

Chargés de missions collectivités locales

Vous construisez un réseau national d'information d'assistance aux repreneurs et aux créateurs, permettant une meilleure connaissance et une plus grande fluidité du marché national des PME/PMI. Vous développez des systèmes de rapprochement entre les différents partenaires. Vous améliorez les relations entre les entreprises et les responsables des programmes de développement économique.

A 30/35 ans environ, vous avez une formation supérieure (Sciences Po, ESC ou DESS) à dominante économique et une première expérience acquise dans le financement et les crédits aux PME, ou dans une collectivité locale ou un organisme consulaire. Vous êtes tenté par un poste varié et évolutif qui vous permettra d'exprimer vos talents d'animateur ou d'expert et, éventuellement d'animer une petite équipe. Les postes offerts sont basés à Paris et nécessiteront des déplacements de courte durée en province.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) sous réf. M/162 à notre Conseil, Linden, 14 rue Pergolèse, 75116 Paris, qui la traitera confidentiellement et nous la transmettra.

Linden

Dalian
éditions

MAISON D'ÉDITION PROFESSIONNELLE
recherche
pour sa collection d'ouvrages pratiques destinés aux PME

UN (E) RESPONSABLE DE COLLECTIONS « P.M.E. » (ESCP, IAE, IFG, DESS...)

VOTRE MISSION

Faire vivre et développer nos collections « P.M.E. » :

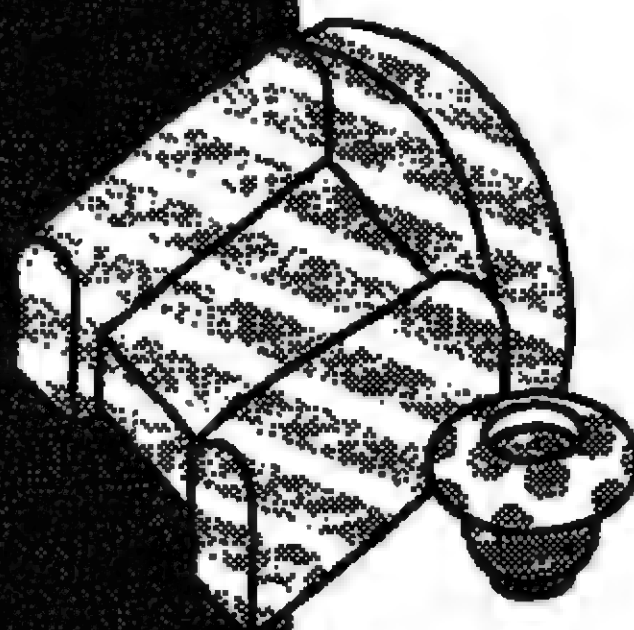
- en assurant le management des collections juridiques, fiscales, de gestion et de marketing.
- en prenant en charge la conception de nouveaux projets de publication, en constituant les équipes d'auteurs qui en assureront la rédaction et en en assumant la réalisation.

VOS QUALITÉS

Environ 35-40 ans.
Le goût des contacts de haut niveau, un esprit créatif et pragmatique, une grande capacité de conceptualisation, un tempérament rigoureux toujours à la recherche de la qualité.
Une pratique reconnue de l'encadrement.
Diplômé(e) de 3^e cycle en gestion des entreprises (option « fiscalité » appréciée).
Une expérience réussie dans un poste d'initiative et de responsabilité au sein d'une PME.

Pour réussir dans votre mission, nous vous apportons une formation appropriée et l'appui d'une équipe professionnelle et motivée.
Enthousiaste, gagnant, animateur, si ce challenge vous tente, venez rejoindre une société à taille humaine en pleine expansion où vous pourrez donner la mesure de votre talent.
Merci d'adresser lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions sous réf. RC à :

Guy DUFOUR - Editions DALIAN
7, place de la Gare
94210 LA VARENNE-ST-HILAIRE



7 500 personnes, un Chiffre d'Affaires de 11,6 milliards de francs, 140 magasins, font de **CONFORAMA** un groupe de tout premier plan dans le domaine des biens d'équipement de la maison. Une croissance régulière, une volonté active de développement nous conduisent à rechercher pour son siège à Mame-la-Vallée

UN CHEF COMPTABLE

Rattaché au Directeur Comptable et à la tête d'une équipe de 15 personnes, vous avez la responsabilité :

- de diriger et d'animer les services "banques" et "fournisseurs",
- d'établir les comptes sociaux et les déclarations fiscales d'une dizaine de filiales à l'aide d'un système informatique performant,
- d'optimiser la gestion des taxes professionnelles et foncières du groupe.

De formation supérieure et titulaire du DECS, vous avez une expérience de 4 à 5 ans à un poste similaire ou en cabinet d'audit et de bonnes connaissances fiscales.

UN RESPONSABLE DE LA CONSOLIDATION ET DES PROCEDURES COMPTABLES DU GROUPE

Rattaché au Directeur Comptable et avec la collaboration d'un assistant, vous avez pour mission :

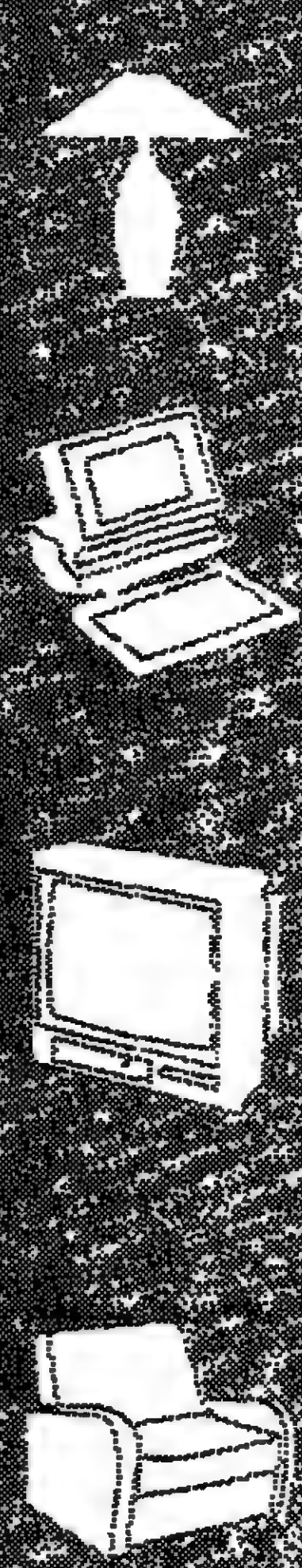
- de définir et mettre en place les procédures comptables du groupe en liaison avec les utilisateurs,
- de prendre part au développement des projets informatiques de la direction financière,
- d'organiser le processus de consolidation et d'établir semestriellement les comptes du groupe.

Diplômé d'une école de gestion et titulaire du DECS, vous avez une expérience d'au moins 3 ans en cabinet d'audit.

Ces postes s'adressent à des candidats autonomes et rigoureux, attirés par une structure de groupe au sein duquel existent de réelles opportunités de carrière.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions à
Manuela BELORGEY, CONFORAMA
80 Boulevard du Mondinet LOGNES - 77432 MARNE LA VALLEE CEDEX 02

CONFORAMA



CONSULTANTS
FORMATEURS

carif

Le Monde de la Gestion

Responsable des services généraux

... et un peu magicien ?

Dès 1992, Euro Disneyland, comptera 12 000 personnes. Budgets, personnel, bureaux, loyers, télécommunications, transmissions, politique d'implantation, transports internes... seront sous votre responsabilité.

Vous êtes avant tout un homme de service et vous avez un excellent sens relationnel.

De formation supérieure, vous avez dirigé les services généraux d'une société multinationale, et vous êtes parfaitement bilingue.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. AD/0212/M2, à Euro Disneyland, Service Recrutement, BP 110, 94350 Villiers-sur-Marne.

3615 vous avez
EURODISNEY

Euro Disneyland S.A.

les professionnels de l'imagination

L'audit international, une carrière tremplin

Notre Groupe représente en France le leader mondial des produits de la grande consommation. Nous coordonnons 50 sociétés, nous employons 7.500 personnes et réalisons un chiffre d'affaires consolidé de 9 milliards de francs. Le développement constant de nos activités nous amène à renforcer la structure de notre Direction de l'Audit et à rechercher un nouveau collaborateur.

Nous vous proposons d'intégrer ce service et de participer à l'ensemble de ses missions. Ce travail en équipe vous conduira à assurer des missions d'Audit Opérationnel dans les domaines de la gestion, de la finance, du marketing, de la vente, de l'informatique et de la technique au sein de nos filiales. Cette fonction implique de nombreux déplacements en France, en Europe et en Afrique.

Pour ce poste polyvalent, nous souhaitons rencontrer un jeune diplômé de l'enseignement supérieur justifiant d'une première expérience opérationnelle en Audit ou en Contrôle de Gestion, de préférence dans un contexte anglo-saxon. Vous possédez une pratique courante de l'anglais et vos connaissances en espagnol ou en portugais constitueraient un atout. Cette expérience sera un excellent tremplin pour une carrière dans les différentes sociétés du Groupe.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 50/3725 A à :

EGOR GESTION ET FINANCE
8, rue de Belfort - 75008 PARIS
Tél. : (1) 42.89.26.64

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL SUEDEN UNITED KINGDOM

EGOR

FILIALE D'UN IMPORTANT GROUPE FINANCIER

recherche

L'ADJOINT au RESPONSABLE de sa CENTRALE DES BILANS

Vous serez chargé de participer au développement des produits et d'en assurer leur promotion commerciale en étroite collaboration avec le responsable de la Centrale.

Vous possédez :

- 4-5 ans d'expérience type analyse crédit,
- Une formation bac + 5 ou grande école, en comptabilité, gestion et analyse financière,
- Des aptitudes commerciales et relationnelles,
- Une bonne maîtrise de la micro-informatique.

Merci d'adresser C.V. à Madame BERNARD, sous réf. CDB/90 COREF

Tour Vendôme, 204, rond-point du Pont-de-Sèvres
92516 Boulogne-Billancourt.

Responsable gestion budgétaire

Grenoble. Cette société, filiale d'un Groupe international important, est leader sur le marché des produits, procédés et outils de diagnostic médical et scientifique. Dans le cadre du développement du Groupe en France, la Direction Financière crée un poste de Responsable de Gestion Budgétaire.

Il sera chargé de l'élaboration des prévisions et des budgets des sociétés françaises, de l'analyse des résultats et des écarts, du reporting au siège Européen. Toutes ces tâches sont effectuées sur IBM 36 et COMPAQ.

Ce poste, évolutif, requiert une formation supérieure de gestion (ESC, maîtrise ou équivalent), une expérience performante de 3 à 5 ans, avec pratique de l'informatique et connaissance de l'anglais.

Merci d'adresser lettre manuscrite avec C.V. et niveau de rémunération sous réf. GS27/M, à Chantal GELLER, SEMA SELECTION, 32 rue de la Favorite, 69085 LYON

SEMA SELECTION
Paris - Lyon - Toulouse

Responsable comptabilité générale et fiscalité

Un important groupe français du secteur tertiaire (CA de 9 milliards de francs) ayant une activité très internationale, recherche un comptable et fiscaliste de très bon niveau.

Sous l'autorité du Directeur de la comptabilité du groupe et assisté d'une équipe d'une quinzaine de personnes, il prendra en charge l'élaboration des états financiers d'une dizaine de sociétés et les problèmes de fiscalité française du groupe.

Ce poste requiert une formation supérieure (certificat supérieur de révision comptable et/ou certificat juridique et fiscal de l'expertise comptable) et une expérience de 5 ans minimum couvrant les deux domaines. Une bonne connaissance de l'anglais est nécessaire.

Notre Conseil, Nicole Morichez, étudiera confidentiellement votre candidature, adressée sous réf. M/161 à Linden, 14 rue Pergolèse, 75116 Paris.

Linden

SPICERS

DEVELOPPER L'ESPRIT SERVICE

Quand l'Europe commence par la France, ça se remarque vite !

Grand groupe international, N°1 anglais sur le secteur de la papeterie et des fournitures de bureau, SPICERS commence aujourd'hui son développement européen par la France, avec un objectif à atteindre rapidement : devenir le premier grossiste français. Outre des moyens importants, nous comptons sur la qualité de notre service et sur l'esprit d'équipe qui anime nos collaborateurs pour réaliser nos ambitions. Constituant les équipes qui vont partager notre réussite, nous souhaitons intégrer notre

Chef Comptable

De niveau DECS, vous avez acquis au minimum 5 ans d'expérience et souhaitez donner un nouvel élan à votre carrière.

Sous la responsabilité de notre Directeur Financier, vous assurerez l'ensemble de notre gestion et possédez pour cela des notions en comptabilité

anglo-saxonne et la maîtrise de l'anglais.

Pour rejoindre un groupe dynamique, envoyez lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. CCILM à SPICERS

Direction du Personnel
BP 437 - Garonor
93617 AULNAY SOUS BOIS CEDEX.

LES EDITIONS NATHAN recherchent UN CONTROLEUR DE GESTION JUNIOR (H/F)

Au sein du Groupe de la Cité (Bordas, Larousse, Presses de la Cité, Dalloz, etc.), les éditions NATHAN - 500 personnes, 1 milliard de CA - produisent des ouvrages scolaires et de référence, des livres pour la jeunesse, des logiciels et du matériel éducatif, des beaux-livres.

Vous avez une formation supérieure type Ecole de Commerce (HEC, ESSEC, ESC, ...) ou maîtrise de gestion (Dauphine, ...). 2 années d'expérience professionnelle, et un solide bagage financier et comptable.

Votre mission : assister un senior dans le contrôle de gestion de plusieurs départements : examen de la rentabilité, préparation des tableaux de bord et des budgets annuels.

Outre ce contrôle de gestion traditionnel, vous aurez également un rôle de conseil auprès des opérationnels.

Personnalité, capacité à dialoguer avec différents interlocuteurs, goût du travail en équipe sont des qualités indispensables pour ce poste.

Merci d'adresser, sous référence CG, lettre manuscrite, CV, photo et prétentions aux Editions Nathan - Direction des Ressources Humaines - Laurence BERTIN - 9, rue Méchain 75013 PARIS.

NATHAN

GEO

Ca

prima

Femme

Actuelle

Tele

Loisirs

Void

PRISMA PRESSE
Filiale d'un Groupe International (Paris 8ème)
Leader de la presse magazine grâce à la réussite commerciale de ses titres et à ses méthodes de gestion recherche

UN ASSISTANT CONTROLEUR DE GESTION

Pour son Service Planification, directement rattaché à la Direction Générale

Vous participerez à l'élaboration des budgets et des états mensuels, ainsi qu'à l'analyse et au suivi des résultats de l'ensemble de nos activités.

Vous avez une formation supérieure Etude de Commerce, Universitaire.

Vous avez une expérience de deux ans en Contrôle de Gestion, de bonnes connaissances en Comptabilité et la pratique de la micro-informatique. Vous maîtrisez la langue anglaise.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous références ACG à :

PRISMA PRESSE
Direction des Ressources Humaines
6 rue Daru - 75008 PARIS.

BOLLORE ENERGIE

L'Europe et représente aujourd'hui un CA de 5 milliards de francs (dont 50 % réalisés à l'étranger)

ESC DEBUTANT, DEVEZ-VOUS CONTROLEUR DE GESTION CHEZ BOLLORE !

- ❑ Votre mission : analyse des écarts et proposition de mesures correctives, élaboration des budgets, suivi des résultats et reporting constitueront l'essentiel de votre mission. Vous serez par conséquent chargé d'études financières destinées à la D.G. et d'analyses économiques des investissements.
- ❑ Votre profil : jeune diplômé ESC, vous êtes avant tout organisé et possédez des qualités d'analyse et de synthèse.

Si cette fonction évolutive vous intéresse, merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions) sous référence LMO 2210 A à notre Conseil qui respectera l'entière confidentialité de votre dossier. Groupe PANISSOD, 109, rue de Turenne 75003 Paris.

GROUPE PANISSOD S.A. RECRUTEMENT

هكذا من الامم

Nous sommes un organisme fédérateur représentant 6000 mutuelles et 25 millions de personnes, leader dans le domaine de la protection sociale complémentaire.

AUDITEUR - ANALYSTE FINANCIER

Vous avez une formation supérieure économique et financière (3ème cycle de gestion, Ecole Supérieure de Commerce, I.E.P. section économique et financière...) et de solides bases comptables (D.E.C.S. ou équivalent).

Au sein de l'équipe "Fiduciaire Gestion" vous serez chargé :

- de la réalisation d'analyses financières,
- de missions d'audit et de conseil auprès des mutuelles adhérentes,
- de l'exploitation et du développement de systèmes d'information de gestion.

Une expérience de 2 à 5 ans dans les missions précitées est indispensable, une pratique de la micro-informatique serait appréciée. Déplacements en province à prévoir. Poste basé à Paris 15ème.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant votre niveau de rémunération actuel et souhaité, sous la référence AF à MUTUALITE FRANCAISE, Direction Administrative, 255 rue de Vaugirard, 75719 PARIS Cedex 15.

ALIMENTAIRE

AUDIT

Une voie d'accès à nos futurs postes de managers

France - International

Notre groupe est un des grands mondiaux de l'alimentaire. C'est une expérience chez un des grands mondiaux de l'audit que nous recherchons.

Nos exigences sont à la mesure des opportunités d'évolution de carrière que nous vous offrons. Nos exigences sont à la mesure de vos ambitions et qui vous permettra au niveau de la holding du Groupe :

- de valoriser une première expérience d'audit de 2 ou 3 ans acquise de préférence chez un des "big six"
- d'intégrer un environnement international, de conseiller et d'assurer une assistance technique diversifiée (finances, comptabilité, gestion, organisation...) auprès de nos filiales France et étrangères
- de participer aux différentes études financières dont celles concernant les nouvelles acquisitions.

Anglais indispensable. Poste basé à Paris.

Ecrire sous réf. 43 A 2000 - OM

Discretion absolue.

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75015 Paris

etap

Directeur Administratif et financier

300KF

Nous sommes un organisme fédérateur représentant 6000 mutuelles et 25 millions de personnes, leader dans le domaine de la protection sociale complémentaire.

Vous animerez une équipe d'une douzaine de personnes motivées. Organisé et rigoureux, vous avez également des contacts pour faire le lien avec les Directions de l'organisme et avec l'extérieur. Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo) en précisant la référence ORGANISATION ET PUBLICITE - 2, rue de Vaugirard, 75001 PARIS qui transmettra.

Les plus-values sont rares aujourd'hui, choisissez un partenaire performant.

Fort de nos 5000 clients, nous sommes la référence dans le domaine de l'information financière : gestion de trésorerie, gestion des immobilisations, consolidation, analyses financières... Notre progression (CA + 50 % en 1989), nous amène à rechercher :

CONTROLEUR DE GESTION

De formation Ecole de Commerce ou de Gestion, vous bénéficiez d'une expérience réussie de 12 ans en Contrôle de Gestion. Membre de l'équipe de Direction, vous serez responsable du contrôle de la gestion du siège parisien, des agences en province et des filiales à l'étranger.

Véritable "force de proposition" auprès de la Direction, vous ferez évoluer les systèmes de gestion et d'information. Ce poste offre une réelle opportunité d'évolution à un candidat de valeur, qui pourra démontrer sa compétence, ses qualités relationnelles et son implication dans l'évolution de l'entreprise. La maîtrise de l'anglais sera un atout supplémentaire. (réf. CG/LM)

CONSULTANTS EN GESTION DE TRÉSORERIE

De formation supérieure BAC + 4 (maîtrise de gestion, d'économie ou diplômé d'école de commerce), vous avez de préférence une expérience d'1 à 2 ans au sein d'un service financier.

Après une formation spécifique, vous assurerez des missions de conseil auprès des Directions Financières pour accompagner la mise en place des cellules de trésorerie, des outils informatiques et optimiser leur fonctionnement.

Ce poste très autonome nécessite une réelle motivation pour les relations clientèles, de sérieuses aptitudes pédagogiques et des déplacements sur toute la France. Nous vous offrons un environnement performant et une évolution au sein d'équipes dynamiques. (réf. C/LM)

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions) sous référence choisie, à Nicolas Six - Cerg Finance - Tour Eve Place Sud la Défense 9 - 92806 Puteaux.

CERG FINANCE



SECRETAIRE GENERAL ADJOINT

Créée en 1979, JET SERVICES livre 80 000 colis par jour et réalise un CA de 800 MF. Rejoignez-nous pour accompagner notre croissance.

Vous animez les services informatique, facturation, achats, personnel, sponsoring. Vous êtes le garant de notre organisation et de nos procédures, conseil du Président et des dirigeants opérationnels.

A 40 ans, vous êtes DAF ou secrétaire général, de préférence dans une société de services. Poste basé à Lyon.

Ecrire à Geneviève CROUZET (réf. 579 LM) ARTEMIS CONSEILS - 21, rue François Garin 69003 LYON.

ARTEMIS

Télesystèmes

Sixième SSII

française

Groupe

France Télécom

2 900 personnes

1,8 Milliard

de CA.

RESPONSABLE COMPTABLE : CHEF DE PROJET UTILISATEUR POUR MISE EN PLACE PROCKIELS COMPTABLES MSA

De formation Ecole de commerce et/ou DECS, vous avez une solide expérience (4 ou 5 ans) dans la mise en place et l'exploitation quotidienne des systèmes informatisés de gestion et comptabilité et souhaitez valoriser vos facultés de rigueur, d'analyse et de contact.

Votre mission : Concevoir, réaliser et mettre en oeuvre les solutions informatiques propres à fiabiliser le système comptable. Assister l'utilisateur pour détecter les améliorations potentielles des systèmes comptables.

Merci d'adresser votre candidature à Martine HARRACA - Télesystèmes Direction des Ressources Humaines 115 rue du Bac - 75007 PARIS.

Télesystèmes
La culture Télécom en plus

Accompagner la transformation des Banques et Institutions Financières

Peat Marwick

Consultants est

membre du réseau

mondial KPMG.

A Paris,

200 professionnels

de haut niveau

accompagnent les

entreprises dans leur

évolution.



Le fort développement de Peat Marwick Consultants, qui réalise un tiers de son activité dans la Banque et les Services Financiers nous conduit à rechercher :

des responsables de mission

Une expérience variée d'environ 10 ans au sein d'une banque, d'une institution financière ou dans un cabinet de conseil, vous permettra d'encadrer nos équipes de Consultants chez nos clients. Réf. 931.53

des consultants

Vous avez acquis une expérience réussie de 3 à 5 ans dans un des domaines suivants : Contrôle de gestion, Inspection, Organisation, Salle de marchés, Informatique, soit dans la banque, soit dans le conseil. Réf. 931.54

De formation supérieure, vous souhaitez maintenant valoriser votre expérience. Vous pourrez l'enrichir au sein de notre cabinet en participant à des missions de type : étude stratégique et plan de développement, fusion d'établissements financiers, planification et contrôle de gestion, gestion des opérations de marchés, A.D.M., amélioration de la performance des structures.

Peat Marwick Consultants, par ses méthodes éprouvées, par la variété de ses missions et par son environnement international, vous offre de réelles perspectives d'évolution.

Isabelle Béguier vous remercie de lui adresser votre candidature sous référence choisie à Peat Marwick Consultants - Tour Fiat - Cerex 16 - 92084 PARIS LA DEFENSE.

Peat Marwick Consultants

MARCHÉS FINANCIERS

Retraits de billets et grève des convoyeurs de fonds

La réforme des réserves obligatoires doit inciter les banques à mieux remplir les distributeurs

Derrière la réforme des réserves obligatoires annoncée mardi 16 octobre, il n'y a pas que des objectifs théoriques de pure politique monétaire. Les autorités monétaires françaises entendent bien donner aux banques un peu plus de souplesse dans la gestion de leur stock de billets de banque, et donc leur permettre de mieux remplir les distributeurs automatiques de billets. Ironiquement, cette réforme intervient au moment où la grève des convoyeurs de fonds provoque d'importants problèmes de liquidités pour les banques et les commerçants, et vide les distributeurs.

Sommes immobilisées
Jusqu'à présent, les encaisses de billets détenues par les établissements de crédit (12 milliards de francs environ) n'étaient pas comptabilisées dans les réserves obligatoires que ces derniers doivent maintenir auprès de l'institut d'émission. Les banques tentaient de maintenir leur stock de billets à un niveau minimum afin de les placer pour en tirer des rendements avantageux. Car un billet de banque ne rapporte rien si on n'en fait rien. C'est pourquoi les distributeurs automatiques s'ont si souvent vides en fin de week-end. Il y avait pourtant, à la fin de l'année, 18,7 millions de porteurs de cartes, et le nombre de retraits dans les distributeurs a été multi-

plié par trois entre 1984 et 1989, atteignant... 495 millions pour un montant moyen de 450 francs.

Dans son allocution du mardi 16 octobre, le gouverneur de la Banque de France, M. Jacques de Larosière, a expliqué qu'il n'est pas illogique de tenir compte des encaisses (de billets) dans la détermination des réserves constituées; c'est du reste la pratique suivie par les principaux pays qui utilisent l'instrument des réserves. Même conservés par les banques, les billets peuvent constituer des réserves dans la mesure où, s'ils ne sont pas transformés en instruments monétaires différents, ils ne peuvent rapporter d'intérêt; ils représentent donc des sommes immobilisées conformément au principe des réserves obligatoires.

Inclus dans les réserves, les billets pourront donc plus aisément être conservés par les banques et, entre autres, alimenter les distributeurs. Autre avantage de la réforme de la Banque de France, elle accroît la sécurité des transferts de fonds en réduisant le nombre de parcours effectués par les liasses entre les agences bancaires et l'institut d'émission.

L'idée des autorités monétaires est astucieuse, mais n'est pas dépourvue d'effets secondaires. La Banque de France est très fière du « craquant » de ses billets, et ses responsables ironisent à l'envi sur l'état lamentable des dollars américains - indépendamment de la faiblesse actuelle du cours de change du billet vert. Or c'est lorsque les billets reviennent dans les caisses centrales que leur état et leur qualité peuvent être vérifiés, et qu'ils peuvent être renouvelés le cas échéant. C'est pourquoi les coupures de 20 et de 50 francs sont généralement beaucoup plus abîmées que celles au moins égales à 100 francs, les commerçants ne prenant pas la peine de les déposer auprès de leur banquier. Avec un système dans lequel les billets reviennent moins souvent à l'institut d'émission, le contrôle devient moins aisé et la qualité de la circulation fiduciaire se dégrade. La Banque de France est donc en train de négocier avec les banques une nouvelle manière de contrôler la bonne tenue des coupures. Mais pour que les convoyeurs de fonds poursuivent leur grève, le rodage de la nouvelle procédure sera difficile. Pour l'instant, les banques n'ont d'autre solution que de remplir les distributeurs de coupures usagées.

FRANÇOISE LAZARE

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

40,2 MILLIARDS DE FRANCS DE CHIFFRE D'AFFAIRES AU 30 SEPTEMBRE 1990

BSN PROGRESSE

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe BSN s'est élevé à 40,2 milliards de francs pour les neuf premiers mois de 1990 contre 36,2 milliards de francs pour la période correspondante de 1989.

Les données par Branche s'établissent et comme suit:

(en millions de francs)	1990	1989
Produits Frais	10 030	9 486
Epicerie	7 762	7 187
Biscuits	9 504	7 805
Bière	5 469	4 013
Champagne, Eau minérale	3 815	3 137
Emballage	4 571	4 211
Cessions internes	41 171 (975)	37 069 (870)
TOTAL GROUPE	40 196	36 199

Les données relatives à la Branche Biscuits intègrent, en 1990, les ventes des sociétés Céliu (France), Jacob's (Angleterre) et Seleni (Italie), pour neuf mois en 1990, contre quatre mois en 1989.

A structure et taux de change comparables, l'augmentation du chiffre d'affaires par Branche est la suivante:

Produits Frais	10,9%
Epicerie	6,8%
Biscuits	3,7%
Bière	6,3%
Champagne, Eau minérale	20,9%
Emballage	6,8%
TOTAL GROUPE	7,8%

Pour plus d'information, composez sur votre minitel: 3616 - CLIFF

BSN
C'EST TOUT CE QUE J'AIME

PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

11 octobre 1990

Total actif	634 019
dont	
Or	188 964
Disponibilités à vue à l'étranger	112 298
Avances au Fonds de stabilisation des changes	14 020
Or et autres actifs de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire	56 732
Concours au Trésor public	38 520
Titres d'Etat (bons et obligations)	40 498
Autres titres des marchés monétaires et obligataires	235
Effets privés	101 075
Effets en cours de recouvrement	22 885
Total passif	634 019
dont	
Billets en circulation	251 329
Coupons courants des établissements assésés à la constitution de réserves	90 710
Comptes courants du Trésor public	14 552
Reprises de liquidités	23 704
Comptes spéciaux du Fonds de stabilisation des changes - Comptes des allocations de droits de tirages spéciaux	8 020
Ecos à livrer au Fonds européen de coopération monétaire	54 457
Reserve de réévaluation des avoirs publics en or	191 340

TAUX DES OPERATIONS

Taux de la dernière opération sur appel d'offres	9,50 %
Taux des pensions de 5 à 10 jours	10,25 %
Taux des avances sur titres	12 %

LONDRES

Ouverture d'un marché à terme du riz

Un marché à terme du riz s'ouvrira le 30 novembre à la Bourse londonienne des marchés à terme et des options a annoncé le FOX (Futures and Options Exchange). Les échanges mondiaux de riz représentent annuellement plus de 15 millions de tonnes et les cours ont tendance à faire preuve de volatilité. Le nouveau contrat permettra donc aux opérateurs de couvrir leurs risques financiers. Les transactions se feront électroniquement et porteront sur des lots de 50 tonnes chacun de riz long de qualité supérieure, d'origine thaïlandaise ou américaine. Des terminaux pourront être installés à l'étranger. Les transactions sont déjà effectuées électroniquement au FOX sur les marchés à terme du sucre blanc, du caoutchouc pour le prix indicateur des pneus non fermés, le MGMI. Un marché à terme du café arabica devrait être lancé dans les six mois. En revanche, les transactions se déroulent toujours à la cote sur les marchés du café robuste, du cacao et du sucre brut.

FAITS ET RÉSULTATS
■ Rapprochement Vulpacop et Pneu Holding. - Les deux groupes français indépendants de distribution de pneumatiques, Vulpacop et Pneu Holding (enseigne Pneu Plus), ont décidé d'associer pour mieux faire face à la montée de la concurrence, exercée tant par les firmes étrangères que par les manufacturiers eux-mêmes. Aux termes de l'accord conclu, toutes les enseignes Pneu Plus rejoindront Vulpacop. Ce rapprochement donnera naissance au premier réseau français indépendant de distribution de pneus avec un chiffre d'affaires légèrement supérieur à 2 milliards de francs. 209 points de vente en France et 26 en Espagne, avec aussi une perspective de tisser un réseau de 1 000 magasins spécialisés du pneu et de liaison au sol en Europe du Sud.

Pour matérialiser cette union, Pneu Holding prendra une participation de 40 % dans Vulpacop et de 40 % aussi dans K. Dis, centrale d'achat mise en place par Vulpacop comme outil logistique. Les financiers du groupe Acto, déjà actionnaires dans le capital des deux entreprises, ainsi que ceux de Vulpacop représentés par la SDR Méditerranée et Europar, équilibreront ce rapprochement en prenant respectivement une participation de 10 %, garantissant ainsi l'indépendance du nouveau groupe.

PARIS, 22 octobre

Glissement

La semaine s'est ouverte rue Vivienne sur une note légèrement alourdie. Après avoir affiché un retard de 0,10 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 abandonnait près de 0,8 % en fin de matinée. En début d'après-midi, le repli s'accroissait et atteignait 0,83 %. Plus tard dans la journée et peu avant l'ouverture de la Bourse de New-York, le baromètre de la place parisienne s'inscrivait en recul de 0,40 %.

Apparemment, la fermeté des grandes places financières internationales (New-York, Tokyo) et la baisse des cours du pétrole brut, tombés sous la barre des 30 dollars le baril, n'ont pas eu d'effets particuliers sur le marché français, qui n'a pas profité de l'élan pris la semaine passée. Selon les spécialistes, la Bourse de Paris semble abandonner un peu de son attitude suiviste vis-à-vis des autres marchés. La proximité de la liquidation mensuelle pour le terme boursier d'octobre, qui doit intervenir mardi 23, a de nouveau favorisé quelques ventes bénéficiaires, dont la présence a suffi à passer sur le tendance. La reprise que connaît la Bourse de Paris depuis la mi-septembre demeure malgré tout fragile. Le volume des transactions est encore peu important et reste inférieur aux niveaux atteints vendredi en clôture, où il s'était élevé à 2,8 milliards de francs sur le marché à règlement mensuel, ce qui ne s'était pas vu depuis plusieurs semaines.

L'action Michelin s'est remise un peu des lourdes pertes subies au cours des deux dernières séances, jugées sur le parquet comme une sanction intervenue après la publication de mauvais résultats pour le premier semestre de cette année et surtout la prévision d'une perte de 2,3 milliards de francs en 1990. De son côté, les valeurs étrangères, les résultats d'ATT, jugés plutôt satisfaisants par M. Robert Allen, patron du groupe, ont connu un ralentissement économique, ont permis au titre de bien se comporter.

TOKYO, 22 octobre

Sixième séance de hausse

Pour la deuxième fois consécutive, le Kabuto-Cho a remarquablement bien commencé la semaine. Après des fluctuations, le mouvement de hausse s'accroissait durant la séance et l'indice Nikkei, qui avait déjà progressé de 176,50 points en fin de semaine, enregistrait à la clôture un gain de 589,37 points (+ 2,41 %) pour s'établir à 25 070,86. Le score est dû à une série de ventes bénéficiaires n'avaient quelque peu écorné l'avance du marché. Au plus haut de la journée, le thermomètre de la Bourse japonaise avait monté de 750 points. C'est en tout cas la première fois depuis le 13 septembre dernier que le Nikkei dépasse la barre des 25 000 points.

VALEURS	Cours de 19 octobre	Cours de 22 octobre
Alia	579	607
Indes	1 170	1 180
Canon	1 420	1 440
Fuji Bank	2 420	2 430
Honda Motors	1 430	1 430
Mitsubishi Electric	1 810	1 850
Mitsubishi Heavy	785	785
Sony Corp	6 500	6 600
Toshiba Motors	1 880	1 900

PARIS :

Second marché (sélections)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amis Associés	387	395	Idemsa	135 90	133
Ayrol	105	105	L.M.S.	944	917
B.A.C.	180	185	LMR	280	280
BICM	258	260	LPBM	115	113
Borin Ely	405	405	Loca Invest	313	313
Bois de Lyon	205	210	Loca Invest	86	84
Cibex de Lyon	3175	3165	Mara Comm	131 40	130 20
C.A.I. de Fr. (C.C.I.)	1063	1050	Micor	180	180
Calson	390	380	Oliver Logis	580	589
Carot	430	439	Presbourg	90	90
C.E.G.P.	210	210	Publi-Presse	410	400
C.F.P.I.	222	225	Road	810	810
Conseil d'Origny	471 10	471	Rhone-Alp. (R.A.)	305	305
C.N.I.M.	903	909	Sch. H. Mignon	203	199 10
Codator	275 50	275	Selact Invest (S.I.)	91	91
Cosmang	280	285	Selact	420	420
Conform	780	771	S.M.T. Goupil	185	185 20
Credes	325	330	Sups	174 50	174 50
Daguer	400	400	Sups	143	143
Dalans	585	595	Thomson H. (T.H.)	240	240
Densachy Worms Co.	541	541	Union	148	148 90
Desqueres et Giral	246	245	Union Fin. de Fr.	395	390
Devanley	800	775	Viel et Cie	117 40	117 40
Devile	451 60	438	Y. St-Laurent Group	822	819
Dolans	185	188			
Edison Belgium	225	225			
Europa Production	404	400			
Finacor	125	125			
GF (groupement)	364	378			
Grand Line	428	428 80			
Gravograph	176	175 20			
Guilco	810	810			
I.C.C.	295 80	295 80			
IDA	307	307			

LA BOURSE SUR MINTEL

36-15 TAPEZ LE MONDE

Marché des options négociables le 19 oct. 1990

Nombre de contrats :

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		Déc. dernier	Mars dernier	Déc. dernier	Mars dernier
Bouygues	440	29	45	30	30
CGE	560	33	45	30	30
EN-Aquidaine	680	56	45	14	1,75
Euromet SA-PLC	40	7,50	9,90	1,75	2,50
Euro Disneyland SC	90	6	6	3,90	6
Evros	487	65	65	10	10
Lafarge-Capex	340	24	24	11	11
Michelin	70	3	7,35	11	11
Midi	920	26	37	9	9
Paribas	440	62	62	9	9
Paradi-Ribard	960	71	71	39	39
Pompey SA	480	17	17	13	13
Rhône-Poulenc CI	240	17	17	39	39
Saint-Gobain	440	10	10	55	55
Source Perrier	1 220	28	28	4	4
Société générale	400	28	28	4	4
Stora Finncell	250	65	65	22,89	22,89
Thomson-CSF	120	1,90	1,90	22,89	22,89

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 19 oct. 1990
Nombre de contrats : 82 511

COURS	ÉCHÉANCES			
	Décembre 90	Mars 91	Juin 91	
	Dernier _____ Précédent _____	98,50 98,40	98,40 98,32	
Options sur notionnel				
PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Déc. 90	Mars 91	Déc. 90	Mars 91
	100 _____	0,42 1,06	1,80 —	

INDICES

CHANGES

Dollar : 5,049 F

Après son accroc de faiblesse de la fin de la semaine dernière, le dollar restait peu soutenu lundi 22 octobre. A Paris, la devise américaine s'échangeait à 5,049 francs contre 5,015 francs vendredi à la cotation officielle. A Tokyo, elle regagnait un peu de terrain vis-à-vis du yen.

FRANCFORT 19 oct. 22 oct.
Dollar (en DM) 1,548 1,581
TOKYO 19 oct. 22 oct.
Dollar (en yen) 125,25 126,25

MARCHÉ MONÉTAIRE
(effets privés)
Paris (22 octobre) 9 9/16 - 11/16
New-York (19 octobre) 7 7/8

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 29-12-89)

18 oct. 19 oct.
Valeurs françaises 71 76,90
Valeurs étrangères 71,80 78,70
(SBF, base 100 : 31-12-81)
Indice général CAC 432,81 437,53
(SBF, base 1000 : 31-12-87)
Indice CAC 40 1 644,67 1 644,70

NEW-YORK (indice Dow Jones)

18 oct. 19 oct.

Industrielles 2 452,72 2 520,79

LONDRES (indice Financial Times)

18 oct. 19 oct.

Industrielles 1 618,10 1 621,50

Mits d'or 168,80 169,70

Fonds d'Etat 79,43 79,10

TOKYO 19 oct. 22 oct.

Nikkei Dow Jones 24 481,49 25 070,86

Indice général 1 816,29 1 850,30

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	Rep. +	ou dép. -	Rep. +	ou dép. -	Rep. +	ou dép. -
\$ E.-U.	+ 72	+ 82	+ 143	+ 163	+ 455	+ 515
\$ Can.	- 108	- 81	- 204	- 166	- 478	- 397
Yen (100)	+ 75	+ 113	+ 145	+ 322	+ 380	+ 380
DM	+ 37	+ 54	+ 77	+ 101	+ 190	+ 252
Florio	+ 37	+ 48	+ 70	+ 91	+ 178	+ 231
FB (100)	+ 98	+ 21	+ 199	+ 420	+ 729	+ 1289
FS	+ 56	+ 74	+ 115	+ 144	+ 326	+ 398
F. (1 000)	- 65	- 7	- 130	- 34	- 294	- 165
£	- 390	- 346	- 683	- 604	- 1684	- 1519

TAUX DES EUROMONNAIES

SE-U.	3 MOIS		6 MOIS		9 MOIS		12 MOIS	
	Rep. +	ou dép. -	Rep. +	ou dép. -	Rep. +	ou dép. -	Rep. +	ou dép. -
SE-U.	7 15/16	8 3/16	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/16	8 3/16
DM	7 15/16	8 1/16	8 1/16	8 1/16	8 1/16	8 1/16	8 1/16	8 3/16
Yen	7 15/16	8 1/16	8 1/16	8 1/16	8 1/16	8 1/16	8 1/16	8 3/16
Florio	7 15/16	8 1/16	8 1/16	8 1/16	8 1/16	8 1/16	8 1/16	8 3/16
F.B. (100)	8 15/16	9 3/16	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 5/8	8 3/4
F.S.	7 5/8	7 7/8	7 11/16	7 11/16	7 11/16	7 11/16	7 11/16	7 11/16
F. (1000)	13 7/8	14 1/8	13 15/16	14 1/16	13 7/8	14 1/16	13 5/8	13 3/4
£	9 1/2	9 3/4	9 11/16	9 11/16	9 11/16	9 11/16	10	10 1/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Le Monde-RTL

ENTREPRISES

à 22h15 sur RTL

Lundi 22 octobre

Pascal Serda,

PDG de Colibeu.

Mardi 23 octobre

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 22 OCTOBRE

[illegible]**COMPTANT** (sélection)

VALEURS			VALEURS			VALEURS			Etrangères		
% du nom.	% du coupon		Cours princ.	Dernier cours		Cours princ.	Dernier cours		Cours princ.	Dernier cours	
Obligations											
Emp. Eux. 10,57/77	119 55	3 68	Colofat	1131		Métal Deployé	520	539	A.E.S.	780	780
Emp. Eux. 9,56/76	98 40	2 73	Cogit	399	388	Mex	145	145	Alcan (N. Str.)	232	231
10,02/79 79/84	100 90	1 42	Comptex	485	501	Navigant (M.)	238		Alcan Alumin.	96 30	
Emp. Eux. 13,25/80	100	13 17	Cos Industriels	458	501	Opteg	336	335	American Brands	350	350
Emp. Eux. 10,64/82	100 01	15 05	Cr Lysée Aluminée	498 50		Ordel (C.)	236	245	Arbust	483	481
Emp. Eux. 14,48/83	101 28	9 72	Cr Universal (E.)	580	589	Oléop. Desmoulin	1200	1165	Autosoma Mexic.	161	158
Emp. Eux. 13,44/83	103 06	11 01	Crown Milk Prov.	26	34	Palmé Housmout	989	1000	Banco (C.)	470	482
Emp. Eux. 12,23/84	100	15 17	Crédit Glac. Ind.	380	350	Perlat Monemont	650	649	Bayou Automobile	1890	1882
Emp. Eux. 11,54/85	104 53	7 22	Cr Universal (E.)	580	589	Pfister	200	189 50	B. Régiments Int.	27500	26500
10,20/85 ou 86	100 05	6 28	Danbury	670	574	Paino Farina	241	230	Can. Pacific	84	80 05
QAT 10/5 5/2000	89 20	4 05	Dégramont	1429	1400	Parsa Invest	319	328	Ch. de Fer C.	53 10	
QAT 9,5/5 12/1987	89 70	8 48	Delfand	1804	1765	Parsa Invest	319	328	C. Orléans	13 30	13 20
QAT 5,5/5 1/1985	89 30	7 11	Delmas Vellier	3700		Petit Canol	1014	974	C. R. L.	53 10	
QAT 11,2/85 86	92 30	9 14	Des. Saint-Victor	1072	1110	Phar. Hedeck	1080	2055	C. R. L.	13 30	
CFI 10,30/86	96 30	8 18	Eco Vitr.	2687		Phar. Hedeck	300	300	Comptexbank	137	
CFI 10,30/86	92 30	9 14	Eco	191 90	185 70	Promodis (C.)	1078	1069	De Beers (S. A.)	137	
CHB Eques 5000F.	100 20	2 89	Elecro-Fin	774		Publiat	720	730	Dow Chemical	212	213
CHB Paribas 5000F.	103 25	2 89	Elecro-Banque	320	320	Radiofrance	1223	120	G&L (East Land.)	515	521
CHB Suez 5000F.	100 25	2 89	ELM. Lobbier	730	740	Rosano	245	241	Gent	1130	
CHB 11,25/86	101 40	3 59	Elast. Bratagry	507	500	Rougeur	406	405	Globe Holdings Ltd	75	74
CHT 9 08/86	100 30	2 89	Est. Mag. Par.	4100		S.A.C.E.R.	380	370	Goodwin Tim	94 30	
CHT 10,50/86 act. 05	100 55	4 36	Est. Int. (S. Exm.)	1670	1680	S.A.F.A.A.	452	400	Grace and Co (N.Y.)	98	
CHD FCE 3% 100	141 10		Emp. Soudes Ind.	26	24	S.A.F.I. Alcan	280	268 50s	GTE Corp.	142	132
CINCA	1035		Emp. Soudes Ind.	240	240	S.A.F.I.	1237	1220	Houssay Int.	385	
Coca	.....		Emp. Soudes Ind.	189 60	187 80	S.A.F.I.	1237	1220	Johnsonberg	1445	
Coca 6 Jans. 08/89	503		F.A.I.C.	1875	1875	Saint Domingue (F.)	282	286 50	Kodomo	26	
Coca 6 Jans. 08/89	503		Forville Ind.	650	650	Socié. du Midi	591	590	Kodomo	26	
.....	.....								Midland (S.A.)	15	
.....	.....								Noranda Mines	68	68

SICAV (sélection)

VALEURS	Emission Fr/s Incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Fr/s Incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Fr/s Incl.	Rachet net
A.I.A.	973 99	950 23	Firsi-Association	30 82	30 82	Placement J.	6237 34	6224 09
ALP	195 13	189 39	Firsi-Cap	35 45	34 83	Placement Premier	6695 37	6574 02
ALP 2	723 86	682 71	Firsi-Com	12268 33	12263 53	Placement 2 ^e	176 09	113 57
ALP 3	7014 02	7014 02	Firsi-Gen	231 42	228 41	Placement Gen	5555 42	5535 45
ALP 4	1014 25	103 82	Firsi-Ind	550	541 87	Placement Ind	10850 52	10549 57
ALP 5	930 40	969 35	Firsi-Indust	25 97	25 26	Prêt, External	107 88	106 51
ALP 6	583 64	589 20	Firsi-Imm	763 81	764 69	Prêt-Immobilier	25436 57	25336 57
ALP 7	1011 25	1001 24	Firsi-Imm	28 08	27 40	Prêt-Imm	1065 52	1033 08
ALP 8	1012 50	1007 74	Firsi-Imm	10376 32	10234 55	Prêt-Imm	117 27	114 51
ALP 9	409 48	409 48	Firsi-Imm	140 35	139 57	Prêt-Imm	100 57	98 57
ALP 10	409 48	396 55	Firsi-Imm	1210 37	1190 57	Prêt-Imm	158 16	156 07
ALP 11	1074 17	1068 93	Genclim	12622 76	12581 25	Reverses Titres	6281 90	6229 80
ALP 12	10975 51	10979 51	Gen. Associations	14 87	14 84	Reverses Tit	1141 05	1124 20
ALP 13	604 82	590 17	Gen. F. Sior	10773 76	10250 71	St Honoré Bio-Alim.	943 06	904 93
ALP 14	5946 32	6151 07	Hartem	1067 67	1065 65	St Honoré Capital	226 51	222 92
ALP 15	6282 08	6489 66	Hartem	230 69	228 68	St Honoré Ind	136 34	134 34
ALP 16	6282 08	6489 66	Interob	11843 73	11538 20	St Honoré Pédagog.	534 81	521 09
ALP 17	1129 99	1129 99	Intermedica Fin	501 99	487 37	St Honoré PUE	480 92	459 11
ALP 18	339 88	341 91	Jaypic	149 48	144 18	St Honoré Real	12589 93	12506 30
ALP 19	1084 34	1062 47	Jayperpage	249 52	245 24	St Honoré Sardin	467 93	449 93
ALP 20	1647 25	1515 55	Lafayette	176 17	156 56	St Honoré Tachim.	886 49	864 51
ALP 21	947 75	97 79	Lafayette	230 69	228 68	St Honoré Tachim.	156 77	156 77
ALP 22	147 01	135 89	Lafayette Equip.	236 70	227 67	St Honoré Tachim.	13719 02	12500 61
ALP 23	1120 23	112 16	Lafayette France	201 05	298 76	St Honoré Tachim.	1208 20	1208 20
ALP 24	106 45	103 78	Lafayette Immobil.	330 41	320 41	St Honoré Tachim.	693 33	683 08
ALP 25	97 07	92 38	Lafayette Japon	292 40	276 40	St Honoré Tachim.	1608 65	1604 42
ALP 26	114 90	109 95	Lafayette Japon	132 12	122 11	St Honoré Tachim.	897 48	890 22
ALP 27	5481 99	5481 99	Lafayette Japon	307 36	324 38	St Honoré Tachim.	1277 18	1277 18
ALP 28	5936 07	5936 07	Lafayette Tokyo	307 36	324 38	St Honoré Tachim.	1306 31	1282 33
ALP 29	1116 40	1089 90	Lafayette Tokyo	5892 25	5653 25	St Honoré Tachim.	826 47	811 05
ALP 30	343 83	305 25	Lafayette U.S.	1062 25	1062 25	St Honoré Tachim.	389 88	378 18

[illegible][illegible][illegible]

Argentine	1207 68	1178 22	Colômb. (en Cass.)	153 60	161 23	Liens Obligat.	1818 80	1574 24
Arg. Valueur	410 22	380 44	Costa Rica	1121 65	1200 44	Valenim.	495 55	463 48
Autriche	1480 50	1137 23	Dominicaine	1112 23	1112 23	Valenim.	1801 05	1798 26
Banque	1589 70	871 14	Egypte	3160 17	3078 80	Valenim.	46153 16	46180 89
Banque Londres	850 23	825 05	Guatemala	963 48	988 00	Valenim.	25029 28	25004 23
Banque Paris	1052 76	1065 49	Honduras	5424 67	5229 60			
Banque Genève	687 28	5271 43	Paraguay Capitalisation	1218 61	1201 90			
Banque New York	26 63	25 24	Paraguay Epargne	17831 90	17695 11			
Banque Suisse	12384 46	12384 46	Paraguay Opportunités	111 19	105 66			
Banque ICI-Genève	8631 44	9481 77	Paraguay Participations	908 21	485 57			
Banque ICI-Paris	92 34	92 34	Paraguay Réserve	102 14	102 14			
Banque Inter. Soc. Sec.	95 76	95 87	Paraguay Réserve	191 14	197 30			
Banque Inter. Invest.	638 69	628 97	Paraguay	617 94	593 94			
Banque Inter. Commerce	458 76	452 24	Paraguay Placement	286 71	276 36			
Banque Inter. Finance	407 95	398 08	Paraguay Investissements	707 47	690 21			
Banque Inter. Pharm.	105 17	102 11	Paraguay Placement	1287 80	1184 12			
Banque Inter. Régions	1168 11	1132 15	Paraguay C.T.					

PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
45 55 01 00 - poste 4230

o : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu

Les réactions après l'assassinat de Dany Chamoun Le Liban « est en train de mourir » déclare le cardinal Lustiger

A l'occasion du centenaire de l'affaiblissement de l'église Saint-Julien-le-Pauvre à Paris au culte grec-catholique (le *Monde* daté des 21-22 octobre), le cardinal Lustiger a consacré une messe avec Mgr Marinos V. Hakim, patriarche des grecs-catholiques de Damas. L'archevêque de Paris a lu une lettre d'une chrétienne libanaise, émouvant appel à la prière pour son pays, devant, notamment, les autorités syriennes et libanaises qui avaient été invitées. L'ambassadeur de Syrie, un melchite, était notamment présent.

Réagissant à nouveau aux exactions et aux crimes commis à Beyrouth, le cardinal Jean-Marie Lustiger devait ajouter, dimanche 21 octobre sur TF1, que le Liban « est en train de mourir et que c'est

□ **INDE** : décès du gourou Anandamurti. — Prabhat Ranjan Sarkar, dit Anandamurti, fondateur de la « voie du bonheur », une secte qui revendique dix millions d'adeptes à travers le monde, est décédé, dimanche 21 octobre à Calcutta, à l'âge de soixante-neuf ans.

un trésor pour l'humanité qui disparaît. Les habitants de ce pays aux origines ethniques et religieuses si différentes avaient réussi à vivre ensemble dans la paix. Mais, pour qu'ils puissent continuer à vivre ainsi, les Libanais devaient être aidés. Pour l'archevêque de Paris, la crise a sombré dans le tragique « parce que des intérêts économiques et politiques étrangers à la nature même du Liban » étaient entrés en jeu.

□ **Le RECOURS en appelle au pape**. — Le porte-parole du mouvement du RECOURS, M. Jacques Rousseau, a annoncé, samedi 20 octobre, que son organisation avait décidé, à la suite des massacres perpétrés au Liban, de « saisir officiellement et solennellement le pape Jean-Paul II, pour leur demander d'intervenir directement auprès de la communauté internationale et du Conseil de sécurité de l'ONU ». Le RECOURS estime que « les nations occidentales ne peuvent rester les bras croisés devant une telle tragédie, quels que soient les impératifs diplomatiques qui les guident aujourd'hui dans l'affaire du Golfe ».

IRAK M. Saddam Hussein propose au Parlement de « discuter » de la libération des otages français

Le président irakien, M. Saddam Hussein, a proposé au Conseil national irakien (Parlement) de « discuter (la possibilité) de permettre à tous les ressortissants français retenus en Irak de quitter le pays », a annoncé lundi 22 octobre l'agence officielle irakienne INA.

Selon l'agence, le président irakien a affirmé dans une lettre adressée lundi au président et aux membres du Conseil national qu'« accorder aux Français ce droit est une confirmation de l'attachement de l'Irak à son amitié avec la France ». Cette proposition est faite « en considération du refus de la France des pratiques hostiles de Bush (le président américain George Bush) et de l'usage des armes contre l'Irak, comme l'avaient exprimé les manifestations populaires (organisées en France), ainsi que les messages et les réunions » dans ce pays, conclut l'agence.

A Luxembourg le porte-parole du ministère français des affaires étrangères a affirmé lundi que la libération des ressortissants français retenus en Irak « ne se discute pas ». Un peu plus tard, au Koweït, sur un total d'environ cinq mille ressortissants occi-

dentaux. Selon le ministère français des affaires étrangères, soixante-sept Français sont répartis sur des sites stratégiques où les Irakiens les utilisent comme « boucliers humains ».

Selon M. Salim Mansour, président de la Fondation pour l'amitié irako-américaine, qui dirige une délégation américaine actuellement en visite à Bagdad, le président Hussein a d'autre part promis de libérer un certain nombre d'Américains détenus en Irak. « Il nous reste à déterminer le nombre », a-t-il ajouté, a-t-il ajouté, demandait la libération des Américains âgés et malades. » La liste des otages libérés pourrait être publiée mardi. — (AFP, Reuters.)

□ **KENYA** : rupture des relations diplomatiques avec la Norvège. — Le Kenya a rompu lundi 22 octobre ses relations diplomatiques avec la Norvège et ordonné la fermeture de l'ambassade de Norvège à Nairobi, a annoncé le ministre kenyan des affaires étrangères, M. Wilson Ndolo Ayah. L'ambassadeur de Norvège au Kenya, M. Niels Dahl, a reçu l'ordre de quitter le Kenya dans un délai d'une semaine, a ajouté M. Ayah. La Norvège « a adopté une attitude hostile » à l'égard du Kenya, en hébergeant des « criminels » kenyans, a précisé le ministre. — (AFP.)

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Disserte

VENDREDI dernier, une gamine s'est fait malmenier en sortant de classe par d'autres écoliers dans le couloir d'un collège à Sarcelles. Attentat à la pudeur. Elle a gueulé comme un âne. Personne n'a réagi. On a interrogé les copains, ils se sont défilés. Quant au prof, sourd comme un pot, il n'a rien entendu. La direction, elle en a vu d'autres, ne s'est pas émue non plus. Ce sont les parents qui ont porté plainte. Et ça, c'est tout nouveau. Je vous en parle en connaissance de cause.

On invoque toujours le délabrement et l'insécurité des bahuts de banlieue et de province. Ça fait des semaines que les élèves d'un lycée parisien du XVII^e arrondissement, fréquenté par mes petits-enfants, se font attaquer et racketter dans l'indifférence générale. Prévenir la police? A quoi ça sert, sinon à provoquer des représailles? L'établissement s'est contenté d'envoyer à la rentrée une circulaire indiquant les rues à éviter pour aller en classe — attention, danger! — et les mesures à prendre en cas d'agression : ne pas résister et courir se réfugier dans la boutique la plus proche! Il a fallu que les gosses des-

cendent eux-mêmes dans la rue pour que les adultes osent s'insurger à leur tour. A commencer par les enseignants. Paraît que leur mouvement a déjà été récupéré par les cocos et les sociaux de gauche. Quelle importance? Il n'en exprime pas moins une vraie colère, un ras-le-bol généralisé contre des classes vétustes et surchargées, pas assurées, faute de maîtres, et abandonnées sans surveillance aux exactions et à la violence de bandes organisées.

Devant ces gueulantes, ces grèves, ces manifs, comment ils réagissent, nos princes? A l'Education nationale, on a l'air de s'en foutre royalement. Où il est passé, Jospin? Qu'est-ce qu'il compte faire? Rien. Il attend les vacances de la Toussaint, pour courir se mettre au vert, les oreilles cassées par tout ce barouf. En revanche, Joxe, lui, n'y est pas allé par quatre chemins. Il a pris une mesure, enfin une, audacieuse, efficace, renversante : il a chargé dans chaque département de l'île-de-France un officier de la paix de faire quoi, je vous le donne en mille, de plancher sur les rapports entre la jeunesse et la police! Dur, dur, pire qu'un problème de robinets. Mais logique : désertés par les écoliers, les bancs seront occupés par les flics.

Permeture prochaine du dernier réacteur nucléaire est-allemand en service

Le porte-parole du gouvernement allemand, M. Berthold Goeke, a annoncé, dimanche 21 octobre à Bonn, la fermeture « à la mi-décembre » du dernier réacteur encore en service en ex-RDA, à la centrale nucléaire de Greifswald. Cette centrale nucléaire de type soviétique, construite sur la mer Baltique non loin de la frontière polonaise, a connu beaucoup de vicissitudes depuis son démarrage en 1973. Après deux visites sur le site, les experts de l'Agence internationale de Vienne avaient conclu que la centrale de Greifswald connaissait des pannes

« plus nombreuses que dans la moyenne des installations », de sorte que le gouvernement de Bonn voulait en finir avec des réacteurs devenus vétustes.

Les réacteurs numéros deux, trois et quatre ont été successivement arrêtés au cours de 1990. Ne restait donc un service que le numéro un, dont l'arrêt est maintenant décidé. Mais la centrale nucléaire de Greifswald n'est pas abandonnée pour autant. Deux réacteurs VVER 213, de conception soviétique mais plus conformes aux normes actuelles, vont

prendre la relève l'année prochaine. Ce chantier mobilise actuellement 7 000 ouvriers et techniciens. D'autre part, Siemens installe en ce moment deux turbines à gaz pour alimenter le réseau de chaleur de la ville de Greifswald (80 000 habitants) que les réacteurs nucléaires approvisionnaient en vapeur. L'autre site nucléaire de l'ancienne RDA, situé près de la ville de Stendal, à une centaine de kilomètres à l'ouest de Berlin, est toujours en construction. Deux réacteurs de 900 mégawatts, de conception soviétique, devraient bientôt y entrer en service. — (AP.)

L'ESSENTIEL

SECTION A

- Débats**
Patrimoine : L'archéologie en chantier, par Michel Colardelle : Proche-Orient : « Avant qu'il ne soit trop tard », par Lance Blackstone, Janicki Cingoli, Marie-Claire Mendès France et Maurice Stroun..... 2
- Liban**
L'assassinat de Dany Chamoun et de sa famille..... 3
- La crise du Golfe**..... 4 à 6
- Regroupement de l'opposition en URSS**..... 7
- La convention du CDS**
Les centristes privilégient le débat d'idées..... 10
- Défense de la laïcité**
Les assises du Grand Orient de France..... 10

SECTION B

- Le mécontentement dans les lycées**..... 11
- Le dossier Bousquet**
M. Serge Klersfeld souhaite que M. Georges Kiejman démissionne de ses fonctions ministérielles..... 12
- Le débat sur la Cinq**
L'association de téléspéculateurs les pieds dans le PAF demande au CSA d'annuler l'autorisation de la chaîne..... 13
- Gilberto Gil au Zénith**
Le chanteur brésilien est de retour à Paris, sa seconde partie..... 14
- Grand Prix de Japon**
Après huit secondes de course, Ayrton Senna est devenu champion du monde de Formule 1..... 16

SECTION C

- L'épargne des Français**..... 21
- L'inflation en Suisse**
Une hausse annuelle de 6,1 % de l'indice des prix..... 22
- Le trafic des marchandises de la SNCF**
continue de diminuer..... 23

CHAMPS ÉCONOMIQUES

- Vices et vertus des marchés à terme : une certaine normalisation dans le secteur pétrolier
- La spéculation souhaitable, par Pierre-Noël Giraud
- Les stabilisations perdues, par Philippe Chalmrin
- Matières premières : le message des prix
- Où en est la pensée économique, par Philippe d'Autume..... 25 à 28

Services

- Abonnements..... 14
- Annonces classées..... 29 à 41
- Cartes..... 19
- Loto, Loto sportif..... 19
- Marchés financiers..... 42-43
- Météorologie..... 18
- Mots croisés..... 19
- Radio-Télévision..... 18
- Spectacles..... 17

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 21-22 octobre 1990 a été tiré à 546 563 exemplaires.

M. Le Pen à Mende, plusieurs ministres à Marvejols

Tous en Lozère

MENDE
de notre correspondant

« Le jour de la venue de Jean-Marie Le Pen dans le chef-lieu du département de la Lozère, nous avons décidé de faire une grande fête de l'amitié », M^{me} Béatrice Marre, chef du cabinet du président de la République et originaire du pays, ne dissimule pas sa vive satisfaction à la fin du rassemblement organisé, dimanche 21 octobre, à Marvejols, par le Parti socialiste, SOS-Racisme et la Ligue des droits de l'homme, entre autres.

C'était la première fois que le plus petit département de France accueillait autant de ministres et de personnalités du monde du spectacle et des médias, joints à quatre présidents de conseil général et à une quinzaine de députés et sénateurs. Plus d'un millier de personnes s'étaient déplacées pour rencontrer M. Roger Hanin, M^{me} Michèle Cotta, MM. Alain Decaux, Michel Durafour, Roger Bambuck, Jean-Pierre Soisson, Georges Sarre, Hubert Curien,

Georges Kiejman. Au même moment, M. Le Pen animait un déjeuner-débat dans un restaurant de Mende. Devant deux cent cinquante personnes, il affirmait que les membres du gouvernement étaient venus en Lozère « probablement aux frais du contribuable ».

« On sait que Le Pen n'a pas de quoi manger, je comprends son indignation », ironisait, à Marvejols, M. Hanin. M. Durafour ajoutait : « Je ne dispose pas d'une fortune personnelle, je n'ai hérité de personne, je paie mes frais de déplacement. » La fête s'est achevée, en fin de soirée, par une allocution de M^{me} Yves Jouffé, présidente de la Ligue des droits de l'homme, et un concert donné par l'orchestre de Jessie Garon.

Il était temps de remonter dans les cars. On apprendait, alors, que l'avion des personnalités parisiennes était bloqué par des agriculteurs sur l'aérodrome de Rodez et qu'elles allaient devoir se diriger vers celui de Clermont-Ferrand pour regagner la capitale.....

JEAN-MARC GILLY



Devinez pourquoi

on les appelle
les précis

droit
du travail

Gérard Lyon-Caen
Jean Pélissier
Quatrième édition

Synthétiser chaque thème de façon exhaustive, voilà une compétence que Dalloz vous apporte. Constantement réactualisés, ils ont la qualité qu'on est en droit d'attendre d'eux. Comme leur nom l'indique.

Dalloz-Les indispensables

GRÈCE : deuxième tour des élections municipales

Victoire
des conservateurs
à Salonique
ATHÈNES

de notre correspondant

Après Athènes le 14 octobre, les conservateurs de la Nouvelle Démocratie ont remporté au second tour des élections municipales, dimanche 21 octobre, la mairie de Salonique, deuxième ville du pays. Avec 50,91 % des voix, M. Costas Cosmopoulos a battu le candidat de la gauche unie, M. Dimitris Fatouros, qui était soutenu par le Pasok (socialiste) et la Coalition de la Gauche et du Progrès (dominée par les communistes).

Cette victoire confirme la tendance du premier tour favorable aux conservateurs, au pouvoir depuis six mois, et qui ont, après une série de scandales et de crises politiques, engagé un sévère plan d'austérité pour redresser l'économie nationale. D'une manière générale, l'électorat est resté sourd aux appels de l'opposition lui demandant de sanctionner l'action du gouvernement.

DIDIER KUNZ

□ **Grande-Bretagne** : douze blessés au cours d'une manifestation à Londres. — Le gouvernement britannique a demandé l'ouverture d'une enquête policière après l'émeute, samedi soir 20 octobre, qui a éclaté à Brixton après une manifestation pacifique contre la *poll tax*, la nouvelle taxe d'habitation. Le chef de la police de Londres, Sir Peter Imbert, est chargé de rédiger un rapport sur les violences qui ont fait 12 blessés, dont 6 policiers. Cette manifestation rassemblant 5 000 personnes avait commencé dans le calme, mais des incidents ont éclaté lorsque 2 000 contestataires ont pris le chemin de la prison de Brixton. — (Reuters.)

□ **Mort de l'acteur américain Joel McCrea**. — Joel McCrea, l'un des grands cow-boys de Hollywood, est mort samedi 20 octobre à Los Angeles. Il était âgé de quatre-vingt-quatre ans. En France, son film le plus célèbre reste sans doute *Correspondant 17* d'Alfred Hitchcock.

SCIENCE & VIE
ECONOMIE
MAGAZINE

HORS SÉRIE / ÉDITION 91

LA
FRANCE
EN
CHIFFRES

• LE POINT COMPLET
SUR L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

• LES PREMIERS CHIFFRES
DU RECENSEMENT 1990

Ce document de 172 pages
fait le point complet
sur l'économie du pays.
Les secteurs clés,
les grandes évolutions, les régions,
le budget, le poids de la France,
tout est parfaitement mis à jour
et répertorié
dans ce panorama
de l'économie française.

48 F EN VENTE PARTOUT

سكنا من الامم